

RAPPORTS

Service Milieux naturels
Biodiversité, Sites et
Paysages

Pôle Eau et Milieux
aquatiques

Novembre 2013

Directive cadre sur l'eau

Consultation sur l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques

2012-2013

BILAN



CONSULTATION DU PUBLIC SUR L'AVENIR DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Donnez votre avis !

du 1^{er} novembre 2012 au 30 avril 2013



Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Guyane

www.guyane.developpement-durable.gouv.fr

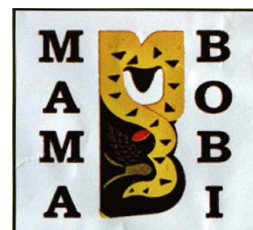
Table des matières

Remerciements.....	3
I.Introduction.....	4
II.Déroulement de la consultation.....	4
II.1-Contexte et objet de la consultation.....	4
II.2-Modalités générales.....	5
II.3-Consultation institutionnelle.....	5
II.4-Annonces et diffusion de l'information.....	5
II.5-Actions des associations.....	6
III.Analyse des questionnaires.....	7
III.1-Profil des répondants.....	7
Âge / sexe.....	7
Catégorie socio-professionnelle.....	8
Origine géographique.....	9
Représentativité de l'échantillon.....	10
Voie d'information.....	11
III.2-Analyse par question.....	12
Les grands enjeux de l'eau.....	12
Les grands enjeux du bassin de Guyane.....	13
QB1 Développer l'accès à l'eau potable pour tous avec les solutions originales déjà utilisées en Guyane que sont les bornes fontaines et les pompes à bras, pour les populations non raccordées...13	
QB2 Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques.....13	
QB3 Améliorer la connaissance des milieux aquatiques et de la ressource en eau : données environnementales.....13	
QB4 Appliquer au mieux les principes d'usager-payeur et de tarification incitant aux économies d'eau.....14	
QB5 Renforcer l'éducation (environnement, santé, consommation), la formation et la gouvernance sur l'eau.....14	
QB6 Mettre en place une gestion partagée de l'eau avec nos voisins surinamais et brésiliens.....14	
QB7 Mieux intégrer les zones humides dans les politiques d'aménagement du territoire.....15	
QB8 Développer les aménagements pour favoriser et sécuriser la navigation sur les cours d'eau de Guyane.....15	
Analyse des commentaires libres.....	16
Appréciations générales.....	16
Thèmes récurrents.....	17
Nouveaux thèmes.....	19
Lien avec la charte du PAG.....	20
IV.Résultats de la consultation.....	21
IV.1-Questions importantes retenues.....	21
IV.2-Programme de travail.....	25
IV.3-Évolution des réponses depuis 2009.....	27
V.Conclusion.....	28
ANNEXES.....	29



Remerciements

Les organisateurs de la consultation sur l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques remercient vivement les associations qui se sont portées volontaires pour participer activement à cet événement, en diffusant l'information dans leurs réseaux et en accompagnant le public dans le remplissage du questionnaire. Ils remercient tout particulièrement les nombreux permanents, bénévoles, médiateurs, stagiaires, qui se sont personnellement investis pour aller à la rencontre des guyanais.



I. Introduction

Le présent rapport dresse le bilan de la consultation sur l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques lancée par le Comité de Bassin entre le 1er novembre 2012 et le 30 avril 2013. Il s'appuie sur les questionnaires retournés, en version papier ou par Internet, durant cette période.

Ce rapport alimentera l'état des lieux du district hydrographique de Guyane, dont la révision est attendue pour la fin de l'année 2013.

II. Déroulement de la consultation

II.1- Contexte et objet de la consultation

Le calendrier général de mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau (DCE, 2000) prévoit une révision des documents de gestion de l'eau (état des lieux du district, SDAGE, programme de mesures) sur un cycle de 6 ans. Sur chaque cycle, deux consultations ont lieu : une première au moment de la révision de l'état des lieux, et une deuxième sur les projets de SDAGE et de programme de mesures.

La consultation a pour but d'associer notamment le public, un acteur majeur de l'eau, mais aussi les principales institutions, à travers une consultation officielle. Elle doit permettre à la fois d'informer le plus grand nombre sur la gestion de l'eau dans le bassin, et de recueillir leur avis à différentes phases de l'élaboration de la politique de gestion de l'eau.

Deux consultations du même type ont déjà eu lieu :

- en 2007, pour l'élaboration du premier état des lieux du district hydrographique ;
- en 2008-2009, pour la révision du SDAGE et l'élaboration du programme de mesures.

La consultation 2012-2013, menée en parallèle de la révision de l'état des lieux du district, vise à identifier les questions importantes qui orienteront l'élaboration du SDAGE 2016-2021.

Elle se déroule dans un cadre fixé par la réglementation : directive cadre sur l'eau (DCE) et code de l'environnement français, à l'article R.212-6 notamment.

Elle a porté sur les questions importantes pour la gestion de l'eau du bassin et sur le programme de travail pour la révision du SDAGE. Ces questions importantes et le programme de travail, pré-identifiés par le Comité de Bassin, ont été proposés dans un questionnaire, en tant que support d'expression d'un avis.

Les questions soumises à la consultation étaient de deux ordres :

- les grands enjeux de l'eau, identifiés au niveau national,
- les grands enjeux du bassin de Guyane, spécifiques à notre territoire.

II.2- Modalités générales

La consultation sur l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques s'est déroulée en Guyane du 1er novembre 2012 au 30 avril 2013, concomitamment avec tous les bassins français. Les modalités de la consultation en Guyane ont été fixées par arrêté préfectoral n°1590/DEAL/2D/3B du 15 octobre 2012 (cf. Annexe 1.).

Les documents de la consultation ont été préparés par le Comité de Bassin de Guyane, à savoir :

- Une notice de présentation (notice fournie par le ministère, adaptée pour la Guyane)
- Un document de synthèse, présentant les questions identifiées par le Comité de Bassin soumises à la consultation et proposant un programme de travail pour la révision du SDAGE.
- Un questionnaire

Ces documents sont présentés en Ils ont été mis à disposition dans les lieux suivants :

- à la Préfecture et à la Sous-Préfecture
- à la DEAL
- au siège de l'Office de l'eau
- dans les mairies
- sur le site internet www.bassin-guyane.fr
- auprès des associations participantes

II.3- Consultation institutionnelle

Ils ont également été envoyés, pour recueillir leur avis, aux organismes suivants : Conseil Régional, Conseil Général, Chambre de commerce et d'industrie de la Guyane, Chambre d'agriculture, Chambre des métiers et de l'artisanat de Guyane, Conseil économique et social régional, Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement, Parc Amazonien de Guyane et Parc Naturel Régional de Guyane.

Aucune réponse n'ayant été reçue de la consultation de ces organismes, le présent rapport ne traite que de la consultation du public.

Notons toutefois qu'une réponse au questionnaire en ligne a été faite suite à une information par voie institutionnelle du PAG. Les commentaires apportés par ce répondant font clairement le lien entre le SDAGE et la charte du PAG ; ils sont présentés dans l'Analyse des commentaires libres, page 20.

II.4- Annonces et diffusion de l'information

L'annonce de la consultation a été faite en début de période par voie de presse, dans un journal local (France Guyane) et dans un journal de diffusion nationale (Libération).

Le Comité de Bassin a formulé un communiqué de presse qui a été diffusé par la DEAL à l'ensemble de son réseau. Le GRAINE Guyane a également diffusé l'information à l'ensemble de son réseau. Cela a permis de toucher à la fois le réseau des adhérents aux associations, les acteurs de l'environnement et les partenaires institutionnels, les médias et les professeurs.

L'avis de consultation a ainsi été relayé sur de nombreux sites Internet (sites d'information, sites d'associations, sites de partenaires institutionnels). Des pages spéciales dédiées à la consultation ont été créées sur le site du Comité de Bassin, permettant au public de s'informer sur la consultation et de répondre au questionnaire au ligne.

Les médias ont été sollicités pour programmer des émissions de radio et de télévision avec des interventions d'expert sur les différentes thématiques liées à la consultation. Le manque de disponibilité du Président du Comité de Bassin, identifié pour assurer ces émissions, n'a permis d'assurer qu'une intervention au journal d'ATG.

Les médias et la presse ont par ailleurs communiqué sur la consultation sur l'eau en annonçant la tenue des demi-journées d'information organisées par la DEAL, l'OEG et le GRAINE Guyane (cf. §Actions des associations, ci-dessous) : radio RLM de Saint-Laurent du Maroni, Guyane Première, sites internet.

II.5- Actions des associations

Des actions ont été menées avec diverses associations, afin d'accompagner le public dans cette consultation.

La DEAL et l'Office de l'Eau ont organisé avec le GRAINE Guyane des demi-journées d'information à Cayenne et Saint-Laurent du Maroni, à destinations des associations de protection de la nature et de médiation sociale afin qu'elles puissent se faire le relais de la consultation et accompagner la population dans le remplissage du questionnaire.

Les actions suivantes ont été menées :

- interventions de la SEPANGUY sur les marchés de Cayenne
- interventions de la DAAC dans les quartiers (île de Cayenne et Saint-Georges)
- interventions de MamaBobi dans les quartiers de Saint-Laurent et du bas Maroni
- participation à des événements : conférence DEAL et animations SEPANGUY pour la journée mondiale des zones humides, stand/conférence OEG pour la journée mondiale de l'eau, stand association Mo Peyi Prop' au marathon de l'espace (Kourou)

Le bilan réalisé par le Graine Guyane est présenté en Annexe 2. Dans ce bilan, le décompte des questionnaires remplis a été réalisé approximativement pour certaines associations, les valeurs affichées ne correspondent donc pas exactement au nombre de questionnaires réellement traités.

III. Analyse des questionnaires

L'analyse de la consultation porte sur 1856 questionnaires retournés, dont 1726 par retour papier et 130 par Internet. 11 enregistrements par Internet sont totalement vides (aucune réponse renseignée) et n'ont pas été pris en compte.

Les questions ont parfois été mal comprises. Les personnes interrogées ont répondu par un point d'interrogation ou l'ont indiqué en commentaire libre (cf. § Appréciations générales, page 16).

Les intervenants des associations ont aidé les personnes interrogées au remplissage du questionnaire. Cette aide n'était pas systématique, mais quand elle est intervenue, elle a pu influencé, même involontairement, le choix de la réponse.

III.1- Profil des répondants

Les questions relatives au profil du répondant n'ont globalement pas été bien renseignées. 6% des répondants ne donnent pas leur âge, 13% ne donnent pas leur sexe et 12% ne donnent pas leur catégorie socioprofessionnelle.

Les réponses enregistrées ont été analysées et comparées à l'analyse de la population d'après les données de l'INSEE.

Âge / sexe

Les jeunes sont largement sur-représentés parmi les répondants, tandis que les personnes les plus âgées sont sous-représentées.

L'échantillon est relativement bien équilibré par rapport au sexe, avec une légère dominance de personnes féminines.

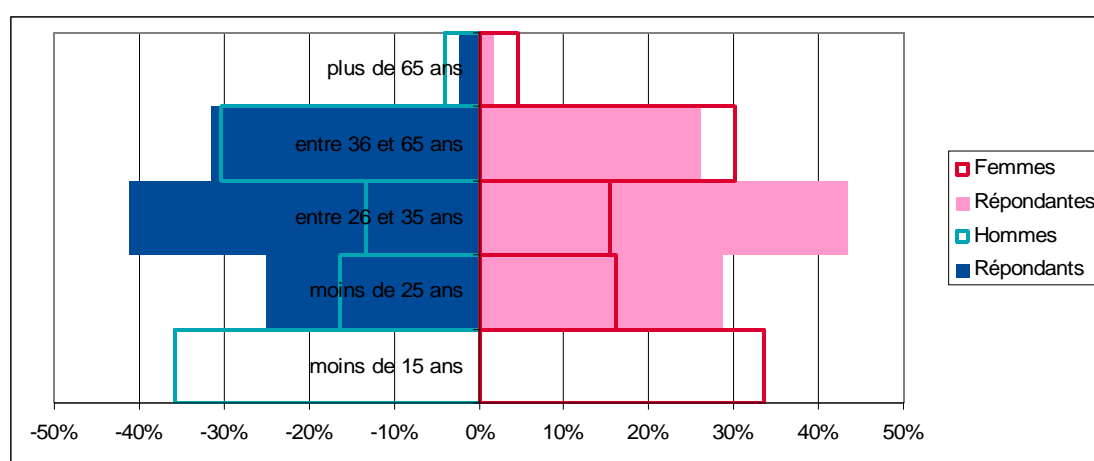


Illustration 1: Pyramide des âges : comparaison répondants / population INSEE

Nota : Données INSEE : Population selon le sexe et l'âge au 1er janvier 2012, données provisoires (Source : Insee, état civil (données domiciliées), estimations de population.).

Pour la catégorie « moins de 25 ans » du questionnaire, on considère, vu le niveau de complexité du questionnaire, que les personnes ayant répondu ont plus de 16 ans, afin de pouvoir comparer avec les classes d'âges des données de l'INSEE (pas d'âge quinquennal). Les réponses non renseignées ne sont pas prises en compte dans la calcul.

Catégorie socio-professionnelle

Plus de la moitié des répondants sont sans activité professionnelle ou employés. La catégorie suivante la plus représentée est « élève ou étudiant ».

La comparaison avec les chiffres de population de l'INSEE n'est pas immédiate car les catégories socio-professionnelles considérées sont différentes. De plus les répondants ont parfois eu du mal à se situer dans ces catégories, d'où l'ajout d'une catégorie « autre » et une part non négligeable de non réponse (12%).

Le tableau 1 ci-dessous présente la répartition des catégories socio-professionnelles, pour les réponses renseignées, en parallèle des chiffres de l'INSEE. Il montre un déséquilibre dans notre échantillon de réponses, avec des catégories sur-représentées et d'autres sous-représentées.

La forte proportion de personnes sans activité professionnelle (y compris élève ou étudiant) et la sous-représentation des retraités concordent avec la pyramide des âges de notre échantillon.

Les catégories utilisées dans le questionnaire sont celles définies par le ministère ; il serait judicieux pour la prochaine consultation d'utiliser les catégories normées par l'INSEE.

Réponses au questionnaire				Population de 15 ans ou plus selon la catégorie socioprofessionnelle, en 2010		
				<i>Source : Insee, RP1999 et RP2010 exploitations complémentaires</i>		
Sans activité professionnelle	540	32,9%	48%	64528	43,5%	Autres personnes sans activité professionnelle
Élève ou étudiant	247	15,1%				
Employé	423	25,8%	29,8%	24120	16,3%	Employés
Réponses multiples	56	3,4%		15891	10,7%	
Autre	9	0,5%				
Profession libérale, cadre supérieur	149	9,1%		7129	4,8%	Cadres et professions intellectuelles supérieures
Agriculteur	83	5,1%		1332	0,9%	Agriculteurs exploitants
Artisan ou commerçant	57	3,5%		8343	5,6%	Artisans. commerçants. chefs entreprise
Retraité	42	2,6%		10247	6,9%	Retraités
Ouvrier	34	2,1%		16728	11,3%	Ouvriers
Total	1640	100 %		148316	100 %	Ensemble

Tableau 1 : Répartition selon la catégorie socio-professionnelle

Nota : Les réponses non renseignées ne sont pas prises en compte dans la calcul.

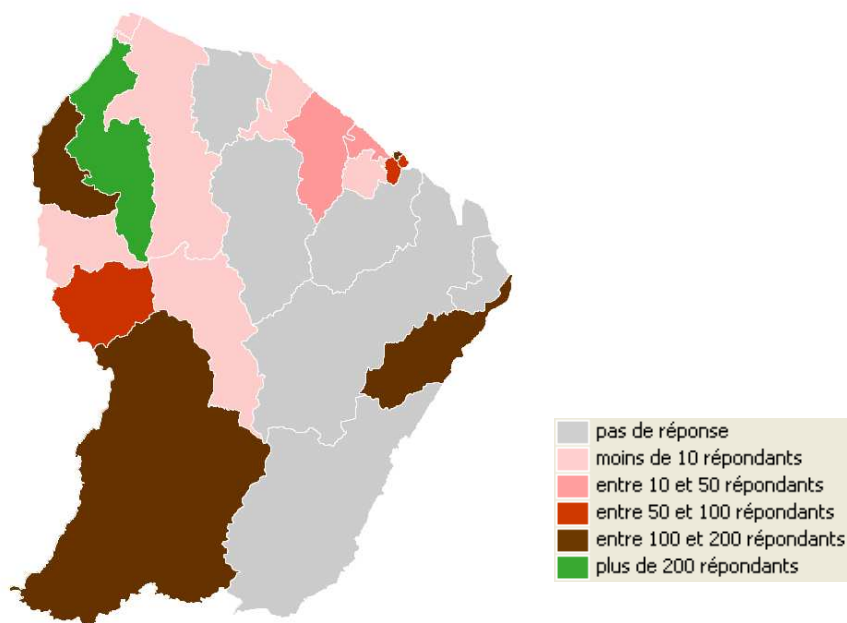
En **vert** les catégories sur-représentées, en **rouge** les catégories sous-représentées.

« Autre » comprend notamment les enseignants.

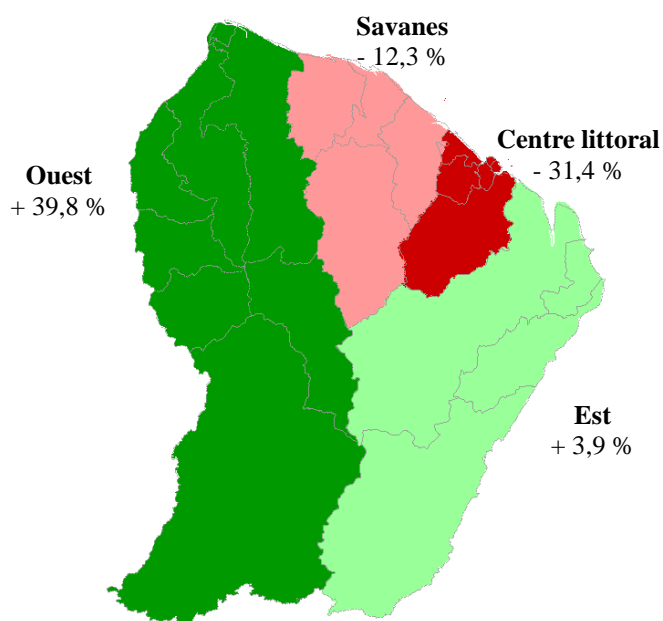
Origine géographique

L'origine des répondants est tributaire des actions menées par les associations. Ainsi, les guyanais des communes de l'ouest sont largement sur-représentés par rapport aux autres communes.

2,1% des répondants n'ont pas indiqué leur commune d'origine. 2 réponses par Internet proviennent de Métropole.



Nombre de réponses par commune



Écart par territoire entre le taux de réponse et la répartition de population INSEE

	Ouest	Savanes	Centre littoral	Est	Non renseigné
Répondants	1306	22	370	117	41
Répartition des réponses	72,0%	1,2%	20,4%	6,4%	
Répartition de population INSEE	32,2%	13,5%	51,8%	2,5%	

Tableau 2 : Origine géographique des répondants

Source : Populations légales des communes en vigueur au 1er janvier 2013, Mise à jour : décembre 2012, Insee, Recensement de la population 2010

Représentativité de l'échantillon

L'échantillon des personnes sondées est assez déséquilibré par rapport au profils de l'INSEE : sur-représentation des jeunes, des personnes sans activité professionnelle (y compris élève ou étudiant), des professions libérales, cadres supérieurs et des agriculteurs, sous-représentation des artisans ou commerçants, des retraités et des ouvriers.

D'autre part, du fait de la sur-représentation des répondants du territoire « Ouest », les réponses à l'échelle globale de la Guyane ont une répartition proche des réponses de ce territoire. Pour tenir compte de ce fort déséquilibre des répondants selon l'origine géographique, l'analyse est menée par territoire. Le découpage territorial est basé sur celui des intercommunalités.

Bien que le territoire « Ouest » compte la majorité des répondants, en terme de représentativité par territoire, c'est le territoire « Est » le mieux représenté.

	Ouest	Savanes	Centre littoral	Est	Total Guyane
Questionnaire	1306	22	370	117	1815
Population Insee	74433	31226	119638	5870	231167
Taux de réponse	1,8%	0,1%	0,3%	2,0%	0,8%

Tableau 3 : Représentativité des réponses par territoire

Source : Populations légales des communes en vigueur au 1er janvier 2013, Mise à jour : décembre 2012, Insee, Recensement de la population 2010

Pour ces raisons, les résultats présentés dans l'analyse par question sont biaisés. Ils sont utilisés pour dégager des tendances, sans s'arrêter sur les pourcentages calculés, dont l'indice de confiance est très faible.

Voie d'information

Les répondants ont eu connaissance de la consultation essentiellement (85% des réponses) par la voie associative, grâce aux actions menées pour la consultation (cf. § Actions des associations, page 6).

12,4% des personnes ayant répondu à cette question en ont eu connaissance par Internet. Parmi celles-ci, seulement un tiers a répondu au questionnaire en ligne.

Près de 10% des personnes ayant répondu à cette question en ont eu connaissance par les médias. Elles ont pratiquement toutes (97%) répondu par le biais des associations.

Ainsi, même si l'information de la consultation est passée, il faut aller vers les gens pour qu'ils répondent.

5% ont répondu « réunion ou débat public » ; toutefois il semble que cette réponse ait été cochée par des personnes ayant répondu dans le cadre des actions des associations, ce taux n'est donc pas fiable.

Les autres voies d'information sont par un ami ou un proche (2,6%) ou par le travail (2,5%), et de manière plus anecdotique (moins de 1% à chaque fois) : école, lieux publics (café/restaurant, services de santé, office du tourisme), bouche à oreille, email, formation, par courrier, par téléphone, recherche.

III.2- Analyse par question

Les graphiques correspondants sont présentés en Annexe 3.

Les grands enjeux de l'eau

Les grands enjeux de l'eau ont été identifiés sur tous les bassins hydrographiques français : ils sont stratégiques pour l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques.

QN1 : Garantir une eau potable en quantité et de qualité suffisantes, à toute la population

QN2 : Retrouver ou préserver les équilibres écologiques, restaurer ou maintenir la biodiversité, véritable patrimoine naturel

QN3 : Anticiper pour mieux s'adapter au changement climatique

QN4 : Éliminer les substances dangereuses dans l'eau

QN5 : Replacer la gestion de l'eau et des milieux aquatiques dans l'aménagement du territoire

25 000 français se sont exprimés sur les grands enjeux de l'eau dans leur bassin. Une analyse des réponses à ces questions a été réalisée au niveau national. Elle est disponible en Annexe 7.

En Guyane, de manière globale sur le bassin, la part de réponse « Prioritaire » dépasse toujours 50% sur les questions nationales (56% à 83%), sauf pour la question QN5 où il s'en approche seulement, avec 48%.

Les réponses aux questions QN1 et QN4 sont assez homogènes d'un territoire à l'autre : la part de réponses « Prioritaire » est largement majoritaire, suivie de réponses « Important ». Ces questions concernent des thématiques récurrentes dans les commentaires libres : l'eau potable et les pollutions. (cf. § Thèmes récurrents, page 17)

En revanche, les réponses aux questions QN2, QN3 et QN5 sont assez disparates selon territoire. Ces questions ressortent moins prioritaires, notamment pour les répondants de l'est, où la part de réponses « Secondaire » est aussi la plus élevée.

On note également une part plus grande de non-réponse sur ces trois questions, probablement dues à des difficultés de compréhension.

Les grands enjeux du bassin de Guyane

Pour toutes les questions relatives au bassin, environ un quart des personnes n'ayant pas indiqué leur provenance géographique n'ont également pas répondu à ces questions. On peut parler de désintérêt pour le questionnaire pour 80% d'entre elles (dès lors qu'il y a une question sans réponse, toutes les suivantes le sont aussi).

QB1 Développer l'accès à l'eau potable pour tous avec les solutions originales déjà utilisées en Guyane que sont les bornes fontaines et les pompes à bras, pour les populations non raccordées

Sur l'ensemble de la Guyane, et quelque soit le territoire considéré, la part de réponse « Prioritaire » est toujours prépondérante. Elle est largement majoritaire à l'est, alors qu'à l'ouest les réponses sont moins déséquilibrées, les réponses « Important » et « Secondaire » étant plus nombreuses.

Dans l'ensemble, toutes les catégories socio-professionnelles classent cette question d'abord en prioritaire, sauf la catégorie « autre » qui répond « important à 78% et les personnes sans activité professionnelle, qui sont très partagées sur cette question (réponses réparties par tiers).

QB2 Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques

Les personnes interrogées ont répondu de manière assez homogène sur tout le territoire concernant les pollutions dues aux activités aurifères et à l'assainissement, en les plaçant globalement « Prioritaire » à 79%. Sur le territoire « Est », elles sont toutefois 11% à ne pas avoir répondu concernant les activités aurifères. Quelque soit la catégorie socio-professionnelle, la diminution de ces pollutions est d'abord largement « Prioritaire » puis « Important ».

Concernant les pollutions dues à l'agriculture et aux industries, les réponses sont moins tranchées, avec à peine la moitié de réponses « Prioritaire », et 40% de réponses « Important ». Les agriculteurs sont les premiers à juger la diminution de la pollution agricole comme prioritaire, de même pour la pollution industrielle. Les personnes sans activité professionnelle considèrent ces pollutions « Important » avant « Prioritaire ».

Enfin, les pollutions relatives au transport et aux loisirs nautiques sont partagées par tiers. C'est la question qui recueille la plus grande part de réponses « Secondaire », notamment chez les personnes sans activités professionnelles (près d'un tiers d'entre elles). Ce type de pollution est quand même jugée « Prioritaire » assez nettement par les agriculteurs (63% d'entre eux), les retraités (62%) et les personnes pluri-actives (55%)

QB3 Améliorer la connaissance des milieux aquatiques et de la ressource en eau : données environnementales

Pour cette question, la part de réponse « Important » devint majoritaire sur les trois territoires « Savanes », « Centre littoral » et « Est ». Globalement sur l'ensemble de la Guyane, les réponses « Prioritaire » sont majoritaires de peu.

Seuls les retraités et les personnes sans activité professionnelle jugent cette question « Prioritaire » à plus de 50%. Les pluri-actifs sont les plus nombreux à répondre « Secondaire ».

QB4 Appliquer au mieux les principes d'usager-payeur et de tarification incitant aux économies d'eau

Les réponses sont partagées selon le territoire, entre « Prioritaire » et « Important », avec une forte part de « Secondaire » sur le territoire « Est ».

Les commentaires libres (cf. § Analyse des commentaires libres, page 16) montrent une sensibilité des habitants de l'Ouest à la question du prix de l'eau, qui font également le lien avec le gaspillage de l'eau.

Comme pour la question précédente, les retraités et les personnes sans activité professionnelle sont les seuls à juger cette question « Prioritaire » à plus de 50%. Pour les autres catégories socio-professionnelles, la part de réponses « Secondaire » est plus grande, mais globalement les réponses « Important » sont souvent les plus nombreuses.

QB5 Renforcer l'éducation (environnement, santé, consommation), la formation et la gouvernance sur l'eau

Comme pour QB4, les réponses sont partagées selon le territoire, entre « Prioritaire » et « Important », avec également une part non négligeable de « Secondaire » sur le territoire « Est ».

Par catégorie socio-professionnelle, les réponses sont également partagées entre « Prioritaire » et « Important », avec une part non négligeable de « Secondaire » pour les pluri-actifs.

L'éducation aux problématiques de l'eau ressort comme un des thèmes récurrents des commentaires libres (cf. § Thèmes récurrents, page 17), fortement commenté par les répondants du Centre littoral, puis par les répondants de l'Ouest.

QB6 Mettre en place une gestion partagée de l'eau avec nos voisins surinamais et brésiliens

Sur l'ensemble du territoire, les personnes interrogées répondent majoritairement « Important » à cette question. Toutefois deux profils distincts de réponse se dégagent :

- les répondants des territoires frontaliers (« Ouest » et « Est »), qui répondent majoritairement « Important », puis « Prioritaire »,
- et les répondants des territoires non frontaliers (« Savanes » et « Centre Littoral ») pour qui la part de réponse « Secondaire » devient nettement significative, et pondère les résultats qui se répartissent globalement par tiers.

Malgré la situation de la Guyane, comptant deux bassins transfrontaliers, la mise en place d'une gestion partagée de l'eau avec les pays voisins ne ressort donc pas comme une priorité, même pour les habitants des territoires frontaliers. Notons que les commentaires libres révèlent une mauvaise compréhension de la question (cf. § Appréciations générales, page 16), ce qui a pu biaiser les réponses.

Les agriculteurs sont les seuls à répondre « Prioritaire » à plus de 50% ; les retraités et les pluri-actifs répondent également majoritairement « Prioritaire ». Les réponses « Secondaire » sont relativement nombreuses pour toutes les catégories socio-professionnelles.

QB7 Mieux intégrer les zones humides dans les politiques d'aménagement du territoire

Les réponses à cette questions sont très différentes d'un territoire à l'autre. Alors que pour les habitants de l' « Ouest » et du « Centre littoral », les réponses sont partagées entre « Prioritaire » et « Important », la part de réponses « Prioritaire » est largement majoritaire sur le territoire « Savanes », tandis qu'aucune réponse ne se dégage nettement sur le territoire « Est ».

Selon la catégorie socio-professionnelle, la question est plutôt « Prioritaire » ou « Importante », avec une part toutefois non négligeable de « Secondaire ». On note une forte part de non réponse des personnes sans activité professionnelle.

QB8 Développer les aménagements pour favoriser et sécuriser la navigation sur les cours d'eau de Guyane

Comme pour la question précédente, les réponses sont très différentes d'un territoire à l'autre. Pour la première fois la part de réponse « Secondaire » est majoritaire sur un territoire (« Savanes »). Sur les territoires « Ouest » et « Est », où les fleuves jouent un rôle nécessaire au transport des biens et des personnes, les réponses sont partagées entre « Prioritaire » et « Important ». Sur le territoire « Centre littoral », la part de réponse « Important » est relativement majoritaire, avec quand même une part de réponses « Secondaire » significative élevée.

Les retraités sont ceux qui répondent le plus « Prioritaire ». Pour les autres catégories socio-professionnelles, comme précédemment, les réponses sont soit majoritairement « Prioritaire », soit majoritairement « Important », avec une part non négligeable de « Secondaire ». Les pluri-actifs sont ceux pour qui les réponses sont les moins tranchées.

Analyse des commentaires libres

Le questionnaire comportait deux questions ouvertes permettant des commentaires libres : la première pour apporter des commentaires sur les enjeux, par exemple proposer d'autres enjeux importants pour l'eau, et la deuxième pour formuler des propositions sur le programme de travail pour la révision du SDAGE.

Les réponses apportées à la deuxième question ouverte correspondent souvent à des commentaires sur les enjeux. Cela traduit une mauvaise compréhension de la question sur le programme de travail pour la révision du SDAGE, peut-être par défaut d'avoir consulté le document de synthèse présentant le calendrier.

459 répondants ont apporté des commentaires libres représentant 524 idées. Ce sont majoritairement les habitants de l'ouest qui se sont exprimés, et dans une moindre mesure ceux du centre littoral. Cette répartition correspond à l'origine géographique des répondants (cf. § Origine géographique, page 9). En revanche en considérant le ratio par territoire, ce sont les habitants de la communauté de communes des Savanes qui ont le plus contribué à ces questions ouvertes.

Territoire	Nombre de contributions libres	% du total des contributions	Nombre de répondants	Nb de contributions / nb de répondants
Ouest	320	70%	1306	25%
Savanes	9	2%	22	41%
Centre littoral	105	23%	370	28%
Est	23	5%	117	20%
Non renseigné	2	0%	41	5%
Total	459	100%	1856	25%

Tableau 4 : Origine géographique des commentaires libres

Dans la suite de ce chapitre, le terme « répondant » est employé pour désigner les répondants ayant apporté une réponse aux questions ouvertes (459) ; ce nombre sert de base pour le calcul des taux présentés.

Les commentaires sont listés en Annexe 6.

Appréciations générales

Sur 459 répondants, 16% apportent une appréciation sur la démarche de la consultation ; il peut s'agir de critiques (6%) comme de compliments (10%).

Le questionnaire lui-même est remis en cause. Le manque d'action de l'État est également pointé du doigt.

« Ce questionnaire tombe sous le sens quand on se sent responsable de son environnement. Est-il pertinent ? »

« On a beau donner son avis, les décisions politiques ne prennent jamais en compte cet avis. »

« *Quand est-ce que vous allez agir ?* »

« *Tout cela ce sont de belles intentions !* »

1,5% des répondants soulignent la difficulté du questionnaire, et ils sont autant à lui reprocher sa longueur. Les prochaines consultations devront en tenir compte afin de proposer un support adapté, à la fois complet, compréhensible, et non rébarbatif.

Certaines notions ont été mal comprises, et cela peut fausser l'analyse des questions. Par exemple la gestion partagée de l'eau avec les pays frontaliers (question de bassin QB6) a été interprétée par plusieurs répondants de l'Ouest comme le partage de l'eau, sous-entendu de l'eau potable.

A contrario, 7% des répondants soulignent l'importance de l'eau et emploient des termes positifs comme « *c'est très bien* », « *c'est une bonne chose* » ou encore « *j'apprécie beaucoup votre travail* ».

Certains répondants vont même jusqu'à manifester un intérêt curieux pour la démarche. Ils sont 1,5% à poser la question : « *comment allez-vous faire ?* » ou « *comment allez-vous savoir ?* ». Ces questionnements rejoignent les demandes de plus d'information (cf. Thèmes récurrents 3 ci-dessous)

Enfin, les répondants emploient parfois des mots forts pour exprimer leurs idées : « *destruction* », « *gaspillage* », « *protéger* », etc. Ces mots renforcent le propos des répondants.

Thèmes récurrents

Trois thèmes majeurs ressortent parmi les commentaires :

1. Eau potable

Le thème de l'eau potable est abordé par 25% des répondants, sous plusieurs angles : qualité (6%), quantité, traitement (plus de 2% parlent de javel), accès à l'eau.

Le lien est souvent fait entre la qualité de l'eau, ou le fait de ne pas avoir d'eau potable, et la santé.

La qualité de l'eau fait ici référence à l'eau potable. En dehors de l'eau potable, à peine 1% des répondants abordent la qualité de l'eau au sens de qualité des milieux aquatiques. Le souhait de diminution des pollutions, exprimé par le thème suivant, sous-tend toutefois la recherche de la qualité des milieux aquatiques.

2. Pollutions

Le thème des pollutions est abordé par 22% des répondants, dont 6% parlent de pollutions au sens large, sans en préciser la teneur. Le terme « propre » est aussi employé en contraire de « pollué ».

Près de 8% des répondants demandent de ne pas jeter des déchets, qui constituent une source de pollution, dans les cours d'eau.

Plus de 2% des répondants font références à des produits, produits chimiques, produits toxiques, aux produits utilisés en agriculture ou encore au mercure. Le terme « substances dangereuses » est employé par 2% d'autres répondants. A plusieurs reprises, il est associé au

thème précédent « eau potable ».

Plus de 2% également font référence au traitement des eaux usées.

Les autres sources de pollutions citées sont : la fusée, les désherbants, la navigation, les pollutions diffuses, les activités touristiques, le lavage des voitures et l'éventuelle exploitation pétrolière.

3. Information/sensibilisation/éducation

12% des répondants font un commentaire sur l'information, la sensibilisation ou l'éducation, que ce soit en tant qu'enjeu pour le bassin ou concernant le programme de travail pour la révision du SDAGE. Plus de 1% parle de concertation dans la question relative au programme de travail.

62% de ces commentaires précisent les thèmes à aborder dans les actions d'information, de sensibilisation ou d'éducation. Il s'agit en premier lieu de la pollution et des déchets (pollution en général, produits phytosanitaires, eaux usées), puis de manière plus général des « enjeux » et de la « gestion de l'eau ». Viennent ensuite les « bons gestes », la qualité de l'eau (milieu naturel ou eau potable), des commentaires relatifs aux milieux naturels (« environnement », « fragilité des écosystèmes, zones humides », préservation des ressources naturelles, protection de l'eau), la consultation (avancement du travail, promotion du questionnaire, résultat de cette enquête), l'importance de l'eau, et enfin les gîtes larvaires, le fait de ne pas gaspiller l'eau et de ne plus travailler l'or.

Ces commentaires visent à 41% le grand public (« les personnes », « les gens », « les habitants »...), puis près de 10% concernent les élèves ou les jeunes. Les autres catégories de personnes visées dans ces commentaires sont les usagers, les communautés autochtones, les gens ou les acteurs des sites isolés, les élus locaux, les professionnels. Un territoire est également cité par un commentaire : le Maroni.

Enfin 41% des commentaires proposent des moyens de communication ou apportent des spécifications : interventions de proximité, et ce plus souvent, utilisation des médias et de la presse pour la diffusion de reportages, renforcement de la concertation, partenariat avec les écoles, sorties de terrain, adaptation aux spécificités du territoire (langue, culture).

Par ailleurs, comme indiqué précédemment, plusieurs répondants s'intéressent à la manière dont les actions seront mises en place (questions « comment ? »).

Ces questions encouragent à développer les actions d'information à destination du grand public, en particulier dans l'optique du futur SDAGE (voir aussi §Programme de travail, page25).

Viennent ensuite :

4. Prix de l'eau / tarification (9%)

En proportion, ce sont les habitants du territoire « Savanes » qui ont le plus commenté ce thème, bien qu'en nombre ils ne représentent que 2 commentaires. Les habitants de l'Ouest sont ensuite ceux qui ont le plus contribué (36 commentaires). Ce thème est à rapprocher de la notion de « gaspillage », dont le terme est souvent employé (cf thème récurrent Erreur : source de la référence non trouvée ci-dessous). Voir aussi question QB4 page 14.

5. **Orpillage / mercure** (8%)

Ce thème a été commenté sur tous les territoires ; encore une fois en proportion, les habitants du territoire « Savanes » ont le plus contribué, avec seulement 2 commentaires ; ce sont ensuite les habitants de l'Est (4 commentaires) puis de l'Ouest (28 commentaires). Les habitants du Maroni associent un risque d'augmentation des vols avec l'arrêt de l'orpillage.

6. **Importance de l'eau** (7%) et autres considérations générales (près de 8%) : changement climatique, connaissance, développement durable, gestion de l'eau, ...7. **Navigation / transport** (5%)8. **Le gaspillage**, ou économiser l'eau (près de 5%), au-delà de l'aspect tarifaire

En revanche, les thèmes liés à l'**aménagement** et aux **zone humides** suscitent peu de commentaires (entre 1,1 et 1,5%)

De manière transversale, les répondants proposent des moyens d'actions relatifs notamment **au contrôle, à la surveillance et à la réglementation** : par exemple « analyser régulièrement » et « Ne pas tricher avec les analyses », « il faudrait que le préfet demande à la gendarmerie de dresser quelques contraventions qui serviraient d'exemple », « mieux observer les orpilleurs », « il faudrait un organisme de contrôle suffisamment indépendant » ou encore « renforcer les lois de pollution, prévention et éducation » et « réflexion sur l'adaptation de la réglementation sur l'eau au territoire ».

Nouveaux thèmes

Des thèmes non proposés à la consultation par le Comité de Bassin apparaissent dans les commentaires, de manière moins récurrente, mais intéressants à noter tout de même :

- déjà cité concernant la qualité de l'eau potable : l'excès de javel dans le traitement (11 commentaires)
- des aspects sociaux ou de sécurité (8 commentaires, pas forcément liés à l'eau)
- le lavage de voitures, en termes d'économie d'eau et de pollution (6 commentaires)
- la récupération d'eau de pluie (6 commentaires)
- l'utilisation pour les piscines (3 commentaires)
- déjà cités concernant les pollutions : la fusée (4), les désherbants (2), diminuer les pollutions pour les animaux (1), l'éventuelle exploitation pétrolière (1)
- la construction de châteaux d'eau (5 commentaires)
- les inondations (4 commentaires)
- l'énergie et l'hydroélectricité (2 commentaires)
- l'embouteillage (2 commentaires)
- le milieu marin (2 commentaires)
- l'eau utilisée contre les incendies (1 commentaire)

Enfin certains commentaires sont un peu inattendus, comme ceux de « diminuer » voire « arrêter la navigation sur les fleuves. » et ceux concernant le partage de l'eau potable avec les pays voisins : « C'est bien de vouloir partager notre eau avec nos amis surinamiens et brésiliens, mais pour ça il faut d'abord faire construire un château d'eau beaucoup plus grand. ».(commentaires du territoire « Ouest »)

D'autres commentaires visent des projets plus précis, et demandent réflexion : « pour améliorer les franchissements de sauts, il faut faire sauter les rochers. »

Lien avec la charte du PAG

Une réponse apportée par Internet fait clairement le lien entre le SDAGE et la charte du Parc Amazonien de Guyane. Il apparaît intéressant de relever ce commentaire, qui permet de replacer les actions du SDAGE dans le contexte de gestion du territoire du Parc Amazonien.

« Avec des milliers de kilomètres de cours d'eau, de masses d'eau souterraines mais aussi côtières, l'eau est omniprésente en Guyane. Sa quantité, sa qualité et ses utilisations sont des enjeux majeurs pour l'avenir du territoire guyanais. Parmi les enjeux identifiés comme prioritaires pour le SDAGE, trois sur cinq concernent directement les orientations et objectifs inscrits dans la charte:

1. Alimentation en eau potable et assainissement en visant le rattrapage en équipement des sites isolés
2. Pollution et déchets: le risque de non atteinte du bon état écologique des cours d'eau d'ici 2015 existe vraiment notamment en raison de l'impact de l'orpaillage clandestin. Ce diagnostic de risque est repris par la charte.
3. Connaissance et gestion des milieux aquatiques: l'état des lieux a montré des lacunes criantes dans les données disponibles. Or ces données pourraient permettre d'identifier les impacts des modes de vie sur les communautés aquatiques.

Le PAG s'engage donc dans des programmes scientifiques permettant de contribuer à cela: PME¹, modernisation des ZNIEFF², RIMNES³, la veilles mensuelles des MES⁴. De plus, le PAG inscrit dans le principe D de sa charte le développement de la coopération avec les aires protégées des pays frontaliers et les pays de l'Amérique. »

« Une importance particulière devra être accordée à la réflexion sur l'adaptation de la réglementation sur l'eau au territoire. »

1 NDLR : programme Petites Masses d'Eau, programme scientifique de 4 ans copiloté par le PAG et la DEAL, mis en œuvre avec le laboratoire Hydreco et de nombreux partenaires techniques et scientifiques
2 NDLR : Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique
3 NDLR : Rapports isotopiques du Mercure et biomarqueurs Noch/apotose : de nouveaux outils à l'interface Environnement-Santé, projet scientifique coordonné par le laboratoire GET (Géosciences Environnement Toulouse) permettant de comprendre le lien entre les sources de mercure et leur impact sur les organismes vivants, en grande partie financé par l'Agence Nationale de la Recherche.
4 NDLR : matières en suspension

IV. Résultats de la consultation

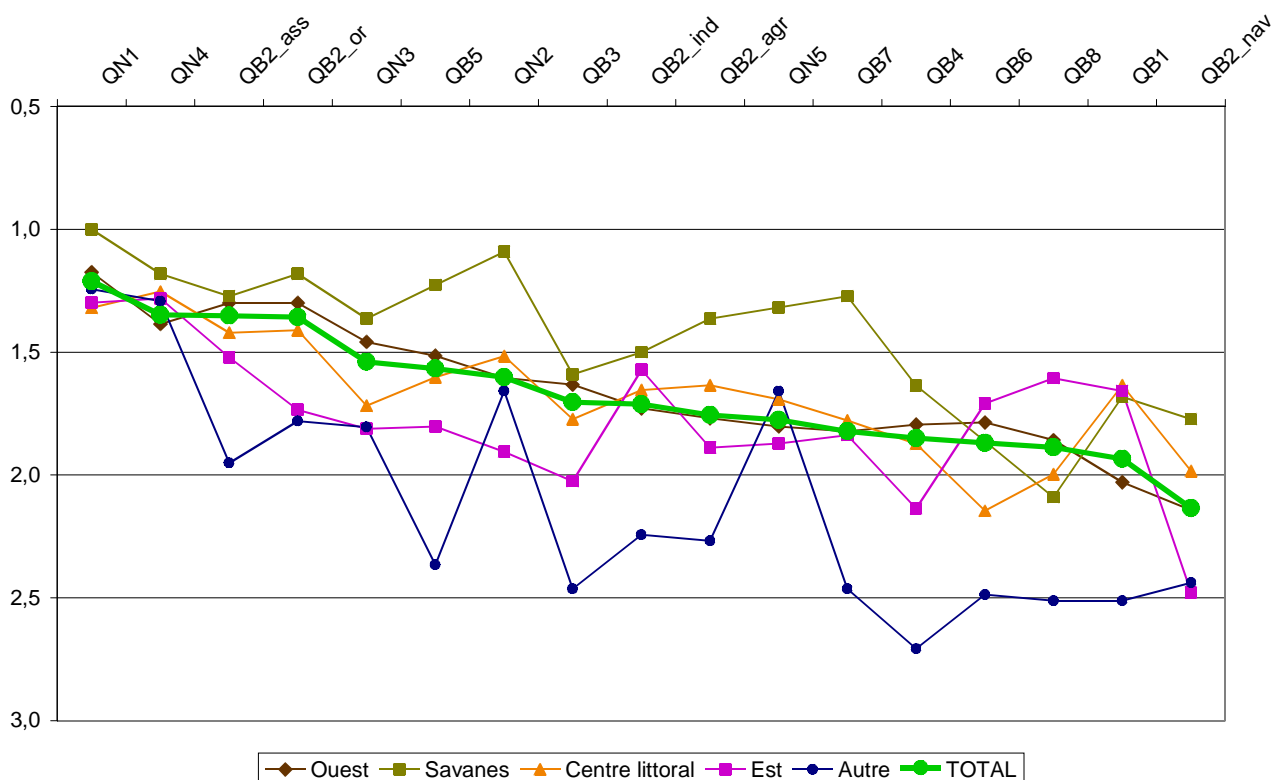
IV.1- Questions importantes retenues

Afin de visualiser les réponses, nous attribuons une note par question et par territoire. Pour cela, nous affectons un coefficient à chaque enregistrement de réponse :

1. Prioritaire
2. Important
3. Secondaire
4. Réponse multiple
5. Non renseigné

Les valeurs obtenues sont sommées par question et par territoire, puis rapportées au nombre d'enregistrement sur le territoire. Nous obtenons une note N1 entre 1 et 5, 1 étant la meilleure note, c'est-à-dire correspondant à la question la plus prioritaire.

Globalement sur la Guyane, les questions ressortent dans l'ordre suivant :



Les résultats par territoire sont présentés en Annexe 4.

Questions importantes retenues

L'attribution d'une note est un exercice artificiel. Afin de consolider le classement global des questions, une deuxième note est calculée de la manière suivante :

- le classement des question est réalisé par territoire : on obtient un rang d'apparition
- par question, on compte pour chaque rang d'apparition le nombre d'occurrence
- on multiplie le rang d'apparition de la question par la nombre d'occurrence : on obtient une note N2 entre 1 et 68.

Le tableau suivant présent les résultats des deux notes. Le classement est modifié pour les questions QN3, QB3, QB1 et QB4.

Note N1		Note N2	
QN1	1,21	QN1	6
QN4	1,35	QN4	9
QB2_ass	1,35	QB2_ass	16
QB2_or	1,36	QB2_or	17
QN3	1,54	QB5	26
QB5	1,57	QN2	28
QN2	1,60	QB2_ind	33
QB3	1,70	QN3	36
QB2_ind	1,71	QB2_agr	40
QB2_agr	1,76	QB1	43
QN5	1,78	QN5	43
QB7	1,82	QB7	45
QB4	1,85	QB3	47
QB6	1,87	QB6	51
QB8	1,89	QB8	53
QB1	1,93	QB4	55
QB2_nav	2,13	QB2_nav	64

Moyenne = 1,67 →

← Moyenne = 36

Les questions relatives à l'accès à l'eau potable (QN1), à l'élimination des substances dangereuses (QN4), aux pollutions dues à l'assainissement et aux activités aurifères (QB2_ass et QB2_or) ressortent en premier dans les deux classements. Elles constituent donc des questions prioritaires pour la gestion de l'eau du bassin.

A l'inverse, la question relative à la pollution du transport et des loisirs nautique (QB2_nav) arrive en dernier dans les deux classements, elle est donc jugée secondaire pour le public.

Toutes les questions qui n'atteignent pas la moyenne dans un classement ne l'atteignent pas non plus

dans l'autre classement, sauf la question relative aux pollutions industrielles (QB2_ind).

Il est proposé de retenir :

- en questions prioritaires, les quatre premières ;
- en questions importantes, les questions qui atteignent la moyenne dans au moins un des classements ;
- en questions secondaires, celles qui n'atteignent la moyenne dans aucun des classements.

Les résultats sont assez concordants avec l'analyse des commentaires libres, qui fait ressortir l'eau potable (QN1), les pollutions, associées aux substances dangereuses (QN4, QB2_ass et QB2_or), et l'information/sensibilisation/éducation (QB5). Cette dernière question QB5 mérite donc de passer de « Important » à « Prioritaire ».

La question QB2_agr, traitant des pollutions agricoles, jugée « Secondaire » selon le classement précédent, est également à revaloriser en fonction des commentaires libres, où les pollutions constituent le deuxième thème récurrent. Elle obtient des notes proches de la moyenne dans les deux notations, et peut donc être classée « Important » sans bouleverser les classements. En revanche, la question QB2_nav, bien que traitant également de pollutions, arrive en dernier du classement selon les deux notations, et conservera donc son rang de « Secondaire ».

De même, les commentaires libres donnent une place importante à la question du prix de l'eau. La question QB4 pourrait donc également être revalorisée en « Important ». Toutefois elle n'obtient pas de note très favorable dans aucune des deux notations. Elle conservera donc son rang « Secondaire ».

Résultats de la consultation :

Questions prioritaires

Garantir une eau potable en quantité et de qualité suffisantes, à toute la population (QN1)

Éliminer les substances dangereuses dans l'eau (QN4)

Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques [Assainissement des eaux usées] (QB2_ass)

Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques [Activités aurifères] (QB2_or)

Renforcer l'éducation (environnement, santé, consommation), la formation et la gouvernance sur l'eau (QB5)

Questions importantes

Retrouver ou préserver les équilibres écologiques, restaurer ou maintenir la biodiversité, véritable patrimoine naturel (QN2)

Anticiper pour mieux s'adapter au changement climatique (QN3)

Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques [Industries] (QB2_ind)

Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques [Agriculture] (QB2_agr)

Questions secondaires

Améliorer la connaissance des milieux aquatiques et de la ressource en eau : données environnementales (QB3)

Replacer la gestion de l'eau et des milieux aquatiques dans l'aménagement du territoire (QN5)

Mieux intégrer les zones humides dans les politiques d'aménagement du territoire (QB7)

Appliquer au mieux les principes d'usager-payeur et de tarification incitant aux économies d'eau (QB4)

Mettre en place une gestion partagée de l'eau avec nos voisins surinamais et brésiliens (QB6)

Développer les aménagements pour favoriser et sécuriser la navigation sur les cours d'eau de Guyane (QB8)

Développer l'accès à l'eau potable pour tous avec les solutions originales déjà utilisées en Guyane que sont les bornes fontaines et les pompes à bras, pour les populations non raccordées (QB1)

Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques [Transport et loisirs nautiques] (QB2_nav)

IV.2- Programme de travail

Le programme de travail pour la révision du SDAGE proposé à la consultation est accepté. Toutefois un accent particulier devra être mis sur l'information du public et la concertation afin de répondre aux attentes du public en la matière.

Programme de travail pour la révision du SDAGE		Commentaires issus de la consultation
		Diffuser les résultats de la consultation, dans la presse notamment
mi 2013 – mi 2014	Élaboration des projets de SDAGE et de programme de mesures (PDM) Pour ce faire, le Comité de Bassin organisera des groupes de travail associant les partenaires locaux (des élus locaux, des représentants de structures professionnelles, d'associations de protection de la nature, d'associations de consommateurs...)	Associer davantage les acteurs des sites isolés et les peuples autochtones Informar la population sur les avancements du travail Informar et éduquer les élus locaux sur l'enjeu de ce travail
Juin 2014	Adoption du projet de SDAGE par le Comité de Bassin et adoption du projet de programme de mesures par le préfet coordonnateur de bassin	Informar la population sur les avancements du travail
Juillet - septembre 2014	Avis de l'autorité environnementale. Les projets, comportant un rapport de l'évaluation environnementale, sont transmis à l'autorité environnementale (préfet coordonnateur de bassin) au moins trois mois avant le début des consultations.	
Octobre 2014 à fin mars 2015 ⁵	Consultation du public, consultation des acteurs institutionnels de Guyane et information des autorités du Brésil et du Suriname sur les projets de SDAGE et de PDM, incluant l'avis de l'autorité environnementale	Prévoir des échanges participatifs avec la population Renforcer la communication autour de la diffusion du questionnaire Informar et éduquer les élus locaux sur l'enjeu de ce travail
Février 2015	Évaluation de l'état des masses d'eau. Une première évaluation a lieu en 2013 pour la révision de l'état des lieux ; il s'agit là d'une réévaluation avec les dernières données de surveillance.	Mieux communiquer les résultats de qualité de l'eau (eau potable et milieux aquatiques)
Avril - juin 2015	Prise en compte des résultats des consultations et de l'évaluation de l'état des masses d'eau de février	Informar la population sur les avancements du travail
Sept/octobre 2015	Adoption du SDAGE par le Comité de Bassin et avis sur le PDM	Informar la population sur les avancements du travail
Décembre 2015	Programme de mesures arrêté et SDAGE 2016-2021 approuvé par le préfet coordonnateur de bassin	Informar la population sur les avancements du travail

⁵ Selon les dernières informations disponibles, le cadrage ministériel prévoit une consultation du 3 novembre 2014 au 3 mai 2015.

Tout au long de ce programme de travail, les actions d'information, de sensibilisation et d'éducation présentées au §Thèmes récurrents³ (page 18) serviront utilement les échanges avec les acteurs et la population.

En revanche, la demande formulée par un répondant de renouveler le questionnaire une fois par an n'est pas retenue dans le programme de travail, du fait de la lourdeur du processus de consultation et du rythme du cycle de gestion issu de la DCE qui prévoit des consultations aux étapes-clés de révision des documents.

IV.3- Évolution des réponses depuis 2009

La consultation 2012-2013 obtient un nombre de réponses équivalent à la consultation précédente (2008-2009, consultation sur la révision du SDAGE), représentant environ 3% des ménages. Les réponses reçues par Internet sont plus nombreuses.

Le profil des répondants est un peu différent, avec une population de répondants dans l'ensemble plus jeune ; les agriculteurs et les cadres sont toujours ceux qui répondent le plus, mais cette fois les employés ont également plus répondu. En terme d'origine géographique, le territoire « Ouest » apporte toujours la majorité des réponses, mais le territoire « Est » est mieux représenté (Saint-Georges) ; en revanche, il y a toujours peu de répondants issus des communes de l'Intérieur.

Les questions ouvertes ont été plus complétées, par environ un quart des répondants, contre seulement 5,4% en 2008-2009.

En terme de priorités, l'alimentation en eau potable, la question de l'orpaillage et l'assainissement des eaux usées conservent leur place en tête de classement. La lutte contre les pollutions agricoles et la préservation de la biodiversité, qui apparaissaient comme importantes lors de la précédente consultation, sont des thèmes qui ne ressortent pas prioritaires mais restent importants aux yeux des guyanais. En revanche, la lutte contre les risques sanitaires, importante également en 2009, ne constitue plus un thème en soi dans la présente consultation ; le lien entre la qualité de l'eau potable et la santé est tout de même souligné par de nombreux répondants.

Dans les questions ouvertes, la nécessité d'informer, d'éduquer et de sensibiliser la population sur la problématique de l'eau apparaissait déjà dans la précédente consultation.

Il ressortait par ailleurs en 2008-2009, un souhait de voir la législation appliquée, voire renforcée et les principes de pollueur/payeur et usager/payeur respectés. Dans ce cadre, il était souvent fait allusion à l'activité aurifère et aux problèmes de tri des déchets. Si les thèmes de l'orpaillage et des déchets sont toujours très présents dans les commentaires, en revanche l'application de la législation est peu citée.

La complexité du questionnaire avait également déjà été évoquée à plusieurs reprises.

V. Conclusion

La consultation 2012-2013 sur l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques a permis de recueillir l'avis de 3% des ménages guyanais, soit une proportion de réponses équivalente à la précédente consultation. Les actions menées par les associations ont joué un rôle primordial pour recueillir ces avis.

L'analyse des résultats permet de dégager les questions prioritaires et importantes des questions secondaires. Elles concernent en premier lieu l'accès à l'eau potable, l'élimination des substances dangereuses et la diminution des pollutions, et le renforcement de l'éducation et de l'information aux problématiques liées à l'eau. (voir synthèse page 24)

Ces thèmes restent dans la lignée des priorités ressorties des précédentes consultations.

Les résultats de la consultation devront être croisés avec les études menées pour la révision de l'état des lieux, concernant l'analyse des pressions et impacts exercés sur les masses d'eau, l'évaluation de l'état des eaux et le risque de non atteinte des objectifs environnementaux. Par exemple, la question QB2_nav relative aux pollutions dues au transport et aux loisirs nautiques, en dernière position à l'issue de la consultation, est en revanche un sujet important méritant d'être approfondi selon l'étude d'évaluation de l'état des eaux.

Concernant la révision du SDAGE, le programme de travail est adopté, mais il sera nécessaire de renforcer l'information du public et la concertation. (voir synoptique page 25)

Pour la prochaine consultation, il est impératif d'arriver enfin à simplifier le questionnaire pour le rendre compréhensible par tous. La simple information de la consultation ne suffit pas et il reste nécessaire de mener des actions pour aller vers les gens.

ANNEXES

Table des annexes

Annexe 1. Documents relatifs au déroulement de la consultation

Annexe 2. Bilan de la consultation réalisé par le GRAINE Guyane

Annexe 3. Résultats par question

Annexe 4. Résultats par territoire

Annexe 5. Résultats par catégorie socio-professionnelle

Annexe 6. Commentaires apportés dans les questions ouvertes

Annexe 7. Synthèse nationale de la consultation

Annexe 1. Documents relatifs au déroulement de la consultation

- Arrêté préfectoral
- Communiqué de presse du Comité de Bassin
- Documents de la consultation



PREFET DE LA REGION GUYANE

Direction de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du
Logement

Service Milieux
Naturels, Biodiversité,
Sites et Paysages

Pôle Eau et Milieux
Aquatiques

ARRETE n° 1590/DEAL/2D/3B du 15 OCT. 2012

Relatif à la consultation du public en application de l'article R216-6 du code de l'environnement portant transposition de la directive du Parlement européen et du Conseil 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau

LE PREFET COORDONNATEUR DE BASSIN
PREFET DE LA REGION GUYANE
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, notamment son article 14 ;

VU l'article R. 212-6 du code de l'environnement ;

VU la décision du comité de bassin en date du 18 septembre 2012 arrêtant le calendrier et le programme de travail indiquant les modalités d'élaboration ou de mise à jour du schéma directeur ;

VU la décision du comité de bassin en date du 18 septembre 2012 établissant la synthèse provisoire des questions importantes qui se posent dans le bassin en matière de gestion de l'eau ;

Sur proposition du directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

ARRETE

article 1 :

Le public est consulté du 1er novembre 2012 au 30 avril 2013 sur :

- la synthèse provisoire des questions importantes pour la gestion de l'eau et des milieux aquatiques qui se posent dans le bassin de Guyane,
- le calendrier et le programme de travail pour la révision du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de Guyane.

Le bassin de Guyane est composé de l'ensemble des communes de la Région Guyane.

Article 2 :

Les documents soumis à la consultation sont mis à disposition du public sur le site internet du Comité de Bassin www.bassin-guyane.fr, dans les locaux de la préfecture, de la sous-préfecture, de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, de l'Office de l'Eau (*Office de l'Eau de Guyane – 47, rue du XIV juillet – 97300 Cayenne*) et dans les mairies.

Article 3 :

Le public peut faire part de son avis sur le site internet www.bassin-guyane.fr ainsi que sur les lieux mentionnés à l'article 2. Le public peut également faire part de ses observations par courrier postal (*Secrétariat technique du Comité de Bassin – DEAL Guyane – Pointe Buzaré, BP 6003, 97306 CAYENNE Cedex*) ou électronique (contact@bassin-guyane.fr).

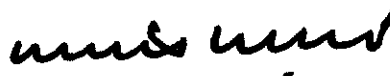
Article 4 :

Sur demande auprès du secrétariat technique du comité de bassin, un exemplaire des documents soumis à la consultation est transmis aux associations agréées de protection de la nature et aux associations agréées de consommateurs (*Secrétariat technique du Comité de Bassin – DEAL Guyane – Pointe Buzaré, BP 6003, 97306 CAYENNE Cedex* ou contact@bassin-guyane.fr).

Article 5 :

Le préfet de la Guyane est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui fera l'objet d'un avis publié au Journal officiel de la République française.

Le Préfet



Denis LABBE

Communiqué de presse

Consultation du public sur l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques

Reconquérir et préserver le bon état de nos ressources en eau et de nos milieux aquatiques (rivières, plans d'eau, nappes souterraines, zones humides, littoral...) est un objectif commun aux États membres de l'Union européenne. Les États élaborent tous les six ans, puis mettent en œuvre, des plans de gestion des eaux dans chaque grand bassin hydrographique. Cette démarche, définie par la directive cadre sur l'eau (DCE) d'octobre 2000, associe régulièrement le public aux choix à faire.

Une consultation nationale du public est ouverte du 1^{er} novembre 2012 au 30 avril 2013.

Elle doit permettre de recueillir l'avis du public sur les questions importantes pour la gestion de l'eau dans leur bassin et d'identifier les grands enjeux qui orienteront le prochain Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (2016-2021).

En Guyane, le Comité de Bassin a édité un document de synthèse et un questionnaire, permettant l'information et le recueil des avis du public. Les documents de la consultation sont accessibles dès aujourd'hui en ligne sur le site du Comité de Bassin www.bassin-guyane.fr, et à partir de la semaine prochaine dans les mairies, en préfecture, sous-préfecture, au siège de l'Office de l'eau et à la DEAL.

J'invite chaque guyanais à participer à cette consultation, en s'informant et en donnant son avis sur les enjeux de l'eau en Guyane, et en faisant connaître le questionnaire autour de lui.

Le président du Comité du Bassin



Serge BAFU

Contact :

Secrétariat du Comité de Bassin – DEAL Guyane

☎ 05 94 29 66 52 ✉ contact@bassin-guyane.fr

Site Internet : www.bassin-guyane.fr



CONSULTATION DU PUBLIC SUR L'AVENIR DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Donnez votre avis !

du 1^{er} novembre 2012 au 30 avril 2013

Pourquoi vous demander votre avis ?

Les enjeux liés au bon état des eaux et des milieux aquatiques, enjeux écologiques, économiques, de santé publique, de bonne gouvernance... intéressent les Français*. Ils sont aussi acteurs de ces enjeux.

Depuis 2005, ils sont régulièrement consultés sur leur perception et leur adhésion à la stratégie à mettre en œuvre pour reconquérir le bon état des eaux dans leur région.

Mais les situations évoluent sans cesse, des problèmes trouvent des solutions, d'autres apparaissent... C'est donc sur **les enjeux de l'eau identifiés à ce jour**, en tenant compte des avancées réalisées mais aussi des défis qui restent à relever, que nous souhaitons, à nouveau, avoir votre avis.

* Baromètre national d'opinion Ifop – agences de l'eau – onema – ministère du développement durable – novembre 2011

Qui vous consulte ? Votre comité de bassin

Les comités de bassin, parlements locaux de l'eau, sont des instances délibérantes qui rassemblent par grand bassin versant tous les acteurs de l'eau : représentants des collectivités locales, des industriels, des agriculteurs, des consommateurs et associations, de l'État. Il y a sept comités de bassin en métropole et cinq pour les territoires ultra-marins (voir carte).

Ils fixent, sur des bases concertées et dans le respect de la politique de l'eau en France, la stratégie de préservation et de gestion des ressources en eau et des milieux aquatiques du bassin.

Ils adoptent le programme pluriannuel d'intervention de l'agence de l'eau, ou dans les DOM, de l'office de l'eau (redevances et aides). Ce programme finance les actions utiles à la mise en œuvre de cette stratégie. En Guyane, la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) assure le secrétariat du comité de bassin, et avec l'office de l'eau, apporte un appui au comité de bassin dans ses démarches de planification et de consultation.

Une ambition européenne pour l'eau

Reconquérir et préserver le bon état de nos ressources en eau et de nos milieux aquatiques (rivières, plans d'eau, nappes souterraines, zones humides, littoral...) est un objectif commun aux États membres de l'Union européenne.

Les États élaborent tous les six ans, puis mettent en œuvre, des plans de gestion des eaux dans chaque grand bassin des fleuves d'Europe.

Cette démarche, définie par la directive cadre sur l'eau (DCE) d'octobre 2000, associe régulièrement le public aux choix à faire.

Une organisation française : le SDAGE

En France, le plan de gestion de l'eau est le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, ou SDAGE, élaboré par le comité de bassin.

Il décrit la stratégie (objectifs et moyens pour y parvenir) pour retrouver le bon état de toutes les eaux.

C'est un document officiel : ses orientations et dispositions s'imposent à toutes les décisions publiques en matière d'eau.

Les "grands enjeux de l'eau" : de quoi s'agit-il ?

Il s'agit, dans chaque grand bassin hydrographique français, d'identifier les grandes questions et les problèmes majeurs à résoudre dans les prochaines années en matière de préservation, de reconquête et de gestion des eaux et des milieux aquatiques.

Ce sont ces questions qui orienteront l'élaboration du prochain SDAGE 2016-2021.

Sur quoi et comment s'exprimer ?

Nous attendons votre avis sur le document de synthèse «Questions importantes pour la gestion de l'eau et programme de travail pour la révision du SDAGE» préparé par le comité de bassin de Guyane.

Un questionnaire est à votre disposition pour donner votre avis. Ce questionnaire, la présente notice d'information, et le document de synthèse sont disponibles sur internet (www.bassin-guyane.fr), dans les mairies et à la préfecture et auprès de la DEAL et de l'office de l'eau.

Quel programme de travail et quel calendrier ?

Les réflexions portent sur la stratégie pour l'eau pour les années 2016-2021. Si l'échéance peut paraître éloignée, c'est maintenant qu'il faut identifier les questions à résoudre.

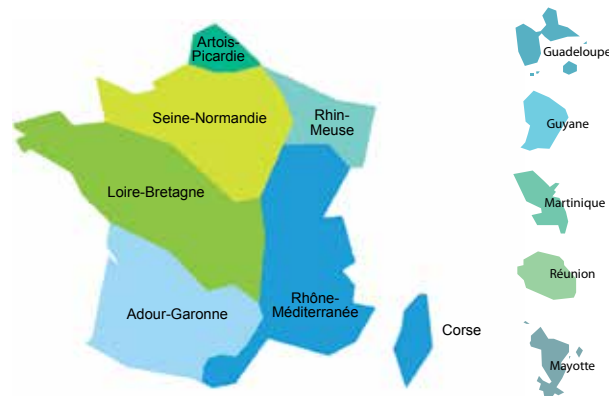
Dans deux ans, vous serez à nouveau appelé à donner votre avis, cette fois, sur le SDAGE lui-même qui sera accompagné d'un programme d'actions pour atteindre les objectifs fixés.

Quelles suites seront données à cette consultation et à vos avis ?

Les avis exprimés seront analysés et présentés au comité de bassin en vue de l'adoption définitive des questions importantes et du programme de travail pour réviser le SDAGE 2016-2021. Une fois adopté, ce SDAGE fera suite au SDAGE actuel 2010-2015.

Les programmes d'actions qui découlent des SDAGE sont financés par les collectivités, les agences et offices de l'eau et les acteurs économiques.

A titre d'exemple, les agences de l'eau contribueront pour 13 milliards d'euros sur les 6 ans à venir aux projets nécessaires. Les redevances perçues via la facture d'eau représentent une part majoritaire des ressources permettant ces financements. C'est une des raisons pour lesquelles il est essentiel de recueillir votre avis sur cette stratégie pour l'eau.



En France, les ressources en eau sont gérées par bassin hydrographique. Les bassins hydrographiques sont délimités par les lignes de partage des eaux superficielles.

12 bassins ont ainsi été délimités :
7 bassins métropolitains : Adour-Garonne, Artois-Picardie, Corse, Loire-Bretagne, Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée et Seine-Normandie,
et 5 bassins d'outre-mer : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion et Mayotte.

Mieux connaître le bassin de Guyane

La Guyane est le plus grand département français, le seul en Amérique du Sud. Le climat intertropical humide est influencé par le passage de la zone intertropicale de convergence (ZIC) qui rythme les saisons sèches et humides.

Les milieux aquatiques sont variés : fleuves, criques, papyrus, estuaires, eaux littorales, ... autant d'écosystèmes qui hébergent une diversité spécifique importante.

Le réseau hydrographique (fleuves et criques) est très dense et ramifié, et offre trois usages essentiels pour le fonctionnement du territoire : l'alimentation en eau potable, la production d'hydroélectricité et la navigation fluviale.

La population est très inégalement répartie sur le territoire, concentrée sur le littoral. La forte croissance démographique entraîne des besoins croissants en matière d'équipements et de services liés à l'eau.

Plus d'informations sur le site du Comité de Bassin : www.bassin-guyane.fr.

A votre écoute...

Le public a été consulté à deux reprises, en application de la directive cadre sur l'eau, en 2005 (2007 en Guyane) puis en 2008-2009, avec une participation importante et l'expression forte d'une demande dans tous les bassins en matière de transparence, participation, information...

Vous serez à nouveau consulté en 2014 sur la révision du plan de gestion des eaux (SDAGE).

MERCI DE VOTRE PARTICIPATION !





CONSULTATION DU PUBLIC SUR L'AVENIR DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Donnez votre avis !

du 1^{er} novembre 2012 au 30 avril 2013



Répondez en ligne : www.bassin-guyane.fr

CONSULTEZ LA NOTICE D'INFORMATION DE LA CONSULTATION ET REPONDEZ AU QUESTIONNAIRE

SDAGE de Guyane

2016
2021

Questions importantes pour la gestion de l'eau

et programme
de travail pour la
révision du SDAGE

Votre avis compte !

Questions importantes

Garantir une eau potable en quantité et de qualité suffisantes, à toute la population *page 4*

Développer l'accès à l'eau potable pour tous avec les solutions originales déjà utilisées en Guyane que sont les bornes fontaines et les pompes à bras, pour les populations non raccordées

Retrouver ou préserver les équilibres écologiques, restaurer ou maintenir la biodiversité, véritable patrimoine naturel.

Anticiper pour mieux s'adapter au changement climatique. *page 5*

Éliminer les substances dangereuses dans l'eau.

Replacer la gestion de l'eau et des milieux aquatiques dans l'aménagement du territoire.

Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques *page 6*

Améliorer la connaissance des milieux aquatiques et de la ressource en eau : données environnementales *page 7*

Appliquer au mieux les principes d'usager-payeur et de tarification incitant aux économies d'eau *page 8*

Renforcer l'éducation (environnement, santé, consommation), la formation et la gouvernance sur l'eau

Mettre en place une gestion partagée de l'eau avec nos voisins surinamais et brésiliens *page 9*

Mieux intégrer les zones humides dans les politiques d'aménagement du territoire

Développer les aménagements pour favoriser et sécuriser la navigation sur les cours d'eau de Guyane

Programme de travail pour la révision du SDAGE *page 10*

Garantir une eau potable en quantité et de qualité suffisantes, à toute la population

Développer l'accès à l'eau potable pour tous avec les solutions originales déjà utilisées en Guyane que sont les bornes fontaines et les pompes à bras, pour les populations non raccordées

Garantir une eau potable en quantité et de qualité suffisantes est un enjeu qui concerne tout le territoire national. En métropole, la question se pose particulièrement vis-à-vis des pollutions diffuses agricoles ; en Guyane, elle concerne en premier lieu l'accès de toute la population à l'eau potable. En effet, malgré une grande disponibilité théorique en eau par habitant, la répartition très inégale de la population, sa forte croissance, et les événements climatiques marqués rendent hétérogène l'alimentation en eau potable sur le territoire guyanais.

80% de l'eau potable produite provient des fleuves, avec une demande concentrée sur les pôles urbanisés du littoral. En sites isolés, les eaux souterraines sont utilisées, ainsi que le récupération d'eau de pluie dans un cadre familial.

La qualité de l'eau potable est globalement bonne. En 2010, 8 % des prélèvements présentent une non-conformité du point de vue bactériologique (majoritairement en sites isolés) et tous respectent les limites de qualité physico-chimique.

Les captages du littoral sont exposés à un risque de remontées salines à marée basse. 2004 et 2009 notamment ont été des années critiques pour les captages de Saint-Laurent-du-Maroni et de la CACL. Les collectivités ont prévu le déplacement des captages vers l'amont.

La croissance démographique est déterminante dans la gestion de l'eau potable. En sites isolés, elle se traduit par la mise en service de nouveaux forages. En zone agglomérée, la CACL construit une nouvelle usine sur le Kourou, et Saint-Laurent-du-Maroni double la capacité de son usine de traitement.

Cette question importante est ressortie en première priorité lors de la consultation de 2008, et a été reconnue comme axe prioritaire du SDAGE 2010-2015, complétée sur l'aspect économie de la ressource : garantir l'accès pour tous à une eau conforme aux normes de potabilité, et dans un contexte mondial de pénurie d'eau, l'économiser.

Aujourd'hui, des progrès ont été réalisés, mais les installations sont encore en développement, notamment sur les sites isolés. Sur le littoral, pour les populations qui ont accès aux infrastructures, la question se pose en terme de robustesse du service, tant concernant la capacité des usines à produire que de la qualité de l'eau distribuée.

Les efforts pour une gestion durable de la ressource doivent se poursuivre : lutter contre les pollutions diffuses et chroniques du milieu naturel, mieux gérer les prélèvements en eau, protéger les captages d'eau potable, réduire les fuites d'eau, encourager les pratiques économes.

Retrouver ou préserver les équilibres écologiques, restaurer ou maintenir la biodiversité, véritable patrimoine naturel.

La nature rend gratuitement des services importants à l'homme. Préserver les milieux aquatiques (faune et flore des rivières, nappes souterraines, plans d'eau, eaux littorales, zones humides...), c'est garantir la pérennité et la qualité des ressources en eau, la variété des usages de l'eau et mieux anticiper les effets du changement climatique.

Au niveau national, la question concerne essentiellement la restauration des équilibres biologiques et de la biodiversité. En Guyane, où la nature est encore relativement préservée, il s'agit aussi de maintenir le bon état des milieux naturels.

Anticiper pour mieux s'adapter au changement climatique.

L'évolution du climat impacte de plus en plus nos ressources en eau (sécheresses, étiages sévères) et multiplie les phénomènes extrêmes et dangereux (inondations, coulées de boues, submersions marines...). Anticiper ces évolutions permet d'adapter nos politiques et nos pratiques pour sauvegarder les ressources naturelles, organiser le partage de l'eau et réduire la vulnérabilité des populations et des activités.

Éliminer les substances dangereuses dans l'eau.

De nombreuses substances chimiques (nitrates, phytosanitaires, médicaments...), se retrouvent dans l'eau. Qu'elles soient d'origine agricole, industrielle, domestique, elles dégradent l'environnement et la qualité de l'eau et exposent faune, flore et consommateurs à des risques sanitaires élevés. Limiter les rejets, voire éliminer totalement ces substances dangereuses reste une priorité.

En Guyane, le mercure est emblématique des substances dangereuses, mais il en existe d'autres, comme le glyphosate, utilisé en agriculture.

Replacer la gestion de l'eau et des milieux aquatiques dans l'aménagement du territoire.

L'eau, les milieux naturels et les services qu'ils rendent gratuitement, sont des éléments clés du développement économique et touristique des territoires. La rivière est souvent un élément structurant des projets d'urbanisme. L'eau est un enjeu à prendre obligatoirement en compte dans l'organisation et les projets de développement des collectivités (documents d'urbanisme, par exemple pour la gestion des eaux pluviales). Les démarches sur les territoires autour des cours d'eau, comme les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), permettent la concertation et l'engagement des personnes et des activités concernées. (Il n'y a pas de SAGE actuellement en Guyane.)

Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques

Les pollutions causées par l'homme sont diverses, d'autant que l'eau est au cœur de nombreuses activités.

Réduire les effets de l'activité aurifère sur les cours d'eau

L'extraction aurifère se pratique essentiellement sur des alluvions situées dans le lit des cours d'eau. L'exploitation perturbe le lit mineur et entraîne une déforestation totale, y compris des berges. Les zones situées en aval sont indirectement touchées, notamment par les matières en suspension. Ces effets sont d'autant plus délétères qu'une partie de l'activité est clandestine et donc non maîtrisable. Les conséquences sur la vie aquatique et la qualité des cours d'eau sont importantes et ont conduit à reporter l'échéance d'atteinte du bon état des eaux sur de nombreux cours d'eau.

La lutte contre l'orpaillage illégal a été classée en deuxième priorité par le public en 2008. Cependant cette lutte dépasse largement le cadre d'intervention du SDAGE. Dans la mesure de ses moyens, le SDAGE a proposé de limiter les impacts des activités aurifères sur les milieux aquatiques en faisant la promotion des meilleures techniques disponibles (axe prioritaire n°5 du SDAGE).

Cette lutte rejoint également les préoccupations sanitaires de la population, en contribuant du point de vue environnemental à la réduction des risques d'exposition des populations au mercure (axe prioritaire n°8 du SDAGE).

Diminuer la pollution d'origine domestique : l'assainissement des eaux usées

Les contrôles exercés sur les stations d'épuration révèlent un problème généralisé de non conformité des rejets aux normes d'abaissement de la charge polluante. Les micro-stations d'épuration privées sont particulièrement sujettes aux dysfonctionnements. Beaucoup de petites stations font l'objet d'une simple maintenance, sans analyse et adaptation des process, ni de gestion des boues.

L'assainissement individuel est lui aussi peu performant et non conforme : les effluents bruts sont ainsi transmis directement ou presque dans le milieu naturel. Le SPANC (service public d'assainissement non collectif) de la CACL effectue depuis 2011 des contrôles diagnostiques dans le cadre des ventes : sur environ 250 installations contrôlées, le taux de non conformité atteint 95 %.

Le développement de l'assainissement est un enjeu important pour l'ensemble des communes de Guyane, du fait de la croissance démographique. Des projets de construction ou de renforcement des stations d'épuration sont en cours sur de nombreuses communes pour répondre au besoin. Toutefois, même lorsqu'un réseau collectif existe, on observe malheureusement un défaut de raccordements des particuliers au réseau.

Se doter d'équipement en matière d'assainissement était la troisième priorité pour le public en 2008. Les axes prioritaires n°2 et 3 du SDAGE s'attachent à diminuer la pollution d'origine domestique (Identifier et supprimer les rejets d'eaux usées non traitées dans les collecteurs d'eaux pluviales et Poursuivre/réhabiliter l'équipement en installations de traitement des eaux usées).

Lutter contre les pollutions agricoles : améliorer les pratiques agricoles

La situation agronomique de la Guyane est particulière du fait du climat tropical et d'un sol pauvre. Les populations d'agriculteurs sont variées, avec des pratiques spécifiques : abattis, culture intensive de fruits et légumes, destinée à la vente sur les marchés, riziculture.

Les contrôles sur les produits phytosanitaires et les engrais mettent en évidence un détournement d'usage des matières actives autorisées, des surdosages et un usage de matières actives interdites en France, notamment du paraquat.

En plus des effets directs sur l'eau, les surdosages du glyphosate (herbicide) ont pour conséquence d'affaiblir les terrains. L'activité biologique disparaît et de ce fait, les sols ne retiennent plus les engrais, dont il faut alors augmenter les apports.

La lutte contre les pollutions d'origine agricole a été classée par le public en quatrième priorité en 2008.

Diminuer les pollutions et pressions industrielles

La Guyane possède un tissu industriel peu important. De nombreuses structures dites industrielles relèvent davantage de l'artisanat et une grande partie des produits consommés sont importés de métropole. On retrouve beaucoup de seconde transformation, moins consommatrice d'eau que la première transformation.

Les activités comme l'exploitation de carrière, la construction et l'agroalimentaire sont bien développés sur le territoire. Elles nécessitent souvent une utilisation d'eau importante et sont tenus de contrôler leurs rejets, lorsqu'elles sont installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). C'est le cas de nombreuses carrières et de certaines scieries.

L'axe prioritaire n°4 du SDAGE vise à définir les milieux aquatiques dégradés et promouvoir leur restauration.

Gérer les usages de loisirs et de transport

Les fleuves de Guyane sont quotidiennement utilisés pour les déplacements, à la fois de loisirs et pour le transport des biens et des personnes. Le trafic est estimé à plus de 20 000 personnes, 10 000 tonnes de fret et 30 000 m³ de carburant transportés annuellement sur le seul fleuve Maroni. L'utilisation de moteurs polluants est source de pollution chronique, et le transport de matières dangereuses peut donner lieu à pollution accidentelle.

Les fleuves sont également le lieu d'activités de loisirs et de tourisme, qui mobilisent aussi des milieux remarquables et fragiles.

La gestion intégrée des fleuves fait l'objet de l'axe prioritaire n°7 du SDAGE (Prévoir et organiser des plans de développement intégré des fleuves, traitant notamment de la navigation).

Améliorer la connaissance des milieux aquatiques et de la ressource en eau : données environnementales

La bonne gestion des milieux et des ressources passe d'abord par une bonne connaissance de leur fonctionnement, de leur état et de leur réaction face à des perturbations extérieures.

Pour cela l'acquisition de données est essentielle, et pour être exploitable, elle doit être réalisée régulièrement sur un nombre de points représentatif. Des réseaux de mesures ont été mis en place pour répondre aux attentes de la Directive Cadre sur l'Eau : ils permettent de collecter des données sur les cours d'eau, les eaux littorales et les eaux souterraines.

Mais chaque campagne de mesures coûte cher du fait de la logistique à mettre en place pour aller faire les prélèvements sur place et analyser les échantillons, aussi la fréquence d'acquisition est réduite à une ou deux fois par an.

Les états de références ne sont pas toujours bien connus, ce qui biaise parfois la mise en valeur de ces données. La définition d'indices de références, les études sur le fonctionnement des écosystèmes, relèvent de programmes de recherche.

La connaissance du fonctionnement des milieux est essentielle pour mieux appréhender les grands principes tels la continuité écologique ou l'adaptation au changement climatique, et de définir les enjeux pour la Guyane dans ces domaines. Le partage de l'information et la valorisation des données est nécessaire pour l'avancé de la connaissance.

C'était la cinquième priorité du public en 2008 : améliorer la connaissance des milieux aquatiques. Elle a été reprise dans l'axe prioritaire n°6 du SDAGE : Développer la connaissance sur les milieux aquatiques, par la caractérisation de leur état, se fondant sur un système d'évaluation adapté à la Guyane, et par le développement des réseaux de mesure.

Appliquer au mieux les principes d'usager-payeur et de tarification incitant aux économies d'eau

L'application de la DCE doit permettre de prendre en compte et de rendre compte du principe de récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau. Il consiste à examiner dans quelle mesure les paiements des usagers des services d'eau couvrent les dépenses inhérentes à ces services. Elle est menée au regard des coûts environnementaux des mesures prises et de l'acceptabilité économique.

Ainsi la politique de tarification des services liés à l'eau doit inciter tous les usagers à des économies d'eau ainsi qu'à utiliser la ressource en eau sans nuire aux milieux aquatiques, c'est-à-dire en minimisant les pollutions produites. Les économies d'eau peuvent se faire à deux niveaux : sur le réseau et chez le consommateur. L'utilisation rationnelle de la ressource vise aussi l'emploi d'une ressource alternative pour les besoins non alimentaires.

L'analyse économique réalisée pour le précédent état des lieux a mis en évidence que les services d'eau potable et d'assainissement étaient supportés par les contribuables et non par les consommateurs. En d'autres termes, le prix facturé des services était sous estimé par rapport à leur prix de revient, la différence entre le prix réel et le prix facturé à l'usager étant financée par des partenaires tels que le Département, la Région, l'Etat ou l'Europe, autrement dit les contribuables locaux, nationaux, ou européens. Il existe une solidarité de la tarification entre communes de l'intérieur et du littoral.

Le principe de l'usager-payeur passe par l'application de redevances, alimentant les fonds reversés pour le financement des équipements pour l'alimentation en eau potable ou le traitement des eaux usées, ou des études et travaux nécessaires à la gestion de l'eau et des milieux aquatiques. La mise en place des redevances par l'Office de l'eau a débuté en 2008 et leur perception s'accroît progressivement. La tarification est différente entre un particulier et une entreprise.

La mise en œuvre du principe usager-payeur constitue l'axe prioritaire n°9 du SDAGE.

Renforcer l'éducation (environnement, santé, consommation), la formation et la gouvernance sur l'eau

Chacun utilise l'eau dans son quotidien, la consomme, la rejette. L'atteinte du bon état des eaux est donc l'affaire de tous, et c'est par l'information et l'éducation que les bonnes pratiques sont acquises.

La gestion des milieux aquatiques doit permettre d'en concilier les usages, pour leur protection et leur mise en valeur. Cette gestion inclut la mise en œuvre de bonnes pratiques dans les activités et l'emploi de bons gestes au quotidien.

Les orientations pour la gestion de l'eau sont définies par le Comité de Bassin, qui rassemble des représentants des différents acteurs de l'eau, usagers, consommateurs, défenseurs ou décideurs. Ces orientations doivent répondre aux défis lancés par la DCE pour atteindre le bon état des eaux, par les objectifs du Grenelle de l'environnement et par la nécessaire adaptation au changement climatique.

En 2008, la septième priorité pour le public était de prendre des mesures conservatoires pour la protection du milieu et des espèces. Développer la communication, la sensibilisation et la formation, sur les techniques aurifères, les bonnes pratiques agricoles et forestières, la préservation des milieux et la gestion de l'eau, est l'axe prioritaire n°10 du SDAGE.

Mettre en place une gestion partagée de l'eau avec nos voisins surinamais et brésiliens

La gouvernance de bassin doit tenir compte de la position de la Guyane au sein de l'Amérique du Sud : les fleuves transfrontaliers doivent être gérés en accord avec les pays voisins.

Les activités humaines, la construction d'ouvrages sur l'une ou l'autre rive, peuvent avoir des conséquences sur la qualité ou le débit des fleuves que nous partageons.

Le Comité de Bassin s'est fixé des objectifs de qualité et des orientations concernant le Maroni et l'Oyapock, qui ne peuvent être atteints que si le Brésil et le Suriname vont dans le même sens.

Mieux intégrer les zones humides dans les politiques d'aménagement du territoire

Les zones humides (pripis, mangroves, ripisylves...) sont des milieux qui ont de nombreux atouts et rendent de nombreux services : richesse de la faune et de la flore, épuration des eaux, tamponnement des inondations, paysages remarquables... Mais se sont aussi des milieux sensibles qui souffrent d'une mauvaise image liée notamment à la présence des moustiques. Elles sont de ce fait menacées car grignotées petit à petit par l'urbanisation.

La méconnaissance du fonctionnement de ces zones particulières est un frein à leur protection. Assurer la préservation des zones humides était déjà une disposition du SDAGE 2010-2015, et doit être pris en compte dans les politiques d'aménagement du territoire.

Développer les aménagements pour favoriser et sécuriser la navigation sur les cours d'eau de Guyane

Les cours d'eau de Guyane sont quotidiennement utilisés pour les déplacements, à la fois de loisirs et pour le transport des biens et des personnes. Le trafic est estimé à plus de 20 000 personnes, 10 000 tonnes de fret et 30 000 m³ de carburant transportés annuellement sur le seul fleuve Maroni.

La navigabilité des fleuves est essentielle en toutes saisons pour désenclaver les communes isolées. Leur aménagement (amélioration des franchissements de sauts, cales et appontements pour l'embarquement et le débarquement...) est un enjeu de l'aménagement du territoire.

La gestion intégrée des fleuves fait l'objet de l'axe prioritaire n°7 du SDAGE (Prévoir et organiser des plans de développement intégré des fleuves, traitant notamment de la navigation).

Programme de travail pour la révision du SDAGE

La présente consultation, du 1er novembre 2012 au 30 avril 2013, aboutira à une synthèse provisoire des questions importantes pour la gestion de l'eau en Guyane, ainsi qu'à un programme de travail pour la révision du SDAGE.

En parallèle de cette consultation, la révision de l'état des lieux du district est en cours, et doit s'achever pour fin 2013.

C'est sur la base de ces éléments que sera lancée l'élaboration des projets de Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux et de programme de mesures 2016-2021.

mi 2013 – mi 2014	Élaboration des projets de SDAGE et de programme de mesures (PDM) Pour ce faire, le Comité de Bassin organisera des groupes de travail associant les partenaires locaux (des élus locaux, des représentants de structures professionnelles, d'associations de protection de la nature, d'associations de consommateurs...)
Juin 2014	Adoption du projet de SDAGE par le Comité de Bassin et adoption du projet de programme de mesures par le préfet coordonnateur de bassin
Juillet - septembre 2014	Avis de l'autorité environnementale. Les projets, comportant un rapport de l'évaluation environnementale, sont transmis à l'autorité environnementale (préfet coordonnateur de bassin) au moins trois mois avant le début des consultations.
Octobre 2014 à fin mars 2015	Consultation du public, consultation des acteurs institutionnels de Guyane et information des autorités du Brésil et du Suriname sur les projets de SDAGE et de PDM, incluant l'avis de l'autorité environnementale
Février 2015	Évaluation de l'état des masses d'eau. Une première évaluation a lieu en 2013 pour la révision de l'état des lieux ; il s'agit là d'une réévaluation avec les dernières données de surveillance.
Avril - juin 2015	Prise en compte des résultats des consultations et de l'évaluation de l'état des masses d'eau de février
Sept/octobre 2015	Adoption du SDAGE par le Comité de Bassin et avis sur le PDM
Décembre 2015	Programme de mesures arrêté et SDAGE 2016-2021 approuvé par le préfet coordonnateur de bassin



Comité de Bassin de Guyane

Secrétariat du Comité de Bassin

Direction de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
Pointe Buzaré – BP 6003
97306 CAYENNE Cedex

www.bassin-guyane.fr



Office de l'Eau de la Guyane

47, rue du 14 juillet
97300 CAYENNE

www.eauguyane.fr





CONSULTATION DU PUBLIC SUR L'AVENIR DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Donnez votre avis !

du 1^{er} novembre 2012 au 30 avril 2013



Répondez en ligne : www.bassin-guyane.fr

CONSULTEZ LA NOTICE D'INFORMATION DE LA CONSULTATION ET LE DOCUMENT DES ENJEUX DE L'EAU (QUESTIONS IMPORTANTES) DE VOTRE TERRITOIRE

Les acteurs de l'eau et les experts ont identifié les grands enjeux qui se posent à nous et aux générations futures, pour l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques sur nos territoires. Ces enjeux sont étroitement liés les uns aux autres.

La réflexion sur ces enjeux (questions importantes) est une étape clé de l'élaboration du futur plan de gestion des eaux pour les années 2016-2021. Bien que l'échéance puisse paraître éloignée, identifier, dès maintenant, les enjeux essentiels et les principaux défis à relever permettra de mieux préparer la stratégie pour l'eau et les milieux aquatiques.

Des enjeux majeurs concernent tout le territoire national, d'autres marquent plus particulièrement notre bassin hydrographique. Dans les deux cas, nous souhaitons connaître votre opinion.

votre avis compte !

les GRANDS ENJEUX de l'eau

▣ **Garantir une eau potable en quantité et de qualité suffisantes, à toute la population,** nécessite de poursuivre les efforts pour une gestion durable de la ressource : lutter contre les pollutions diffuses et chroniques du milieu naturel, mieux gérer les prélèvements en eau, protéger les captages d'eau potable, réduire les fuites d'eau, encourager les pratiques économes.

▣ **Retrouver ou préserver les équilibres écologiques, restaurer ou maintenir la biodiversité, véritable patrimoine naturel.** La nature rend gratuitement des services importants à l'homme. Préserver les milieux aquatiques (faune et flore des rivières, nappes souterraines, plans d'eau, eaux littorales, zones humides...), c'est garantir la pérennité et la qualité des ressources en eau, la variété des usages de l'eau et mieux anticiper les effets du changement climatique.

▣ **Anticiper pour mieux s'adapter au changement climatique.** L'évolution du climat impacte de plus en plus nos ressources en eau (sécheresses, étiages sévères) et multiplie les phénomènes extrêmes et dangereux (inondations, coulées de boues, submersions marines...). Anticiper ces évolutions permet d'adapter nos politiques et nos pratiques pour sauvegarder les ressources naturelles, organiser le partage de l'eau et réduire la vulnérabilité des populations et des activités.

▣ **Éliminer les substances dangereuses dans l'eau.** De nombreuses substances chimiques (nitrates, phytosanitaires, médicaments...), se retrouvent dans l'eau. Qu'elles soient d'origine agricole, industrielle, domestique, elles dégradent l'environnement et la qualité de l'eau et exposent faune, flore et consommateurs à des risques sanitaires élevés. Limiter les rejets, voire éliminer totalement ces substances dangereuses reste une priorité.

▣ **Replacer la gestion de l'eau et des milieux aquatiques dans l'aménagement du territoire.** L'eau, les milieux naturels et les services qu'ils rendent gratuitement, sont des éléments clés du développement économique et touristique des territoires. La rivière est souvent un élément structurant des projets d'urbanisme. L'eau est un enjeu à prendre obligatoirement en compte dans l'organisation et les projets de développement des collectivités (documents d'urbanisme, par exemple pour la gestion des eaux pluviales). Les démarches sur les territoires autour des cours d'eau, comme les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), permettent la concertation et l'engagement des personnes et des activités concernées.

DONNEZ VOTRE AVIS

Ces grands enjeux ont été identifiés sur tous les bassins hydrographiques français : ils sont stratégiques pour l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques. Comment les considérez-vous personnellement ?

▣ **Garantir une eau potable en quantité et de qualité suffisante, à toute la population**

Prioritaire

Important

Secondaire

▣ **Retrouver ou préserver les équilibres écologiques, restaurer ou maintenir la biodiversité, véritable patrimoine naturel**

Prioritaire

Important

Secondaire

▣ **Anticiper pour mieux s'adapter au changement climatique**

Prioritaire

Important

Secondaire

▣ **Éliminer les substances dangereuses dans l'eau**

Prioritaire

Important

Secondaire

▣ **Replacer la gestion de l'eau et des milieux aquatiques dans l'aménagement du territoire**

Prioritaire

Important

Secondaire

les GRANDS ENJEUX du bassin de Guyane

Au-delà des grands enjeux communs qui viennent d'être évoqués, dans le bassin de Guyane, une attention particulière doit être portée à des problématiques qui marquent plus spécifiquement notre territoire. Comment les considérez-vous personnellement ?

VOTRE AVIS COMPTE !

Développer l'accès à l'eau potable pour tous avec les solutions originales déjà utilisées en Guyane que sont les bornes fontaines et les pompes à bras, pour les populations non raccordées

Prioritaire

Important

Secondaire

Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques

Activités aurifères	<input type="checkbox"/> Prioritaire	<input type="checkbox"/> Important	<input type="checkbox"/> Secondaire
Assainissement des eaux usées	<input type="checkbox"/> Prioritaire	<input type="checkbox"/> Important	<input type="checkbox"/> Secondaire
Agriculture	<input type="checkbox"/> Prioritaire	<input type="checkbox"/> Important	<input type="checkbox"/> Secondaire
Industries	<input type="checkbox"/> Prioritaire	<input type="checkbox"/> Important	<input type="checkbox"/> Secondaire
Transport et loisirs nautiques	<input type="checkbox"/> Prioritaire	<input type="checkbox"/> Important	<input type="checkbox"/> Secondaire

Améliorer la connaissance des milieux aquatiques et de la ressource en eau : données environnementales

La bonne gestion des milieux et des ressources passe d'abord par une bonne connaissance de leur fonctionnement, de leur état et de leur réaction face à des perturbations extérieures. Elle requiert l'acquisition de données par des campagnes de terrain. La définition d'indices de références, les études sur le fonctionnement des écosystèmes, relèvent de programmes de recherche.

Prioritaire

Important

Secondaire

Appliquer au mieux les principes d'usager-payeur et de tarification incitant aux économies d'eau

Le principe de l'usager-payeur passe par l'application de redevances. La tarification est différente entre un particulier et une entreprise. Il existe une solidarité de la tarification entre communes de l'intérieur et du littoral. La politique de tarification des services liés à l'eau doit inciter tous les usagers à des économies d'eau ainsi qu'à utiliser la ressource en eau sans nuire aux milieux aquatiques (minimiser les pollutions). Les paiements des usagers des services d'eau doivent couvrir les dépenses inhérentes à ces services.

Prioritaire

Important

Secondaire

Renforcer l'éducation (environnement, santé, consommation), la formation et la gouvernance sur l'eau

La gestion des milieux aquatiques doit permettre d'en concilier les usages, pour leur protection et leur mise en valeur. Elle passe par l'éducation et la formation de tous aux bons gestes au quotidien et de bonnes pratiques dans les activités. Elle concerne tous les acteurs (élus, institutionnels, professionnels, associatifs, usagers...), qui se fédèrent autour d'orientations communes.

Prioritaire

Important

Secondaire

Mettre en place une gestion partagée de l'eau avec nos voisins surinamais et brésiliens

La gouvernance de bassin doit tenir compte de la position de la Guyane au sein de l'Amérique du Sud et s'accorder avec les pays voisins concernant la gestion des fleuves transfrontaliers, pour garantir les orientations et atteindre les objectifs fixés dans le SDAGE.

Prioritaire

Important

Secondaire

Mieux intégrer les zones humides dans les politiques d'aménagement du territoire

Les zones humides (pripis, mangroves, ripisylves...) offrent de nombreux avantages (biodiversité, épuration des eaux, tamponnement des inondations, paysages...) mais sont aussi menacées par l'urbanisation croissante. Assurer la préservation des zones humides était déjà une disposition du SDAGE 2010-2015, et doit être pris en compte dans les politiques d'aménagement du territoire.

Prioritaire

Important

Secondaire

Développer les aménagements pour favoriser et sécuriser la navigation sur les cours d'eau de Guyane

La navigabilité des fleuves est essentielle en toutes saisons pour désenclaver les communes isolées. Leur aménagement (amélioration des franchissements de sauts, cales et appontements pour l'embarquement et le débarquement...) est un enjeu de l'aménagement du territoire.

Prioritaire

Important

Secondaire

Annexe 2. Bilan de la consultation réalisé par le GRAINE Guyane

Bilan des actions des associations du réseau GRAINE dans le cadre de la consultation public sur l'eau



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
de l'écologie,
du Développement
durable
et de l'énergie

Comité de Bassin de Guyane

CONSULTATION DU PUBLIC SUR L'AVENIR DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Donnez votre avis !

du 1^{er} novembre 2012 au 30 avril 2013

GRAINE Guyane

Groupe Régional d'Animation et d'Initiation à la Nature et à l'Environnement
Association loi 1901 – 15 Cité Massel, Route de Montabo, 97300 CAYENNE

Tel : 0594 38 31 50 e-mail : info@graineguyane.org

Siret : 423 390 137 00028 / Code APE : 9499 Z

Contexte

La DEAL a fait appel aux associations du réseau GRAINE Guyane afin de diffuser et d'accompagner les usagers à remplir l'enquête de la consultation du public sur les enjeux de l'eau en Guyane. Cette enquête a débuté le 1^{er} novembre 2012 pour terminer le 30 avril 2013.

La collaboration entre la DEAL et le réseau GRAINE a réellement débuté en février 2013. A cette date, la DEAL avait eu un retour de 60 à 70 questionnaires par internet et 10 questionnaires en version papier.

Bilan des actions GRAINE

Coordination générale de l'action

Divers entretiens (rencontres, échanges téléphoniques et mails) et temps de travail ont été nécessaires à l'organisation des diverses actions :

- participation du GRAINE au comité de bassin sur la question de la diffusion du questionnaire.
- deux rencontres avec la DEAL et l'OEG et divers échanges.
- sollicitations et échanges avec les associations.
- sollicitations diverses pour les actions de communication.
- communication, réalisation de supports, et animation dans le cadre de la formation.
- réalisation du bilan de l'action.
- etc.

Coordination de la diffusion de l'enquête par les associations du réseau

Dans ce cadre, le GRAINE a sollicité les associations du réseau. 4 associations ont répondu à l'appel et ont proposé des actions visant à diffuser et accompagner les habitants à remplir le questionnaire :

- Mama Bobi (Saint-Laurent),
- DAAC (Cayenne et Saint-Georges),
- Mo peyi prop'(Kourou),
- SEPANGUY (Cayenne).

L'intervention de ces associations a permis un maillage du territoire, puisque les 4 grandes villes du territoire ont pu être touchées.

De plus, elles ont permis de toucher des publics diversifiés car les cibles (grand public, public en difficulté, cultures différentes) et les modes d'intervention (porte à porte, stand, approche lors de temps d'attente, etc.) des associations ne sont pas les mêmes.

Les associations ont permis de faire remplir 1807 questionnaires dans différentes zones du territoire.

Organisation d'une formation

Afin d'accompagner les associations du réseau dans cette démarche et tout autre porteur de projets intéressé par la diffusion du questionnaire, le GRAINE a organisé, en partenariat avec la DEAL et l'Office de l'Eau de Guyane (OEG), deux demi-journées d'information : à Cayenne le 1 mars 2013 et à Saint-Laurent le 7 mars 2013.

Les objectifs de cette formation étaient :

- Comprendre le contexte de la consultation.
- Comprendre les enjeux du territoire.
- Approfondir ses connaissances sur la thématique.
- Prendre connaissance du questionnaire.
- Identifier des techniques d'animation adaptées.

Plusieurs temps étaient proposés :

- La gestion de l'eau (présentation de Franck Show-Toun, OEG).
- Le SDAGE et la consultation du public sur les enjeux de l'eau (présentation d'Aurélié Lotte, DEAL).
- Le questionnaire.

Ainsi, **10 personnes (5 structures)** ont participé à la formation à Cayenne et **14 personnes (1 structure)** à Saint-Laurent.

Bilan des participants

La formation semble avoir partiellement répondu aux attentes et être en cohérence avec l'action. Les participants auraient appréciés passer davantage de temps sur l'aspect technique d'animation et moins sur les aspects de gestion de l'eau.

Action de communication autour de l'enquête

Diffusion dans le réseau et sur internet : le GRAINE a diffusé l'information concernant la consultation du public sur l'eau à l'ensemble de son réseau. Le GRAINE dispose de plusieurs listes de diffusion : réseau adhérents, les acteurs de l'environnement, média, professeurs.

Suite à ces diffusions, des acteurs ont diffusé sur leurs sites internet les informations relatives à la consultation (ex. Guyane Promo Santé, SEPANGUY, GRAINE)

Emissions de radio : le GRAINE a également sollicité ses contacts presse pour programmer des émissions de radios avec des interventions d'expert sur les différentes thématiques liées à la consultation. Différents animateurs de la radio Guyane 1^{ère} ont répondu à cette sollicitation à plusieurs reprises. Cependant, le manque de possibilités en interne à la DEAL et le manque de disponibilités du Président du comité de bassin identifié pour assurer ces émissions n'ont pas permis d'en programmer.

Communication autour de la demi-journée d'information (internet, radio et presse écrite) :

Lors de la diffusion de l'information concernant la demi-journée d'information programmée à Saint-Laurent et à Cayenne, les médias ont repris l'information :

- un passage radio sur la radio RLM de Saint-Laurent,
- un article dans Guyane première,
- diffusion sur des sites internet (ex. GPS, blada, GRAINE).

Bilan des actions SEPANGUY

L'association SEPANGUY a répondu à l'Appel à Projets lancé par la DEAL, concernant la consultation publique l'eau. Les salariés de l'association accompagnés de bénévoles, ont tenu un stand au marché de Cayenne à plusieurs reprises les mercredis, vendredis et samedis matin. Au total, **130 questionnaires ont été remplis**. Des questionnaires ont également été distribués lors des différentes actions des Journées Mondiales des Zones Humides, dans des écoles pour les élèves ou les parents.

La formation début mars a permis de faciliter le discours tenu avec le grand public pour remplir les questionnaires ; les informations du questionnaire n'étant pas accessible seule pour la plupart de la population rencontrée. D'avantage de moyen humain ou de temps aurait permis de remplir plus de questionnaires. Par exemple, commencer ce type d'action dès le début de la consultation, reproduire ces actions dans les autres marchés de l'île de Cayenne, etc.

De même, lors de la dernière manifestation, il a été difficile de se procurer suffisamment de questionnaires.

Enfin, en termes de communication, une affiche format A3 ou plus aurait facilité l'information pour les personnes de passage sur le marché

Bilan des actions Mo Peyi Prop'

Les bénévoles de l'association ont tenu un stand à l'occasion du marathon de l'espace à Kourou. A cette occasion **11 questionnaires** ont été rempli sur place et remis à l'association et une trentaine de questionnaires ont été distribués à la suite d'une conversation en vue d'une réponse future.

Bilan des actions DAAC

Contexte

A partir du 1er novembre 2012 et jusqu'au 30 avril 2013, les Français ont été invités à donner leur avis sur l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques dans chaque grand bassin hydrographique du territoire.

Cette troisième consultation, après celles de 2005 et 2008, portait sur les grands enjeux de l'eau spécifiques à chaque bassin hydrographique mais également ceux partagés par tous. Elle doit contribuer à la révision des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et des programmes de mesures qui fixent, dans chacun des treize bassins hydrographiques que compte la France, les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les actions à réaliser pour atteindre le « bon état » des eaux exigé par la directive cadre européenne sur l'eau (DCE).

La consultation est organisée par les Comités de bassin avec l'appui des Agences de l'eau et des offices de l'eau.

La DEAL de Guyane a financé D.A.A.C Guyane pour diffuser le questionnaire auprès des habitants des territoires de l'île-de-Cayenne et de Saint Georges de l'Oyapock du 1er mars au 30 avril 2013.

D.A.A.C. Guyane

L'association **D.A.A.C. Guyane** (Développement, Animation, Accompagnement, Coopération) est une association loi 1901 et a pour objet de favoriser le développement social des quartiers et la promotion individuelle et collective de leurs habitants par une approche globale. Les actions menées impliquent les personnes et renforcent leur capacité d'agir.

Constituée de deux pôles d'action, **santé et enfance – famille**, D.A.A.C se donne pour mission de mettre les habitants au coeur de ses projets. Elle propose des projets basés sur l'accompagnement social global et la médiation communautaire dans les domaines suivants : éducation, social, culture, insertion, santé, environnement, jeunesse, échanges interculturels, coopération transfrontalière, plaidoyers...

Les actions de D.A.A.C. se situent sur l'ensemble de l'île-de-Cayenne mais aussi dans l'Est Guyanais et à la frontière brésilienne du fait de sa deuxième équipe installée à **Saint Georges de l'Oyapock**. Ainsi notamment, D.A.A.C mène actuellement des actions de santé-environnement (lutte contre les maladies entériques et les maladies vectorielles à SGO dans le cadre d'un partenariat avec l'Agence Régionale de Santé).

L'association est également adhérente au GRAINE.

Les actions proposées

1. L'île de Cayenne

- **Contexte** : *île-de-Cayenne* : D.A.A.C effectue des sorties 3 fois par semaine avec le camion santé de la Croix Rouge Française. Ces sorties s'effectuent dans les trois communes de l'île-de-Cayenne (Cayenne, Matoury, Rémire Montjoly) selon un planning de rotation régulier. Cette action concerne principalement un public vivant dans une situation de grande précarité : peu ou pas d'alimentation en eau potable, absence d'assainissement, etc.

- **Action** : D.A.A.C Guyane a proposé de compléter le questionnaire durant les permanences itinérantes (EMSI). A cette occasion, les médiateurs ont présenté l'objectif de cette consultation et ont répondu aux éventuelles questions des habitants. Cette action s'est intégrée aux actions en place car le questionnaire a été

proposé durant le temps d'attente pour le dépistage profitant ainsi de la mobilisation des habitants pour le Camion santé.

- **Objectifs** : Ce type de permanence a permis de toucher un public non averti représentant une tranche de la population guyanaise non négligeable. En effet, cette consultation se veut large et ouverte à l'ensemble de la population.

- **Moyens humains** : un renforcement des équipes a été effectué, avec la présence d'un médiateur dédié à cette opération.

- **Budget** : 1 médiateur 3h X 24 sorties.

2. L'Est Guyanais :

- **Contexte, Saint Georges de l'Oyapock** : D.A.A.C est identifiée comme structure ressource concernant la problématique de l'eau sur SGO du fait des campagnes de prévention de lutte contre les maladies hydriques que nous menons. Notre équipe réalise de la veille dans les différents quartiers de la commune et notamment dans ceux n'ayant pas accès à l'eau potable.

- **Action, porte-à-porte** : D.A.A.C a proposé le questionnaire aux habitants des quartiers précaires de Saint-Georges, dans le cadre des tournées de veille du médiateur, une fois par semaine.

- **Objectifs** : Ce type d'action a permis également de consulter les habitants de Saint-Georges-de-l'Oyapock. De plus, le porte à porte est un moyen efficace pour toucher un public non averti. En effet, cette consultation se veut large et ouverte à l'ensemble de la population.

- **Moyen humain** : Un médiateur de quartier a été mobilisé pour réaliser cette action en porte à porte. Celui-ci est parfaitement connu et légitime dans les quartiers, ce qui a facilité le remplissage des questionnaires.

- **Budget** : 1 médiateur 4h X 9 semaines.

Bilan quantitatif et qualitatif

Code postal	Nombre
97 300	63
97 354	43
97 351	47
97 316	1
97 355	2
97 364	1
97 320	1
97 313	60
Total	218

<p>SUCCES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Participation importante des habitants des différents territoires. - Recueil d'avis de personnes habituellement non consultées. - Force de « touche » de l'Equipe de Médiation Sociale Itinérante (EMSI). 	<p>ECHECS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de prévention possible en parallèle sur l'eau car pas de ressource humaine disponible.
<p>POTENTIELS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Consultation possible de personnes en situation de précarité si moyens adaptés. - Personnes consultées déjà sensibilisées en santé-environnement et sur la consultation en général (notamment à SGO) pouvant favoriser la réussite de nouvelles actions. 	<p>OBSTACLES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Complexité du questionnaire qui a demandé beaucoup de temps et d'énergie aux médiateurs car le vocabulaire choisi n'existait pas forcément dans la langue maternelle de la population touchée. - Un vocabulaire spécifique peu adapté à la population visée souvent non-francophone ou alors ayant été peu scolarisée en langue française.

Bilan des actions Mama bobì

L'association Mama Bobi a participé à la diffusion du questionnaire par des actions de porte à porte réalisées par ses médiateurs en différentes villes de son territoire d'action comme vu dans le tableau ci-dessous :

Ville	Nombre de questionnaire
Saint-laurent-du-Maroni	914
Papaïchton	79
Apatou	122
Maripasoula	133
Saint-Georges-de-l'Oyapock	200
Total	1448

Partenariats dans le cadre de cette action



Conclusion

Les actions des associations du réseau GRAINE ont permis de diffuser l'enquête et de récolter **1807 questionnaires** dans différentes zones du territoire.

L'implication des associations au moment de l'élaboration de l'enquête pourrait permettre une meilleure adaptation et compréhension du questionnaire. Un travail en amont de la consultation avec les associations pourrait également permettre d'optimiser la diffusion du questionnaire : travail sur l'adaptation du questionnaire, mutualisation d'outils, coordination de l'action.

Annexe 3. Résultats par question

Graphiques par territoire

Graphiques par catégorie socio-professionnelle

QB1

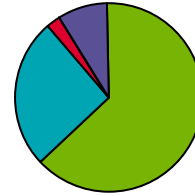
Développer l'accès à l'eau potable pour tous avec les solutions originales déjà utilisées en Guyane que sont les bornes fontaines et les pompes à bras, pour les populations non raccordées

Ouest



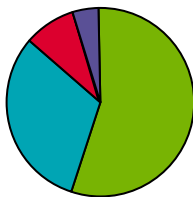
Prioritaire	567	43,4%
Important	409	31,3%
Secondaire	189	14,5%
Réponse multiple	6	0,5%
Non renseigné	135	10,3%
TOTAL	1306	

Est



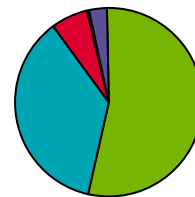
Prioritaire	73	62,4%
Important	31	26,5%
Secondaire	3	2,6%
Réponse multiple		
Non renseigné	10	8,5%
TOTAL	117	

Savanes



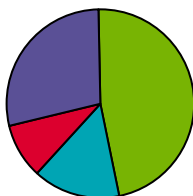
Prioritaire	12	54,5%
Important	7	31,8%
Secondaire	2	9,1%
Réponse multiple		
Non renseigné	1	4,5%
TOTAL	22	

Centre littoral



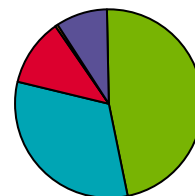
Prioritaire	196	53,0%
Important	137	37,0%
Secondaire	24	6,5%
Réponse multiple	2	0,5%
Non renseigné	11	3,0%
TOTAL	370	

Autre



Prioritaire	19	46,3%
Important	6	14,6%
Secondaire	4	9,8%
Réponse multiple		
Non renseigné	12	29,3%
TOTAL	41	

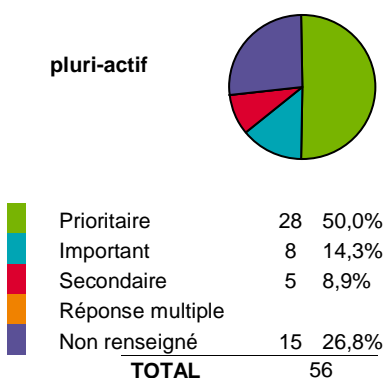
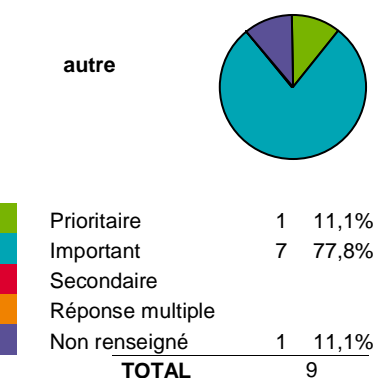
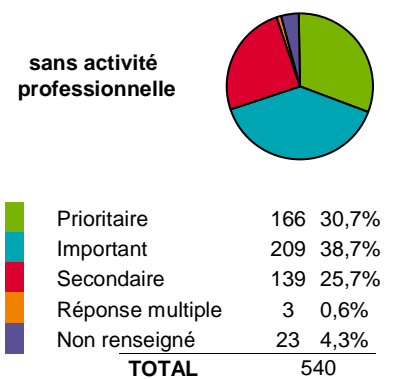
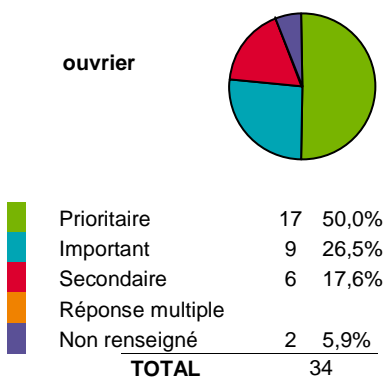
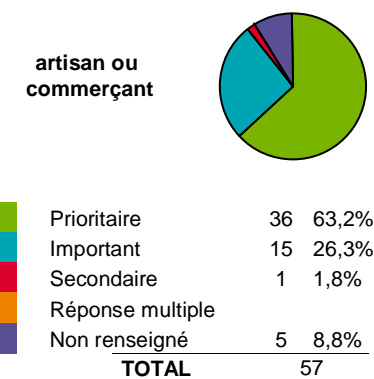
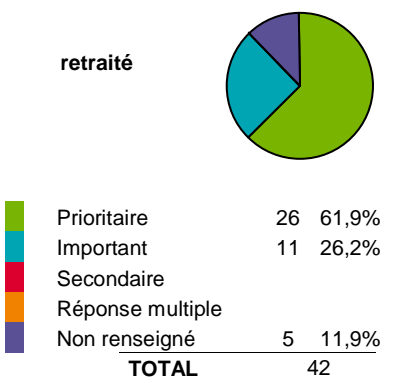
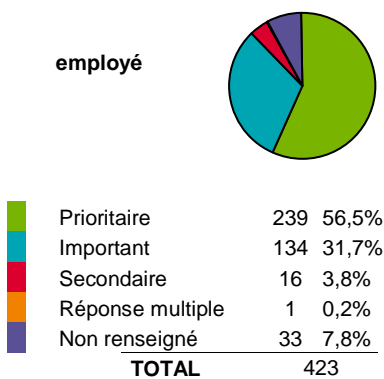
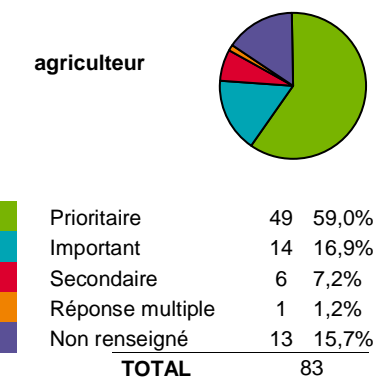
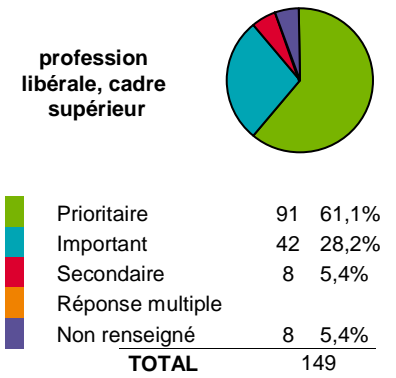
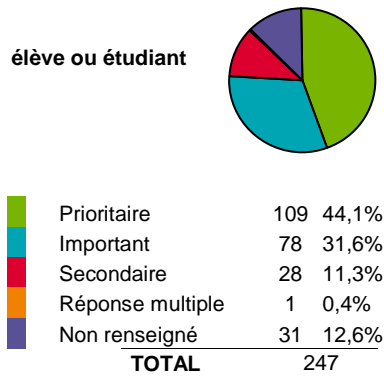
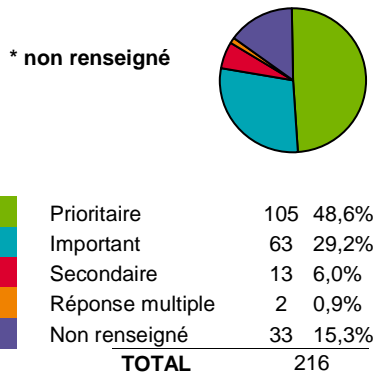
TOTAL



Prioritaire	867	46,7%
Important	590	31,8%
Secondaire	222	12,0%
Réponse multiple	8	0,4%
Non renseigné	169	9,1%
TOTAL	1856	

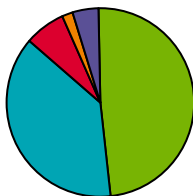
QB1

Développer l'accès à l'eau potable pour tous avec les solutions originales déjà utilisées en Guyane que sont les bornes fontaines et les pompes à bras, pour les populations non raccordées



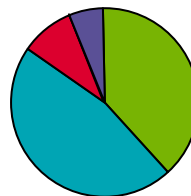
QB2_agr Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques [Agriculture]

Ouest



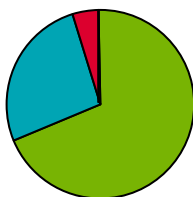
Prioritaire	626	47,9%
Important	500	38,3%
Secondaire	97	7,4%
Réponse multiple	22	1,7%
Non renseigné	61	4,7%
TOTAL	1306	

Est



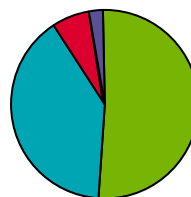
Prioritaire	45	38,5%
Important	54	46,2%
Secondaire	11	9,4%
Réponse multiple		
Non renseigné	7	6,0%
TOTAL	117	

Savanes



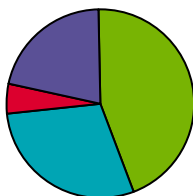
Prioritaire	15	68,2%
Important	6	27,3%
Secondaire	1	4,5%
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	22	

Centre littoral



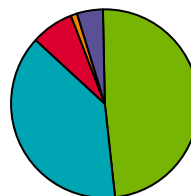
Prioritaire	187	50,5%
Important	149	40,3%
Secondaire	25	6,8%
Réponse multiple		
Non renseigné	9	2,4%
TOTAL	370	

Autre



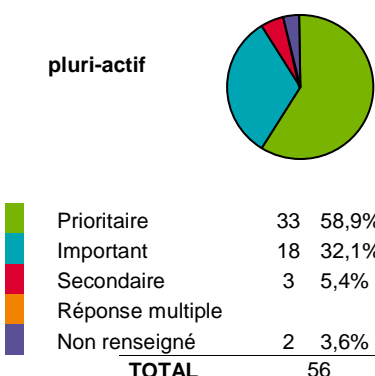
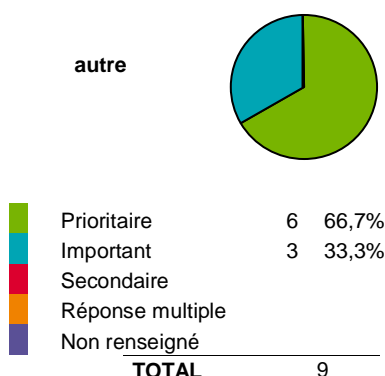
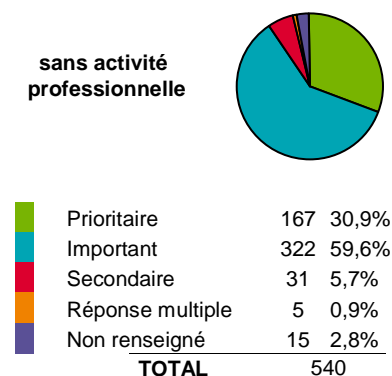
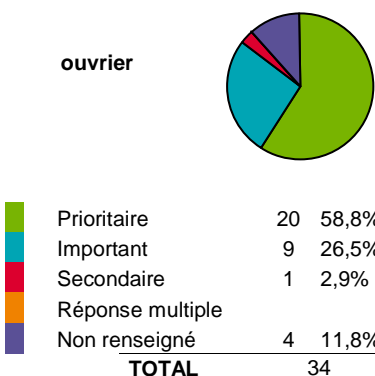
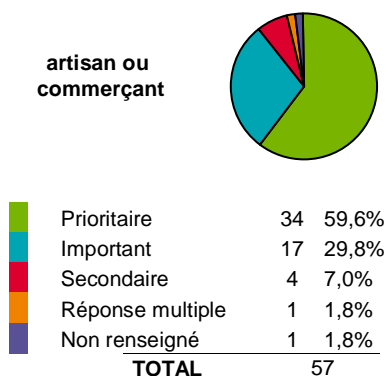
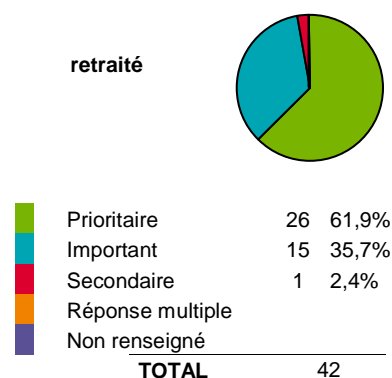
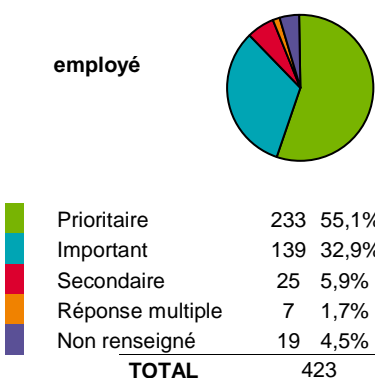
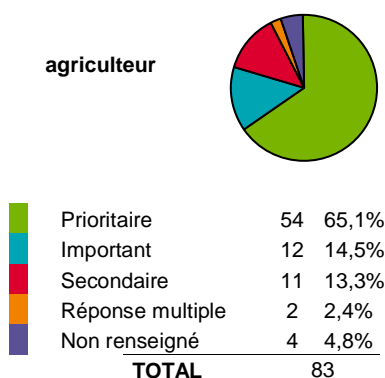
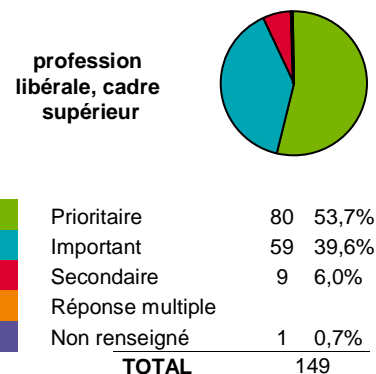
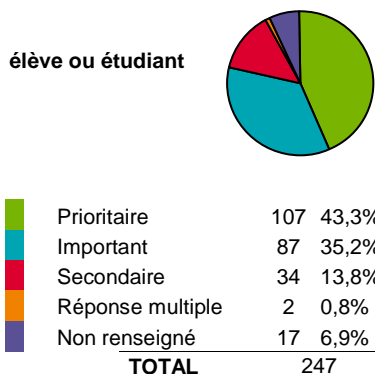
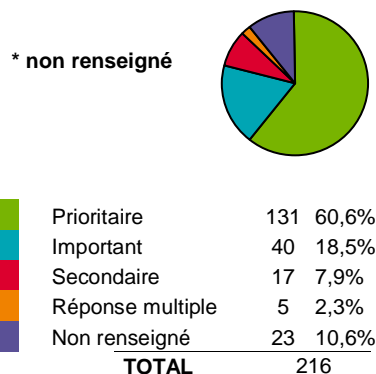
Prioritaire	18	43,9%
Important	12	29,3%
Secondaire	2	4,9%
Réponse multiple		
Non renseigné	9	22,0%
TOTAL	41	

TOTAL



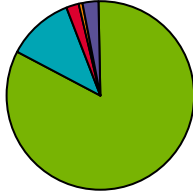
Prioritaire	891	48,0%
Important	721	38,8%
Secondaire	136	7,3%
Réponse multiple	22	1,2%
Non renseigné	86	4,6%
TOTAL	1856	

QB2_agr Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques [Agriculture]



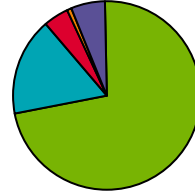
QB2_ass Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques [Assainissement des eaux usées]

Ouest



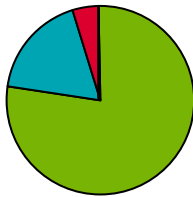
Prioritaire	1076	82,4%
Important	153	11,7%
Secondaire	31	2,4%
Réponse multiple	8	0,6%
Non renseigné	38	2,9%
TOTAL	1306	

Est



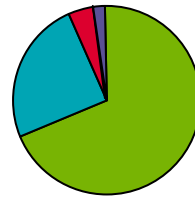
Prioritaire	84	71,8%
Important	20	17,1%
Secondaire	5	4,3%
Réponse multiple	1	0,9%
Non renseigné	7	6,0%
TOTAL	117	

Savanes



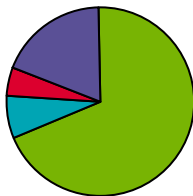
Prioritaire	17	77,3%
Important	4	18,2%
Secondaire	1	4,5%
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	22	

Centre littoral



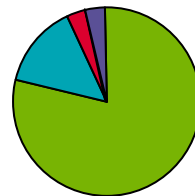
Prioritaire	252	68,1%
Important	94	25,4%
Secondaire	17	4,6%
Réponse multiple		
Non renseigné	7	1,9%
TOTAL	370	

Autre



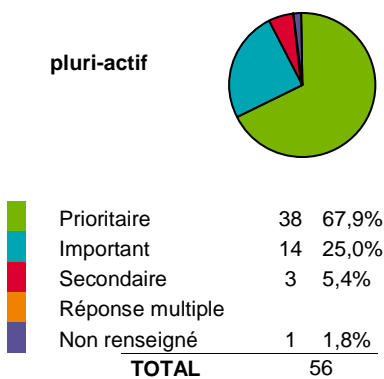
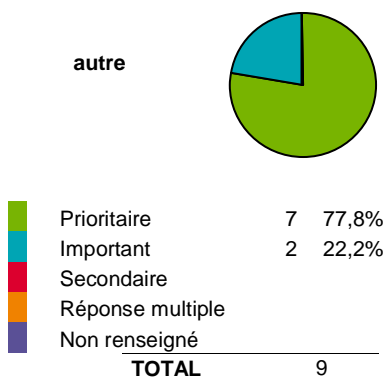
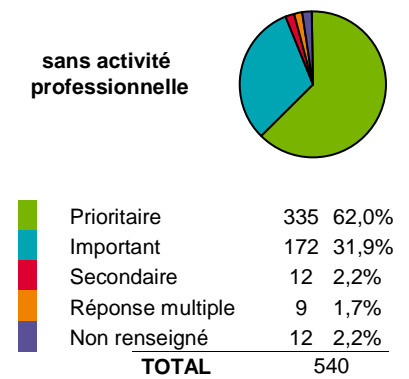
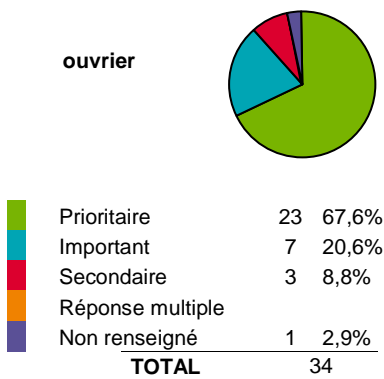
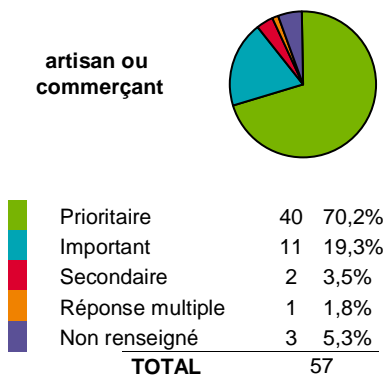
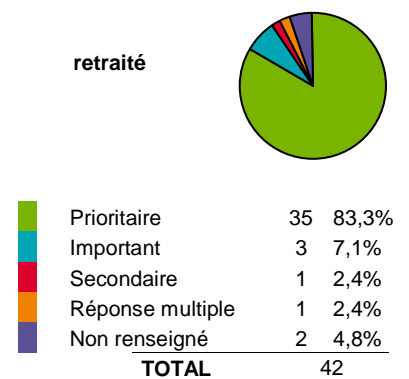
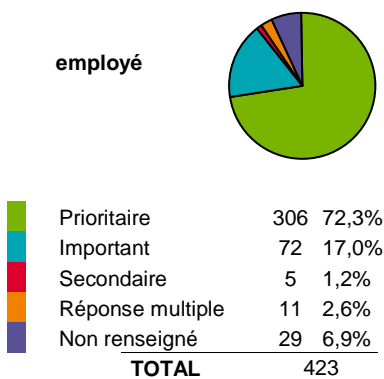
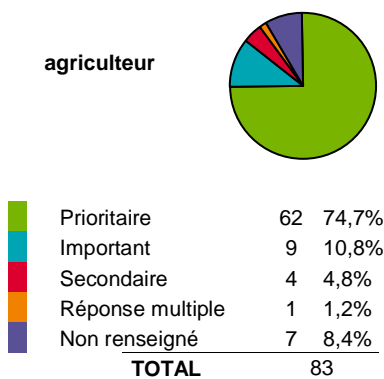
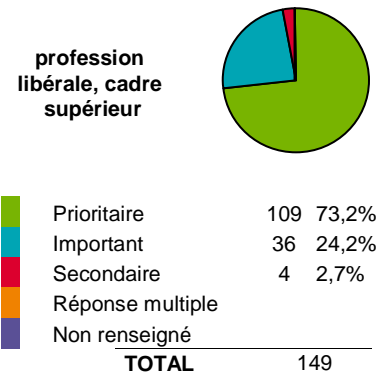
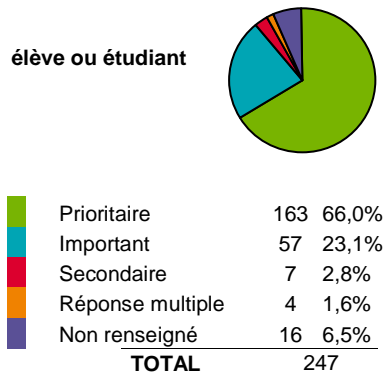
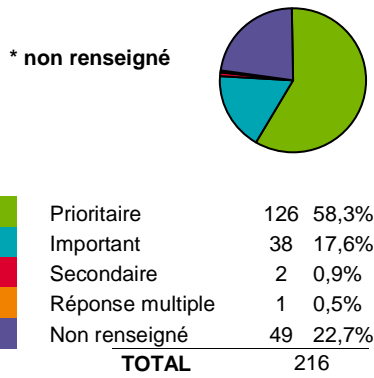
Prioritaire	28	68,3%
Important	3	7,3%
Secondaire	2	4,9%
Réponse multiple		
Non renseigné	8	19,5%
TOTAL	41	

TOTAL



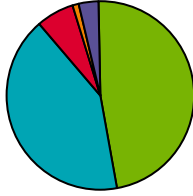
Prioritaire	1457	78,5%
Important	274	14,8%
Secondaire	56	3,0%
Réponse multiple	9	0,5%
Non renseigné	60	3,2%
TOTAL	1856	

QB2_ass Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques [Assainissement des eaux usées]



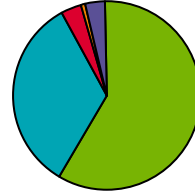
QB2_ind Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques [Industries]

Ouest



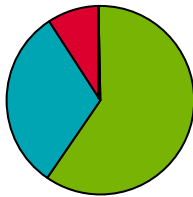
Prioritaire	612	46,9%
Important	545	41,7%
Secondaire	87	6,7%
Réponse multiple	15	1,1%
Non renseigné	47	3,6%
TOTAL	1306	

Est



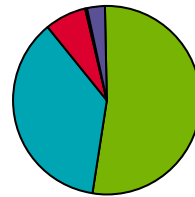
Prioritaire	68	58,1%
Important	40	34,2%
Secondaire	4	3,4%
Réponse multiple	1	0,9%
Non renseigné	4	3,4%
TOTAL	117	

Savanes



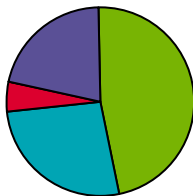
Prioritaire	13	59,1%
Important	7	31,8%
Secondaire	2	9,1%
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	22	

Centre littoral



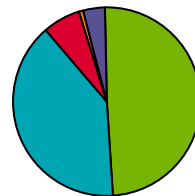
Prioritaire	192	51,9%
Important	138	37,3%
Secondaire	27	7,3%
Réponse multiple	2	0,5%
Non renseigné	11	3,0%
TOTAL	370	

Autre



Prioritaire	19	46,3%
Important	11	26,8%
Secondaire	2	4,9%
Réponse multiple		
Non renseigné	9	22,0%
TOTAL	41	

TOTAL

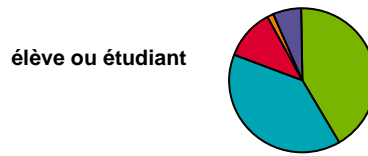


Prioritaire	904	48,7%
Important	741	39,9%
Secondaire	122	6,6%
Réponse multiple	18	1,0%
Non renseigné	71	3,8%
TOTAL	1856	

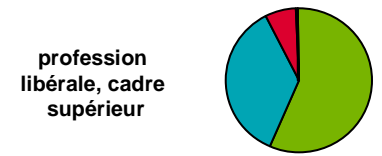
QB2_ind Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques [Industries]



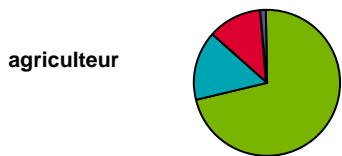
Prioritaire	136	63,0%
Important	51	23,6%
Secondaire	4	1,9%
Réponse multiple	5	2,3%
Non renseigné	20	9,3%
TOTAL	216	



Prioritaire	102	41,3%
Important	98	39,7%
Secondaire	28	11,3%
Réponse multiple	3	1,2%
Non renseigné	16	6,5%
TOTAL	247	



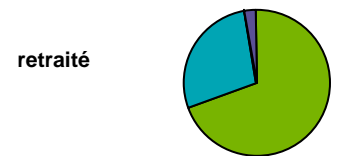
Prioritaire	84	56,4%
Important	54	36,2%
Secondaire	10	6,7%
Réponse multiple	1	0,7%
Non renseigné		
TOTAL	149	



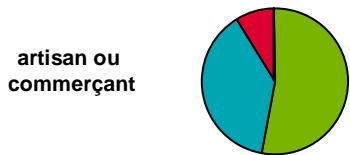
Prioritaire	59	71,1%
Important	13	15,7%
Secondaire	10	12,0%
Réponse multiple		
Non renseigné	1	1,2%
TOTAL	83	



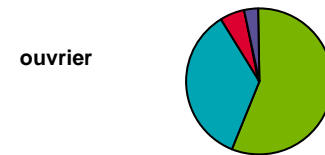
Prioritaire	257	60,8%
Important	120	28,4%
Secondaire	28	6,6%
Réponse multiple	5	1,2%
Non renseigné	13	3,1%
TOTAL	423	



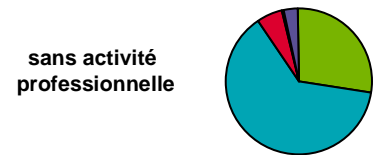
Prioritaire	29	69,0%
Important	12	28,6%
Secondaire		
Réponse multiple		
Non renseigné	1	2,4%
TOTAL	42	



Prioritaire	30	52,6%
Important	22	38,6%
Secondaire	5	8,8%
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	57	



Prioritaire	19	55,9%
Important	12	35,3%
Secondaire	2	5,9%
Réponse multiple		
Non renseigné	1	2,9%
TOTAL	34	



Prioritaire	148	27,4%
Important	343	63,5%
Secondaire	29	5,4%
Réponse multiple	3	0,6%
Non renseigné	17	3,1%
TOTAL	540	



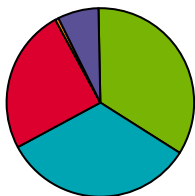
Prioritaire	6	66,7%
Important	1	11,1%
Secondaire	1	11,1%
Réponse multiple	1	11,1%
Non renseigné		
TOTAL	9	



Prioritaire	34	60,7%
Important	15	26,8%
Secondaire	5	8,9%
Réponse multiple		
Non renseigné	2	3,6%
TOTAL	56	

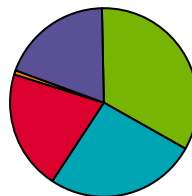
QB2_nav Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques [Transport et loisirs nautiques]

Ouest



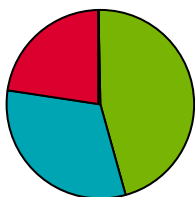
Prioritaire	446	34,2%
Important	424	32,5%
Secondaire	333	25,5%
Réponse multiple	9	0,7%
Non renseigné	94	7,2%
TOTAL	1306	

Est



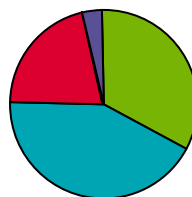
Prioritaire	39	33,3%
Important	30	25,6%
Secondaire	24	20,5%
Réponse multiple	1	0,9%
Non renseigné	23	19,7%
TOTAL	117	

Savanes



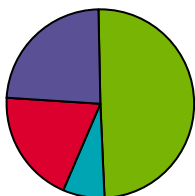
Prioritaire	10	45,5%
Important	7	31,8%
Secondaire	5	22,7%
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	22	

Centre littoral



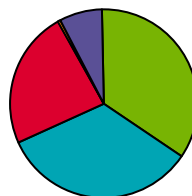
Prioritaire	122	33,0%
Important	156	42,2%
Secondaire	80	21,6%
Réponse multiple		
Non renseigné	12	3,2%
TOTAL	370	

Autre



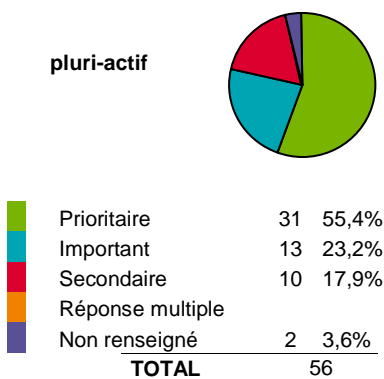
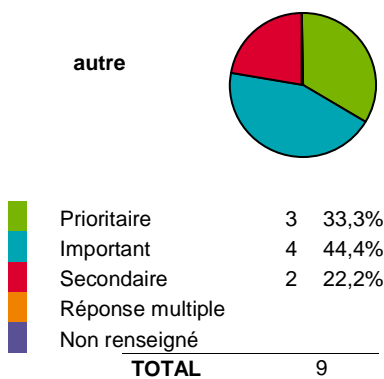
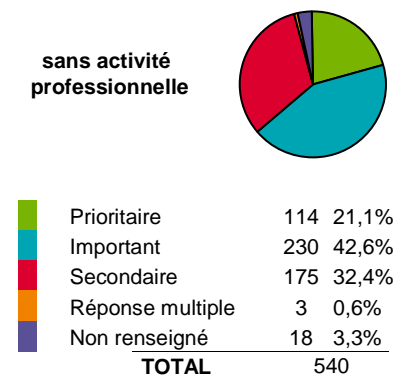
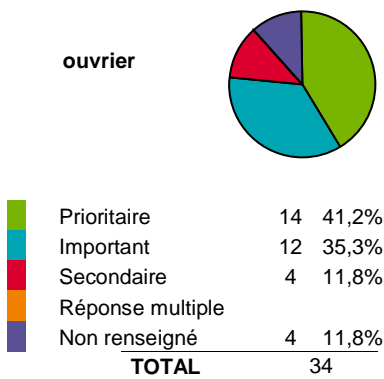
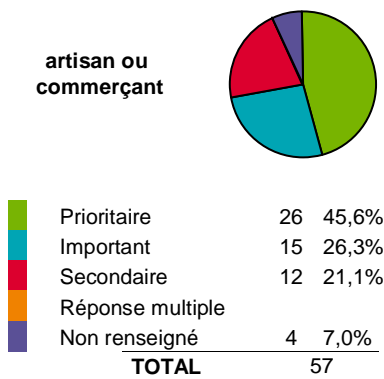
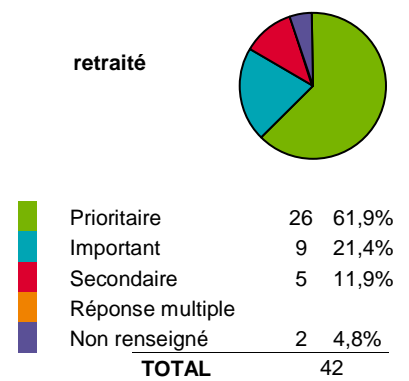
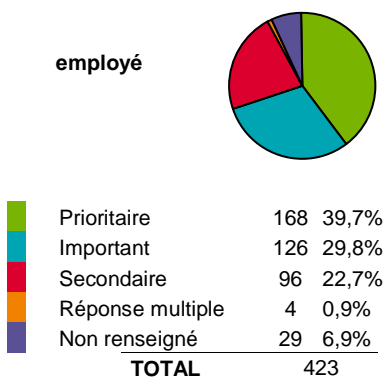
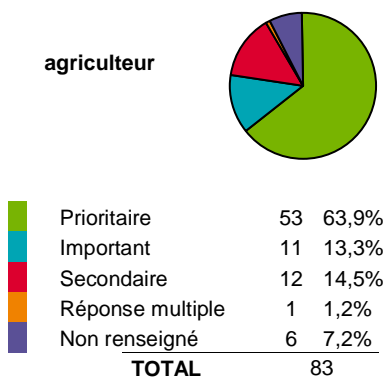
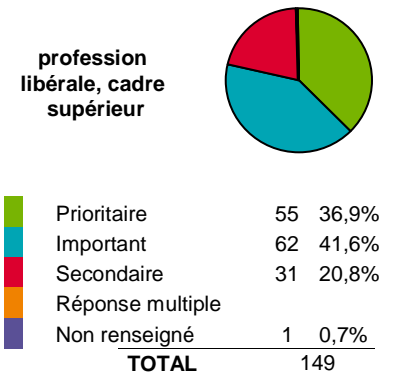
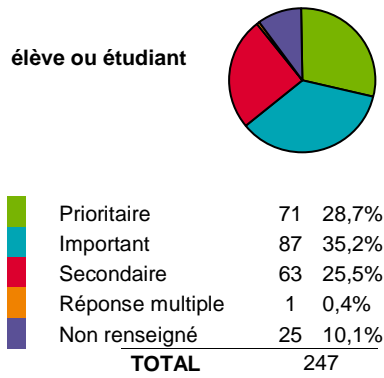
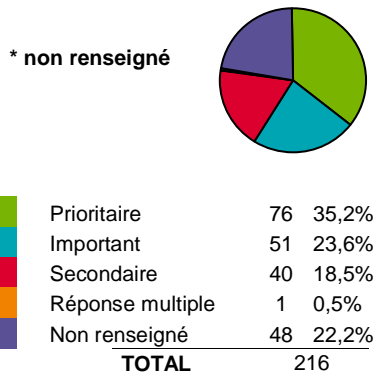
Prioritaire	20	48,8%
Important	3	7,3%
Secondaire	8	19,5%
Réponse multiple		
Non renseigné	10	24,4%
TOTAL	41	

TOTAL



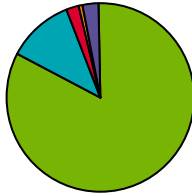
Prioritaire	637	34,3%
Important	620	33,4%
Secondaire	450	24,2%
Réponse multiple	10	0,5%
Non renseigné	139	7,5%
TOTAL	1856	

QB2_nav Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques [Transport et loisirs nautiques]



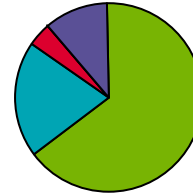
QB2_or Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques [Activités aurifères]

Ouest



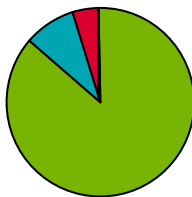
Prioritaire	1076	82,4%
Important	153	11,7%
Secondaire	31	2,4%
Réponse multiple	8	0,6%
Non renseigné	38	2,9%
TOTAL	1306	

Est



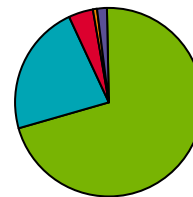
Prioritaire	75	64,1%
Important	24	20,5%
Secondaire	5	4,3%
Réponse multiple		
Non renseigné	13	11,1%
TOTAL	117	

Savanes



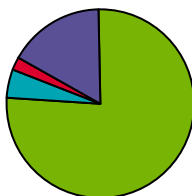
Prioritaire	19	86,4%
Important	2	9,1%
Secondaire	1	4,5%
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	22	

Centre littoral



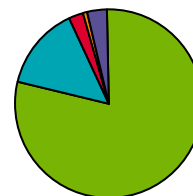
Prioritaire	259	70,0%
Important	85	23,0%
Secondaire	17	4,6%
Réponse multiple	3	0,8%
Non renseigné	6	1,6%
TOTAL	370	

Autre



Prioritaire	31	75,6%
Important	2	4,9%
Secondaire	1	2,4%
Réponse multiple		
Non renseigné	7	17,1%
TOTAL	41	

TOTAL



Prioritaire	1460	78,7%
Important	266	14,3%
Secondaire	55	3,0%
Réponse multiple	11	0,6%
Non renseigné	64	3,4%
TOTAL	1856	

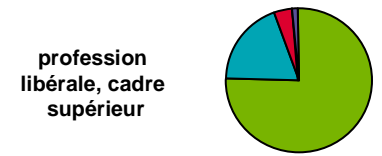
QB2_or Diminuer les pollutions causées par l'homme sur les ressources et les milieux aquatiques [Activités aurifères]



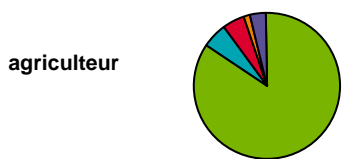
Prioritaire	168	77,8%
Important	29	13,4%
Secondaire	4	1,9%
Réponse multiple	1	0,5%
Non renseigné	14	6,5%
TOTAL	216	



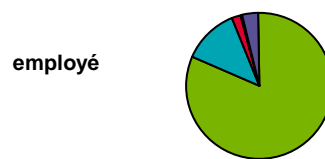
Prioritaire	171	69,2%
Important	51	20,6%
Secondaire	12	4,9%
Réponse multiple	2	0,8%
Non renseigné	11	4,5%
TOTAL	247	



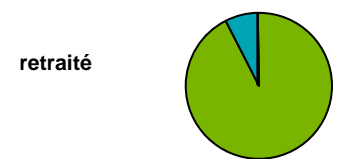
Prioritaire	112	75,2%
Important	29	19,5%
Secondaire	6	4,0%
Réponse multiple	2	1,3%
Non renseigné	2	1,3%
TOTAL	149	



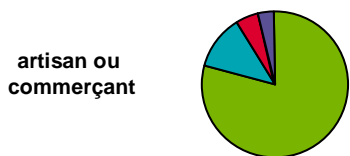
Prioritaire	70	84,3%
Important	5	6,0%
Secondaire	4	4,8%
Réponse multiple	1	1,2%
Non renseigné	3	3,6%
TOTAL	83	



Prioritaire	344	81,3%
Important	53	12,5%
Secondaire	10	2,4%
Réponse multiple	1	0,2%
Non renseigné	15	3,5%
TOTAL	423	



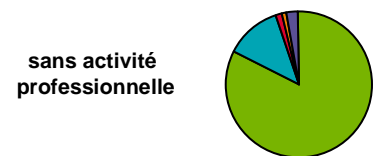
Prioritaire	39	92,9%
Important	3	7,1%
Secondaire	0	0,0%
Réponse multiple	0	0,0%
Non renseigné	0	0,0%
TOTAL	42	



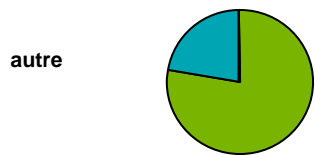
Prioritaire	45	78,9%
Important	7	12,3%
Secondaire	3	5,3%
Réponse multiple	2	3,5%
Non renseigné	2	3,5%
TOTAL	57	



Prioritaire	21	61,8%
Important	8	23,5%
Secondaire	4	11,8%
Réponse multiple	1	2,9%
Non renseigné	0	0,0%
TOTAL	34	



Prioritaire	445	82,4%
Important	68	12,6%
Secondaire	8	1,5%
Réponse multiple	5	0,9%
Non renseigné	14	2,6%
TOTAL	540	

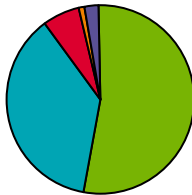


Prioritaire	7	77,8%
Important	2	22,2%
Secondaire	0	0,0%
Réponse multiple	0	0,0%
Non renseigné	0	0,0%
TOTAL	9	



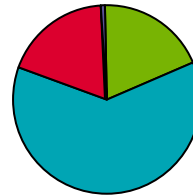
Prioritaire	38	67,9%
Important	11	19,6%
Secondaire	4	7,1%
Réponse multiple	1	1,8%
Non renseigné	2	3,6%
TOTAL	56	

Ouest



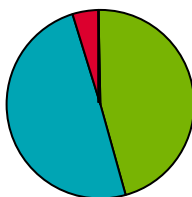
Prioritaire	686	52,5%
Important	489	37,4%
Secondaire	89	6,8%
Réponse multiple	8	0,6%
Non renseigné	34	2,6%
TOTAL	1306	

Est



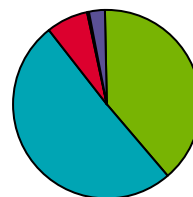
Prioritaire	22	18,8%
Important	72	61,5%
Secondaire	22	18,8%
Réponse multiple		
Non renseigné	1	0,9%
TOTAL	117	

Savanes



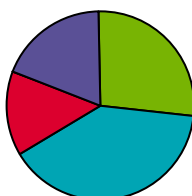
Prioritaire	10	45,5%
Important	11	50,0%
Secondaire	1	4,5%
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	22	

Centre littoral



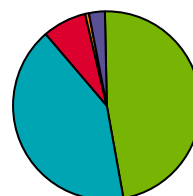
Prioritaire	144	38,9%
Important	187	50,5%
Secondaire	28	7,6%
Réponse multiple	1	0,3%
Non renseigné	10	2,7%
TOTAL	370	

Autre



Prioritaire	11	26,8%
Important	16	39,0%
Secondaire	6	14,6%
Réponse multiple		
Non renseigné	8	19,5%
TOTAL	41	

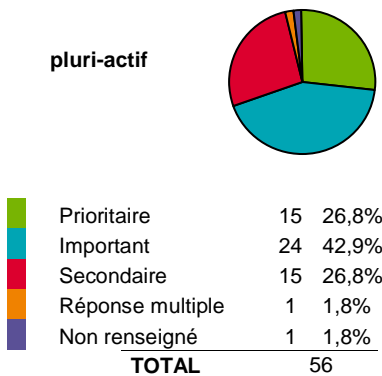
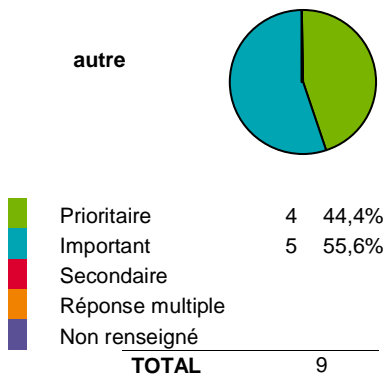
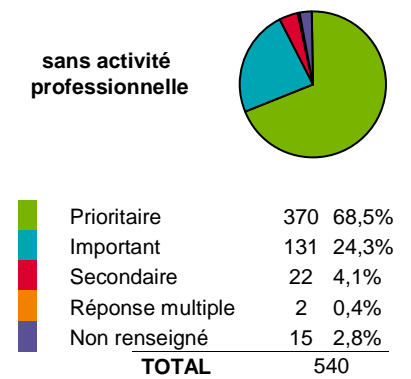
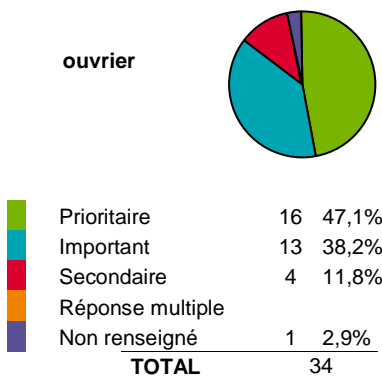
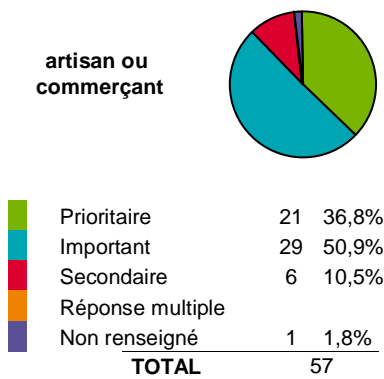
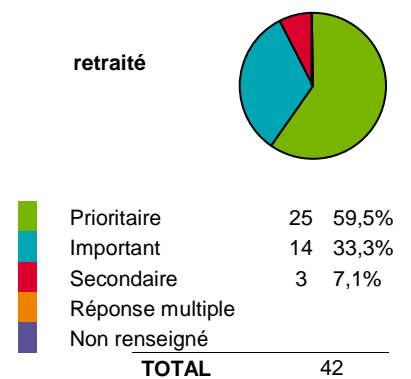
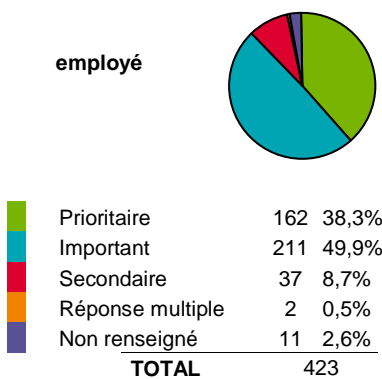
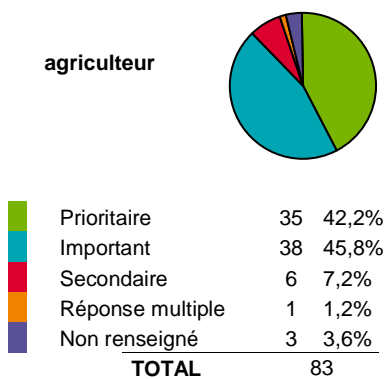
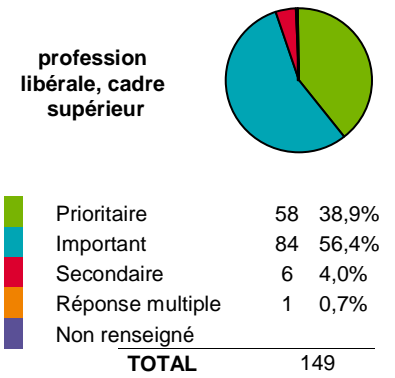
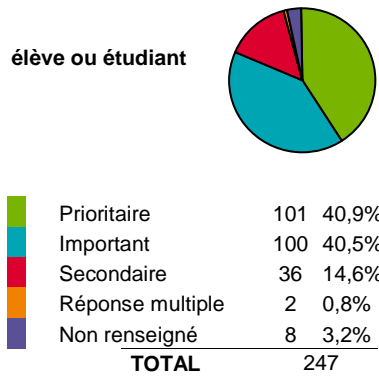
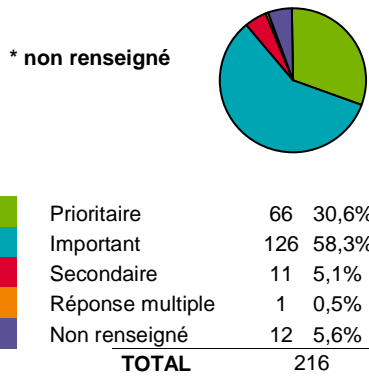
TOTAL



Prioritaire	873	47,0%
Important	775	41,8%
Secondaire	146	7,9%
Réponse multiple	9	0,5%
Non renseigné	53	2,9%
TOTAL	1856	

QB3

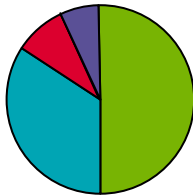
Améliorer la connaissance des milieux aquatiques et de la ressource en eau : données environnementales



QB4

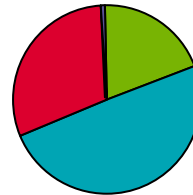
Appliquer au mieux les principes d'usager-payeur et de tarification incitant aux économies d'eau

Ouest



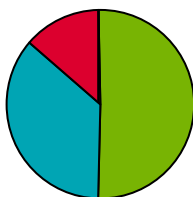
Prioritaire	651	49,8%
Important	449	34,4%
Secondaire	115	8,8%
Réponse multiple	5	0,4%
Non renseigné	86	6,6%
TOTAL	1306	

Est



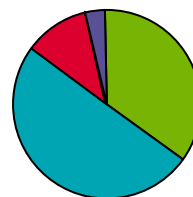
Prioritaire	23	19,7%
Important	57	48,7%
Secondaire	36	30,8%
Réponse multiple		
Non renseigné	1	0,9%
TOTAL	117	

Savanes



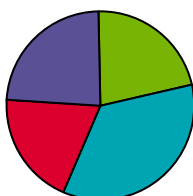
Prioritaire	11	50,0%
Important	8	36,4%
Secondaire	3	13,6%
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	22	

Centre littoral



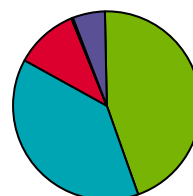
Prioritaire	129	34,9%
Important	185	50,0%
Secondaire	43	11,6%
Réponse multiple		
Non renseigné	13	3,5%
TOTAL	370	

Autre



Prioritaire	9	22,0%
Important	14	34,1%
Secondaire	8	19,5%
Réponse multiple		
Non renseigné	10	24,4%
TOTAL	41	

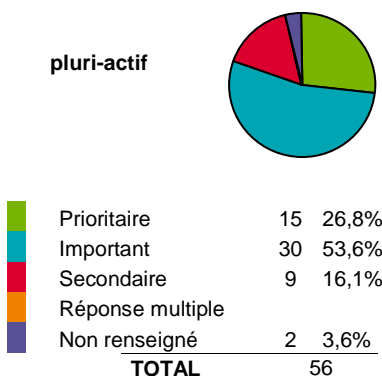
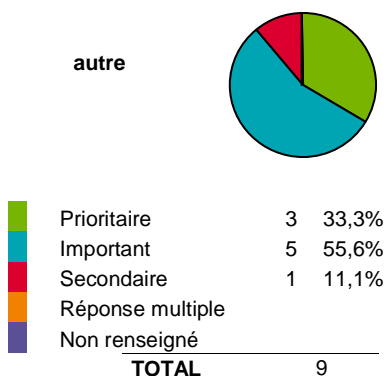
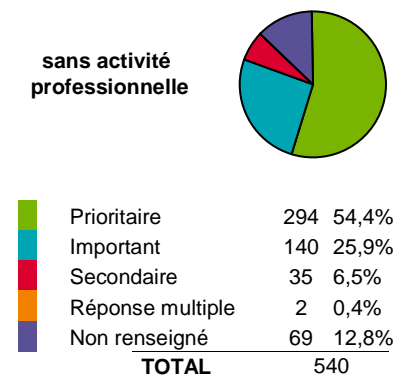
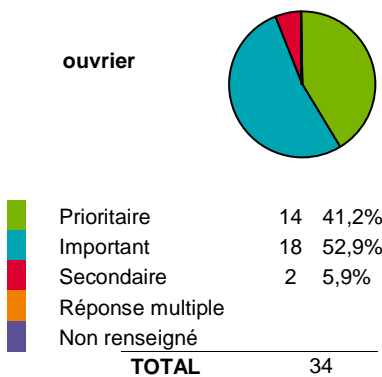
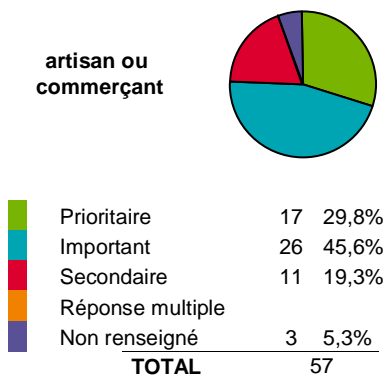
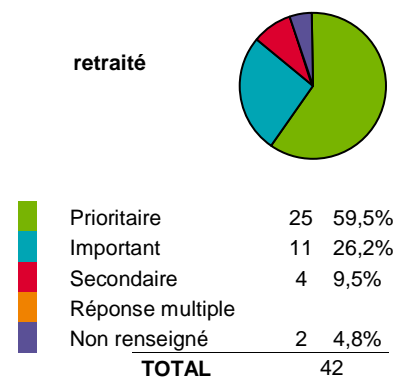
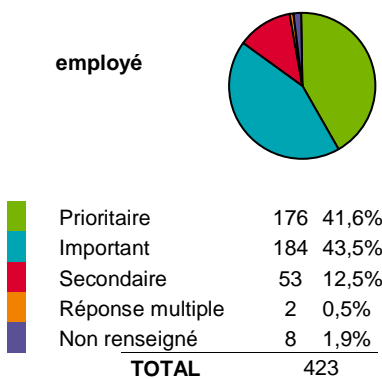
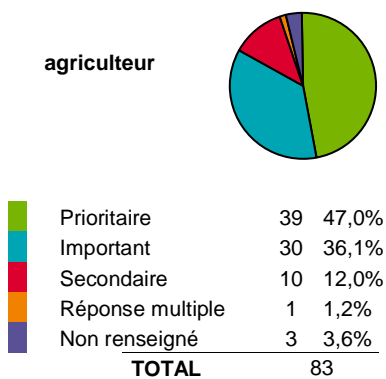
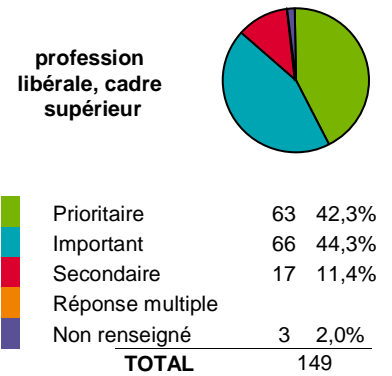
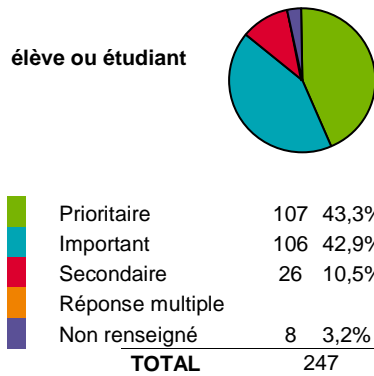
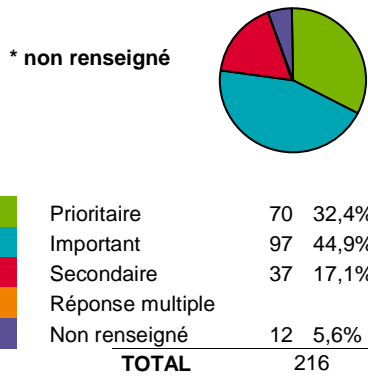
TOTAL



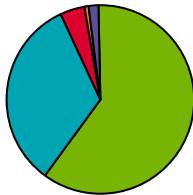
Prioritaire	823	44,3%
Important	713	38,4%
Secondaire	205	11,0%
Réponse multiple	5	0,3%
Non renseigné	110	5,9%
TOTAL	1856	

QB4

Appliquer au mieux les principes d'usager-payeur et de tarification incitant aux économies d'eau

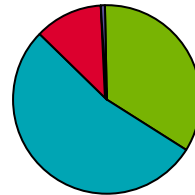


Ouest



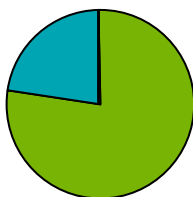
Prioritaire	776	59,4%
Important	441	33,8%
Secondaire	57	4,4%
Réponse multiple	10	0,8%
Non renseigné	22	1,7%
TOTAL	1306	

Est



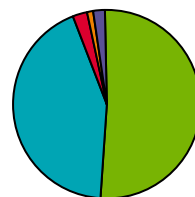
Prioritaire	40	34,2%
Important	62	53,0%
Secondaire	14	12,0%
Réponse multiple		
Non renseigné	1	0,9%
TOTAL	117	

Savanes



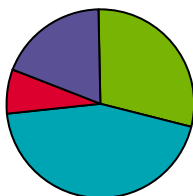
Prioritaire	17	77,3%
Important	5	22,7%
Secondaire		
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	22	

Centre littoral



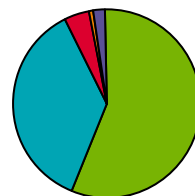
Prioritaire	187	50,5%
Important	162	43,8%
Secondaire	10	2,7%
Réponse multiple	3	0,8%
Non renseigné	8	2,2%
TOTAL	370	

Autre



Prioritaire	12	29,3%
Important	18	43,9%
Secondaire	3	7,3%
Réponse multiple		
Non renseigné	8	19,5%
TOTAL	41	

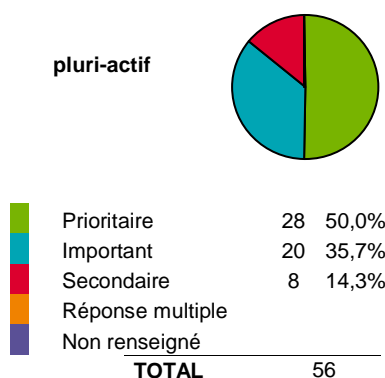
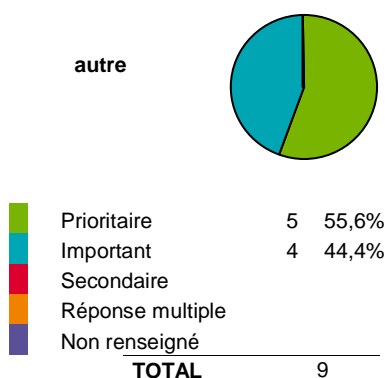
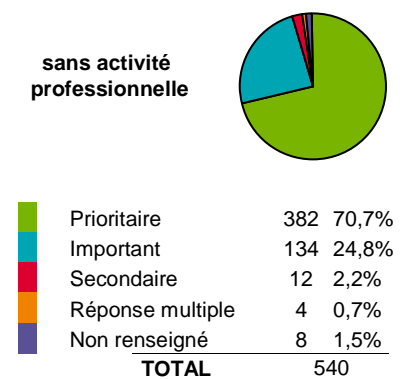
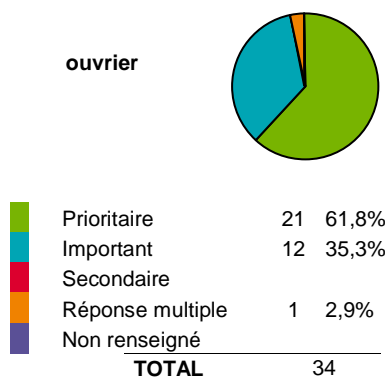
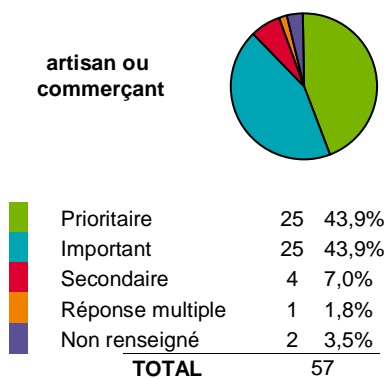
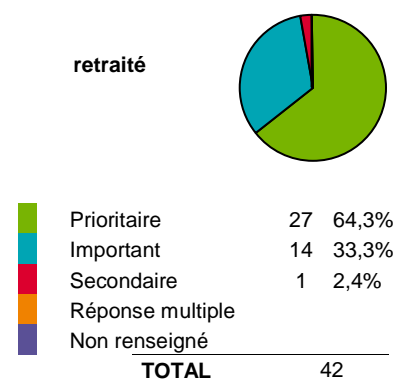
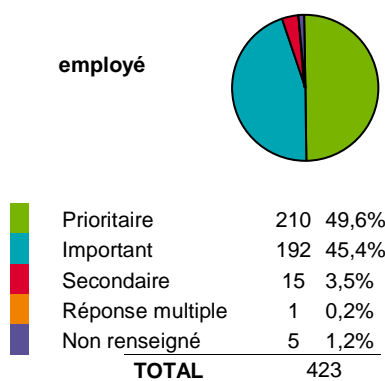
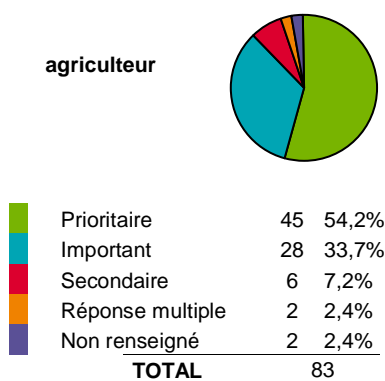
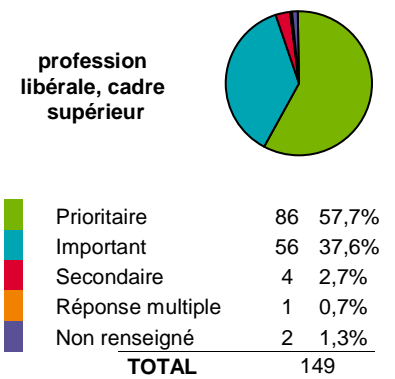
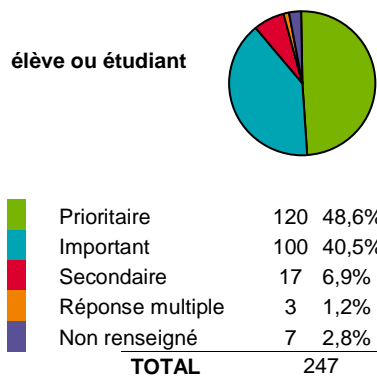
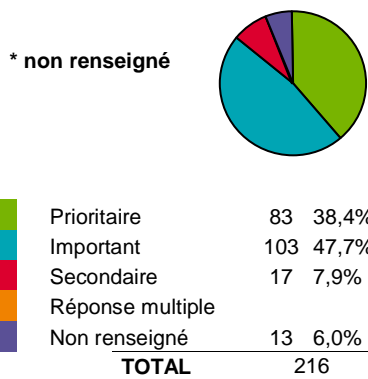
TOTAL



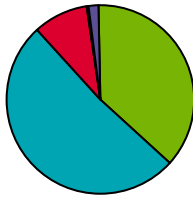
Prioritaire	1032	55,6%
Important	688	37,1%
Secondaire	84	4,5%
Réponse multiple	13	0,7%
Non renseigné	39	2,1%
TOTAL	1856	

QB5

Renforcer l'éducation (environnement, santé, consommation), la formation et la gouvernance sur l'eau

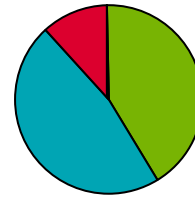


Ouest



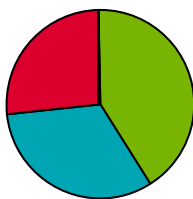
Prioritaire	484	37,1%
Important	667	51,1%
Secondaire	127	9,7%
Réponse multiple	6	0,5%
Non renseigné	22	1,7%
TOTAL	1306	

Est



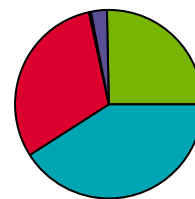
Prioritaire	48	41,0%
Important	55	47,0%
Secondaire	14	12,0%
Réponse multiple	0	0,0%
Non renseigné	0	0,0%
TOTAL	117	

Savanes



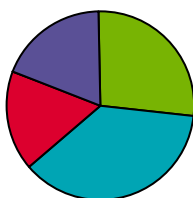
Prioritaire	9	40,9%
Important	7	31,8%
Secondaire	6	27,3%
Réponse multiple	0	0,0%
Non renseigné	0	0,0%
TOTAL	22	

Centre littoral



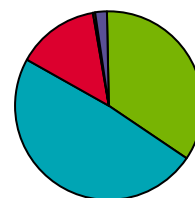
Prioritaire	94	25,4%
Important	149	40,3%
Secondaire	116	31,4%
Réponse multiple	1	0,3%
Non renseigné	10	2,7%
TOTAL	370	

Autre

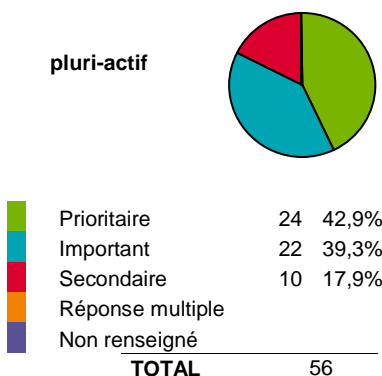
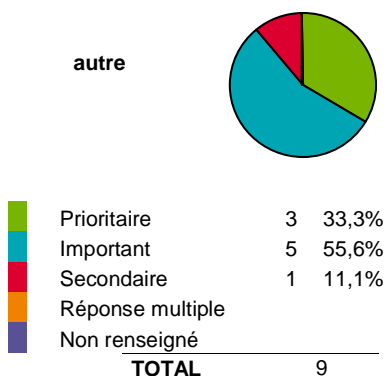
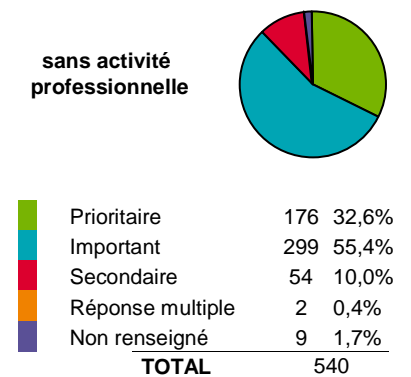
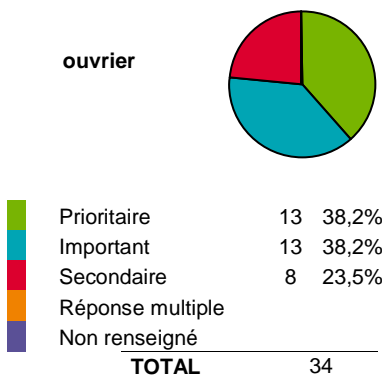
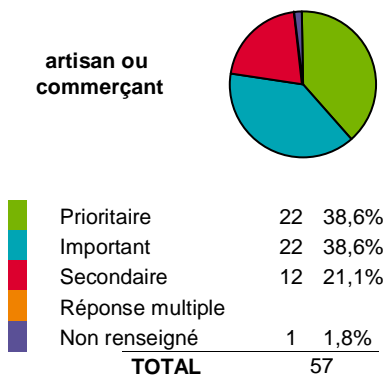
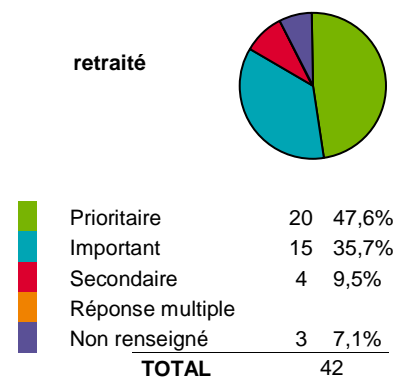
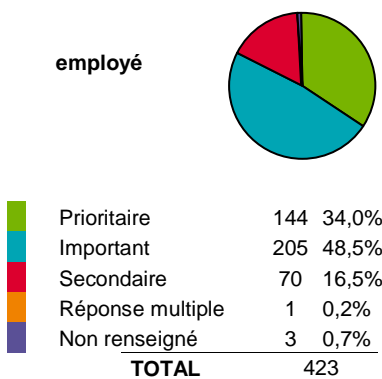
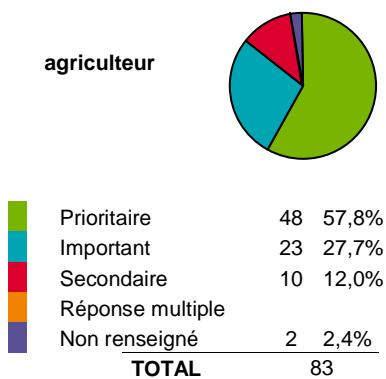
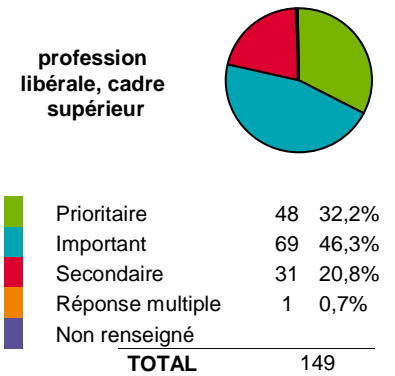
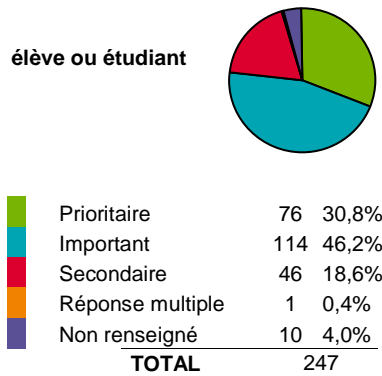
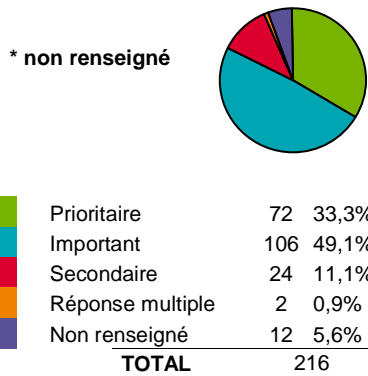


Prioritaire	11	26,8%
Important	15	36,6%
Secondaire	7	17,1%
Réponse multiple	0	0,0%
Non renseigné	8	19,5%
TOTAL	41	

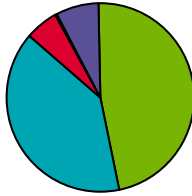
TOTAL



Prioritaire	646	34,8%
Important	893	48,1%
Secondaire	270	14,5%
Réponse multiple	7	0,4%
Non renseigné	40	2,2%
TOTAL	1856	

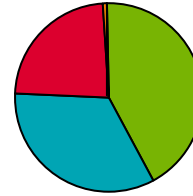


Ouest



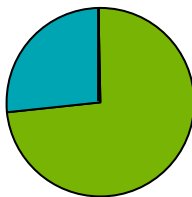
Prioritaire	611	46,8%
Important	515	39,4%
Secondaire	79	6,0%
Réponse multiple	3	0,2%
Non renseigné	98	7,5%
TOTAL	1306	

Est



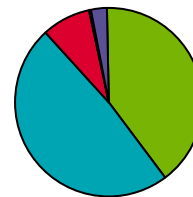
Prioritaire	49	41,9%
Important	39	33,3%
Secondaire	28	23,9%
Réponse multiple	1	0,9%
Non renseigné		
TOTAL	117	

Savanes



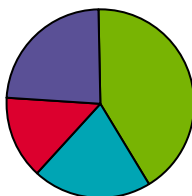
Prioritaire	16	72,7%
Important	6	27,3%
Secondaire		
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	22	

Centre littoral



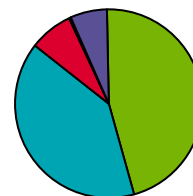
Prioritaire	147	39,7%
Important	179	48,4%
Secondaire	33	8,9%
Réponse multiple	1	0,3%
Non renseigné	10	2,7%
TOTAL	370	

Autre

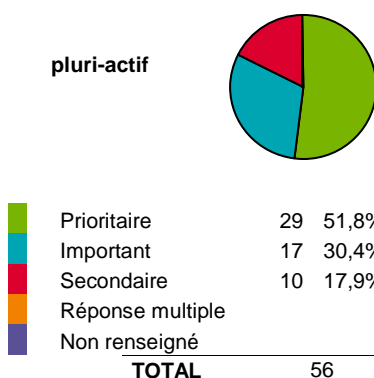
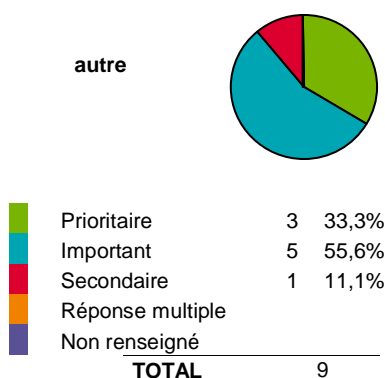
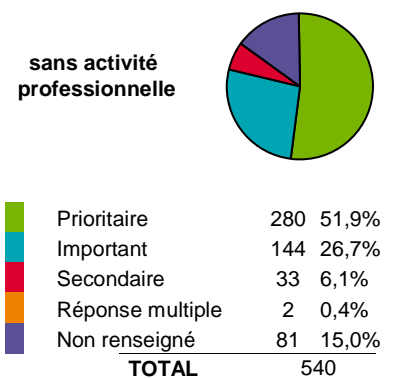
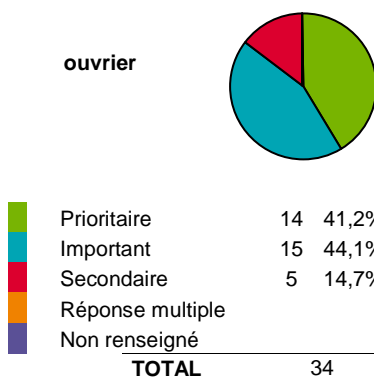
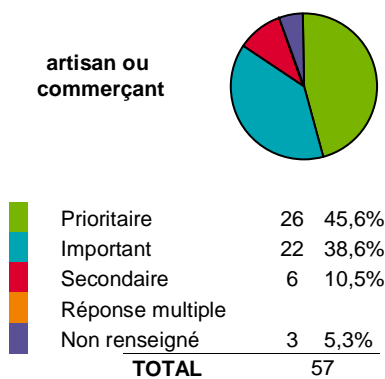
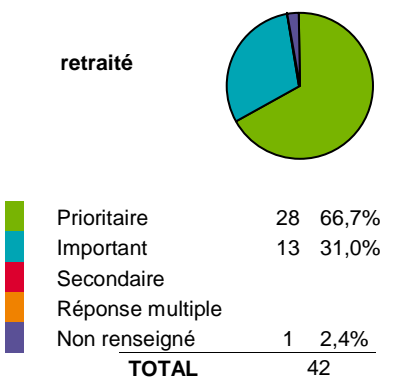
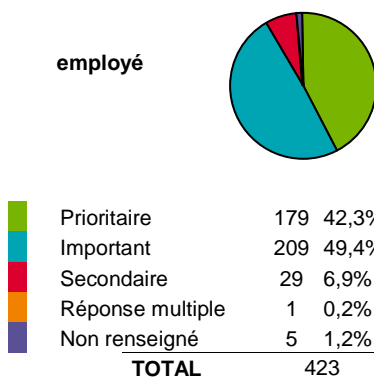
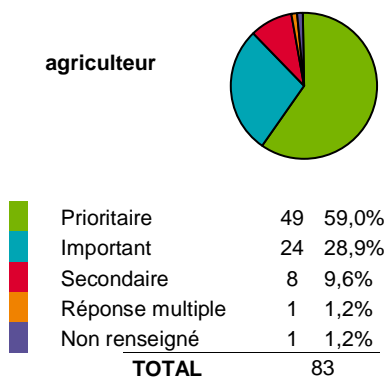
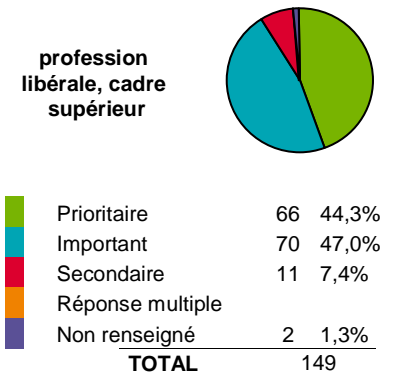
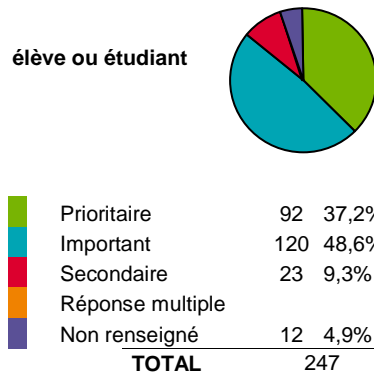
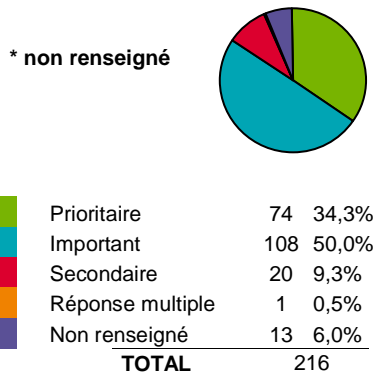


Prioritaire	17	41,5%
Important	8	19,5%
Secondaire	6	14,6%
Réponse multiple		
Non renseigné	10	24,4%
TOTAL	41	

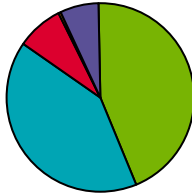
TOTAL



Prioritaire	840	45,3%
Important	747	40,2%
Secondaire	146	7,9%
Réponse multiple	5	0,3%
Non renseigné	118	6,4%
TOTAL	1856	

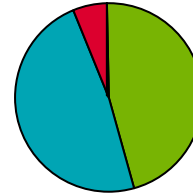


Ouest



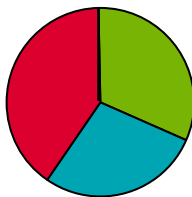
Prioritaire	571	43,7%
Important	531	40,7%
Secondaire	111	8,5%
Réponse multiple	4	0,3%
Non renseigné	89	6,8%
TOTAL	1306	

Est



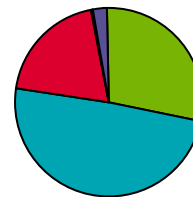
Prioritaire	53	45,3%
Important	57	48,7%
Secondaire	7	6,0%
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	117	

Savanes



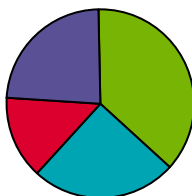
Prioritaire	7	31,8%
Important	6	27,3%
Secondaire	9	40,9%
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	22	

Centre littoral



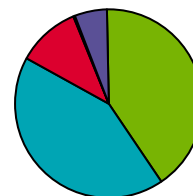
Prioritaire	105	28,4%
Important	180	48,6%
Secondaire	75	20,3%
Réponse multiple	1	0,3%
Non renseigné	9	2,4%
TOTAL	370	

Autre



Prioritaire	15	36,6%
Important	10	24,4%
Secondaire	6	14,6%
Réponse multiple		
Non renseigné	10	24,4%
TOTAL	41	

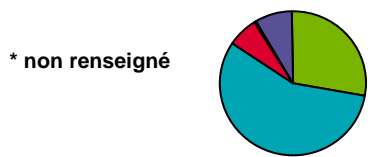
TOTAL



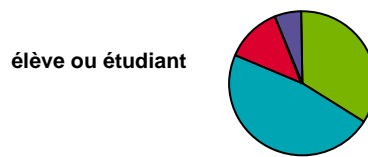
Prioritaire	751	40,5%
Important	784	42,2%
Secondaire	208	11,2%
Réponse multiple	5	0,3%
Non renseigné	108	5,8%
TOTAL	1856	

QB8

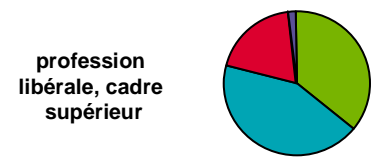
Développer les aménagements pour favoriser et sécuriser la navigation sur les cours d'eau de Guyane



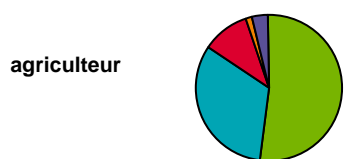
Prioritaire	60	27,8%
Important	122	56,5%
Secondaire	15	6,9%
Réponse multiple	1	0,5%
Non renseigné	18	8,3%
TOTAL	216	



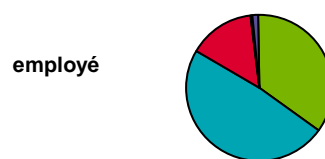
Prioritaire	84	34,0%
Important	117	47,4%
Secondaire	31	12,6%
Réponse multiple		
Non renseigné	15	6,1%
TOTAL	247	



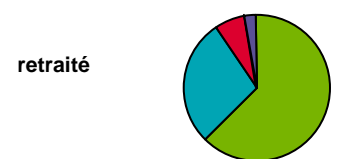
Prioritaire	53	35,6%
Important	65	43,6%
Secondaire	28	18,8%
Réponse multiple		
Non renseigné	3	2,0%
TOTAL	149	



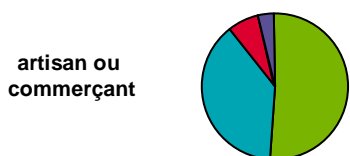
Prioritaire	43	51,8%
Important	27	32,5%
Secondaire	9	10,8%
Réponse multiple	1	1,2%
Non renseigné	3	3,6%
TOTAL	83	



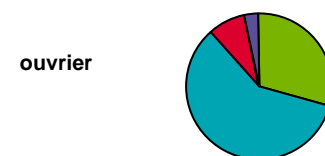
Prioritaire	147	34,8%
Important	206	48,7%
Secondaire	63	14,9%
Réponse multiple	1	0,2%
Non renseigné	6	1,4%
TOTAL	423	



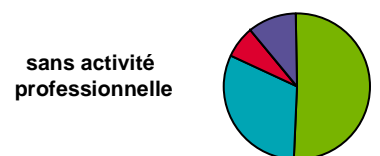
Prioritaire	26	61,9%
Important	12	28,6%
Secondaire	3	7,1%
Réponse multiple		
Non renseigné	1	2,4%
TOTAL	42	



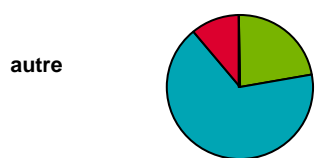
Prioritaire	29	50,9%
Important	22	38,6%
Secondaire	4	7,0%
Réponse multiple		
Non renseigné	2	3,5%
TOTAL	57	



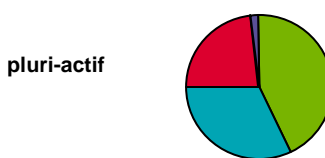
Prioritaire	10	29,4%
Important	20	58,8%
Secondaire	3	8,8%
Réponse multiple		
Non renseigné	1	2,9%
TOTAL	34	



Prioritaire	273	50,6%
Important	169	31,3%
Secondaire	38	7,0%
Réponse multiple	2	0,4%
Non renseigné	58	10,7%
TOTAL	540	

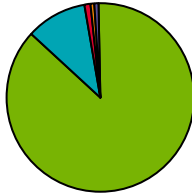


Prioritaire	2	22,2%
Important	6	66,7%
Secondaire	1	11,1%
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	9	



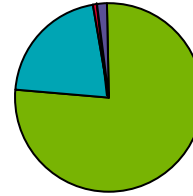
Prioritaire	24	42,9%
Important	18	32,1%
Secondaire	13	23,2%
Réponse multiple		
Non renseigné	1	1,8%
TOTAL	56	

Ouest



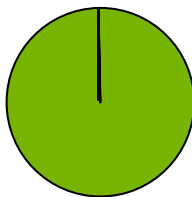
Prioritaire	1135	86,9%
Important	140	10,7%
Secondaire	13	1,0%
Réponse multiple	9	0,7%
Non renseigné	9	0,7%
TOTAL	1306	

Est



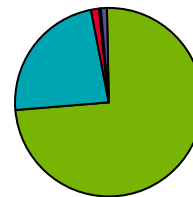
Prioritaire	89	76,1%
Important	25	21,4%
Secondaire	1	0,9%
Réponse multiple		
Non renseigné	2	1,7%
TOTAL	117	

Savanes



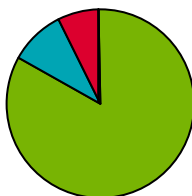
Prioritaire	22	100,0%
Important		
Secondaire		
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	22	

Centre littoral



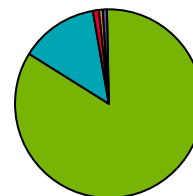
Prioritaire	271	73,2%
Important	89	24,1%
Secondaire	5	1,4%
Réponse multiple	1	0,3%
Non renseigné	4	1,1%
TOTAL	370	

Autre

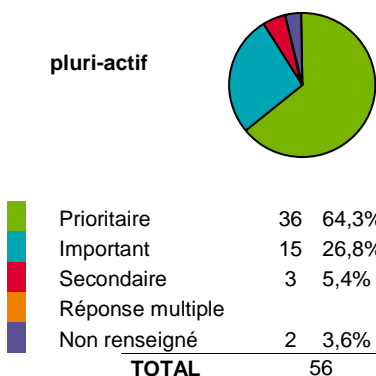
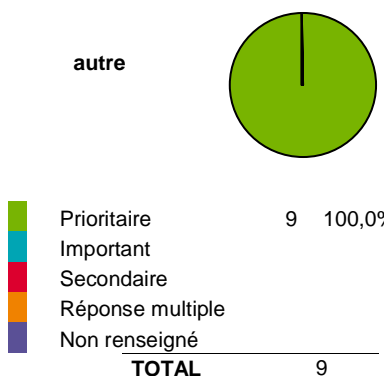
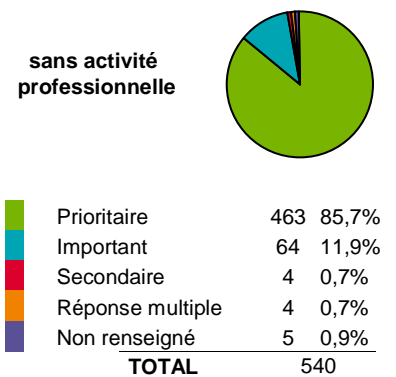
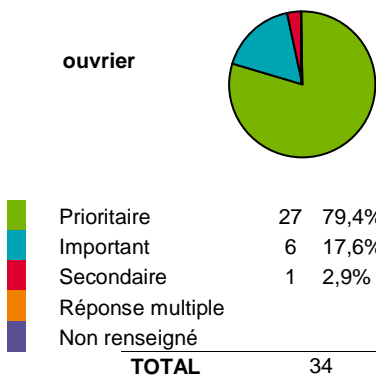
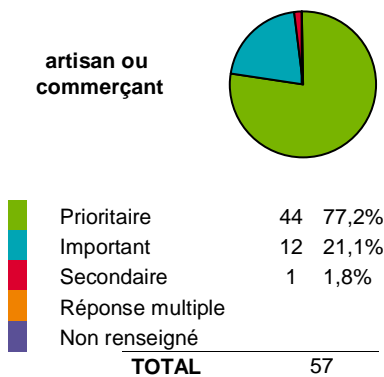
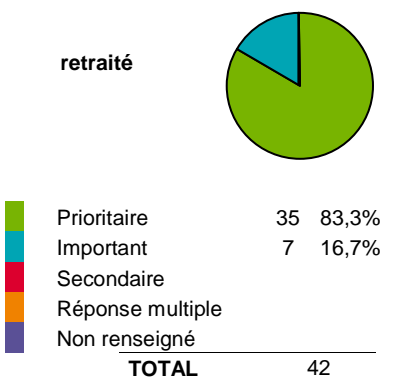
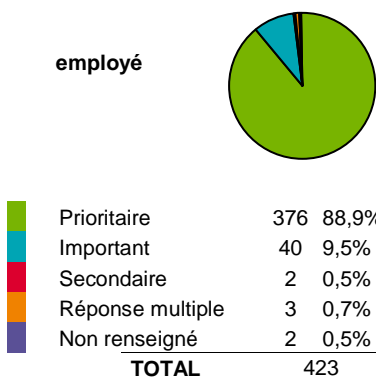
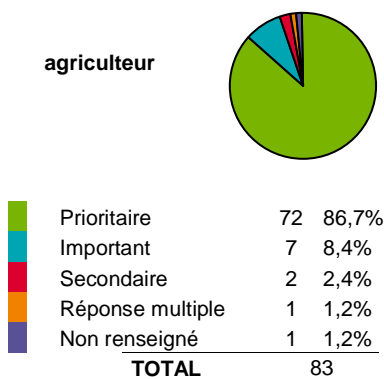
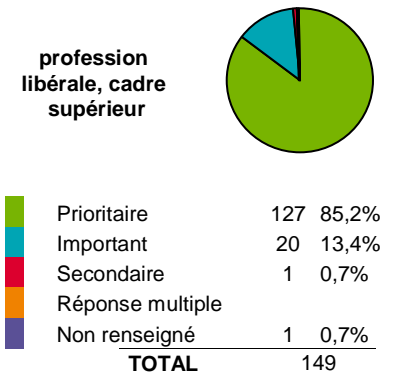
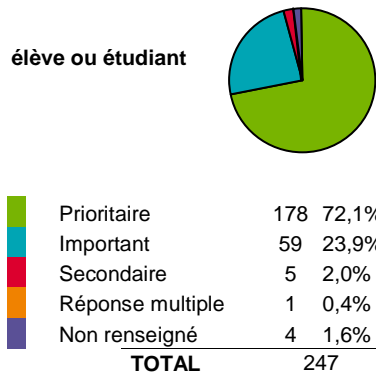
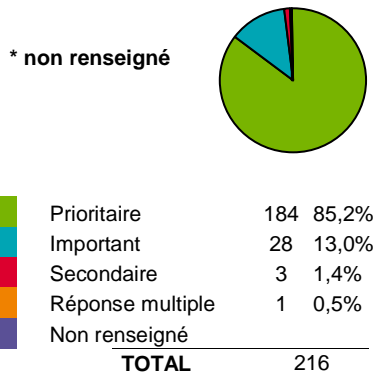


Prioritaire	34	82,9%
Important	4	9,8%
Secondaire	3	7,3%
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	41	

TOTAL



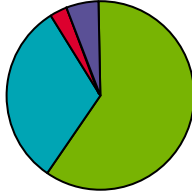
Prioritaire	1551	83,6%
Important	258	13,9%
Secondaire	22	1,2%
Réponse multiple	10	0,5%
Non renseigné	15	0,8%
TOTAL	1856	



QN2

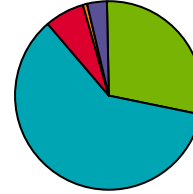
Retrouver ou préserver les équilibres écologiques, restaurer ou maintenir la biodiversité, véritable patrimoine naturel

Ouest



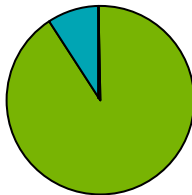
Prioritaire	772	59,1%
Important	423	32,4%
Secondaire	36	2,8%
Réponse multiple	4	0,3%
Non renseigné	71	5,4%
TOTAL	1306	

Est



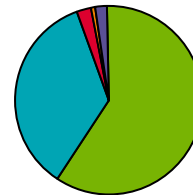
Prioritaire	33	28,2%
Important	71	60,7%
Secondaire	8	6,8%
Réponse multiple	1	0,9%
Non renseigné	4	3,4%
TOTAL	117	

Savanes



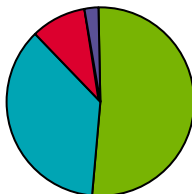
Prioritaire	20	90,9%
Important	2	9,1%
Secondaire		
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	22	

Centre littoral



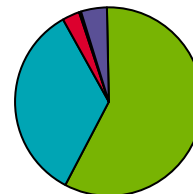
Prioritaire	217	58,6%
Important	133	35,9%
Secondaire	10	2,7%
Réponse multiple	2	0,5%
Non renseigné	8	2,2%
TOTAL	370	

Autre



Prioritaire	21	51,2%
Important	15	36,6%
Secondaire	4	9,8%
Réponse multiple		
Non renseigné	1	2,4%
TOTAL	41	

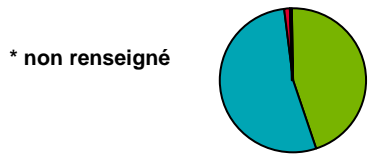
TOTAL



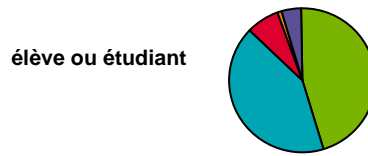
Prioritaire	1063	57,3%
Important	644	34,7%
Secondaire	58	3,1%
Réponse multiple	7	0,4%
Non renseigné	84	4,5%
TOTAL	1856	

QN2

Retrouver ou préserver les équilibres écologiques, restaurer ou maintenir la biodiversité, véritable patrimoine naturel



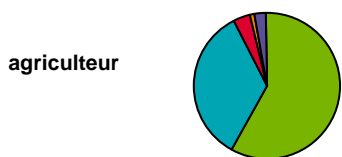
Prioritaire	96	44,4%
Important	116	53,7%
Secondaire	3	1,4%
Réponse multiple		
Non renseigné	1	0,5%
TOTAL	216	



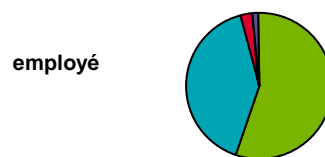
Prioritaire	111	44,9%
Important	104	42,1%
Secondaire	19	7,7%
Réponse multiple	2	0,8%
Non renseigné	11	4,5%
TOTAL	247	



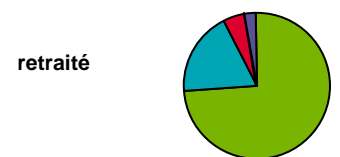
Prioritaire	91	61,1%
Important	56	37,6%
Secondaire	1	0,7%
Réponse multiple		
Non renseigné	1	0,7%
TOTAL	149	



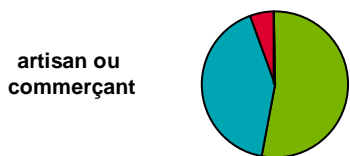
Prioritaire	48	57,8%
Important	29	34,9%
Secondaire	3	3,6%
Réponse multiple	1	1,2%
Non renseigné	2	2,4%
TOTAL	83	



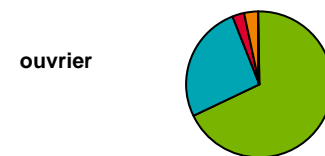
Prioritaire	231	54,6%
Important	175	41,4%
Secondaire	11	2,6%
Réponse multiple		
Non renseigné	6	1,4%
TOTAL	423	



Prioritaire	31	73,8%
Important	8	19,0%
Secondaire	2	4,8%
Réponse multiple		
Non renseigné	1	2,4%
TOTAL	42	



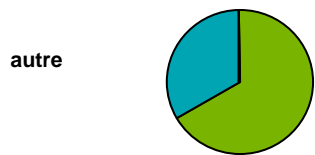
Prioritaire	30	52,6%
Important	24	42,1%
Secondaire	3	5,3%
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	57	



Prioritaire	23	67,6%
Important	9	26,5%
Secondaire	1	2,9%
Réponse multiple	1	2,9%
Non renseigné		
TOTAL	34	



Prioritaire	359	66,5%
Important	106	19,6%
Secondaire	12	2,2%
Réponse multiple	3	0,6%
Non renseigné	60	11,1%
TOTAL	540	

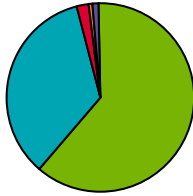


Prioritaire	6	66,7%
Important	3	33,3%
Secondaire		
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	9	



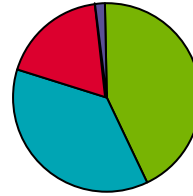
Prioritaire	37	66,1%
Important	14	25,0%
Secondaire	3	5,4%
Réponse multiple		
Non renseigné	2	3,6%
TOTAL	56	

Ouest



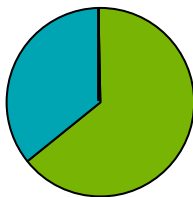
Prioritaire	795	60,9%
Important	459	35,1%
Secondaire	31	2,4%
Réponse multiple	6	0,5%
Non renseigné	15	1,1%
TOTAL	1306	

Est



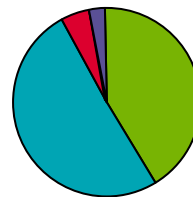
Prioritaire	50	42,7%
Important	43	36,8%
Secondaire	22	18,8%
Réponse multiple	0	0,0%
Non renseigné	2	1,7%
TOTAL	117	

Savanes



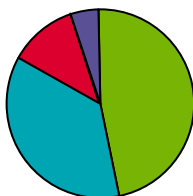
Prioritaire	14	63,6%
Important	8	36,4%
Secondaire	0	0,0%
Réponse multiple	0	0,0%
Non renseigné	0	0,0%
TOTAL	22	

Centre littoral



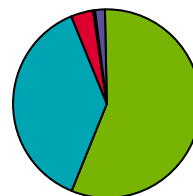
Prioritaire	153	41,4%
Important	188	50,8%
Secondaire	19	5,1%
Réponse multiple	0	0,0%
Non renseigné	10	2,7%
TOTAL	370	

Autre



Prioritaire	19	46,3%
Important	15	36,6%
Secondaire	5	12,2%
Réponse multiple	0	0,0%
Non renseigné	2	4,9%
TOTAL	41	

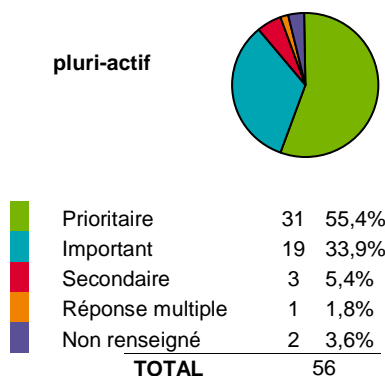
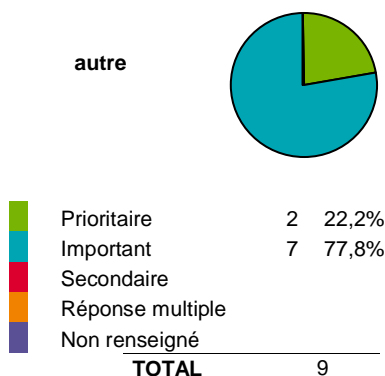
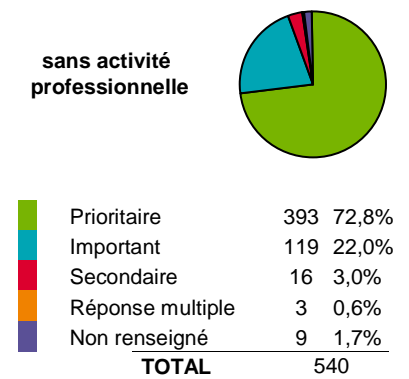
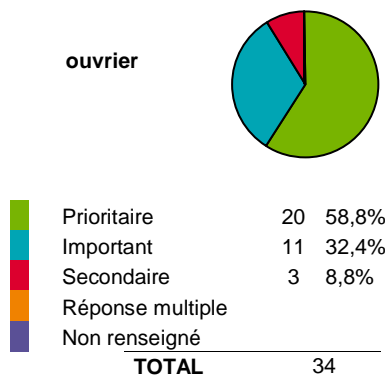
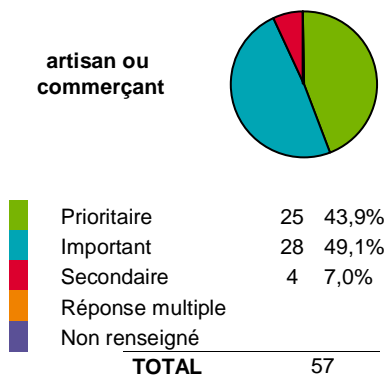
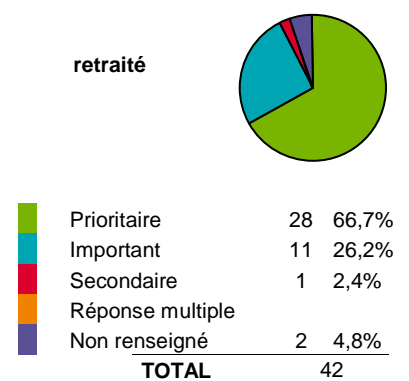
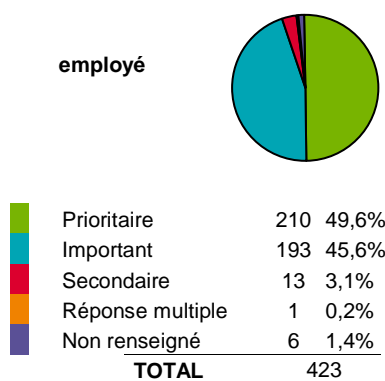
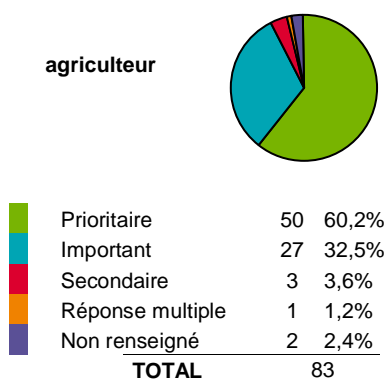
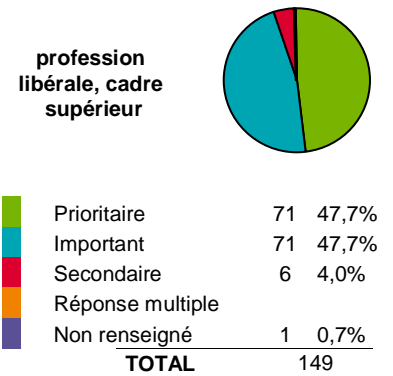
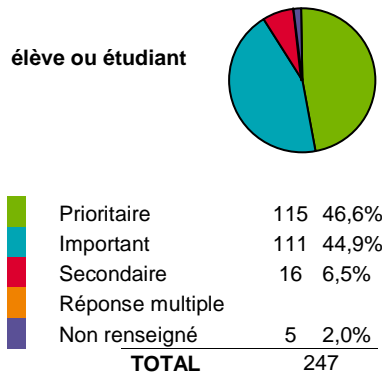
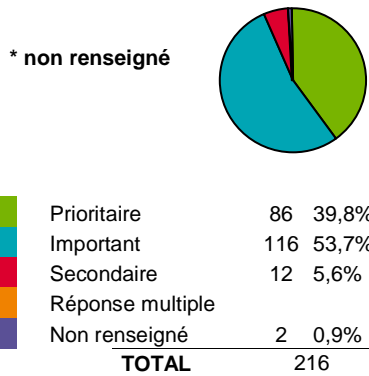
TOTAL



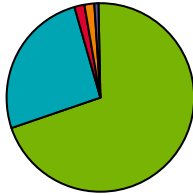
Prioritaire	1031	55,5%
Important	713	38,4%
Secondaire	77	4,1%
Réponse multiple	6	0,3%
Non renseigné	29	1,6%
TOTAL	1856	

QN3

Anticiper pour mieux s'adapter au changement climatique

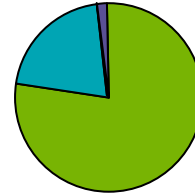


Ouest



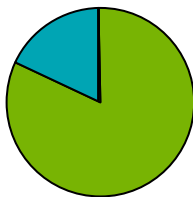
Prioritaire	902	69,1%
Important	349	26,7%
Secondaire	21	1,6%
Réponse multiple	24	1,8%
Non renseigné	10	0,8%
TOTAL	1306	

Est



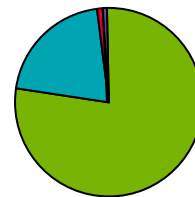
Prioritaire	90	76,9%
Important	25	21,4%
Secondaire		
Réponse multiple		
Non renseigné	2	1,7%
TOTAL	117	

Savanes



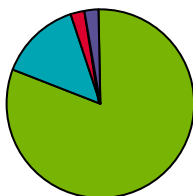
Prioritaire	18	81,8%
Important	4	18,2%
Secondaire		
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	22	

Centre littoral



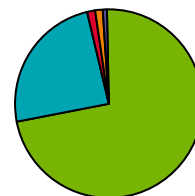
Prioritaire	286	77,3%
Important	78	21,1%
Secondaire	4	1,1%
Réponse multiple		
Non renseigné	2	0,5%
TOTAL	370	

Autre



Prioritaire	33	80,5%
Important	6	14,6%
Secondaire	1	2,4%
Réponse multiple		
Non renseigné	1	2,4%
TOTAL	41	

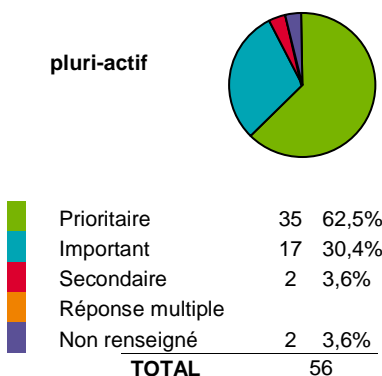
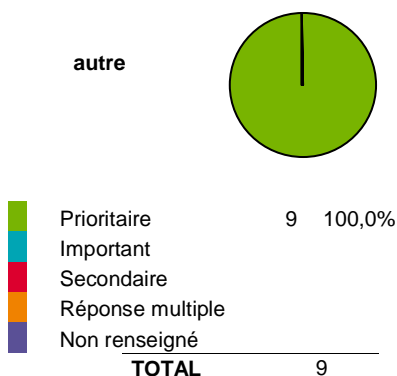
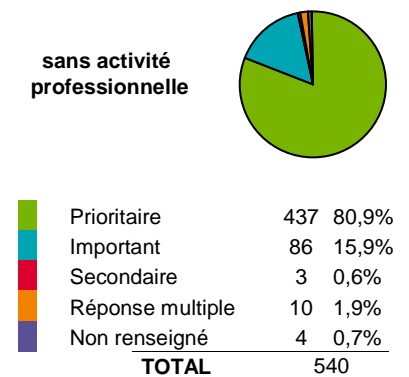
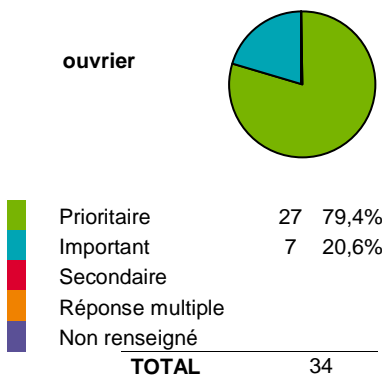
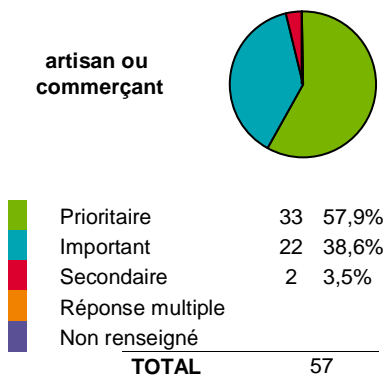
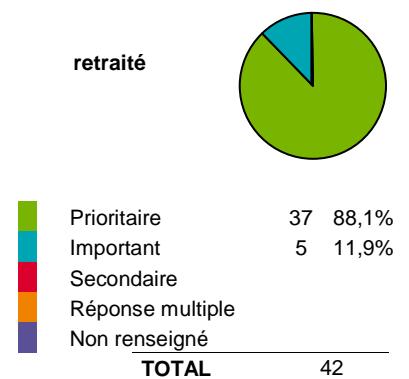
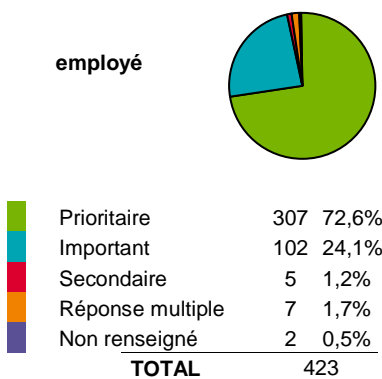
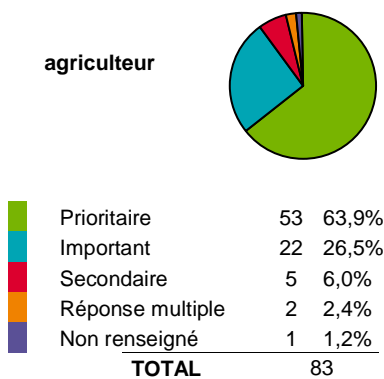
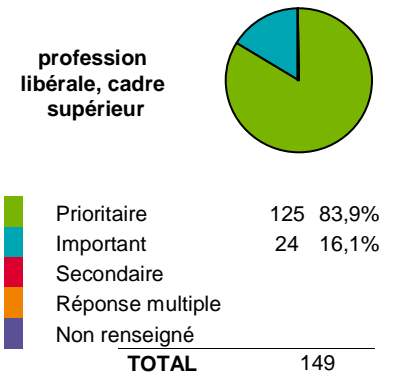
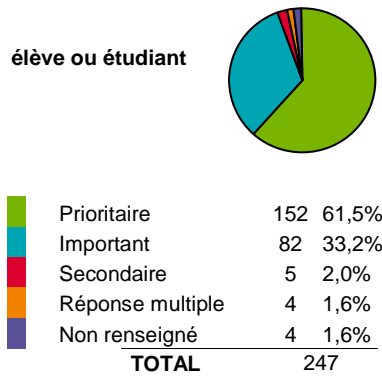
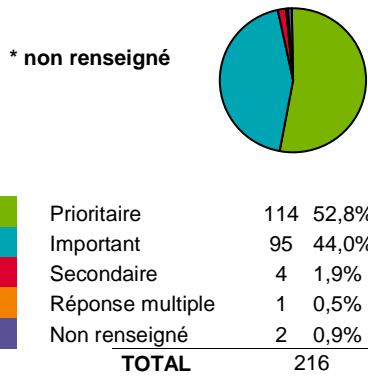
TOTAL



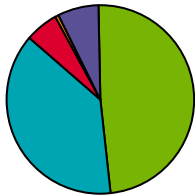
Prioritaire	1329	71,6%
Important	462	24,9%
Secondaire	26	1,4%
Réponse multiple	24	1,3%
Non renseigné	15	0,8%
TOTAL	1856	

QN4

Eliminer les substances dangereuses dans l'eau

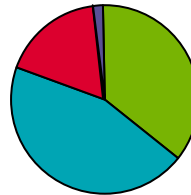


Ouest



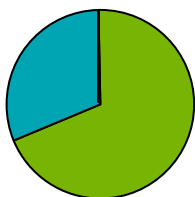
Prioritaire	629	48,2%
Important	500	38,3%
Secondaire	76	5,8%
Réponse multiple	8	0,6%
Non renseigné	93	7,1%
TOTAL	1306	

Est



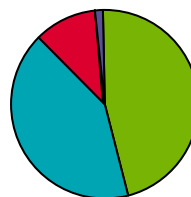
Prioritaire	42	35,9%
Important	52	44,4%
Secondaire	21	17,9%
Réponse multiple		
Non renseigné	2	1,7%
TOTAL	117	

Savanes



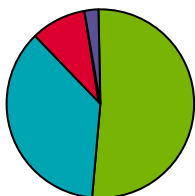
Prioritaire	15	68,2%
Important	7	31,8%
Secondaire		
Réponse multiple		
Non renseigné		
TOTAL	22	

Centre littoral



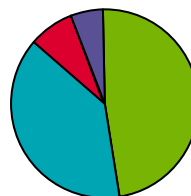
Prioritaire	170	45,9%
Important	154	41,6%
Secondaire	41	11,1%
Réponse multiple		
Non renseigné	5	1,4%
TOTAL	370	

Autre



Prioritaire	21	51,2%
Important	15	36,6%
Secondaire	4	9,8%
Réponse multiple		
Non renseigné	1	2,4%
TOTAL	41	

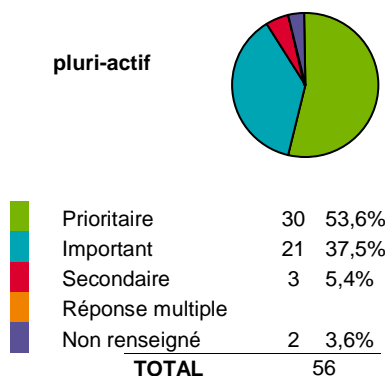
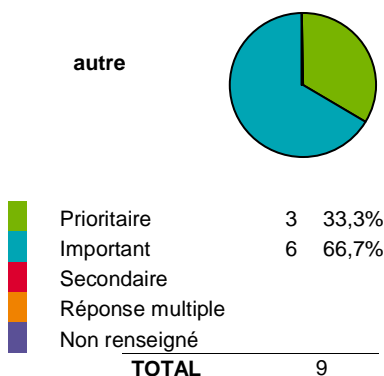
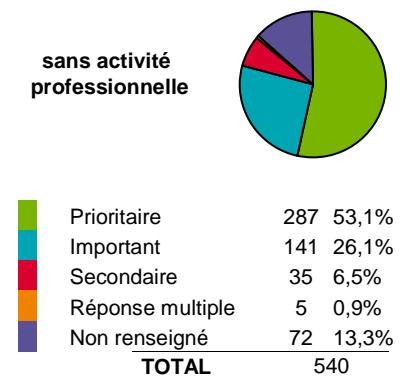
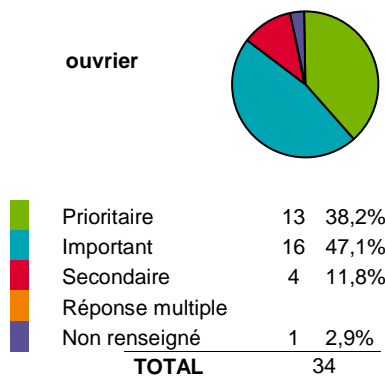
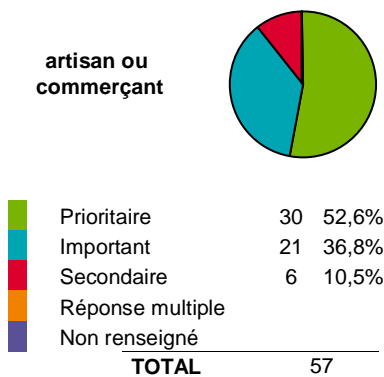
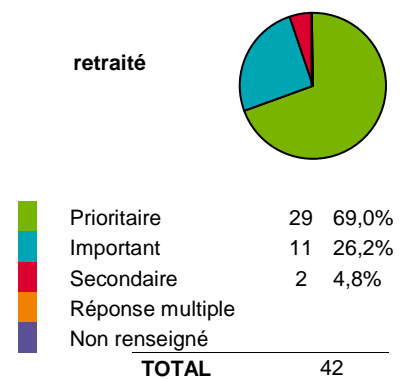
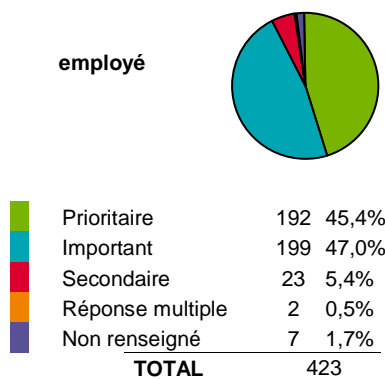
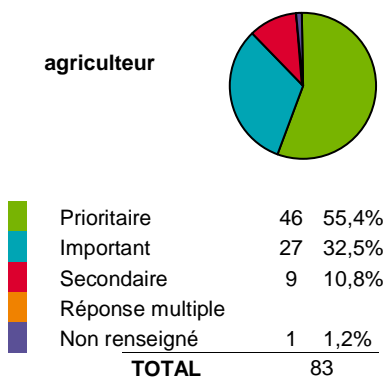
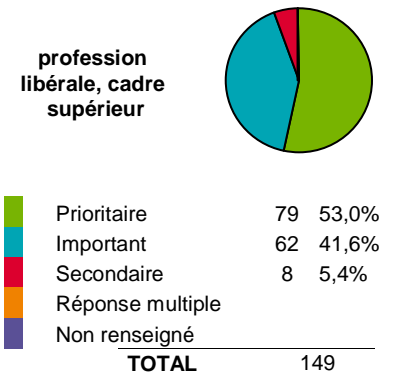
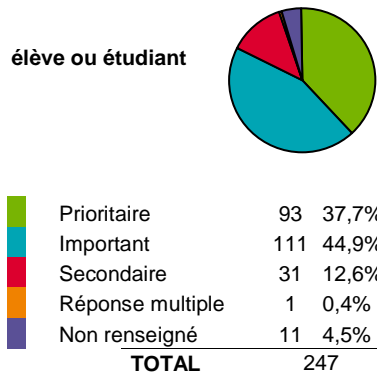
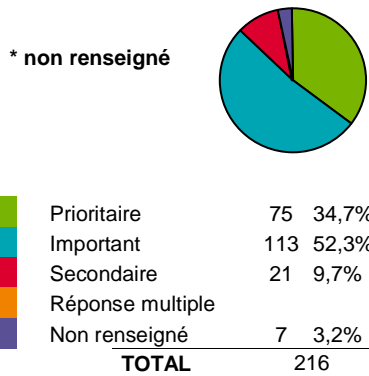
TOTAL



Prioritaire	877	47,3%
Important	728	39,2%
Secondaire	142	7,7%
Réponse multiple	8	0,4%
Non renseigné	101	5,4%
TOTAL	1856	

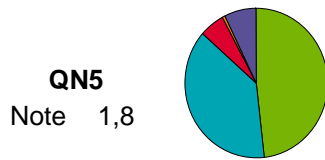
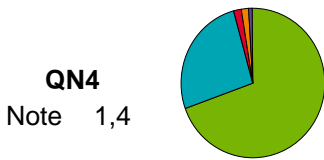
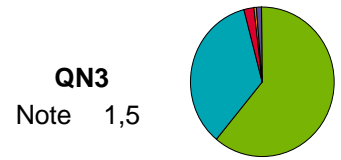
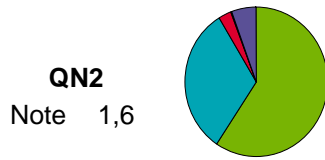
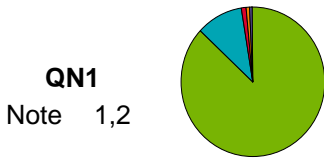
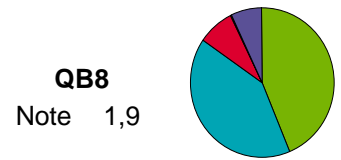
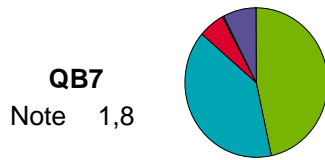
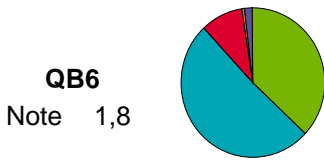
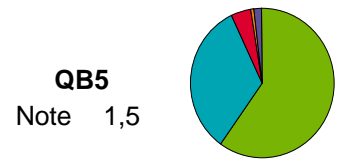
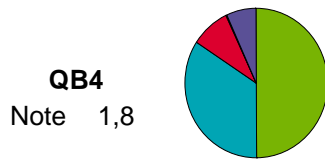
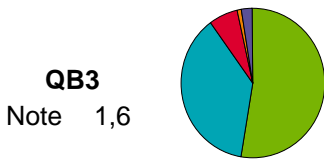
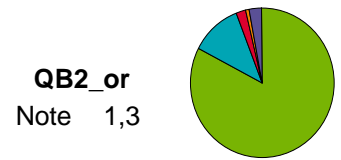
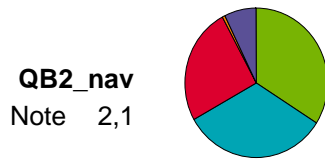
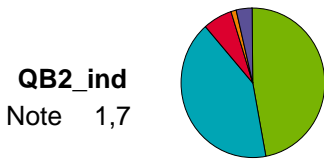
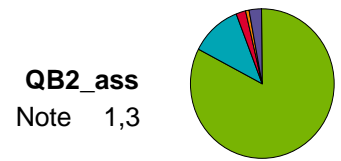
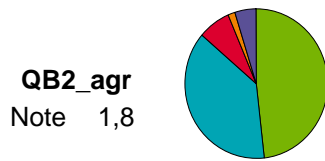
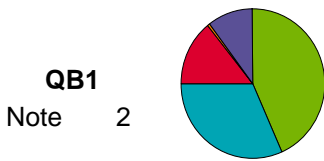
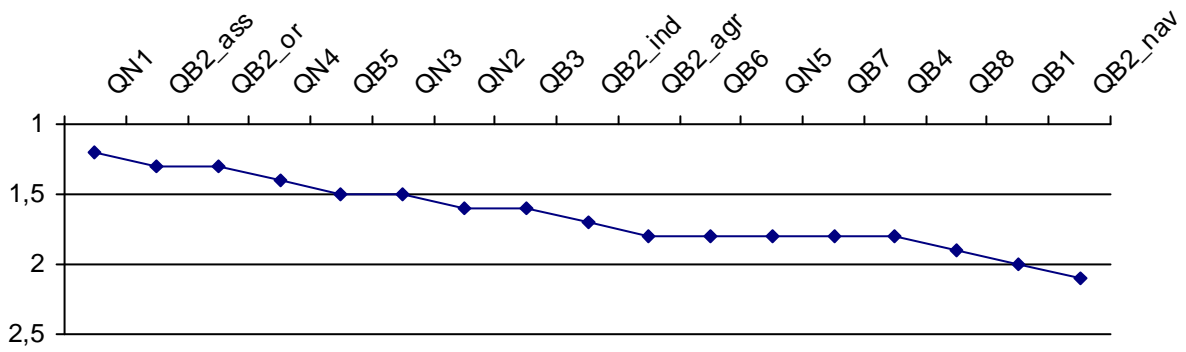
QN5

Replacer la gestion de l'eau et des milieux aquatiques dans l'aménagement du territoire

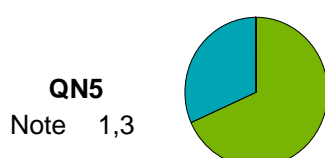
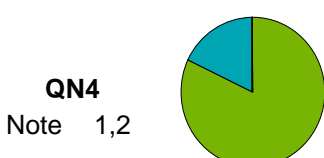
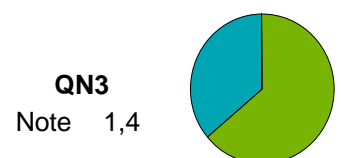
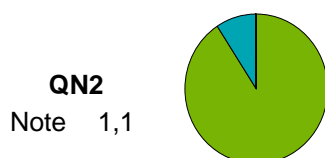
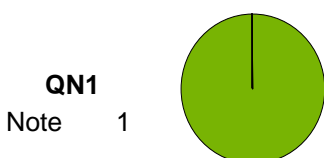
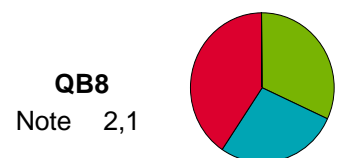
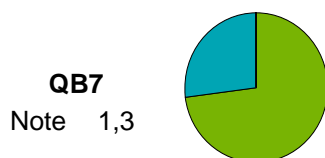
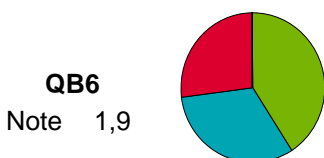
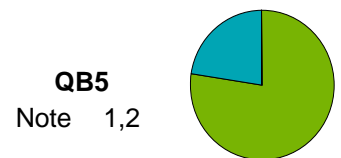
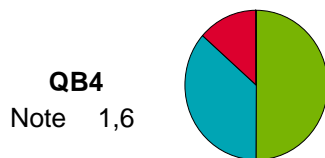
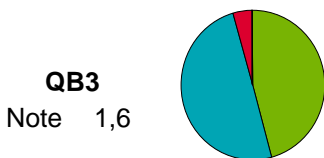
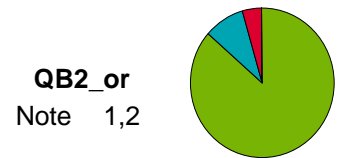
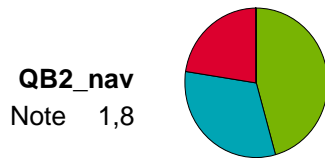
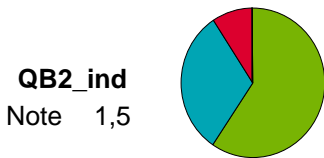
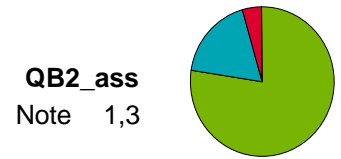
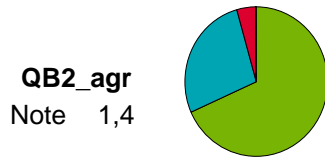
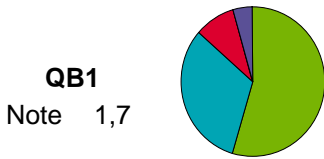
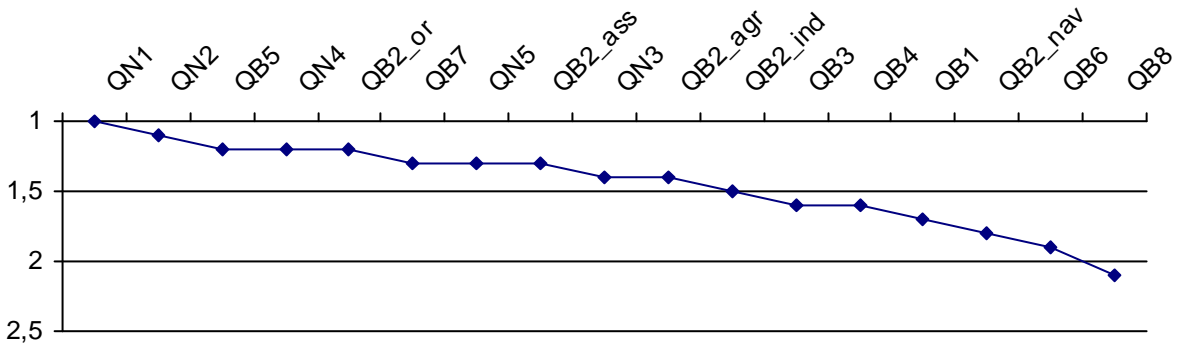


Annexe 4. Résultats par territoire

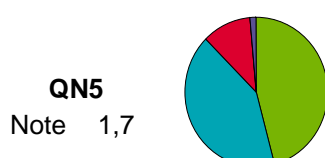
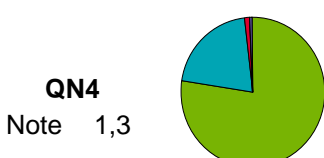
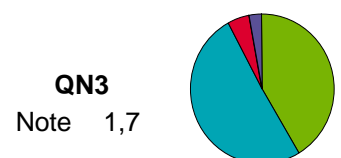
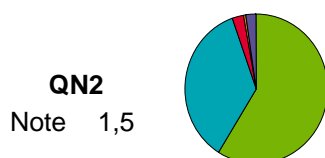
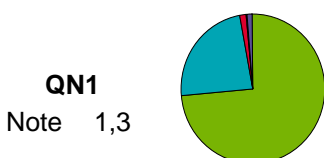
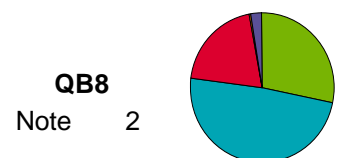
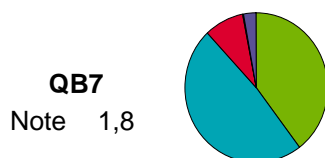
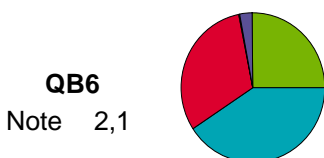
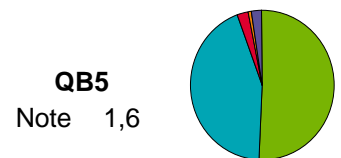
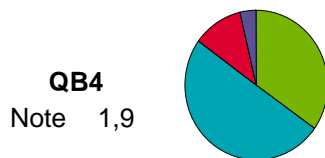
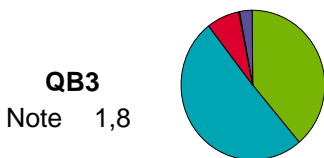
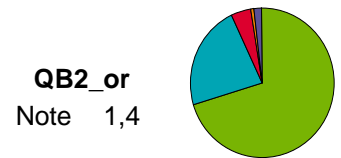
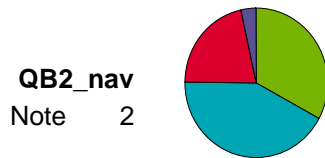
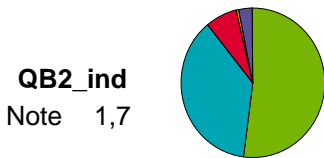
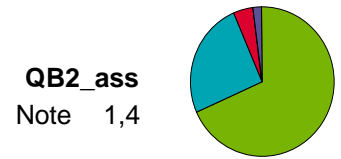
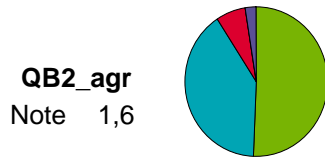
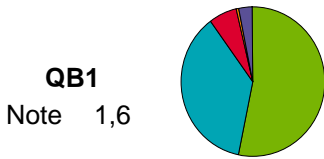
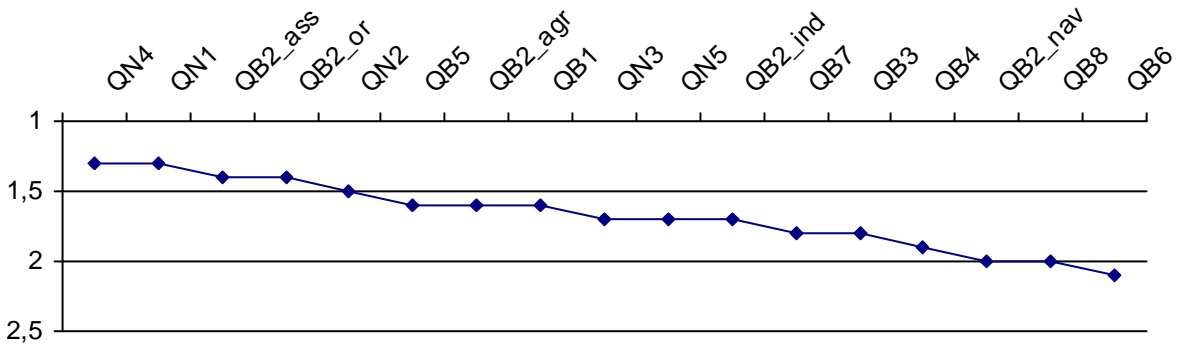
Quest



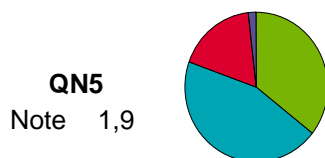
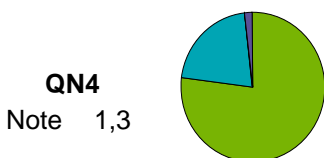
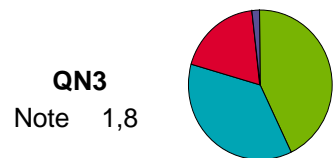
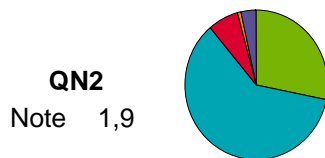
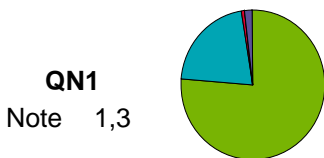
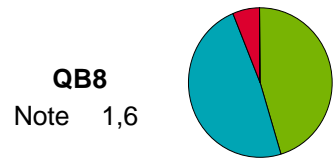
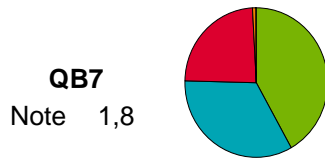
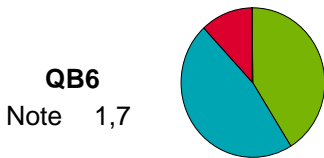
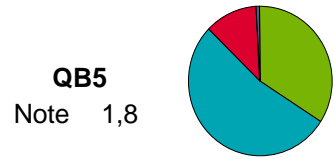
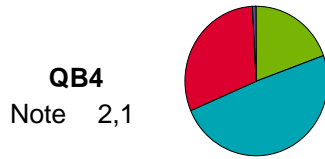
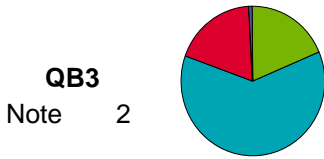
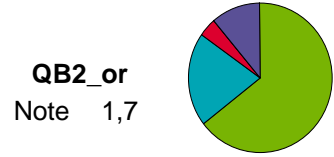
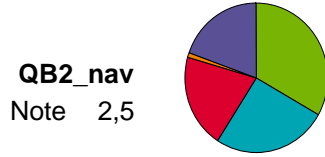
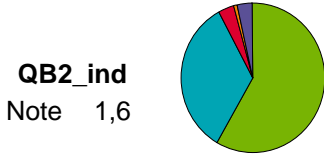
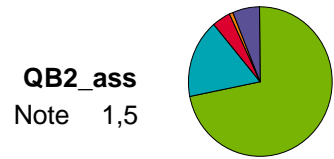
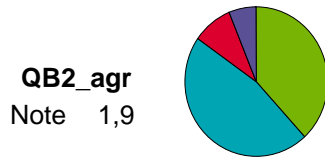
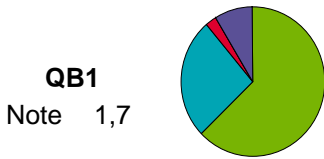
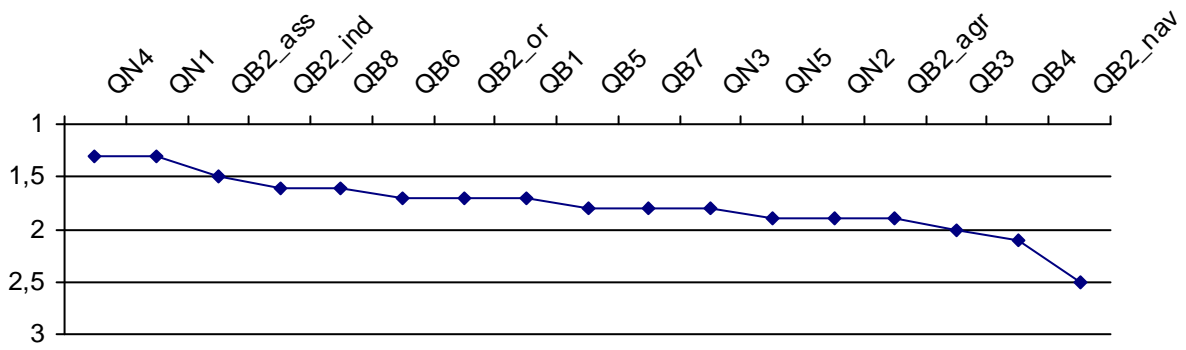
Savanes



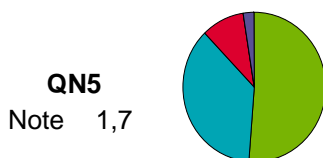
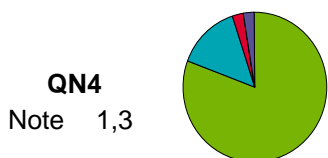
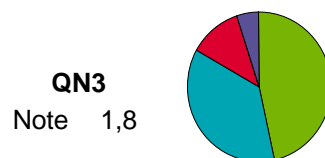
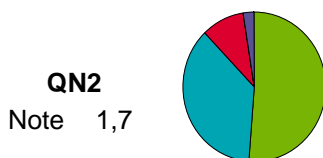
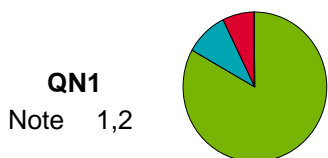
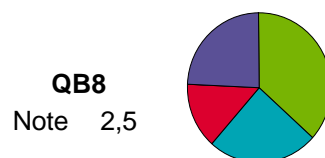
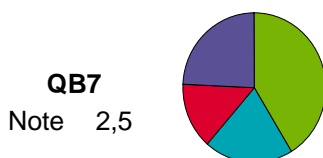
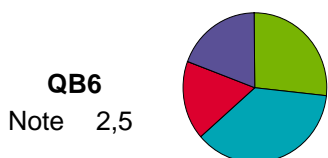
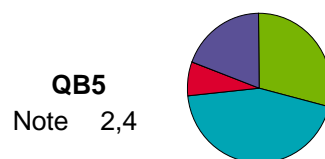
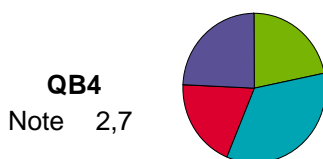
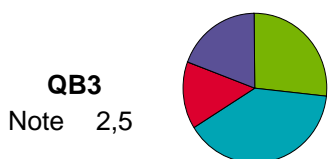
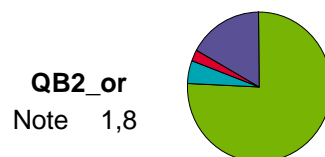
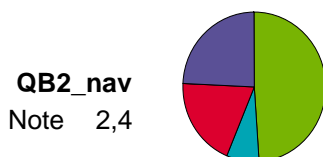
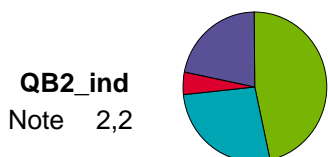
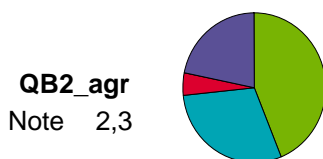
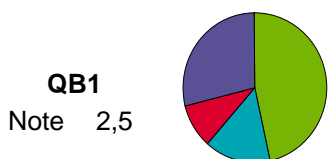
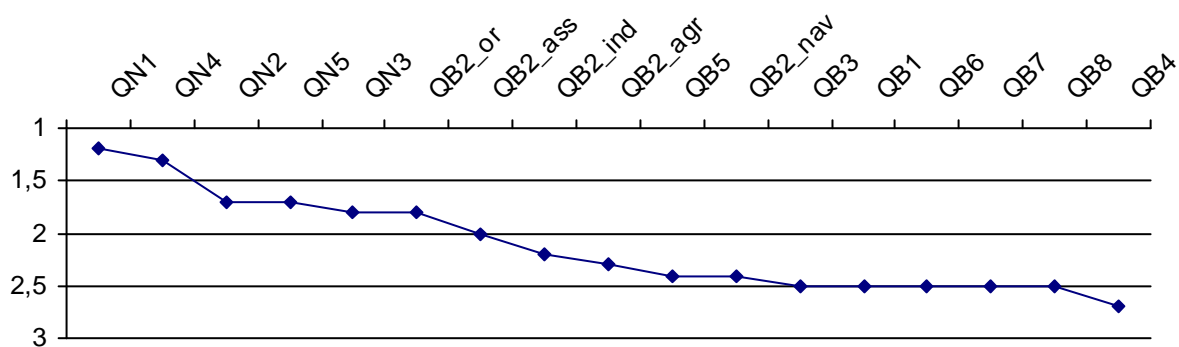
Centre littoral



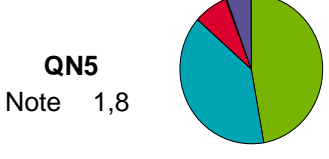
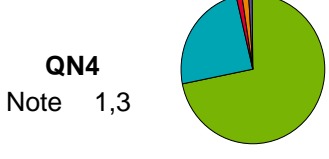
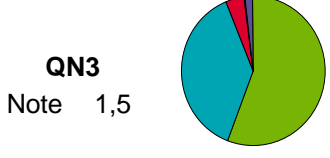
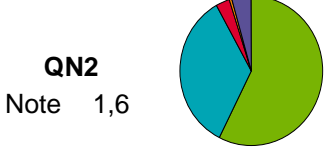
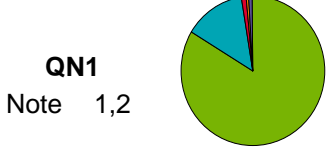
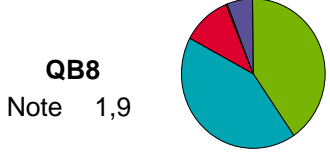
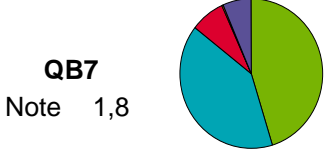
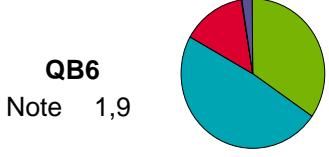
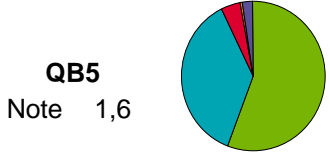
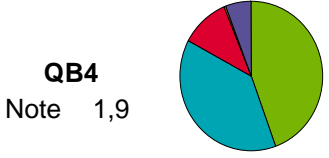
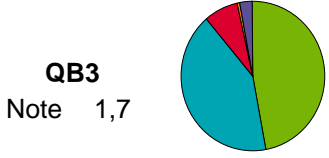
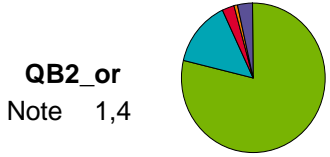
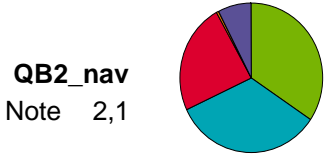
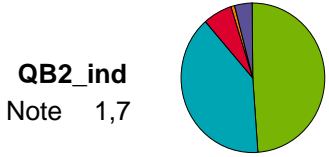
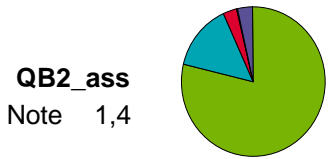
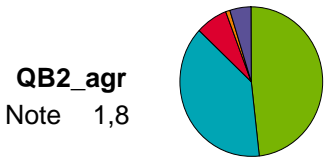
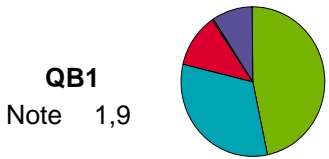
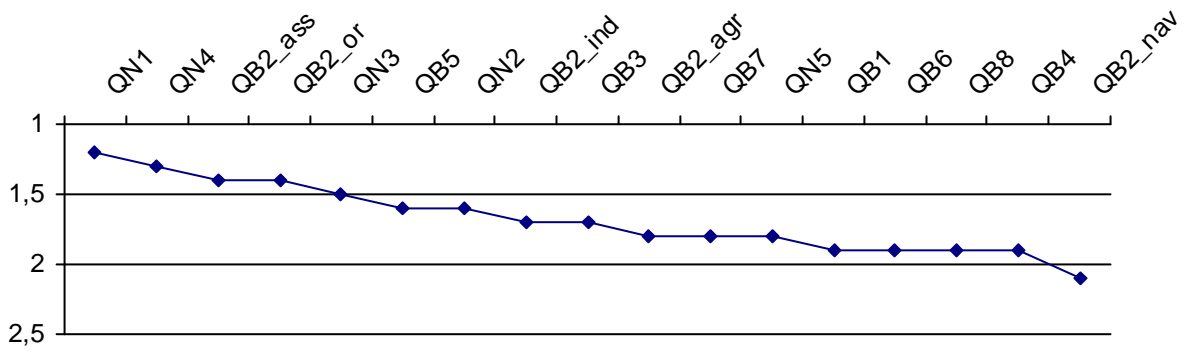
Est



Autre

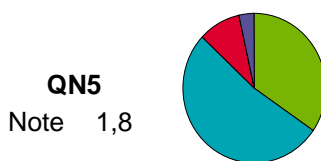
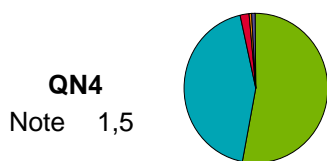
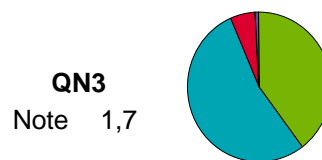
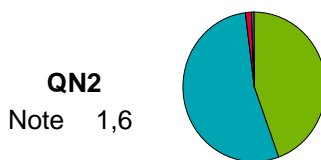
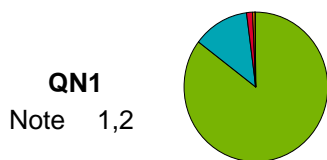
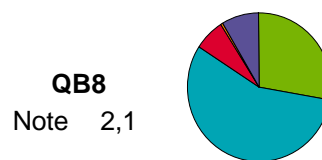
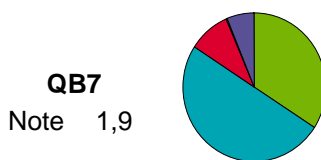
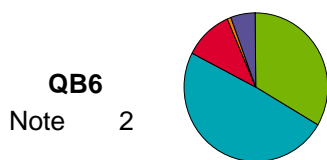
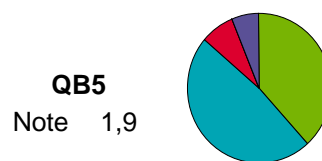
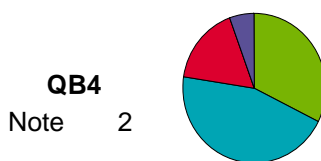
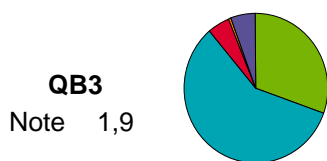
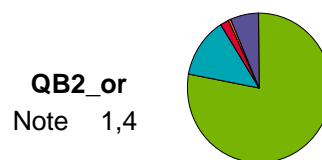
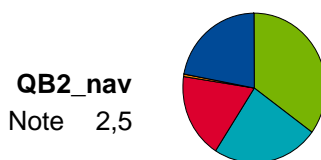
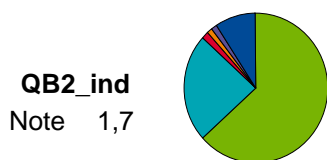
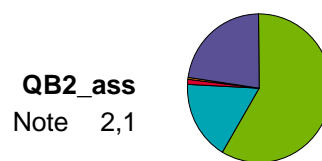
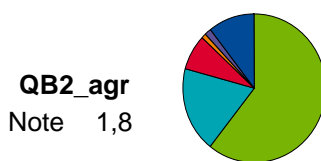
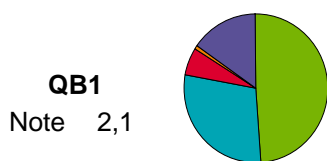
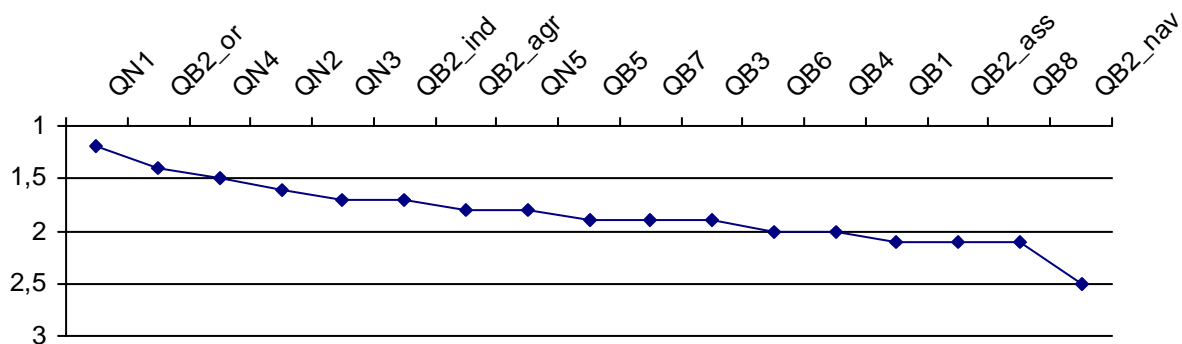


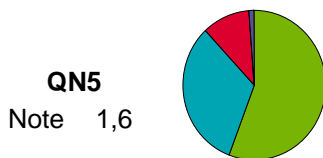
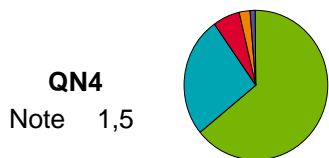
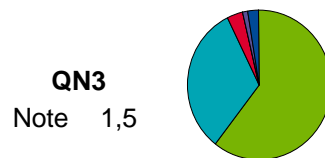
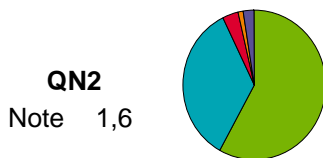
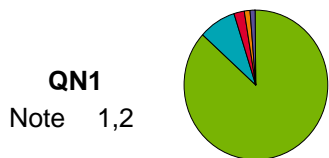
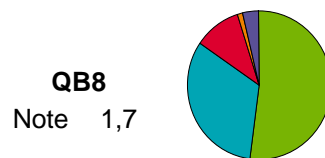
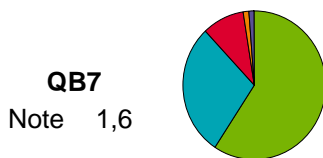
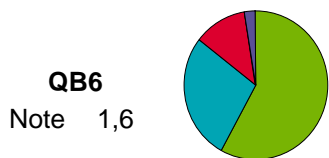
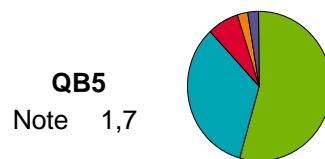
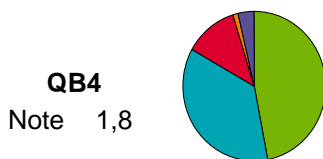
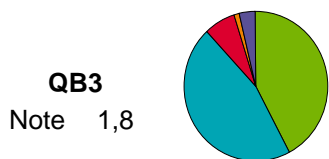
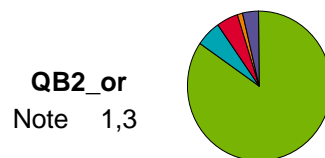
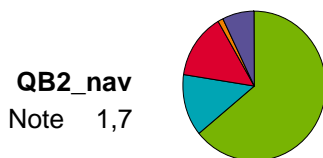
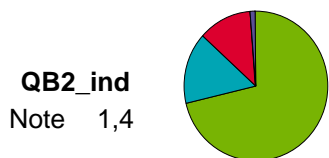
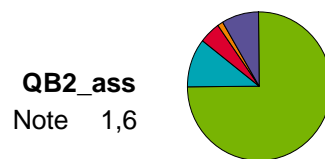
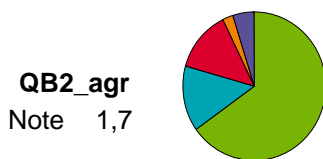
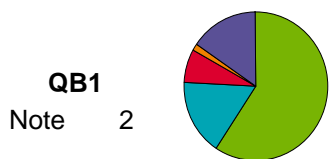
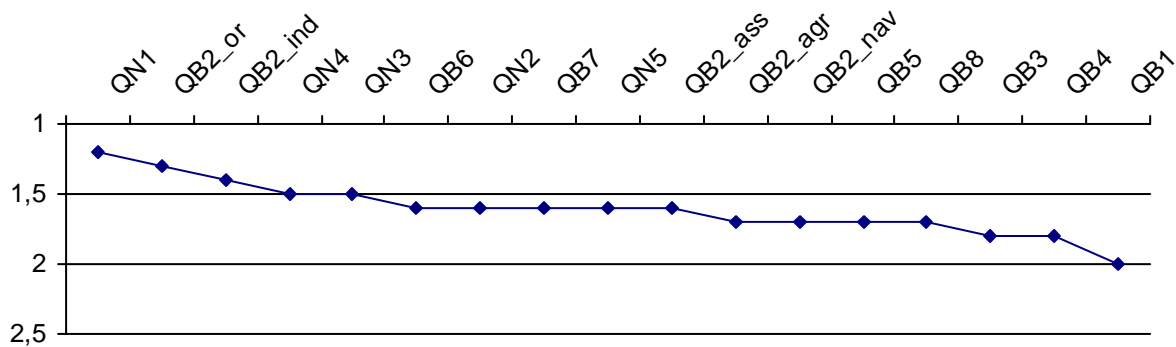
TOTAL



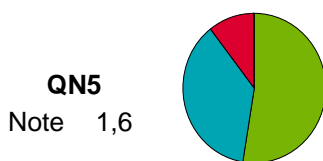
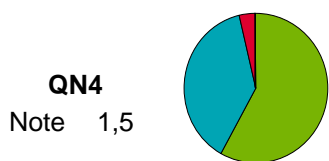
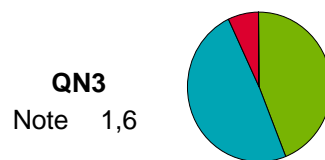
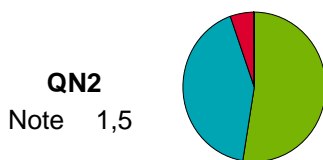
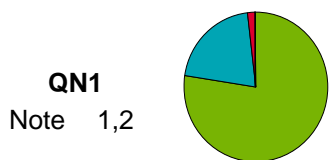
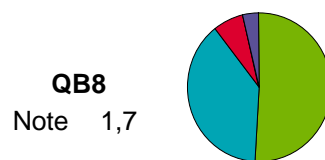
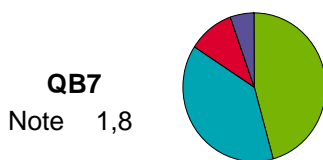
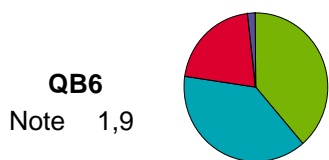
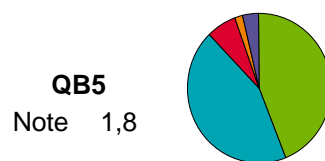
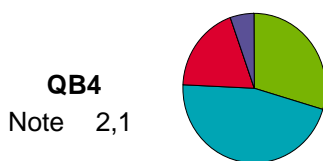
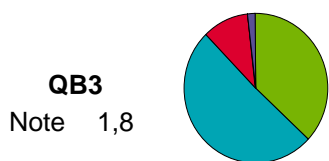
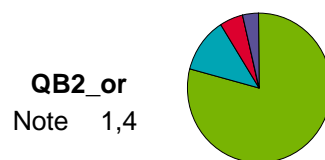
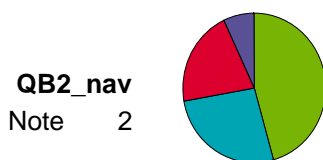
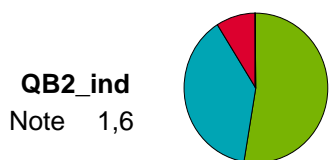
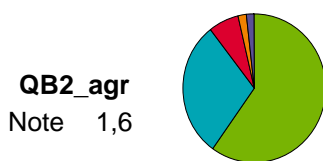
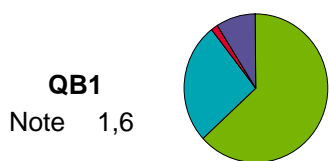
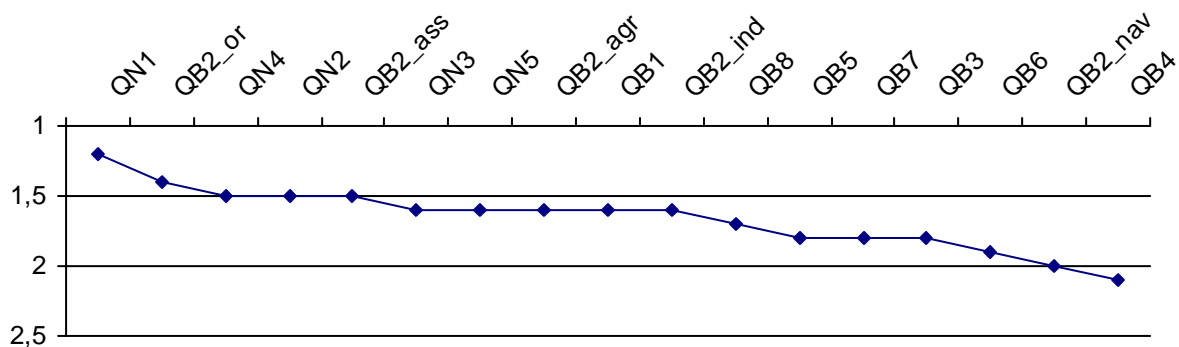
Annexe 5. Résultats par catégorie socio-professionnelle

* non renseigné

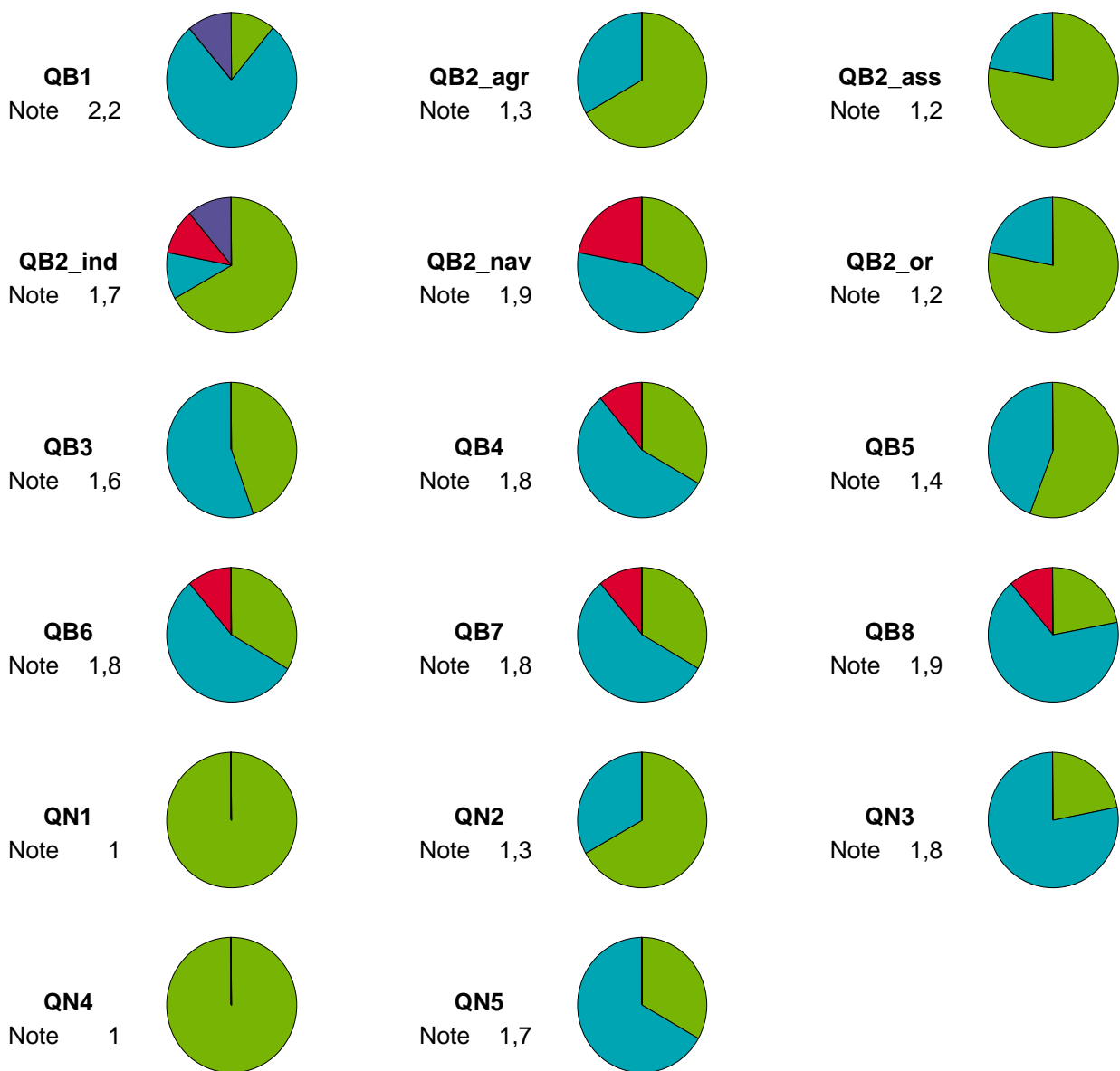
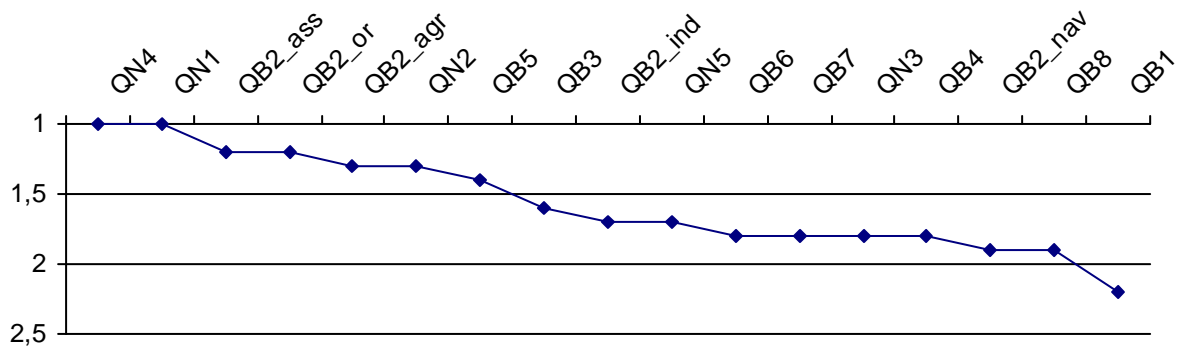


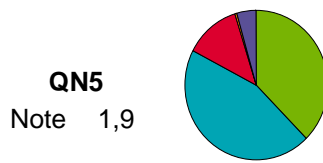
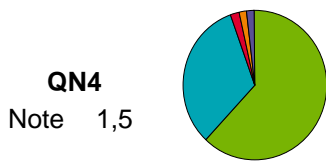
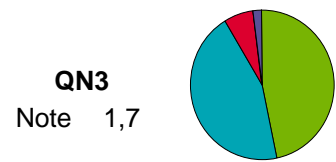
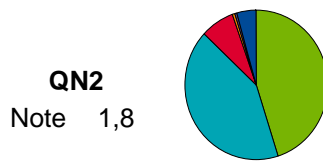
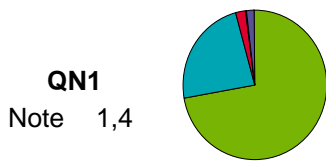
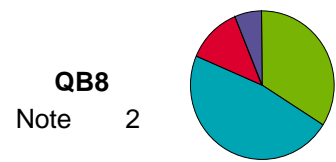
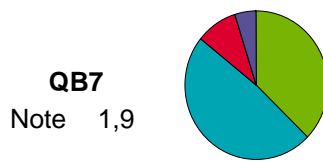
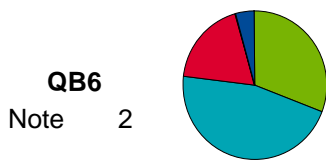
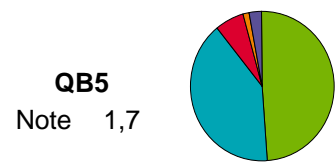
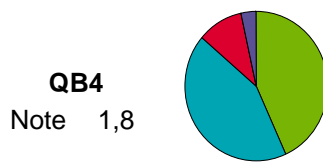
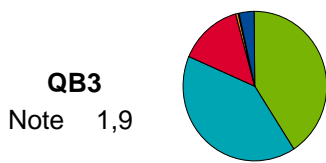
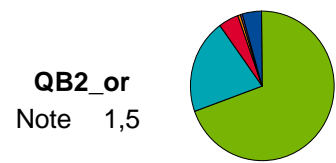
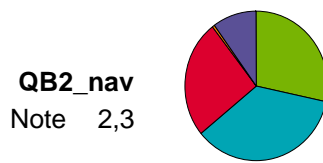
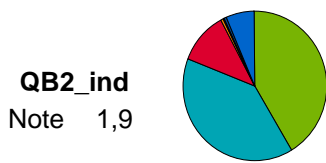
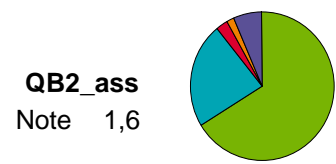
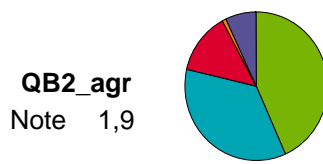
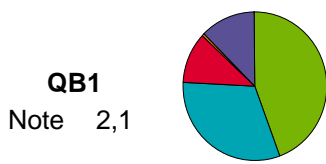
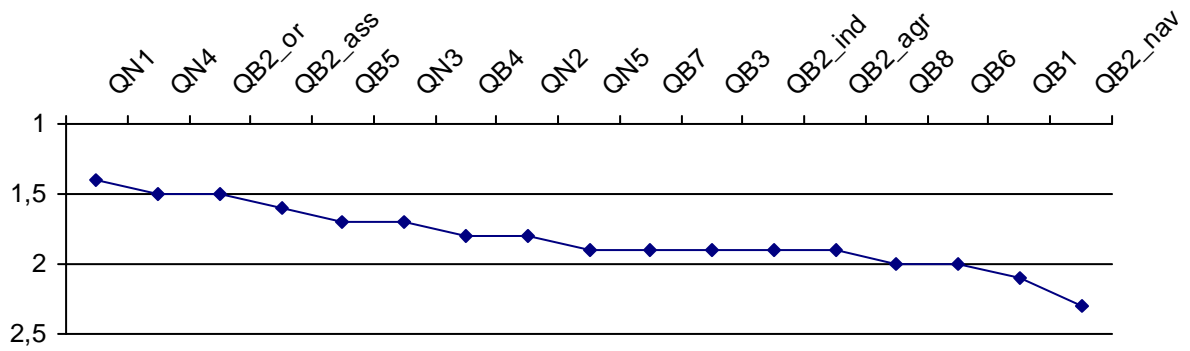


artisan ou commerçant

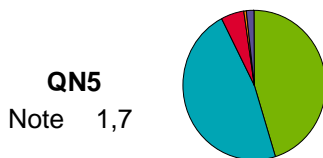
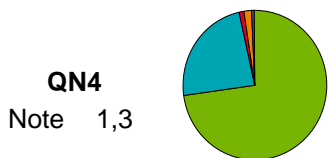
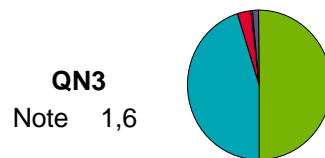
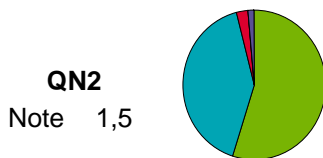
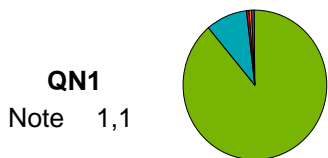
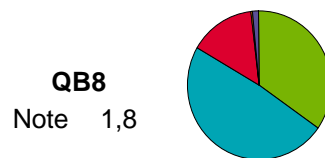
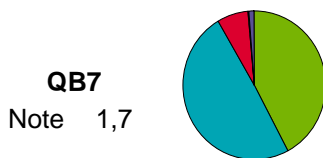
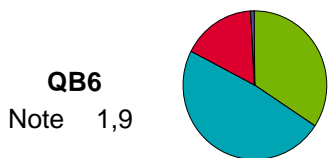
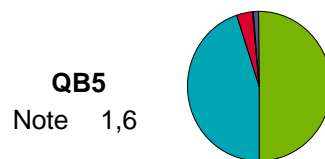
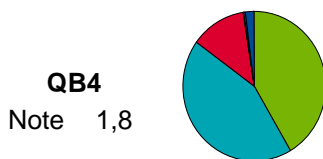
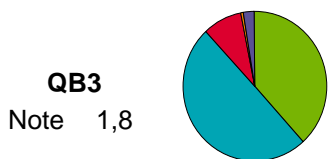
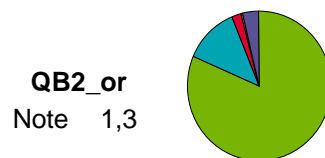
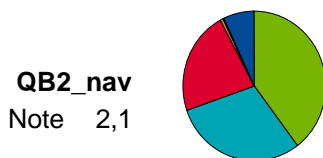
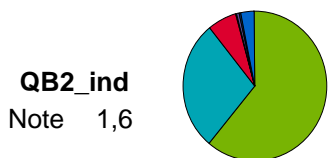
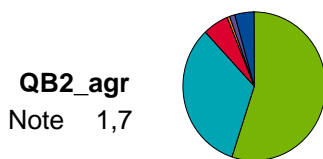
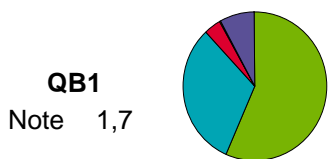
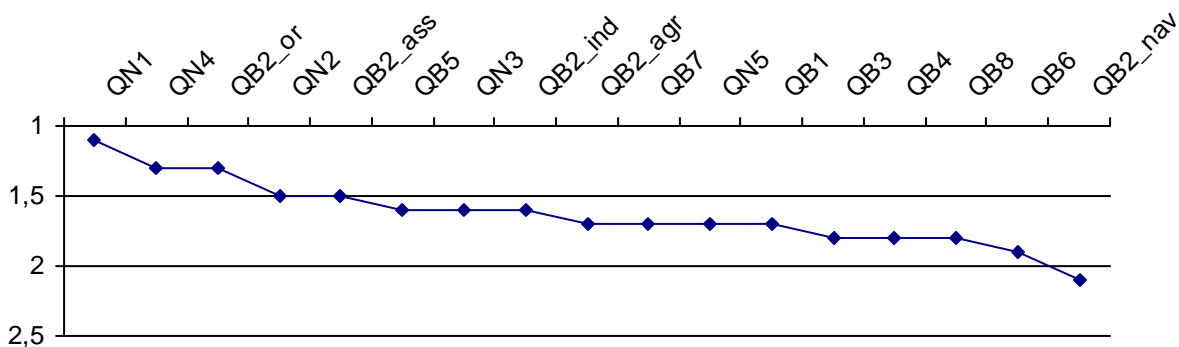


autre

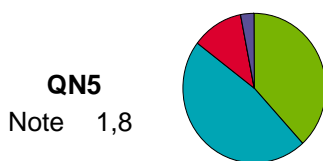
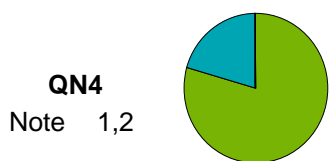
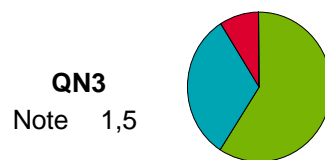
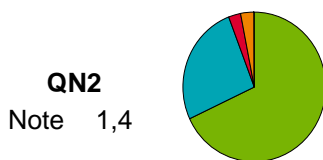
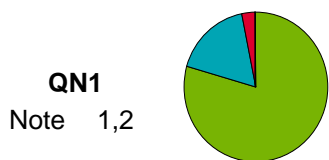
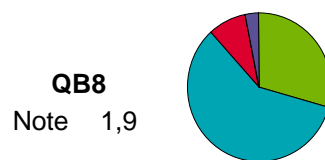
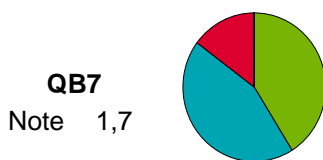
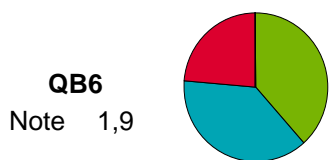
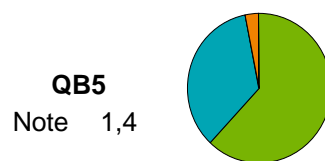
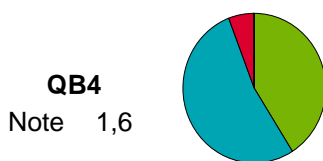
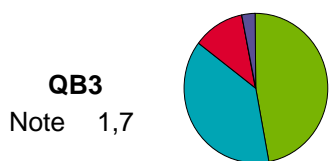
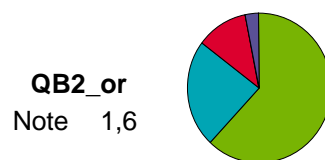
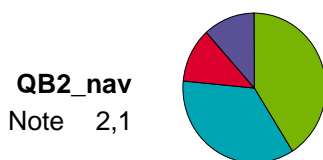
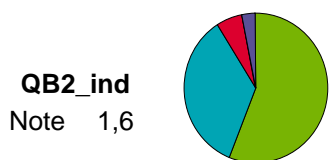
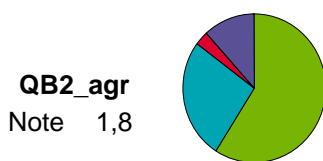
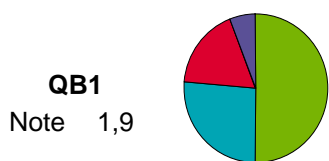
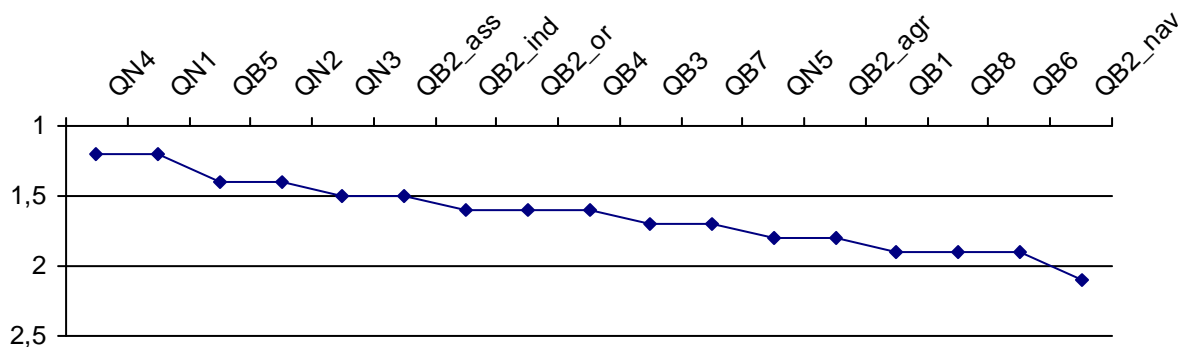


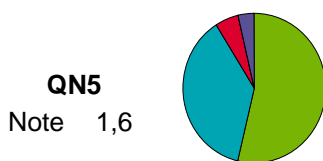
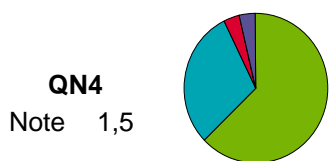
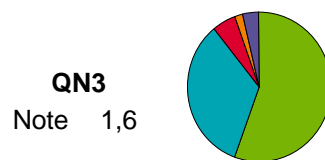
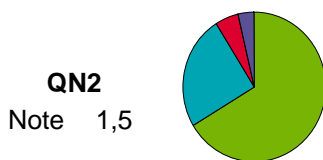
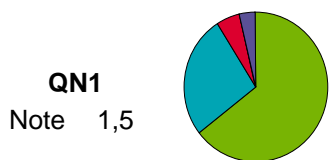
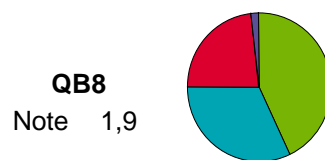
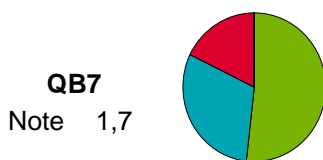
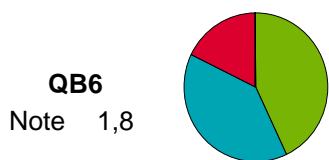
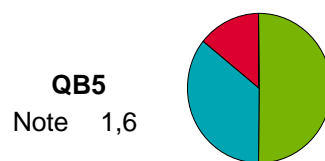
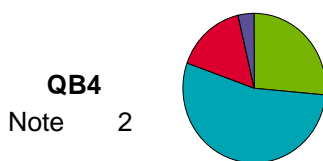
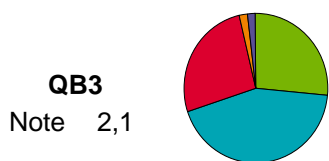
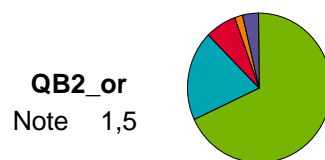
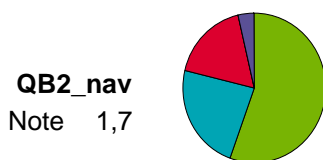
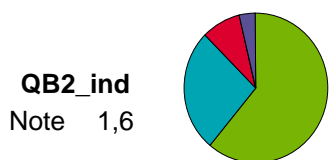
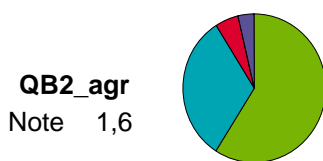
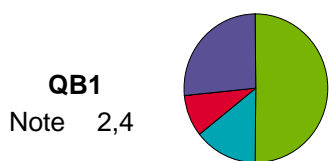
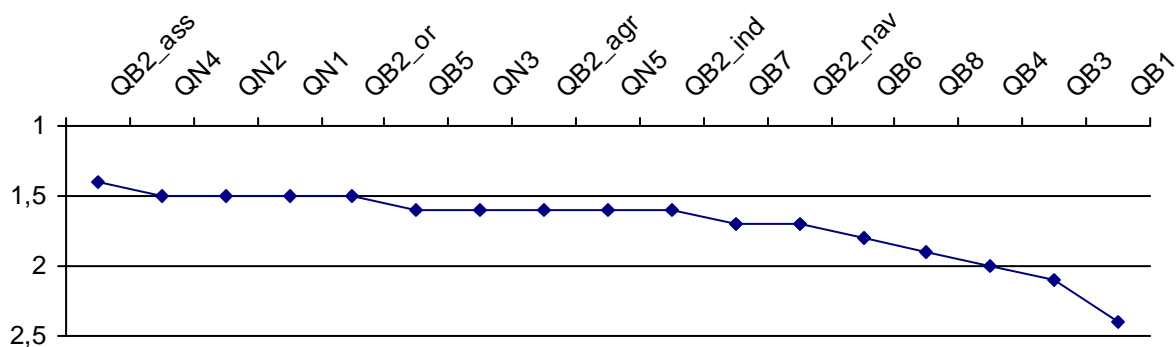


employé

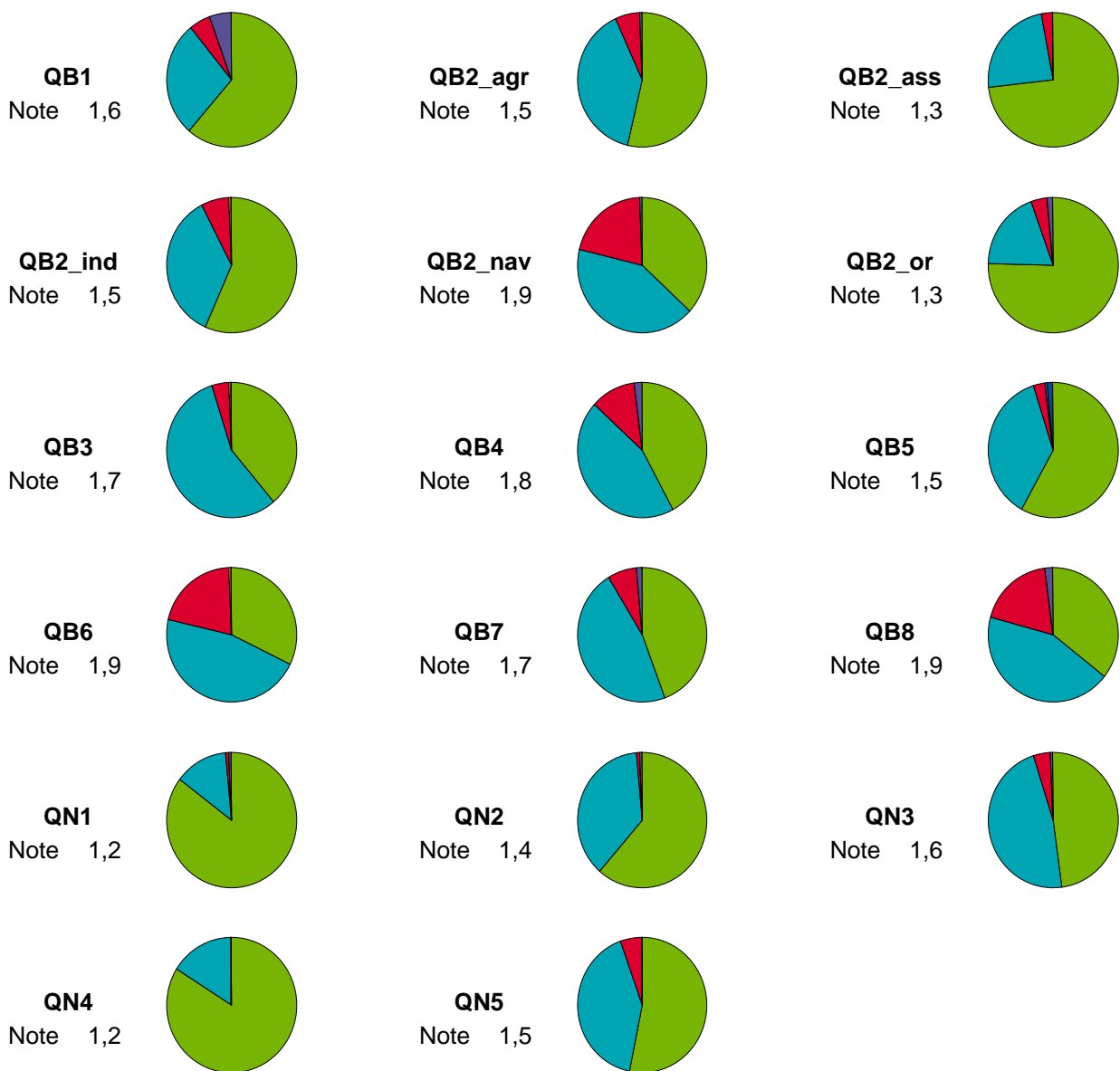
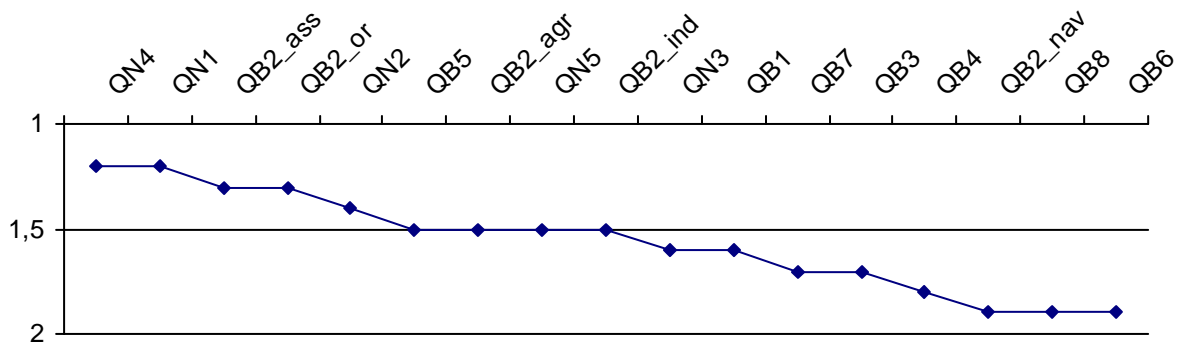


ouvrier

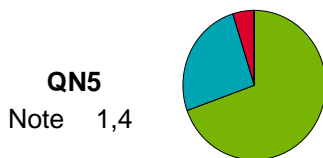
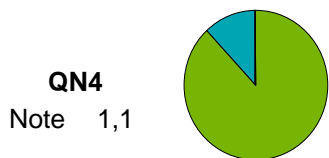
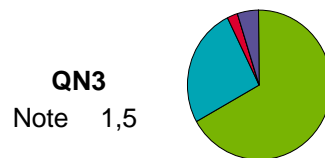
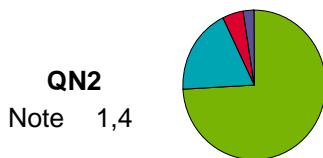
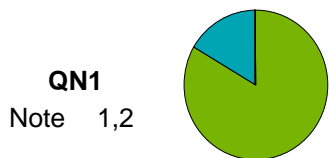
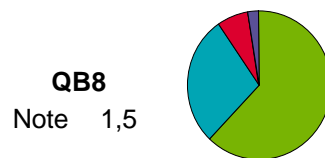
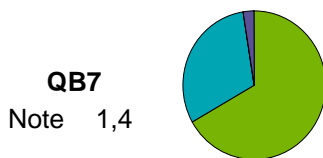
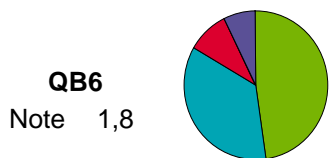
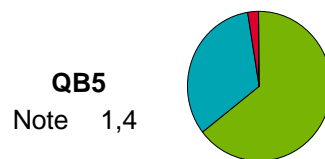
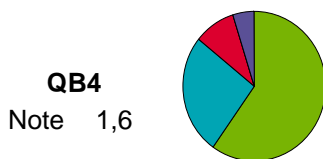
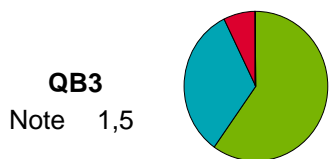
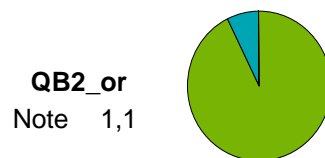
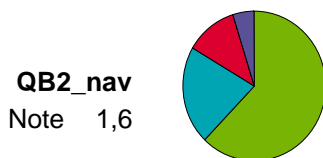
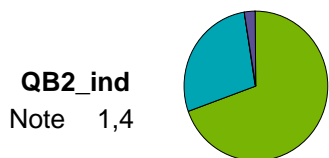
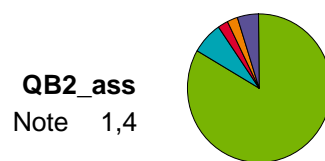
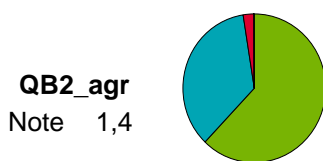
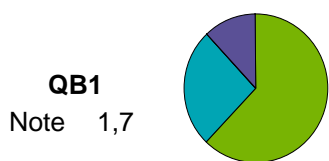
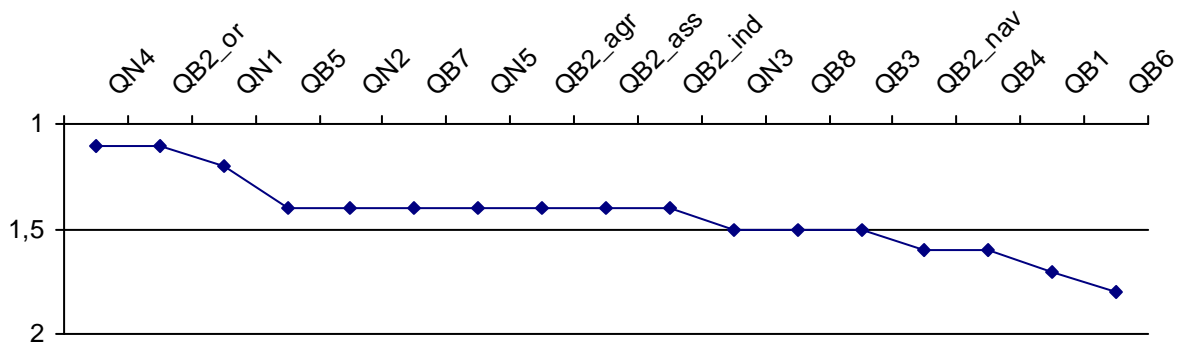




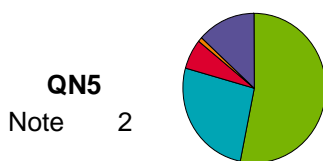
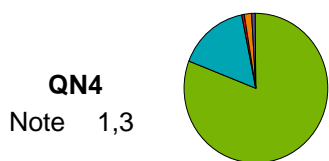
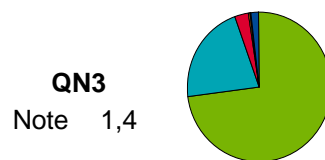
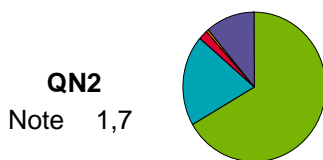
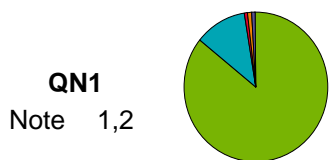
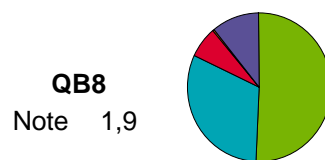
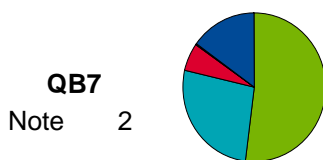
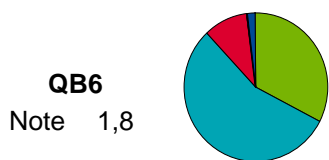
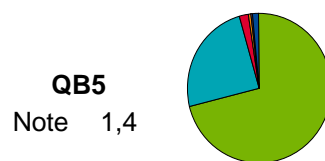
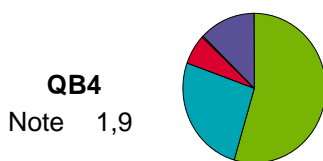
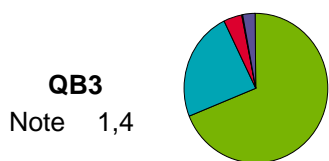
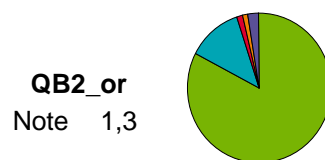
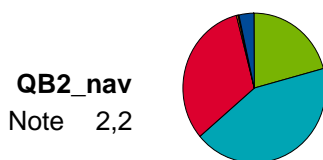
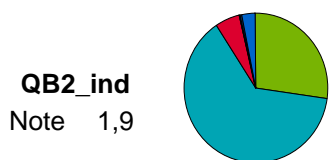
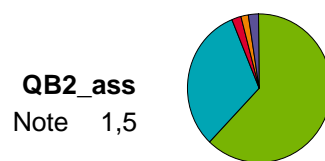
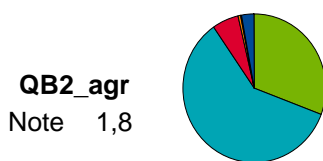
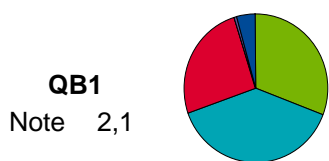
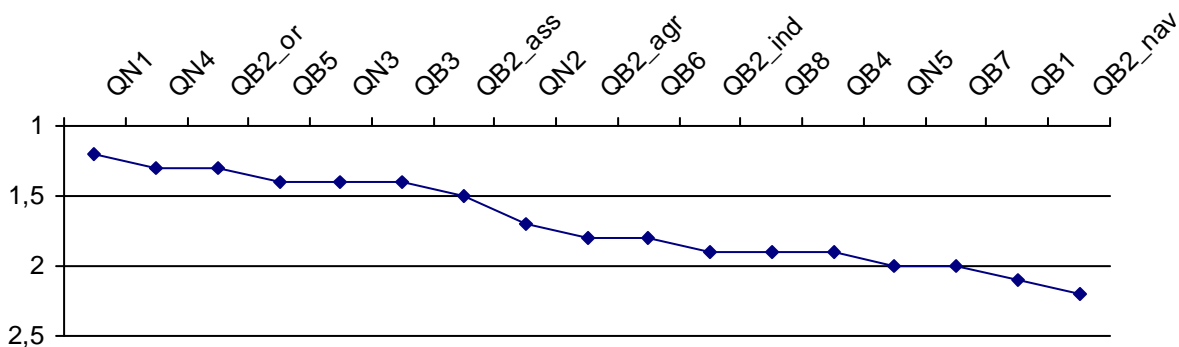
profession libérale, cadre supérieur



retraité



sans activité professionnelle



Annexe 7. Commentaires apportés dans les questions ouvertes

Appréciations générales.....	1	Prix de l'eau / tarification.....	11
Compliments, commentaires positifs.....	1	Orpillage / mercure.....	12
Critiques, commentaires négatifs.....	2	Gestion et importance de l'eau.....	14
Difficultés de compréhension.....	2	Importance de l'eau.....	14
Longueur du questionnaire.....	2	Gestion et autres considérations générales..	14
Eau potable.....	3	Navigation / transport.....	16
Châteaux d'eau.....	3	Gaspillage.....	16
Commentaires généraux sur l'eau potable, accès à l'eau, réseau.....	3	Aménagement.....	17
Bornes fontaines.....	4	Zones humides.....	17
Javel.....	5	Autres nouveaux thèmes.....	18
Qualité de l'eau potable.....	5	Aspects sociaux ou de sécurité.....	18
Récupération de l'eau de pluie.....	6	Lavages de voitures.....	18
Qualité de l'eau (hors eau potable).....	6	Piscines.....	18
Pollutions.....	6	Inondations.....	18
Assainissement.....	6	Énergie / hydroélectricité.....	18
Déchets.....	6	Embouteillage.....	18
Désherbant.....	7	Milieu marin.....	18
Fusée.....	7	Incendie.....	19
Pollutions en général, produits, autres pollutions.....	8	Transfrontalier, partage de l'eau.....	19
Substances dangereuses.....	9	Thèmes transversaux.....	19
Information sensibilisation.....	9	Contrôle, surveillance.....	19
Information, sensibilisation, éducation.....	9	Réglementation.....	20
Concertation.....	11	Santé.....	20
		Comment?.....	20

Commentaire	Territoire	Id
Appréciations générales		
Compliments, commentaires positifs		
En Guyane, j'ai remarqué que la gens ne se rendent pas compte que nous vivons une pénurie des énergies et aussi de l'eau potable. Très bonne initiative... et bon courage.	Centre littoral	71-com2
Je suis ravi de cette démarche car l'eau est une richesse.	Ouest	413-com2
Bien this is a good project	Non renseigné	418-com2
Je trouve ça très bien qu'on se préoccupe de l'eau.	Ouest	511-com2
C'est très bien ainsi.	Ouest	522-com2
J'ai bien aimé le questionnaire, les questions posées sont très bien adaptées au thème et je trouve ça très bien, mais par contre je trouve que le questionnaire est un peu trop long.	Ouest	560-com2
J'ai aimé ce questionnaire surtout les questions évoquées que je trouve très intéressantes.	Ouest	566-com2
car je trouve l'eau parfaitement bien. Cela fait des années que je bois cette eau et j'ai jamais eu de problème de ce côté-là.	Ouest	570-com2
J'aime bien les questionnaires !!! Alors moi j'attends les résultats.	Ouest	623-com2
C'est bien de lutter pour l'eau en Guyane.	Ouest	624-com2
En voilà une réalisation sur l'eau. Très bien	Ouest	807-com2
S'il ne pleut pas nous n'avons pas d'eau. Mais c'est bien, continue comme ça sur l'enquête et pense à nous qui n'avons pas l'eau potable.	Ouest	833-com2
C'est une bonne chose pour la Guyane parce que les habitants ne savent pas qu'ils polluent l'eau.	Ouest	879-com2
C'est une bonne chose pour la Guyane parce qu'il y a beaucoup de pollution.	Ouest	1076-com2
[traduction] Pour moi c'est une bonne chose d'aborder ce sujet. L'eau est la chose la plus importante dont une personne a besoin. On ne peut pas vivre sans eau.	Ouest	1104-com2
Je pense que tout ce que vous avez dit est déjà bon, donc je n'ai plus rien à ajouter.	Ouest	1109-com2
C'est bien.	Ouest	1124-com2
Pour moi ce que vous faites c'est pour le bien de la population. C'est une très bonne chose sur en parlant de l'économie d'eau.	Ouest	1138-com2
J'aime bien votre travail je pense que moi aussi j'aurai un travail comme vous. Quand on parle de l'eau c'est toujours quelque chose de prioritaire.	Ouest	1140-com2
Est-ce que vous allez encore demander l'avis des gens lorsque vous allez trouver le principe que vous cherchez !	Ouest	1144-com2
Si vous devez installer des bornes fontaines pour les gens qui habitent sur le fleuve comment allez-vous faire ? J'admire votre travail.	Ouest	1145-com2
J'apprécie beaucoup votre travail et j'ai une question : auriez-vous la possibilité d'installer des bornes fontaines pour les gens qui habitent sur le fleuve ?	Ouest	1148-com2
C'est une très bonne chose car l'eau c'est la vie, personne ne peut vivre sans eau.	Ouest	1202-com2
Pour tout ce que vous avez dit je suis d'accord avec vous, ce sont des très bonnes choses, des choses intéressantes.	Ouest	1242-com2
C'est une bonne chose d'aborder ce sujet. Je suis ravie qu'on s'intéresse à l'eau.	Ouest	1298-com2
Je trouve que c'est très intéressant ce que vous faites.	Ouest	1315-com2
C'est très intéressant votre travail, mais comment vous allez faire pour dire aux orpailleurs de travailler moins d'or.	Ouest	1325-com2
Je trouve que c'est une très bonne chose de travailler sur l'avenir des milieux aquatiques dans le département et j'espère vraiment que cela se développera.	Centre littoral	33-progW3
Ce questionnaire a été apprécié par la personne interrogée, qui l'a considéré comme très bien fait et pertinent. Ce type d'initiative devrait être plus fréquent.	Centre littoral	294-progW3
A toujours continuer dans cette voie.	Centre littoral	337-progW3
J'espère que vous pourrez faire de bonnes choses sur le sujet de l'eau.	Ouest	413-progW3
Je laisse le soin à ceux qui sont responsables dans ce domaine de proposer des solutions concrètes et viables.	Ouest	481-progW3
Vos idées sont très claires.	Ouest	495-progW3
Bien comme ça !	Ouest	546-progW3
Non je trouve que ce programme de travail est assez bien.	Ouest	560-progW3

Commentaire	Territoire	Id
Non car je trouve que c'est parfaitement idéal.	Ouest	570-progW3
C'est un questionnaire qui pourra peut-être apporter des changements pour la Guyane.	Ouest	849-progW3
C'est une bonne chose pour l'avenir de l'eau et les milieux aquatiques sur les territoires.	Ouest	987-progW3
C'est une bonne chose pour la gestion de l'eau de Guyane pour connaître les avis des gens.	Ouest	996-progW3
Une très bonne chose pour avoir une future d'eau potable.	Ouest	1014-progW3
La population devrait être active avec ce programme pour avoir un futur positif.	Ouest	1030-progW3
Bonne chose.	Ouest	1069-progW3
C'est une bonne chose pour la nature.	Ouest	1074-progW3
J'apprécie beaucoup votre travail car l'eau est prioritaire pour tous.	Ouest	1111-progW3
Merci beaucoup au service de l'Etat pour ce travail.	Ouest	1118-progW3
Très bonne démarche que de faire participer le public à ce type de débat qui nous concerne tous, bravo !	Centre littoral	8048-progW3
Critiques, commentaires négatifs		
Ce questionnaire tombe sous le sens quand on se sent responsable de son environnement. Est-il pertinent ?	Est	194-com2
On a beau donner son avis, les décisions politiques ne prennent jamais en compte cet avis.	Centre littoral	226-com2
Trop de manifestations sur l'eau mais on ne voit pas l'heure ocuve [???	Ouest	380-com2
Je voudrais juste dire à l'Etat que ils ont du travail. Pour la population.	Ouest	410-com2
L'Etat ne sait pas conjuguer le verbe agir !!!	Ouest	434-com2
Il ne faut pas arrêter ici mais il faut continuer avec les actions.	Ouest	637-com2
Quand est-ce que vous allez agir ?	Ouest	662-com2
Tout cela ce sont de belles intentions ! Concrètement qu'allez vous faire contre l'orpaillage clandestin contaminant les rivières au mercure ??? et fournir aux gents vivant dans l'intérieur de la Guyane une eau non contaminées ???Et les huiles moteur usagées rejetées en grande partie dans l'environnement ??? Ne parlons pas des décharges sauvages ou non conformesLa liste est très longue ! Tout cela c'est du bla bla avec des question en forme de "péblicite"du genre : voulez vous de l'eau sale ou pure ? auxquelles un enfant de dix ans aura la réponse ! Faites un travail réel et non des belles intentions . Ce beau questionnaire est INUTILE et ne sert qu'a justifier votre bilan bien pauvre en Guyane par de la communication (poudre aux yeux) Justifiez vos hauts salaires par des actions réelles et visibles . PS : Donnez nous la liste de vos actions ayant donné des résultats (avec des chiffres non truqués bien sur)	Savanes	8004-com2
VOTRE QUESTIONNAIRE n' en EST pas un et c'est du grand DE GUEULE,tout juste bon comme pub pour une lessive. ENCORE de l'argent du contribuable jetté par la fenêtre ou donner aux petits copains.	Non renseigné	8007-com2
Vous ne pourrez pas répondre à l'ensemble des enjeux cités, qui en fait sont tous importants. Une gestion du foncier agricole tenant compte des enjeux hydriques est également important.	Ouest	8037-com2
Ce programme de travail ne suffit pas pour arrêter les enjeux de la Guyane. Exemple : le travail de l'or dans le Maroni.	Ouest	869-progW3
Une information massive non instrumentée par les chargés de com... un rêve !	Ouest	1101-progW3
Faites votre travail et pas de la com Si non vous êtes des inutiles sans bilan présentable !	Savanes	8004-progW3
Difficultés de compréhension		
J'aime bien les questionnaires mais je crois que certains mots sont un peu difficiles à expliquer. Enfin l'Etat se bat pour l'eau potable. . .	Ouest	11-com2
La question sur les pompes à bras est biaisée.	Centre littoral	105-com2
Il faudrait que les questions soient plus simples, car c'est pas tout le monde qui peut comprendre.	Est	189-com2
Simplifier les questions pour que tous puissent donner un avis éclairé et se sentir concernés.		
Adapter les différentes actions qui découleront de cette consultation (informations, ...) aux diverses communautés présentes en Guyane.	Centre littoral	213-com2
J'ai pas bien compris [les QB4 à QB7].	Ouest	1056-com2
QB6[gestion transfrontalière] : question ambiguë.	Centre littoral	94-QB6
QN3 : nuance mal comprise	Centre littoral	225-QN3
Longueur du questionnaire		
Trop long	Centre littoral	103-com2
« Fatigant ce questionnaire !! »	Ouest	499-com2
J'ai trouvé ce commentaire [questionnaire] un peu trop long.	Ouest	512-com2
Le questionnaire est très bien rien à dire mais il est un peu trop long.	Ouest	517-com2

Commentaire	Territoire	Id
C'est long le questionnaire !	Ouest	553-com2
J'ai bien aimé le questionnaire, les questions posées sont très bien adaptées au thème et je trouve ça très bien, mais par contre je trouve que le questionnaire est un peu trop long.	Ouest	560-com2
Eau potable		
Châteaux d'eau		
Il faut améliorer l'eau, construire des châteaux d'eau sur le fleuve pour limiter les risques de tomber malade, prioritaire selon moi.	Ouest	9-com2
+ de châteaux d'eau SVP.	Ouest	641-com2
3 château d'eau par commune	Ouest	656-com2
Le partage de l'eau c'est une bonne chose, mais si on doit partager notre eau il faut d'abord construire un château d'eau plus grand que ceux qu'on a auparavant.	Ouest	1136-com2
C'est bien de vouloir partager notre eau avec nos amis surinamiens et brésiliens, mais pour ça il faut d'abord faire construire un château d'eau beaucoup plus grand.	Ouest	1279-com2
Commentaires généraux sur l'eau potable, accès à l'eau, réseau		
Comme les orpailleurs qui salissent l'eau et bien sûr toutes ces bouteilles jetées dans la rivière donc pourquoi pas. L'eau potable.	Ouest	12-com2
En Guyane, j'ai remarqué que les gens ne se rendent pas compte que nous vivons une pénurie des énergies et aussi de l'eau potable. Très bonne initiative... et bon courage.	Centre littoral	71-com2
La question sur les pompes à bras est biaisée.	Centre littoral	105-com2
L'accessibilité à l'eau dans les lieux dits insalubres, l'accès à l'eau potable à l'îlet Malouin, la problématique des bornes à eau et son usage.	Centre littoral	135-com2
Raccord aux réseaux question 1 [QB1]	Centre littoral	148-com2
Il y a encore des endroits, des maisons qui ne sont pas raccordées au réseau et c'est normal. Ici on utilise l'eau du puits pour la vaisselle et la lessive. Ça fait un an et demi que la personne attend d'être raccordée.	Centre littoral	241-com2
L'eau de puits c'est pas bon pour la santé.	Centre littoral	263-com2
Aménagement sur l'eau de robinet et sur les fontaines	Centre littoral	271-com2
Economiser de l'eau et de la valoriser pour la santé pour le monde entier, une loi sur la gestion des eaux pour payer beaucoup plus (?) de taxes sur les eaux	Centre littoral	304-com2
Développer l'accès à l'eau potable dans les zones (reculées) éloignées de la Guyane pour éviter une mauvaise utilisation de certaines eaux sur place. Ex : eau de rivières remplies de mercure.	Centre littoral	348-com2
Garantir un minimal d'eau potable aux plus démunis.	Centre littoral	358-com2
[traduction] Je préfère consommer de l'eau potable.	Ouest	371-com2
[traduction] Mon frère, mes enfants n'ont pas accès à l'eau potable pour boire et en emmener à l'école.	Ouest	372-com2
[traduction] J'ai besoin d'eau potable, c'est vrai mon frère.	Ouest	373-com2
Est-ce que c'est à cause du soleil [ou salé?] quand n'a pas d'eau	Ouest	374-com2
La Guyane et surtout SLM a besoin de l'eau potable...	Ouest	414-com2
Une mise en place d'eau potable sur le littoral du Maroni.	Ouest	484-com2
Nous voulons de l'eau dans nos campos !	Ouest	494-com2
Privilégier les populations non raccordées des campos.	Ouest	531-com2
QB1 : *** sur Prioritaire	Ouest	539-com2
Trouver une source d'eau souterraine pour Apatou.	Ouest	574-com2
Fournir de l'eau potable dans les campos pour ceux qui en ont besoin.	Ouest	574-com2
Mo pa gain di lo potable pour faire la cuisine	Ouest	620-com2
Plus d'eau à la Guyane	Ouest	626-com2
Moi j'ai vraiment besoin de l'eau potable. Merci MamaBobi.	Ouest	639-com2
Si la pluie ne tombe pas moi j'ai pas de l'eau pour boire.	Ouest	643-com2
J'ai vraiment besoin d'eau.	Ouest	651-com2
[traduction] J'ai besoin d'eau.	Ouest	663-com2
+++Dilo	Ouest	667-com2
Moi je veux de l'eau !!!	Ouest	684-com2
Faire plus d'eau potable pour la population.	Ouest	790-com2

Commentaire	Territoire	Id
Nous avons pas d'eau potable, nous voulons de l'eau potable.	Ouest	820-com2
Donner l'accès à l'eau courante à tous, surtout aux citoyens français qui sont taxés, imposés, mais qui n'ont pas le droit au logement et à l'eau.	Ouest	821-com2
Certains utilisent des puits et d'autres l'eau de la crique. Pour éviter les maladies, la population a besoin de votre aide.	Ouest	822-com2
Faire plus d'eau potable pour la population. [traduction] Favoriser l'accès à l'eau potable au plus grand nombre.	Ouest	824-com2
L'importance : - la gestion de l'eau (pas de gaspillage) - sa propreté : fournir à tous une eau potable.	Ouest	832-com2
S'il ne pleut pas nous n'avons pas d'eau. Mais c'est bien, continue comme ça sur l'enquête et pense à nous qui n'avons pas l'eau potable.	Ouest	833-com2
Moi je pense qu'on devrait donner de l'eau à des gens qui n'ont pas d'eau, voilà c'est tout.	Ouest	834-com2
Nous n'avons pas l'eau potable et nous voulons l'eau potable. Car avec l'eau du puits c'est dur, des fois c'est la diarrhée ou des vomissements, donc nous voulons l'eau potable. Voilà.	Ouest	836-com2
Moi j'habite à la campagne et j'ai pas d'eau potable. Nous à la campagne nous avons besoin d'eau potable. Faites plus d'eau potable pour la campagne.	Ouest	838-com2
Pour le monde entier, il faut réparer les chutes d'eau et il faut que l'eau soit tout le temps propre à toute la population et pour avoir plus d'économie.	Ouest	842-com2
[traduction] Il faudrait diminuer la quantité de javel dans l'eau et changer les vieilles canalisations d'eau.	Ouest	1119-com2
Je trouve que c'est une bonne idée qu'on ait mis des fontaines et des pompes à bras pour ceux qui n'ont pas accès à l'eau potable. Je crois que c'est l'Etat qui doit prendre tout ça en charge.	Ouest	1120-com2
Il faut savoir que tout le monde n'a pas d'eau potable, comme les gens qui habitent sur le fleuve.	Ouest	1143-com2
Éliminer les substances dangereuses dans l'eau c'est une très bonne chose, car boire de l'eau sans savoir que cette eau n'est pas potable, on peut tomber malade.	Ouest	1146-com2
J'apprécie beaucoup votre travail et j'ai une question : auriez-vous la possibilité d'installer des bornes fontaines pour les gens qui habitent sur le fleuve ?	Ouest	1148-com2
Je pense que prioritairement c'est que tout le monde ait de l'eau potable chez eux et faire de l'économie.	Ouest	1149-com2
J'ai mis prioritaire pour la première question car je pense que c'est une bonne chose que tout le monde puisse avoir de l'eau potable.	Ouest	1177-com2
Nous on n'a pas d'eau potable chez nous, on utilise [l'eau] de la crique. Comment allez-vous faire pour éliminer les substances dangereuses dans la crique.	Ouest	1184-com2
Vous savez, tout le monde n'a pas d'eau potable chez eux, ils utilisent des tuff-tank, l'eau des puits ou l'eau de la crique. Qu'allez-vous faire pour ces gens ?	Ouest	1194-com2
Pour moi la priorité c'est de garantir une eau potable à tous.	Ouest	1289-com2
C'est une très bonne chose de vouloir partager notre eau avec nos amis brésiliens et surinamais, mais ce n'est pas la priorité. La priorité c'est qu'il faut s'assurer que toutes les personnes qui habitent en Guyane aient de l'eau potable.	Ouest	1366-com2
Pour moi la priorité c'est de garantir une eau potable à toute la population.	Ouest	1388-com2
Mise en place de réservoirs naturels	Centre littoral	8130-com2
monter un double réseau de distribution - eau potable - eau naturelle ou de retraitement pour jardinage lavage ou toilettes Ce qui reviendrait au final à traiter moins d'eau et donc moins de produits pour rendre l'eau potable	Centre littoral	8136-com2
QB1 : Mais il vaudrait mieux que tout le monde soit raccordé.	Centre littoral	228-QB1
QB1 : C'est une solution provisoire ! Problèmes sanitaires importants (pas de toilettes)	Centre littoral	242-QB1
QB1 : Mais tout le monde a le droit d'être raccordé au réseau.	Centre littoral	246-QB1
QB1 : Il serait plus approprié de viabiliser et pérenniser l'accès à l'eau, étendre le réseau aux quartiers non desservis. ? Les bornes fontaines sont des solutions provisoires.	Centre littoral	292-QB1
QB1 : Bornes ? étendre le réseau	Centre littoral	293-QB1
Bornes fontaines		
Je pense qu'il faut installer des bornes fontaines pour les gens et enlever les pompes à bras.	Ouest	1129-com2
Je pense qu'il faut installer que des bornes fontaines pour les gens et enlever les pompes à bras.	Ouest	1153-com2
C'est une très bonne chose que tout le monde puisse avoir accès à l'eau potable qu'utilisent les bornes fontaines ou des pompes à bras, mais je pense que le plus pratique est la borne fontaine.	Ouest	1231-com2

Commentaire	Territoire	Id
Je pense qu'il faut installer que des bornes fontaines pour les gens, car les pompes à bras sont fatigantes	Ouest	1356-com2
Installer des bornes pour les gens qui n'ont pas accès à l'eau potable.	Centre littoral	117-progW3
Est-ce que vous allez installer des bornes fontaines pour les personnes qui habitent sur le fleuve ?	Ouest	1127-progW3
Est-ce que vous allez installer des bornes fontaines pour les personnes qui habitent sur le fleuve ?	Ouest	1370-progW3
Javel		
Les problèmes causés par le mercure et du javel	Centre littoral	318-com2
Moi, personnellement, je ne bois pas l'eau du robinet parce que l'eau du robinet a le goût de la javel et souvent elle a une couleur marron.	Ouest	735-com2
Utiliser un autre produit pour faire l'eau potable parce que ça sent trop la javel.	Ouest	880-com2
[traduction] Il faudrait diminuer la quantité de javel dans l'eau et changer les vieilles canalisations d'eau.	Ouest	1119-com2
Si vous pouvez baisser le pourcentage de javel ça me ferait plaisir.	Ouest	1130-com2
Moi je pense qu'il faut mettre moins de javel dans l'eau, sinon ça va.	Ouest	1134-com2
Parfois vous mettez trop de javel dans l'eau, et ça ce n'est pas une bonne chose on ne peut même pas boire l'eau.	Ouest	1137-com2
Vous mettez trop de javel parfois sinon ça va.	Ouest	1139-com2
Vous mettez trop de javel parfois dans l'eau, si vous pouviez faire plus attention ça ira.	Ouest	1154-com2
Je pense que vous mettez beaucoup trop de javel dans l'eau, je pense qu'il faut faire plus attention.	Ouest	1205-com2
Je pense qu'il faut mettre moins de javel dans l'eau. Et c'est très bien d'éliminer les substances dangereuses dans l'eau.	Ouest	1213-com2
Qualité de l'eau potable		
Il faut améliorer l'eau, construire des châteaux d'eau sur le fleuve pour limiter les risques de tomber malade, prioritaire selon moi.	Ouest	9-com2
L'eau de Kourou et autres villes de Guyane est infecte, pour moi non propre à la consommation. La filtration et le traitement laissent à désirer. L'eau coûte cher et on est obligé d'acheter des bouteilles.	Savanes	17-com2
L'eau du robinet n'est pas bonne à boire, l'eau n'est pas propre.	Centre littoral	237-com2
L'eau du robinet ne semble pas propre, pas assez bonne. Beaucoup d'endroits qui sont mal aménagés en ce qui concerne les évacuations, les égouts. Beaucoup de quartiers précaires.	Centre littoral	246-com2
La qualité de l'eau devrait être améliorée ici car elle n'est pas satisfaisante.	Centre littoral	255-com2
Développer le traitement des eaux à travers toute la Guyane.	Centre littoral	256-com2
Eviter le gaspillage et de pas le pauluer???? la filtration	Centre littoral	268-com2
L'entretien du captage de l'eau	Centre littoral	269-com2
L'eau de pluie et de la fontaine	Centre littoral	269-com2
Renforcer le système de purification de l'eau.	Centre littoral	272-com2
Rechercher beaucoup plus de solutions pour rendre de (?) l'eau beaucoup plus efficace	Centre littoral	308-com2
L'eau des fois sont salir et salé.	Centre littoral	312-com2
[traduction] Mes enfants sont malades quand nous n'avons pas une eau de bonne qualité à boire.	Ouest	645-com2
Plus de protection sur l'eau potable et plus d'économie	Ouest	705-com2
Nous ne savons pas pourquoi l'eau potable a un goût bizarre.	Ouest	721-com2
Sa ne convien pas à l'eau de source.	Ouest	736-com2
L'eau de source est meilleure que l'eau du robinet, parce que salée, marron.	Ouest	736-com2
Modifier un peu plus l'eau potable.	Ouest	738-com2
Je trouve qu'ils doivent modifier encore un peu car je goûte que c'est un peu salé.	Ouest	740-com2
L'eau doit être naturelle et propre et plus économique.	Ouest	757-com2
Garder l'eau potable propre et ne pas ajouter des produits, qu'il soit nature et propre juste pour ne pas avoir des maladies. Merci.	Ouest	794-com2
La propreté de l'eau c'est le bien-être de nous tous.	Ouest	797-com2
La nourisson de l'eau la propreté de l'eau c'est la sécurité de nous tous.	Ouest	817-com2
Faire que un changement et la propreté dure sur l'eau potable.	Ouest	827-com2
Faites que y a un changement et plus de sécurité, la propreté également l'économie.	Ouest	839-com2
[traduction] L'eau de pluie est pour moi bien meilleure, ce n'est pas tout le monde qui apprécie l'eau du robinet. Même si là où j'habite je paye l'eau, j'utilise aussi la bonne eau du robinet.	Ouest	1118-com2
Si tout le monde pouvait avoir de l'eau potable, ça nous éviterait la diarrhée.	Ouest	1310-com2

Commentaire	Territoire	Id
Avoir plus d'informations sur la qualité de l'eau distribuée dans nos réseaux et notamment la composition en minéraux.	Centre littoral	8085-com2
Supprimer l'utilisation des sels d'aluminium dans le traitement de l'eau	Centre littoral	8091-com2
Travaille pour améliorer les conditions des eaux de Guyane	Est	204-progW3
Récupération de l'eau de pluie		
Favoriser l'eau de pluie pour besoins non alimentaires	Centre littoral	41-com2
Serait-il possible de développer la récupération des pluies dans des réservation ?	Centre littoral	139-com2
Développer pour chaque habitant l'acquisition de cuve de récupération d'eau de pluie.	Centre littoral	223-com2
L'entretien du captage de l'eau	Centre littoral	269-com2
L'eau de pluie et de la fontaine	Centre littoral	269-com2
Éviter le gaspillage de l'eau, utiliser l'eau de pluie et l'eau de mer.	Ouest	916-com2
Favoriser les systèmes de récupération de l'eau de pluies (de façon systématique sur les bâtiments neufs, et par le biais d'aide à l'installation sur l'existant) compensant ainsi la perte de surface de sol infiltrant et les besoins d'eau en saison sèche	Centre littoral	8112-com2
Qualité de l'eau (hors eau potable)		
Éliminer et anticiper l'accès et la propagation des microbes par une analyse régulière	Centre littoral	335-com2
La qualité de l'eau des fleuves (comme le Maroni) s'est dégradée, il y a beaucoup de déchets et c'est extrêmement dommageable. C'est catastrophique.	Centre littoral	284-com2
Nettoyer les criques pour les utiliser pour faire la cuisine, la vaisselle, se laver.	Ouest	941-com2
Ne pas tricher avec les analyses, comme c'est trop fait en Métropole. Il ne sert à rien de masquer la réalité, si dure soit-elle, d'une pollution généralisée de toutes les eaux de surface.	Savanes	8123-com2
Pollutions		
Assainissement		
L'eau du robinet ne semble pas propre, pas assez bonne. Beaucoup d'endroits qui sont mal aménagés en ce qui concerne les évacuations, les égouts. Beaucoup de quartiers précaires.	Centre littoral	246-com2
Améliorer les aménagements pour le transport de l'eau ainsi que les conditions de traitement des eaux usées.	Centre littoral	267-com2
Développer les évacuations, traiter les eaux usées	Centre littoral	328-com2
Les eaux des toilettes ne doivent plus être jetées dans la mer, et éviter tout produit toxique aussi et les navigations qui polluent la mer.	Ouest	864-com2
Développer les toilettes sèches, la phytoépuration...	Centre littoral	8016-com2
afin d'éviter que des pc soient délivrés dans la plus pure ignorance des règles d'assainissement, avec des espèces d'attestation de conformité de complaisance, confortant les pollueurs dans leurs turpitudes ,il faudrait un organisme de contrôle suffisamment indépendant et non dirigé par des individus hybrides, cumulant les casquettes de conseiller municipal, de délégué cacl et j'en passe et n'ayant de but que des passages en force d'autorisations d'urbanisation anarchique ceci dans l'irrespect de la santé publique, de la salubrité publique et de notre environnement... pauvre guyane!	Centre littoral	8090-com2
Le traitement des eaux usées doit être amélioré d'un point de vue écologique.	Centre littoral	8129-com2
Assainissement des eaux usées, l'éducation sur l'environnement et la population de Guyane	Est	200-progW3
Déchets		
Pour moi il serait mieux de parler à la population de ne pas jeter des déchets dans l'eau parce qu'il paplie la population.	Ouest	5-com2
Comme les orpailleurs qui salissent l'eau et bien sûr toutes ces bouteilles jetées dans la rivière donc pourquoi pas. L'eau potable.	Ouest	12-com2
Eviter les ordures dans l'eau, par exemple les déchets humains.	Centre littoral	260-com2
La qualité de l'eau des fleuves (comme le Maroni) s'est dégradée, il y a beaucoup de déchets et c'est extrêmement dommageable. C'est catastrophique.	Centre littoral	284-com2
L'eau et aussi lutter contre les déchets.	Ouest	625-com2
Je souhaite que l'eau soit propre et qu'on ne jette pas ses déchets dans l'eau.	Ouest	814-com2
Les déchets jetés dans la mer, les activités chimiques fait sur la mer, arrêter les navigations sur la mer.	Ouest	845-com2
Arrêter les activités aurifères qui est l'une des activités qui pollue l'eau en Guyane, et les déchets jetés dans la mer.	Ouest	847-com2

Commentaire	Territoire	Id
Les décharges, les produits agricoles qui polluent (chimie).	Ouest	870-com2
Baisser la facture d'eau, et mettre en place des gens qui contrôlent les mers, parce qu'il y a trop de déchets qui naviguent sur les mers.	Ouest	890-com2
La fabrication des choses qui ne disparaissent pas comme le fer, on en trouve beaucoup trop dans la mer, quand on pêche.	Ouest	899-com2
1. Les déchets jetés dans le fleuve.	Ouest	900-com2
Les déchets ne doivent plus être jetés dans le Maroni, faire une route pour aller sur le Maroni pour qu'il n'y ait plus de bateau pour polluer la mer.	Ouest	903-com2
Arrêter les fabrications de choses qui polluent la planète. Exemple : les batteries, les fusées, les produits dangereux.	Ouest	912-com2
Arrêter de jeter des déchets dans le Maroni.	Ouest	952-com2
Donner des poubelles aux gens, parce que à Apatou on n'en a pas, et on jette les déchets au bord de l'eau.	Ouest	953-com2
Diminuer la navigation sur les fleuves et les déchets et produits dans les fleuves	Ouest	955-com2
Faire plus de prévention dans le Maroni, parce que les gens de là-bas ne savent pas que c'est un danger de jeter des déchets dans le Maroni et les produits des agriculteurs (désherbants).	Ouest	976-com2
Diminuer la consommation de l'eau pour les choses moins importantes (lavage de voitures, pour les piscines) et éviter de jeter des déchets dans la mer.	Ouest	977-com2
Enjeux importants : éviter les déchets jetés dans la mer, éviter le désherbant.	Ouest	989-com2
Ne pas jeter des déchets dans la nature.	Ouest	999-com2
Arrêtons de jeter des produits toxiques.	Ouest	999-com2
Arrêter les destructions des criques et éviter les déchets la pollution.	Ouest	1018-com2
Gaspillage de l'eau, déchets jetés dans la mer.	Ouest	1040-com2
Ne pas polluer la mer, ne pas jeter de déchets.	Ouest	1042-com2
[traduction] Ne pas jeter les déchets au fleuve.	Ouest	1051-com2
Les décharges non recyclées, les déchets jetés dans le fleuve.	Ouest	1053-com2
[traduction] Ne pas jeter les déchets au fleuve.	Ouest	1059-com2
[traduction] Informer pour :- ne plus jeter les déchets au fleuve - recycler (ne pas gaspiller) l'eau domestique - ne plus travailler l'or	Ouest	1061-com2
[traduction] Arrêter de gaspiller l'eau.	Ouest	1062-com2
Ne plus jeter dans le fleuve et dans les criques.	Ouest	1062-com2
Enjeux importants : les utilisations pour les piscines, les déchets jetés dans la mer et les produits.	Ouest	1065-com2
Les décharges polluent l'eau.	Ouest	1069-com2
[traduction] Ne pas jeter les déchets au fleuve.	Ouest	1095-com2
- le traitement des déchets (l'impact des décharges sauvages ou non sur la nappe phréatique) - la pollution des cours d'eau et rivières	Ouest	1125-com2
Habitant de Maripasoula, une des sources de pollutions évidente et le rejet des déchets en très grande quantité que ce soit coté français ou surinamien. Il s'agit aussi bien de piles par ex très polluantes ou de déchets dont la pollution est plus visuelle. Outre la prévention et l'éducation qui sont déjà faite par certains organismes ou associations il faudrait que le préfet demande à la gendarmerie de dresser quelques contraventions qui serviraient d'exemple. Sans cela le geste poubelle sera certainement repoussé à quelques années encore alors que les fleuve est une véritable poubelle.	Ouest	8025-com2
importance de la gestion des déchets pour réduire la pollution des fleuves	Ouest	8074-com2
Désherbant		
Faire plus de prévention dans le Maroni, parce que les gens de là-bas ne savent pas que c'est un danger de jeter des déchets dans le Maroni et les produits des agriculteurs (désherbants).	Ouest	976-com2
Enjeux importants : éviter les déchets jetés dans la mer, éviter le désherbant.	Ouest	989-com2
Fusée		
Diminuer les centaines de litres d'eau utilisés par les entreprises, arrêter les destructions des criques, arrêter les lancements des fusées.	Ouest	872-com2
3. le lancement des fusées qui polluent les nuages.	Ouest	900-com2
Arrêter les fabrications de choses qui polluent la planète. Exemple : les batteries, les fusées, les produits dangereux.	Ouest	912-com2

Commentaire	Territoire	Id
Arrêter les lancements de fusées dans l'espace et éviter d'utiliser le pétrole sur la mer.	Ouest	1050-com2
Pollutions en général, produits, autres pollutions		
En Guyane il faut qu'il y ait moins de pollution car :		
* le cycle de l'eau est modifié		
* le cycle de l'azote aussi	Centre littoral	76-com2
Et il faut utiliser moins d'herbicide, pesticide et autre pour l'agriculture il vaut mieux cultiver bio.		
Les eaux des toilettes ne doivent plus être jetées dans la mer, et éviter tout produit toxique aussi et les navigations qui polluent la mer.	Ouest	864-com2
Eviter la pollution dans l'eau	Centre littoral	279-com2
Diminuer la pollution des eaux pour ? humains ? animaux	Centre littoral	299-com2
Diminuer les pollutions et mettre en place une gestion des eaux	Centre littoral	302-com2
[traduction] Nous devons tous lutter contre les pollueurs.	Ouest	632-com2
Arrêter les gens et les éviter de salir la mer.	Ouest	770-com2
Arrêtez de salir l'eau, soyez propre avec la population, la population n'est pas un déchet, l'eau n'est pas un déchet.	Ouest	810-com2
Je souhaite que l'eau soit propre et qu'on ne jette pas ses déchets dans l'eau.	Ouest	814-com2
L'eau est vraiment polluée en Guyane. Il faut renforcer l'éducation sur ça pour avoir un avenir meilleur pour le futur.	Ouest	883-com2
Arrêter les pollutions en Guyane, sinon mon futur enfant ne sera pas en bonne santé à cause de l'eau polluée.	Ouest	888-com2
Améliorer l'éducation sur la pollution de l'eau en Guyane. Parce que la plupart ne savent pas ce qu'ils font, comme ça la Guyane sera moins polluée.	Ouest	914-com2
Arrêter la pollution de la mer.	Ouest	920-com2
Arrêter les pollutions de l'eau		
Eviter les destructions des milieux aquatiques	Ouest	933-com2
Arrêter la pollution de la mer, pour l'utiliser et pour ne plus payer l'eau, parce que l'eau est gratuite. Maintenant on ne peut plus utiliser l'eau comme avant, même pas pour se laver.	Ouest	939-com2
La pollution de l'eau et les utilisations des produits de lavage de voiture au bord de l'eau.	Ouest	988-com2
Arrêter les destructions des criques et éviter les déchets la pollution.	Ouest	1018-com2
Arrêter de polluer l'eau de la mer, des rivières et des lacs.	Ouest	1023-com2
Ne pas polluer la mer, ne pas jeter de déchets.	Ouest	1042-com2
C'est une bonne chose pour la Guyane parce qu'il y a beaucoup de pollution.	Ouest	1076-com2
- le traitement des déchets (l'impact des décharges sauvages ou non sur la nappe phréatique)		
- la pollution des cours d'eau et rivières	Ouest	1125-com2
Pour moi c'est une bonne chose de diminuer les pollutions causées par l'homme comme ça on éviterait les maladies.	Ouest	1158-com2
C'est même très bien de vouloir diminuer les pollutions causées par l'homme mais je ne pense pas qu'on va y arriver, mais on peut faire de notre mieux.	Ouest	1218-com2
C'est bien de vouloir diminuer les pollutions causées par l'homme, comment allez-vous vous y prendre?	Ouest	1249-com2
Renforcer les lois de pollution, prévention et éducation – moins cher que les effets après la pollution		
Il faut faire de la pollution un problème d'euros pour eux – si on met la pollution, on doit payer pour le mal.	Ouest	1606-com2
Faire plus d'interventions sur la pollution de l'eau.	Ouest	1052-progW3
La police devrait mettre des amendes pour les gens qui polluent l'eau.	Ouest	1072-progW3
il me semble important de connaître les nappes d'eau souterraines de l'île de Cayenne afin de limiter sa pollution! beaucoup d'habitations de Cayenne ont leur propre puits et depuis deux décennies les travaux, les constructions d'immeubles et les vrd mis en place ont contaminé bon nombre de ces puits.	Centre littoral	8023-com2
Ne plus polluer l'eau de la mer et enlever les orpailleurs qui travaillent l'or sur le fleuve, et comme ça on pourra reboire l'eau et la respecter.	Ouest	937-com2
QB2d et QB8 : si possible	Centre littoral	284-QB2d

Commentaire	Territoire	Id
Rien sur le milieu marin !!! Envasement ! Rejet mercure et pollution Pêche et dragage ! Occupation du littoral (rejet eaux usées) La mangrove, pouponnière de la mer...	Centre littoral	104-com2
Le travail de l'or, un enjeu très important pour l'eau, les produits qui tuent les poissons.	Ouest	849-com2
Arrêter les pollutions diffuses	Ouest	1017-com2
Réduire les transports voiture qui est un vrai enjeu pour la planète, et les fabrications des produits qu'on trouve plus souvent dans les mers (qui tuent les poissons), et la déforestation qui devient un enjeu pour la Guyane.	Ouest	868-com2
Arrêter les fabrications de choses qui polluent la planète. Exemple : les batteries, les fusées, les produits dangereux.	Ouest	912-com2
Enjeux importants : les utilisations pour les piscines, les déchets jetés dans la mer et les produits.	Ouest	1065-com2
L'utilisation réduite des produits chimiques pour diminuer les eaux usées.	Centre littoral	361-com2
Les décharges, les produits agricoles qui polluent (chimie).	Ouest	870-com2
Les déchets jetés dans la mer, les activités chimiques fait sur la mer, arrêter les navigations sur la mer.	Ouest	845-com2
Ne pas jeter des déchets dans la nature. Arrêtons de jeter des produits toxiques.	Ouest	999-com2
Diminuer les pollutions pour les activités touristiques	Centre littoral	359-com2
Évaluation des risques de l'activité pétrolière au large des côtes, activité susceptible de polluer le littoral et les fleuves par les marées. Quels peuvent être les impacts d'une marée noire sur la qualité de l'eau potable en Guyane ?	Est	8038-com2

Substances dangereuses

Je pense que c'est une très bonne chose de mesurer la qualité de notre eau et d'éliminer les substances dangereuses dans l'eau et ça c'est prioritaire.	Ouest	1135-com2
Éliminer les substances dangereuses dans l'eau c'est une très bonne chose, car boire de l'eau sans savoir que cette eau n'est pas potable, on peut tomber malade.	Ouest	1146-com2
Je pense que d'éliminer les substances dangereuses dans l'eau c'est une très bonne chose, car si on ne les élimine pas ça peut être dangereux pour notre santé.	Ouest	1165-com2
Nous on n'a pas d'eau potable chez nous, on utilise [l'eau] de la crique. Comment allez-vous faire pour éliminer les substances dangereuses dans la crique.	Ouest	1184-com2
C'est une très bonne chose de vouloir éliminer toutes les substances dangereuses dans l'eau, mais comment allez-vous savoir si toutes les substances ont été éliminées ?	Ouest	1201-com2
Je pense qu'il faut mettre moins de javel dans l'eau. Et c'est très bien d'éliminer les substances dangereuses dans l'eau.	Ouest	1213-com2
C'est une priorité d'éliminer les substances dangereuses dans l'eau.	Ouest	1245-com2
Je trouve que c'est une très bonne chose d'éliminer les substances dangereuses dans l'eau. Exemple comme le mercure, etc...	Ouest	1340-com2
Je trouve que c'est une priorité d'éliminer les substances dangereuses dans l'eau.	Ouest	1383-com2

Information sensibilisation

Information, sensibilisation, éducation

Améliorer l'information auprès du grand public sur les problématiques de l'eau (les gîtes à moustiques et la fragilité des écosystèmes, zones humides...)	Centre littoral	99-com2
Sensibilisation de la population en tenant compte de la spécificité du territoire (langue, culture...)	Centre littoral	101-com2
L'éducation sur l'eau et son importance.	Est	190-com2
Renforcement de l'éducation sur l'eau et sa gestion	Est	191-com2
Simplifier les questions pour que tous puissent donner un avis éclairé et se sentir concernés. Adapter les différentes actions qui découleront de cette consultation (informations, ...) aux diverses communautés présentes en Guyane.	Centre littoral	213-com2
L'éducation sur la gestion des eaux de Guyane	Centre littoral	217-com2
Tout le monde doit faire un petit geste pour l'environnement	Centre littoral	236-com2
Éducation du public	Centre littoral	248-com2

Commentaire	Territoire	Id
L'éducation des gens sur les enjeux de l'eau	Centre littoral	305-com2
Mettre en place un programme de sensibilisation des gens sur les enjeux de l'eau, l'éducation, formation, etc.	Centre littoral	311-com2
Faire des reportages pour informer la population sur l'état de l'eau.	Centre littoral	363-com2
Ecrire dans le journal les enjeux importants pour l'eau.	Centre littoral	365-com2
? Lutter contre la pollution des eaux due à l'orpaillage clandestin	Ouest	463-com2
? Eduquer et informer la population sur la pollution des eaux	Ouest	463-com2
Développer un maximum de partenariats et d'interventions auprès des établissements scolaires afin de sensibiliser les jeunes le plus tôt possible et tout au long de leur scolarité.	Ouest	471-com2
L'eau est vraiment polluée en Guyane. Il faut renforcer l'éducation sur ça pour avoir un avenir meilleur pour le futur.	Ouest	883-com2
Améliorer l'éducation sur la pollution de l'eau en Guyane. Parce que la plupart ne savent pas ce qu'ils font, comme ça la Guyane sera moins polluée.	Ouest	914-com2
Faire plus de prévention dans le Maroni, parce que les gens de là-bas ne savent pas que c'est un danger de jeter des déchets dans le Maroni et les produits des agriculteurs (désherbants).	Ouest	976-com2
[traduction] Informer pour :- ne plus jeter les déchets au fleuve - recycler (ne pas gaspiller) l'eau domestique - ne plus travailler l'or	Ouest	1061-com2
C'est une très bonne chose de renforcer l'éducation, la formation et la gouvernance sur l'eau.	Ouest	1172-com2
Si la gestion des milieux aquatiques doit permettre d'en concilier les usages, pour leur protection et leur mise en valeur, donc c'est une très bonne chose de renforcer l'éducation, la formation et la gouvernance.	Ouest	1191-com2
Renforcer l'éducation, la formation et la gouvernance sur l'eau, si elle passe par l'éducation et la formation de tous aux bons gestes au quotidien et de bonnes pratiques dans les activités, donc c'est prioritaire.	Ouest	1225-com2
Si elle passe par l'éducation et la formation de tous aux bons gestes au quotidien et de bonnes pratiques dans les activités donc je pense que c'est une bonne chose.	Ouest	1264-com2
Je pense que c'est une bonne chose qu'elle passe par l'éducation et la formation de tous aux bons gestes au quotidien et de bonnes pratiques dans les activités.	Ouest	1293-com2
Si cette gestion inclut la mise en œuvre de bonnes pratiques dans les activités et l'emploi de bons gestes au quotidien, je pense que c'est une bonne chose.	Ouest	1378-com2
Avoir plus d'informations sur la qualité de l'eau distribuée dans nos réseaux et notamment la composition en minéraux.	Centre littoral	8085-com2
Réaliser régulièrement des analyses approfondies des différents milieux aquatiques, et mettre les résultats de ces analyses à la disposition de tous.	Centre littoral	8113-com2
Intégrer des campagnes de sensibilisation dans les écoles	Savanes	8116-com2
Il faut insister sur l'éducation. Le Guyane regorge de richesses naturelles (autre que minerai ou pétrole...) il faut apprendre aux plus jeunes à les respecter et à les préserver. Ce n'est qu'en insistant sur les jeunes générations qu'une sauvegarde de ces ressources sera possible au long terme.	Centre littoral	8131-com2
il faudrait en priorité familiariser les enfants dans les écoles à ces problèmes de gestion de l'eau.	Savanes	8132-com2
Par la presse, donner les résultats de cette enquête : merci!	Centre littoral	2-progW3
Un peu plus de promotion sur ce genre de questionnaire. Enormément de guyanais ne sont pas au courant de ce qui se passe concernant l'eau.	Savanes	16-progW3
La formation et de l'éducation des personnes	Est	175-progW3
Formation sur la gestion de l'eau	Est	184-progW3
Education sur la gestion de l'eau	Est	185-progW3
Assainissement des eaux usées, l'éducation sur l'environnement et la population de Guyane	Est	200-progW3
Plus d'information pour sensibiliser les gens	Centre littoral	248-progW3
C'est important d'informer au programme les gens, c'est une bonne initiative.	Centre littoral	260-progW3
C'est aborder les personnes de plus souvent.	Centre littoral	268-progW3
Favoriser les interventions de sensibilisation	Centre littoral	303-progW3
Sensibilisation des gens	Centre littoral	305-progW3
Mobilisation éducation de base	Centre littoral	310-progW3
C'est important de continuer de voir les personnes dans d'autres départements reculés.	Centre littoral	356-progW3
? Informer et éduquer les élus locaux (maire) sur l'enjeu de ce travail	Ouest	463-progW3
? Informer la population sur les avancements du travail par courrier ou médias	Ouest	463-progW3

Commentaire	Territoire	Id
Faire plus d'interventions sur la pollution de l'eau.	Ouest	1052-progW3
Améliorer les interventions dans les quartiers.	Ouest	1058-progW3
Distribuer des documents aux gens des enjeux qu'ils doivent éviter.	Ouest	1065-progW3
Il faut proposer aux habitants de participer à des actions pour la protection de l'eau.	Ouest	1067-progW3
Parler à la population pour qu'ils [comprennent] pourquoi c'est important de ne pas polluer l'eau.	Ouest	1088-progW3
Apprendre aux gens les enjeux majeurs qu'ils ne doivent pas faire.	Ouest	1090-progW3
Parler à la population de ne pas polluer l'eau.	Ouest	1093-progW3
Sensibiliser les élèves dans les écoles quant à l'importance de l'eau.	Ouest	1598-progW3
une meilleure information à destination des usagers concernant le traitement des eaux usées et la qualité de l'eau potable. Réfléchir à une meilleure gestion de l'eau, par exemple utiliser de l'eau non potable pour les pompiers.	Centre littoral	8063-progW3
Mieux informer la population (publi-reportages télévisés et disponibles sur Internet) sur le rôle de chaque acteur de l'eau en Guyane : l'Etat et ses organismes, les Collectivités locales et leurs organismes, les opérateurs nationaux présents en Guyane (Véolia, etc.) et leurs modalités de participation ou d'action.	Ouest	8093-progW3
Essayer d'impliquer au maximum tous les professionnels dont l'activité a un impact direct sur la qualité des eaux, afin de mettre en place avec eux, des solutions pour diminuer ces pollutions.	Centre littoral	8113-progW3
Il sera pour cela plus qu'intéressant de développer des sorties sur le terrain (plusieurs !) avec les scolaires. Même si cela n'est pas évident avec les contraintes administratives et judiciaires actuelles... Mais il ne faut rien lâcher !	Centre littoral	8131-progW3

Concertation

La mise à jour périodique du SDAGE doit être le résultat d'une collaboration et d'un échange permanent et participatif avec la population.	Centre littoral	1-progW2
Faire un pas de côté et aller rencontrer pas sous forme de questionnaire (1 fois de plus), mais de rencontre authentique pour vote des propositions des usagers habitants.	Centre littoral	135-progW3
C'est important de le renouveler une fois par an.	Centre littoral	358-progW3
Associer un peu plus les acteurs des sites isolés.	Ouest	1555-progW3
Il faut associer plus de personnes à cette cause, surtout les gens des sites isolés qui payent des fortunes pour une qualité d'eau passable.	Ouest	1564-progW3
Associer les peuples autochtones à tous les programmes et planification de sauvegarde des ressources stratégiques en Guyane .	Ouest	8052-progW3

Prix de l'eau / tarification

Appliquer des tarifs d'eau convenables par une gestion économique pour le budget de chaque habitant	Centre littoral	2-com2
Pour moi l'aide de l'eau est très important pour les gens qui payent pour l'eau et je pense aussi que c'est une bonne chose pour nous. Plutôt très bien parce que sans l'eau on peut rien faire et on peut même mourir si on n'a pas d'eau.	Ouest	7-com2
L'eau de Kourou et autres villes de Guyane est infecte, pour moi non propre à la consommation. La filtration et le traitement laissent à désirer. L'eau coûte cher et on est obligé d'acheter des bouteilles.	Savanes	17-com2
Taxer davantage les eaux "minérales" en bouteilles plastique avec taxe reversée à recherche et protection de l'environnement	Savanes	18-com2
Economiser de l'eau et de la valoriser pour la santé pour le monde entier, une loi sur la gestion des eaux pour payer beaucoup plus (?) de taxes sur les eaux	Centre littoral	304-com2
L'eau devrait être gratuite.	Ouest	557-com2
Plus de protection sur l'eau potable et plus d'économie	Ouest	705-com2
Diminuer le prix de l'eau pour la population car il y a ceux qui n'ont pas les moyens.	Ouest	746-com2
De nos jours l'eau est vraiment chère, tout a changé sur l'eau !	Ouest	756-com2
L'eau doit être naturelle et propre et plus économique.	Ouest	757-com2
Pour toute la population, moi je vous dis que l'eau est vraiment chère et que nous avons besoin d'une baisse de prix sur l'eau.	Ouest	772-com2
L'eau est vraiment chère.	Ouest	793-com2
Je ne sais pas pourquoi l'eau est si chère ?	Ouest	806-com2
Nous avons besoin d'un changement sur l'eau, c'est-à-dire le paiement de l'eau est très cher.	Ouest	816-com2
Plus d'économie sur l'eau	Ouest	818-com2
L'eau est trop chère parce que c'est l'eau de la rivière qu'on boit.	Ouest	829-com2

Commentaire	Territoire	Id
Faites que y a un changement et plus de sécurité, la propreté également l'économie.	Ouest	839-com2
L'eau est trop chère.	Ouest	841-com2
Pour le monde entier, il faut réparer les chutes d'eau et il faut que l'eau soit tout le temps propre à toute la population et pour avoir plus d'économie.	Ouest	842-com2
Baisser la facture d'eau, et mettre en place des gens qui contrôlent les mers, parce qu'il y a trop de déchets qui naviguent sur les mers.	Ouest	890-com2
Mettre en place des fontaines non payantes pour les quartiers pauvres.	Ouest	922-com2
Baisser les factures d'eau pour les gens qui n'ont pas les moyens.	Ouest	929-com2
Arrêter la pollution de la mer, pour l'utiliser et pour ne plus payer l'eau, parce que l'eau est gratuite. Maintenant on ne peut plus utiliser l'eau comme avant, même pas pour se laver.	Ouest	939-com2
L'eau est chère, c'est pour ça qu'on dit tout le temps aux enfants de ne pas gaspiller l'eau.	Ouest	1105-com2
L'eau est chère, c'est pour ça qu'il faut veiller à ce que son robinet ne fuie pas.	Ouest	1106-com2
Il faut savoir que l'eau est chère, chaque goutte d'eau coûte de l'argent.	Ouest	1108-com2
Je propose que l'on puisse avoir notre propre bassin, que tout soit traité en Guyane, afin que nos factures soient moindres.	Ouest	1122-com2
Pour moi ce que vous faites c'est pour le bien de la population. C'est une très bonne chose sur en parlant de l'économie d'eau.	Ouest	1138-com2
La tarification incitant aux économies d'eau c'est une bonne chose, ça nous permettra de payer moins cher.	Ouest	1141-com2
Je pense que prioritairement c'est que tout le monde ait de l'eau potable chez eux et faire de l'économie.	Ouest	1149-com2
Si la politique de tarification des services liés à l'eau doit inciter tous les usagers à des économies d'eau ainsi qu'à utiliser la ressource sans nuire aux milieux aquatiques, donc je pense que c'est une bonne chose.	Ouest	1203-com2
Si les paiements des usagers des services d'eau doivent couvrir les dépenses inhérentes à ces services donc je pense que c'est une très bonne chose.	Ouest	1268-com2
C'est une très bonne chose qu'il existe une solidarité de la tarification entre communes de l'intérieur et du littoral.	Ouest	1272-com2
Si la politique de tarification des services liés à l'eau doit inciter tous les usagers à des économies d'eau ainsi qu'à utiliser la ressource sans nuire aux milieux aquatiques.	Ouest	1275-com2
Je pense que c'est une très bonne chose qu'il existe une solidarité de la tarification entre communes de l'intérieur et du littoral.	Ouest	1347-com2
Réduire les coûts de l'eau dans les sites isolés, égalité pour tous car on vit et on est en France.	Ouest	1555-com2
Réduire les coûts de l'eau dans les sites isolés, après tout on est en France quelque soit la zone où on se trouve (alors égalité pour tous car nous payons tous.	Ouest	1564-com2
Renforcer les lois de pollution, prévention et éducation – moins cher que les effets après la pollution Il faut faire de la pollution un problème d'euros pour eux – si on met la pollution, on doit payer pour le mal.	Ouest	1606-com2
Il faut plus de transparence sur la facturation de l'eau en Guyane, vis à vis du consommateur.	Ouest	8093-com2
L'eau est trop chère.	Centre littoral	120-progW3
Baisser les factures d'eau : gérer nos propres bassins	Ouest	1081-progW3
QB4 : On ne devrait payer que pour l'eau qu'on achète.	Centre littoral	245-QB4

Orpillage / mercure

Le mercure ça cause du danger pr l'homme dans l'eau.	Est	176-com2
Analyser régulièrement la teneur en mercure des cours d'eau.	Est	192-com2
Les problèmes causés par le mercure et du javel	Centre littoral	318-com2
Arrêter de mettre le mercure dans l'eau, ça cause du problème pour les poissons et ça cause aussi des problèmes de santé sur l'homme.	Ouest	319-com2
Développer l'accès à l'eau potable dans les zones (reculées) éloignées de la Guyane pour éviter une mauvaise utilisation de certaines eaux sur place. Ex : eau de rivières remplies de mercure.	Centre littoral	348-com2
[traduction] Le ministère de la santé doit mieux observer les orpailleurs afin d'éviter la pollution au mercure.	Ouest	1117-com2
Je trouve que c'est une très bonne chose d'éliminer les substances dangereuses dans l'eau. Exemple comme le mercure, etc...	Ouest	1340-com2
Comme les orpailleurs qui salissent l'eau et bien sûr toutes ces bouteilles jetées dans la rivière donc pourquoi pas. L'eau potable.	Ouest	12-com2

Commentaire	Territoire	Id
Continuer à préserver les fleuves de l'orpaillage qui fait beaucoup de dégâts	Centre littoral	244-com2
? Lutter contre la pollution des eaux due à l'orpaillage clandestin	Ouest	463-com2
? Eduquer et informer la population sur la pollution des eaux		
Enjeux importants : ne pas laisser les robinets ouverts, économiser l'eau potable, et les orpailleurs doivent arrêter de polluer l'eau de la mer.	Ouest	717-com2
Arrêter les activités aurifères qui est l'une des activités qui pollue l'eau en Guyane, et les déchets jetés dans la mer.	Ouest	847-com2
Le travail de l'or, un enjeu très important pour l'eau, les produits qui tuent les poissons.	Ouest	849-com2
La travail de l'or pollue le Maroni et rend malade les poissons.	Ouest	886-com2
2. Les produits toxiques utilisés par les travailleurs d'or.	Ouest	900-com2
Ne plus polluer l'eau de la mer et enlever les orpailleurs qui travaillent l'or sur le fleuve, et comme ça on pourra reboire l'eau et la respecter.	Ouest	937-com2
Enjeux : transport, travail de l'or en Guyane.	Ouest	1043-com2
[traduction] Informer pour :- ne plus jeter les déchets au fleuve - recycler (ne pas gaspiller) l'eau domestique - ne plus travailler l'or	Ouest	1061-com2
[traduction] Le ministère de la santé doit mieux observer les orpailleurs afin d'éviter la pollution au mercure.	Ouest	1117-com2
Concernant l'orpaillage clandestin, ils doivent essayer d'arrêter ça, pour l'homme, c'est très dangereux surtout pour les femmes enceintes.	Ouest	1121-com2
Je pense que c'est pas une bonne chose de travailler trop de l'orpaillage clandestin.	Ouest	1123-com2
Si vous pouviez dire aux orpailleurs de travailler moins ça m'irait, car j'aimerais pas tomber malade en mangeant du poisson, car j'aime beaucoup le poisson.	Ouest	1133-com2
Comment allez-vous faire comprendre aux orpailleurs de ne plus travailler l'or ?	Ouest	1151-com2
Avez-vous pensé que si on interdit les activités aurifères, on n'aurait plus d'or, et les orpailleurs qu'est-ce qu'il vont faire : voler (cambrioler), tout simplement, parce qu'ils n'auront plus de travail.	Ouest	1209-com2
C'est une bonne chose de vouloir dire aux orpailleurs illégaux de travailler moins d'or, mais comment allez-vous leur faire comprendre.	Ouest	1306-com2
C'est très intéressant votre travail, mais comment vous allez faire pour dire aux orpailleurs de travailler moins d'or.	Ouest	1325-com2
C'est une bonne chose que la lutte contre l'orpaillage illégal a été classée en deuxième priorité, mais si on lutte contre l'orpaillage que vont faire les orpailleurs ?	Ouest	1379-com2
pollution orpaillage	Ouest	1577-com2
- Prévention et éducation à l'économie d'eau (lavage voiture, arrosage la nuit, ...)	Ouest	1605-com2
- durcissement de la lutte contre l'orpaillage		
L'orpaillage alluvionnaire dans le lit mineur des crique doit être interdit pour maintenir une qualité des eaux	Centre littoral	8001-com2
Ce programme de travail ne suffit pas pour arrêter les enjeux de la Guyane. Exemple : le travail de l'or dans le Maroni.	Ouest	869-progW3
Faire la police, enlever les travailleurs d'or dans le Maroni.	Ouest	886-progW3
Je pense qu'il faut davantage s'occuper de la pollution par le mercure des eaux troubles car cela nuit à la santé des habitants concernés.	Ouest	1084-progW3
C'est une bonne chose de vouloir dire aux orpailleurs de ne plus travailler l'or, avez-vous pensé que s'ils ne travaillent plus l'or ils vont vouloir voler ?	Ouest	1152-progW3
Ne concéder aucune dérogation au respect des normes environnementales à l'industrie minière. Et ce quelles que soient les conséquences sur cette industrie.	Savanes	8002-progW3
La protection des eaux suppose une guerre sans faille à l'orpaillage clandestin, mais également un contrôle strict des activités dites "légales", qui ne resteront propres que si leurs acteurs connaissent les risques qu'ils encourent à polluer en silence...	Savanes	8123-progW3
QN4 : Orpaillage ? mercure	Est	194-QN4

Commentaire	Territoire	Id
Gestion et importance de l'eau		
Importance de l'eau		
Pour moi l'aide de l'eau est très important pour les gens qui payent pour l'eau et je pense aussi que c'est une bonne chose pour nous. Plutôt très bien parce que sans l'eau on peut rien faire et on peut même mourir si on n'a pas d'eau.	Ouest	7-com2
Avoir l'eau potable c'est bon pour l'environnement et aussi la santé. Si on a pas l'eau potable on risque d'être tombé malade. Ex : des bactéries, on peut attraper la dengue si on garde l'eau dans un bassin plusieurs jours.	Ouest	8-com2
LUILMEO [?] Tout est important pour que la civilisation vive.	Centre littoral	107-com2
[traduction] En tant qu'adulte, plus nous devenons vieux, plus il est essentiel pour nous d'avoir accès à l'eau du robinet. On boit beaucoup d'eau.	Ouest	376-com2
L'eau est important !!!	Ouest	409-com2
L'eau est très bien.	Ouest	421-com2
Le monde meurt quand il n'y a pas de l'eau.	Ouest	422-com2
De l'eau c'est la vie	Ouest	424-com2
Important c'est affaire [à faire]	Ouest	425-com2
Il faut de l'eau pour mes plants.	Ouest	426-com2
Mes organes ont besoin d'eau potable.	Ouest	627-com2
Sans eau, la terre et tout ce qu'elle renferme meurt.	Ouest	628-com2
La population a besoin d'eau.	Ouest	629-com2
[traduction] L'eau c'est la vie. L'eau n'est pas une ressource inépuisable.	Ouest	631-com2
Le monde meurt quand il n'y a pas d'eau.	Ouest	654-com2
Prenez soin de l'eau car sans eau nous ne sommes rien.	Ouest	812-com2
Sans l'eau potable on n'est pas en sécurité.	Ouest	826-com2
Le futur, l'avenir sur l'eau potable, c'est notre avenir à tous.	Ouest	840-com2
Toute la Guyane doit avoir de l'eau parce que c'est important.	Ouest	1044-com2
[traduction] Pour moi c'est une bonne chose d'aborder ce sujet. L'eau est la chose la plus importante dont une personne a besoin. On ne peut pas vivre sans eau.	Ouest	1104-com2
[traduction] Nous devons avoir à l'esprit que sans eau nous ne pouvons pas vivre.	Ouest	1107-com2
L'eau est une source de vie qu'on boit tous les jours et pour ça je tiens à remercier notre Dieu.	Ouest	1110-com2
J'ai beaucoup coché important car avoir de l'eau potable c'est quelque chose que tout le monde n'a pas.	Ouest	1112-com2
Pour moi presque tout est prioritaire car personne ne peut vivre sans eau.	Ouest	1113-com2
J'aime bien votre travail je pense que moi aussi j'aurai un travail comme vous. Quand on parle de l'eau c'est toujours quelque chose de prioritaire.	Ouest	1140-com2
C'est une très bonne chose car l'eau c'est la vie, personne ne peut vivre sans eau.	Ouest	1202-com2
L'eau c'est la vie, personne ne peut vivre sans eau.	Ouest	1283-com2
L'eau doit impérativement rester un bien commun.	Savanes	8117-com2
Pour tout vous dire le programme que vous avez choisi est très important car avoir de l'eau potable c'est quelque chose que tout le monde n'a pas.	Ouest	1102-progW3
Pour moi c'est un succès de répondre à votre questionnaire car on ne peut pas vivre sans eau.	Ouest	1114-progW3
Pour tout vous dire ce programme que vous avez choisi est très important, car avoir de l'eau potable c'est quelque chose qui n'arrive pas à tout le monde.	Ouest	1321-progW3
Gestion et autres considérations générales		
Je trouve qu'anticiper ces évolutions permet d'adapter nos politiques et nos pratiques pour sauvegarder les ressources naturelles, organiser le partage de l'eau et réduire la vulnérabilité des populations et des activités sont des priorités.	Ouest	1319-com2
QN3 : Ce n'est pas s'adapter, mais faire en sorte que le réchauffement baisse.	Centre littoral	247-QN3
Si la bonne gestion des milieux et des ressources passe d'abord par une bonne connaissance de leur fonctionnement, de leur état et de leur réaction face à des perturbations extérieures donc c'est une bonne chose.	Ouest	1238-com2
La bonne gestion des milieux et des ressources passe d'abord par une bonne connaissance de leur fonctionnement, de leur état et de leur réaction face à des perturbations extérieures.	Ouest	1260-com2

Les grands enjeux du bassin de Guyane

Commentaire	Territoire	Id
il me semble important de connaître les nappes d'eau souterraines de l'île de Cayenne afin de limiter sa pollution! beaucoup d'habitations de Cayenne ont leur propre puit et depuis deux décennies les travaux, les constructions d'immeubles et les vrd mis en place ont contaminé bon nombre de ces puits.	Centre littoral	8023-com2
Recenser l'existant pour assurer une réflexion sur les programmations à venir. Pour l'heure beaucoup de projets sans réflexion préalable.	Centre littoral	14-progW3
développer des outils d'analyse des réseaux hydrographiques, notamment sur les temps de réponse vis à vis de la pollution. Réaliser Schéma départemental d'orientation sur l'utilisation des cours d'eau (notamment vis à vis des projets de barrage hydro-électrique, les fleuves le tourisme, la pêche, bassin versant à "vocation" minière)	Centre littoral	8112-progW3
Priorité doit être donnée au développement du pays et au bien-être des hommes, dans un équilibre qui replace la protection des zones humides plutôt hors de la zone littorale.	Centre littoral	140-com2
Il faut continuer à préserver la nature et favoriser l'harmonie avec l'environnement.	Centre littoral	228-com2
Il faut prendre soin de notre environnement.	Centre littoral	285-com2
L'eau sera le futur enjeu des prochaines guerres, suite aux fontes des glaces du massif himalayen (alimentant 2 milliards d'individus) ainsi que des autres zones glacées (kilimandjaro, Alpes, Andes, etc.). Une réflexion sur une meilleure répartition de l'eau à l'échelle mondiale serait opportune.	Centre littoral	8008-com2
La sécurité de la nature doit être plus développée.	Ouest	865-progW3
Surveiller constamment les problèmes de l'eau pour la santé et l'hygiène de tous	Centre littoral	2-com2
Avoir l'eau potable c'est bon pour l'environnement et aussi la santé. Si on a pas l'eau potable on risque d'être tombé malade. Ex : des bactéries, on peut attraper la dengue si on garde l'eau dans un bassin plusieurs jours.	Ouest	8-com2
Contacter la société PAL à Paris, elle est spécialiste dans ce domaine.	Savanes	17-progW3
Mettre en place une gestion de l'eau pour toute la population de Cayenne Onozo	Est	197-com2
Diminuer les pollutions et mettre en place une gestion des eaux	Centre littoral	302-com2
Déterminer les zones prioritaires	Ouest	486-com2
Je trouve que c'est une bonne idée qu'on ait mis des fontaines et des pompes à bras pour ceux qui n'ont pas accès à l'eau potable. Je crois que c'est l'Etat qui doit prendre tout ça en charge.	Ouest	1120-com2
Je propose que l'on puisse avoir notre propre bassin, que tout soit traité en Guyane, afin que nos factures soient moindres.	Ouest	1122-com2
Si la gestion des milieux aquatiques doit permettre d'en concilier les usages, pour leur protection et leur mise en valeur, donc c'est une très bonne chose.	Ouest	1234-com2
Je pense que si la gestion des milieux aquatiques doit permettre d'en concilier les usages, pour la protection et leur mise en valeur, donc pour moi c'est une bonne chose.	Ouest	1302-com2
Si la gestion des milieux aquatiques doit permettre d'en concilier les usages, pour leur protection et leur mise en valeur, alors c'est une très bonne chose.	Ouest	1360-com2
Mise en place de principes d'autogestion sur une base "gagnant-gagnant" au niveau des populations locales Partenariat avec les organismes dits publics et les organismes privés (pour rappels c'est l'affaire de tous)	Centre littoral	8054-com2
Avec des milliers de kilomètres de cours d'eau, de masses d'eau souterraines mais aussi côtières, l'eau est omniprésente en Guyane. Sa quantité, sa qualité et ses utilisations sont des enjeux majeurs pour l'avenir du territoire guyanais. Parmi les enjeux identifiés comme prioritaires pour le SDAGE, trois sur cinq concernent directement les orientations et objectifs inscrits dans la charte: 1. Alimentation en eau potable et assainissement en visant le rattrapage en équipement des sites isolés 2. Pollution et déchets: le risque de non atteinte du bon état écologique des cours d'eau d'ici 2015 existe vraiment notamment en raison de l'impact de l'orpaillage clandestin. Ce diagnostic de risque est repris par la charte. 3. Connaissance et gestion des milieux aquatiques: l'état des lieux a montré des lacunes criantes dans les données disponibles. Or ces données pourraient permettre d'identifier les impacts des modes de vie sur les communautés aquatiques. Le PAG s'engage donc dans des programmes scientifiques permettant de contribuer à cela: PME, modernisation des ZNIEFF, RIMNES, la veilles mensuelles des MES. De plus, le PAG inscrit dans le principe D de sa charte le développement de la coopération avec les aires protégées des pays frontaliers et les pays de l'Amérique.	Centre littoral	8083-com2
la gestion des flux d'eaux pluviales est totalement occultée sur les nombreux projets immobiliers fleurissant en Guyane. On s'en préoccupe que si un riverain subit des inondations. Le document loi sur l'eau est-il toujours déposé avant tout début de travaux? J'en doute.	Centre littoral	8124-com2
Mettre en place une gestion de l'eau	Centre littoral	316-progW3
Priorité aux champs !	Ouest	574-progW3
Ce programme de travail doit arriver dans le Maroni pour aider les gens.	Ouest	889-progW3
Evaluer les moyens de prévention.	Ouest	902-progW3

Les grands enjeux du bassin de Guyane

Commentaire	Territoire	Id
une meilleure information à destination des usagers concernant le traitement des eaux usées et la qualité de l'eau potable. Réfléchir à une meilleure gestion de l'eau, par exemple utiliser de l'eau non potable pour les pompiers.	Centre littoral	8063-progW3
Une importance particulière devra être accordée à la réflexion sur l'adaptation de la réglementation sur l'eau au territoire.	Centre littoral	8083-progW3
développer des outils d'analyse du réseaux hydrographiques, notamment sur les temps de réponse vis à vis de pollution. Réaliser Schéma départemental d'orientation sur l'utilisation des cours d'eau (notamment vis à vis des projet de barrage hydro-électrique, les fleuves le tourisme, la pêche, bassin versant à "vocation" minière)	Centre littoral	8112-progW3
Mettre en place un planning pour la mise en application des propositions formulées dans le questionnaire	Centre littoral	335-progW3
Comment hiérarchiser les priorités mises en valeur par les questions? Comment analyser les résultats, lorsque chaque question semble prioritaire?	Ouest	8075-progW3

Navigation / transport

QB8 : Ton possible. Fleuve non navigable.	Ouest	821-QB8
Diminuer la navigation sur la mer, un enjeu pour l'eau.	Ouest	843-com2
Les déchets jetés dans la mer, les activités chimiques fait sur la mer, arrêter les navigations sur la mer.	Ouest	845-com2
Les eaux des toilettes ne doivent plus être jetées dans la mer, et éviter tout produit toxique aussi et les navigations qui polluent la mer.	Ouest	864-com2
Réduire les transports voiture qui est un vrai enjeu pour la planète, et les fabrications des produits qu'on trouve plus souvent dans les mers (qui tuent les poissons), et la déforestation qui devient un enjeu pour la Guyane.	Ouest	868-com2
Diminuer la navigation à moteur pétrole, ça pollue la mer.	Ouest	901-com2
Les déchets ne doivent plus être jetés dans le Maroni, faire une route pour aller sur le Maroni pour qu'il n'y ait plus de bateau pour polluer la mer.	Ouest	903-com2
Diminuer la navigation sur les fleuves et les déchets et produits dans les fleuves	Ouest	955-com2
Arrêter la navigation sur les fleuves.	Ouest	1000-com2
Enjeux : transport, travail de l'or en Guyane.	Ouest	1043-com2
Arrêter les lancements de fusées dans l'espace et éviter d'utiliser le pétrole sur la mer.	Ouest	1050-com2
Eviter les navigations sur la mer avec des engins à base de pétrole.	Ouest	1066-com2
Je pense qu'il faut faire sauter les roches pour que les sauts soient moins agressifs, et aussi il faut faire construire un canal qui part de Saint-Laurent jusqu'à Maripasoula.	Ouest	1131-com2
Pour l'amélioration des franchissements de sauts, je pense qu'il faut faire sauter les roches.	Ouest	1147-com2
Si la navigation des fleuves est essentielle en toute saison pour désenclaver les communes isolées, qu'allez-vous faire avec les sauts ? Je pense que vous devriez faire sauter les rochers.	Ouest	1173-com2
Je trouve que pour améliorer les franchissements de sauts, il faut faire sauter les rochers.	Ouest	1233-com2
Pour l'amélioration des franchissements de sauts, je pense qu'il faut faire sauter les rochers.	Ouest	1252-com2
Pour l'amélioration des franchissements de sauts, cales et appontements pour l'embarquement et le débarquement,	Ouest	1362-com2
QB2e [pollution transport] : 2 croix	Centre littoral	129-QB2e
développer désenclavement routier	Centre littoral	1-QB8
QB8[navigation] : Motorisation 2T ? 4T	Centre littoral	104-QB8
QB8 : Ce genre d'aménagement peut favoriser la circulation des voleurs.	Centre littoral	245-QB8
QB2d et QB8 : si possible	Centre littoral	284-QB8

Gaspillage

Eviter le gaspillage et de pas le pauluer???? la filtration	Centre littoral	268-com2
Economiser de l'eau et de la valoriser pour la santé pour le monde entier, une loi sur la gestion des eaux pour payer beaucoup plus (?) de taxes sur les eaux	Centre littoral	304-com2
[traduction] L'eau c'est la vie. L'eau n'est pas une ressource inépuisable.	Ouest	631-com2
Plus de protection sur l'eau potable et plus d'économie	Ouest	705-com2
Ne pas gaspiller l'eau potable.	Ouest	711-com2
Préservation de l'eau. Exemple : ne pas laisser le robinet ouvert, la douche, le lavabo. Ne pas gaspiller (économiser l'eau potable).	Ouest	713-com2

Les grands enjeux du bassin de Guyane

Commentaire	Territoire	Id
Enjeux importants : ne pas laisser les robinets ouverts, économiser l'eau potable, et les orpailleurs doivent arrêter de polluer l'eau de la mer.	Ouest	717-com2
L'importance : - la gestion de l'eau (pas de gaspillage) - sa propreté : fournir à tous une eau potable.	Ouest	832-com2
Diminuer les centaines de litres d'eau utilisés par les entreprises, arrêter les destructions des criques, arrêter les lancements des fusées.	Ouest	872-com2
Eviter le gaspillage de l'eau, utiliser l'eau de pluie et l'eau de mer.	Ouest	916-com2
Ne plus polluer l'eau chez soi et utiliser l'eau lorsqu'on en a besoin, ne plus laver les voitures avec l'eau du robinet.	Ouest	917-com2
Eviter les fuites d'eau chez soi.	Ouest	986-com2
Gaspillage de l'eau, déchets jetés dans la mer.	Ouest	1040-com2
Protéger l'eau, ne pas la gaspiller.	Ouest	1041-com2
[traduction] Informer pour :- ne plus jeter les déchets au fleuve - recycler (ne pas gaspiller) l'eau domestique - ne plus travailler l'or	Ouest	1061-com2
[traduction] Arrêter de gaspiller l'eau. Ne plus jeter dans le fleuve et dans les criques.	Ouest	1062-com2
Il faut bien penser à quoi l'eau va nous servir avant même d'ouvrir le robinet.	Ouest	1103-com2
L'eau est chère, c'est pour ça qu'on dit tout le temps aux enfants de ne pas gaspiller l'eau.	Ouest	1105-com2
L'eau est chère, c'est pour ça qu'il faut veiller à ce que son robinet ne fuie pas.	Ouest	1106-com2
Il faut savoir que l'eau est chère, chaque goutte d'eau coûte de l'argent.	Ouest	1108-com2
- Prévention et éducation à l'économie d'eau (lavage voiture, arrosage la nuit, ...) - durcissement de la lutte contre l'orpaillage	Ouest	1605-com2
apprenons a economiser l'eau et prendre conscience qu'elle nous est vitale!	Centre littoral	8023-progW3
Aménagement		
Vous ne pourrez pas répondre à l'ensemble des enjeux cités, qui en fait sont tous importants. Une gestion du foncier agricole tenant compte des enjeux hydriques est également important.	Ouest	8037-com2
Si la rivière est souvent un élément structurant des projets d'urbanisme que pouvons-nous y faire!	Ouest	1232-com2
Réduire les transports voiture qui est un vrai enjeu pour la planète, et les fabrications des produits qu'on trouve plus souvent dans les mers (qui tuent les poissons), et la déforestation qui devient un enjeu pour la Guyane.	Ouest	868-com2
limiter les déforestations en bordure de cour d'eau pour éviter le ruissellement d'eau chargée de matière en suspension pendant la saison des pluies (et pour conserver une ripisylve).	Centre littoral	8043-com2
Diminuer les centaines de litres d'eau utilisés par les entreprises, arrêter les destructions des criques, arrêter les lancements des fusées.	Ouest	872-com2
Arrêter les pollutions de l'eau	Ouest	933-com2
Eviter les destructions des milieux aquatiques	Ouest	1018-com2
Arrêter les destructions des criques et éviter les déchets la pollution.	Ouest	1018-com2
Zones humides		
Il y a trop de marécage à SLM	Ouest	375-com2
C'est même une très bonne chose d'intégrer les zones humides, car j'aime pas quand les maisons des gens sont inondées.	Ouest	1142-com2
C'est une bonne chose d'intégrer les zones humides, comme ça on éviterait l'épuration de l'eau et le tamponnement des inondations.	Ouest	1228-com2
C'est une très bonne chose d'assurer la préservation des zones humides	Ouest	1329-com2
QB7 : Important pour les écosystèmes	Centre littoral	248-QB7

Les grands enjeux du bassin de Guyane

Commentaire	Territoire	Id
Autres nouveaux thèmes		
Aspects sociaux ou de sécurité		
Il serait bien d'améliorer la situation des personnes vivant dans des situations précaires.	Centre littoral	238-com2
La sécurité, éducation (de base familiale pour les mineurs	Centre littoral	309-com2
Garantir un minimal d'eau potable aux plus démunis.	Centre littoral	358-com2
Donner l'accès à l'eau courante à tous, surtout aux citoyens français qui sont taxés, imposés, mais qui n'ont pas le droit au logement et à l'eau.	Ouest	821-com2
Pas de privatisation de l'eau , droits des peuples autochtones sur les ressources en eaux douces . Reconnaitre la vision holistique des peuples autochtones sur leurs territoires ancestraux ...	Ouest	8052-com2
Avant tout ceci, travailler sur la notion de respect (tout azimut) et de responsabilité !!	Est	194-progW3
Mettre un programme de l'eau potable pour les familles en difficulté	Centre littoral	304-progW3
La sécurité, éducation de base familiale pour les enfants	Centre littoral	309-progW3
Lavages de voitures		
Des enjeux importants : l'utilisation des lavages de voiture, l'utilisation des piscines	Ouest	6-com2
Ne plus polluer l'eau chez soi et utiliser l'eau lorsqu'on en a besoin, ne plus laver les voitures avec l'eau du robinet.	Ouest	917-com2
Diminuer la consommation de l'eau pour les choses moins importantes (lavage de voitures, pour les piscines) et éviter de jeter des déchets dans la mer.	Ouest	977-com2
La pollution de l'eau et les utilisations des produits de lavage de voiture au bord de l'eau.	Ouest	988-com2
Un enjeu très important : les lavages de voiture au bord de l'eau qu'il faut vraiment éviter.	Ouest	1073-com2
- Prévention et éducation à l'économie d'eau (lavage voiture, arrosage la nuit, ...) - durcissement de la lutte contre l'orpaillage	Ouest	1605-com2
Piscines		
Des enjeux importants : l'utilisation des lavages de voiture, l'utilisation des piscines	Ouest	6-com2
Diminuer la consommation de l'eau pour les choses moins importantes (lavage de voitures, pour les piscines) et éviter de jeter des déchets dans la mer.	Ouest	977-com2
Enjeux importants : les utilisations pour les piscines, les déchets jetés dans la mer et les produits.	Ouest	1065-com2
Inondations		
Problème de l'inondation	Centre littoral	222-com2
Je pense qu'il faut suggérer aux gens de ne pas construire leur habitation dans des zones humides, comme ça ils éviteraient les inondations. Je pense que c'est une bonne chose de partager notre eau.	Ouest	1132-com2
C'est même une très bonne chose d'intégrer les zones humides, car j'aime pas quand les maisons des gens sont inondées.	Ouest	1142-com2
Je pense qu'il faut dire aux gens de ne pas construire leur maison près du Maroni, comme ça on éviterait les inondations.	Ouest	1197-com2
Énergie / hydroélectricité		
En Guyane, j'ai remarqué que la gens ne se rendent pas compte que nous vivons une pénurie des énergies et aussi de l'eau potable. Très bonne initiative... et bon courage.	Centre littoral	71-com2
Étude sur l'incidence des barrages hydrauliques et développer des solutions pour diminuer leurs impacts sur l'environnement	Centre littoral	39-com2
Embouteillage		
Développer la recherche d'une source et sa commercialisation.	Ouest	489-com2
Allez-vous changer l'eau des bouteilles si vous trouvez en quantité et qualité de l'eau du robinet que vous cherchez ?	Ouest	1150-com2
Milieu marin		
Il manque des questions sur le domaine marin (disparition des crevettes, des poissons...)	Centre littoral	94-com2

Les grands enjeux du bassin de Guyane

Commentaire	Territoire	Id
Rien sur le milieu marin !!! Envasement ! Rejet mercure et pollution Pêche et dragage ! Occupation du littoral (rejet eaux usées) La mangrove, pouponnière de la mer...	Centre littoral	104-com2
Incendie		
Il serait intéressant voire très important de trouver des solutions pour les feux de savanes. C'est assez paradoxal d'avoir de l'eau sur l'ensemble du territoire guyanais, et attendre des pompiers pour éteindre un feu de broussaille. Un système de pompe à eau aux alentours des habitations devrait être mis en place pour plus de rapidité et parer au mieux les risques d'incendie.	Centre littoral	8048-com2
Transfrontalier, partage de l'eau		
Je pense qu'il faut suggérer aux gens de ne pas construire leur habitation dans des zones humides, comme ça ils éviteraient les inondations. Je pense que c'est une bonne chose de partager notre eau.	Ouest	1132-com2
Le partage de l'eau c'est une bonne chose, mais si on doit partager notre eau il faut d'abord construire un château d'eau plus grand que ceux qu'on a auparavant.	Ouest	1136-com2
C'est bien de vouloir partager notre eau avec nos amis surinamais et brésiliens, mais pour ça il faut d'abord faire construire un château d'eau beaucoup plus grand.	Ouest	1279-com2
Je trouve que c'est une très bonne idée de partager notre eau avec nos voisins surinamais et brésiliens.	Ouest	1284-com2
Je pense que c'est une très bonne chose de partager notre eau avec nos amis brésiliens et surinamais.	Ouest	1352-com2
C'est une très bonne chose de vouloir partager notre eau avec nos amis brésiliens et surinamais, mais ce n'est pas la priorité. La priorité c'est qu'il faut s'assurer que toutes les personnes qui habitent en Guyane aient de l'eau potable.	Ouest	1366-com2
excepté Maroni	Centre littoral	1-QB6
(« !!! » derrière prioritaire dans la question Mettre en place une gestion partagée avec nos voisins...)	Ouest	54-QB6
QB6[gestion transfrontalière] : ça ne marchera pas	Centre littoral	129-QB6
Thèmes transversaux		
Contrôle, surveillance		
Réaliser régulièrement des analyses approfondies des différents milieux aquatiques, et mettre les résultats de ces analyses à la disposition de tous.	Centre littoral	8113-com2
Analyser régulièrement la teneur en mercure des cours d'eau.	Est	192-com2
[traduction] Le ministère de la santé doit mieux observer les orpailleurs afin d'éviter la pollution au mercure.	Ouest	1117-com2
Faire la police, enlever les travailleurs d'or dans le Maroni.	Ouest	886-progW3
La protection des eaux suppose une guerre sans faille à l'orpaillage clandestin, mais également un contrôle strict des activités dites "légal", qui ne resteront propres que si leurs acteurs connaissent les risques qu'ils encourent à polluer en silence...	Savanes	8123-progW3
afin d'éviter que des pc soient délivrés dans la plus pure ignorance des règles d'assainissement, avec des espèces d'attestation de conformité de complaisance, confortant les pollueurs dans leurs turpitudes, il faudrait un organisme de contrôle suffisamment indépendant et non dirigé par des individus hybrides, cumulant les casquettes de conseiller municipal, de délégué cacl et j'en passe et n'ayant de but que des passages en force d'autorisations d'urbanisation anarchique ceci dans l'irrespect de la santé publique, de la salubrité publique et de notre environnement... pauvre guyane!	Centre littoral	8090-com2
Baisser la facture d'eau, et mettre en place des gens qui contrôlent les mers, parce qu'il y a trop de déchets qui naviguent sur les mers.	Ouest	890-com2
Habitant de Maripasoula, une des sources de pollutions évidente et le rejet des déchets en très grande quantité que ce soit côté français ou surinamien. Il s'agit aussi bien de piles par ex très polluantes ou de déchets dont la pollution est plus visuelle. Outre la prévention et l'éducation qui sont déjà faite par certains organismes ou associations il faudrait que le préfet demande à la gendarmerie de dresser quelques contraventions qui serviraient d'exemple. Sans cela le geste poubelle sera certainement repoussé à quelques années encore alors que le fleuve est une véritable poubelle.	Ouest	8025-com2
La police devrait mettre des amendes pour les gens qui polluent l'eau.	Ouest	1072-progW3
Je pense que c'est une très bonne chose de mesurer la qualité de notre eau et d'éliminer les substances dangereuses dans l'eau et ça c'est prioritaire.	Ouest	1135-com2

Les grands enjeux du bassin de Guyane

Commentaire	Territoire	Id
Eliminer et anticiper l'accès et la propagation des microbes par une analyse régulière	Centre littoral	335-com2
Ne pas tricher avec les analyses, comme c'est trop fait en Métropole. Il ne sert à rien de masquer la réalité, si dure soit-elle, d'une pollution généralisée de toutes les eaux de surface.	Savanes	8123-com2
Surveiller constamment les problèmes de l'eau pour la santé et l'hygiène de tous	Centre littoral	2-com2
Réglementation		
Une importance particulière devra être accordée à la réflexion sur l'adaptation de la réglementation sur l'eau au territoire.	Centre littoral	8083-progW3
Renforcer les lois de pollution, prévention et éducation – moins cher que les effets après la pollution Il faut faire de la pollution un problème d'euros pour eux – si on met la pollution, on doit payer pour le mal.	Ouest	1606-com2
Santé		
L'eau de puits c'est pas bon pour la santé.	Centre littoral	263-com2
Economiser de l'eau et de la valoriser pour la santé pour le monde entier, une loi sur la gestion des eaux pour payer beaucoup plus (?) de taxes sur les eaux	Centre littoral	304-com2
Certains utilisent des puits et d'autres l'eau de la crique. Pour éviter les maladies, la population a besoin de votre aide.	Ouest	822-com2
Nous n'avons pas l'eau potable et nous voulons l'eau potable. Car avec l'eau du puits c'est dur, des fois c'est la diarrhée ou des vomissements, donc nous voulons l'eau potable. Voilà.	Ouest	836-com2
Eliminer les substances dangereuses dans l'eau c'est une très bonne chose, car boire de l'eau sans savoir que cette eau n'est pas potable, on peut tomber malade.	Ouest	1146-com2
QB1 : C'est une solution provisoire ! Problèmes sanitaires importants (pas de toilettes)	Centre littoral	242-QB1
Il faut améliorer l'eau, construire des châteaux d'eau sur le fleuve pour limiter les risques de tomber malade, prioritaire selon moi.	Ouest	9-com2
[traduction] Mes enfants sont malades quand nous n'avons pas une eau de bonne qualité à boire.	Ouest	645-com2
Garder l'eau potable propre et ne pas ajouter des produits, qu'il soit nature et propre juste pour ne pas avoir des maladies. Merci.	Ouest	794-com2
La propreté de l'eau c'est le bien-être de nous tous.	Ouest	797-com2
La nourisson de l'eau la propreté de l'eau c'est la sécurité de nous tous.	Ouest	817-com2
Si tout le monde pouvait avoir de l'eau potable, ça nous éviterait la diarrhée.	Ouest	1310-com2
Surveiller constamment les problèmes de l'eau pour la santé et l'hygiène de tous	Centre littoral	2-com2
Avoir l'eau potable c'est bon pour l'environnement et aussi la santé. Si on a pas l'eau potable on risque d'être tombé malade. Ex : des bactéries, on peut attraper la dengue si on garde l'eau dans un bassin plusieurs jours.	Ouest	8-com2
Pour moi c'est une bonne chose de diminuer les pollutions causées par l'homme comme ça on éviterait les maladies.	Ouest	1158-com2
Eliminer les substances dangereuses dans l'eau c'est une très bonne chose, car boire de l'eau sans savoir que cette eau n'est pas potable, on peut tomber malade.	Ouest	1146-com2
Je pense que d'éliminer les substances dangereuses dans l'eau c'est une très bonne chose, car si on ne les élimine pas ça peut être dangereux pour notre santé.	Ouest	1165-com2
Comment?		
Si vous devez installer des bornes fontaines pour les gens qui habitent sur le fleuve comment allez-vous faire ? J'admire votre travail.	Ouest	1145-com2
Comment allez-vous faire comprendre aux orpailleurs de ne plus travailler l'or ?	Ouest	1151-com2
C'est une bonne chose de vouloir dire aux orpailleurs illégaux de travailler moins d'or, mais comment allez-vous leur faire comprendre.	Ouest	1306-com2
C'est très intéressant votre travail, mais comment vous allez faire pour dire aux orpailleurs de travailler moins d'or.	Ouest	1325-com2
C'est bien de vouloir diminuer les pollutions causées par l'homme, comment allez-vous vous y prendre?	Ouest	1249-com2
Nous on n'a pas d'eau potable chez nous, on utilise [l'eau] de la crique. Comment allez-vous faire pour éliminer les substances dangereuses dans la crique.	Ouest	1184-com2
C'est une très bonne chose de vouloir éliminer toutes les substances dangereuses dans l'eau, mais comment allez-vous savoir si toutes les substances ont été éliminées ?	Ouest	1201-com2

Annexe 7. Synthèse nationale de la consultation

CONSULTATIONS DU PUBLIC SUR L'AVENIR DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

[Synthèse nationale]
[01 novembre 2012 au 30 avril 2013]



EFFICIENCE 3

B.P. 202
26, Rue Buirette
51057 REIMS CEDEX

☎ 03.26.79.75.89 📠 03.26.88.41.76

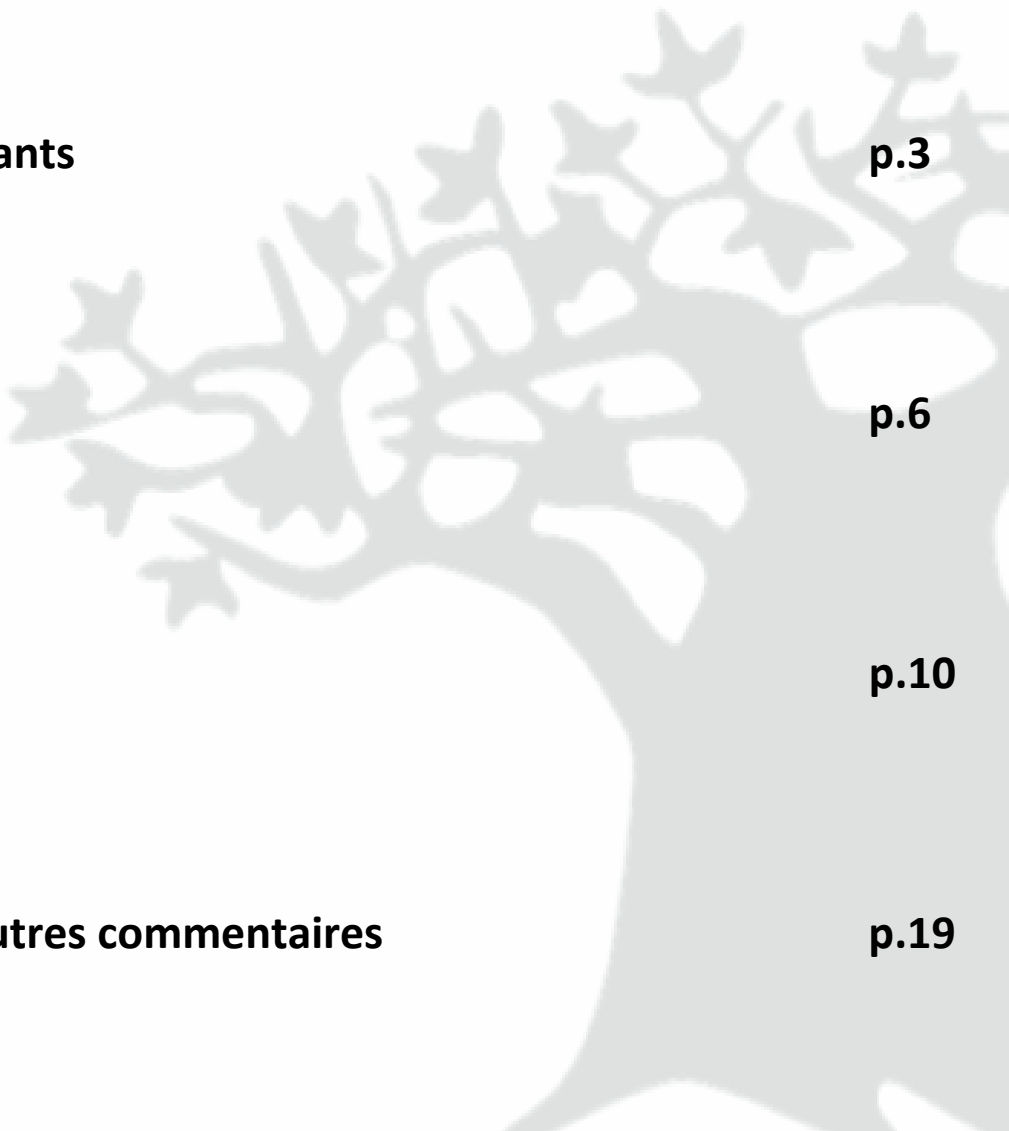
<http://www.efficience3.com>

LES
**COMITÉS
DE BASSIN**

Les offices de
l'eau

1er octobre 2013

SOMMAIRE

- 
- ❖ **Contexte de l'étude et profil des répondants** p.3
 - ❖ **Les enjeux partagés au niveau national** p.6
 - ❖ **Les enjeux des territoires (bassins)** p.10
 - ❖ **Les enjeux spontanément exprimés et autres commentaires** p.19

Contexte de l'étude et profil des répondants



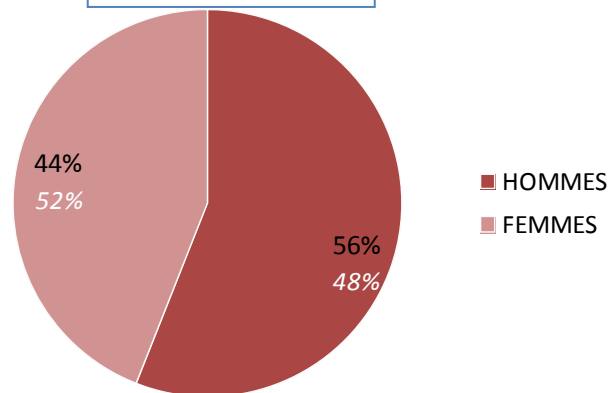
Contexte de l'étude

- Dans le cadre de la politique de l'eau nationale et européenne, des consultations du public sur **l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques** ont été organisées **entre le 1^{er} novembre 2012 et le 30 avril 2013** par les **Comités de bassin sur les territoires des grands bassins hydrographiques**. Ces consultations visaient à recueillir l'avis du public sur les grands enjeux identifiés par les acteurs de l'eau et les experts. Elles intervenaient dans un cadre réglementaire pour préparer les plans de gestion des eaux des grands bassins hydrographiques couvrant la période 2016-2021, les SDAGE (les plans de gestion des eaux deuxième génération des territoires concernés). Le public a été invité à s'exprimer principalement sur internet, notamment à l'aide d'un questionnaire, sur les grandes priorités de l'eau communes au pays et sur les enjeux propres à chaque bassin hydrographique. Des actions complémentaires ont été mises en place en fonction des politiques locales.
- Bien que l'objectif de ces consultations vise réglementairement une planification territoriale, il est apparu intéressant de présenter une synthèse de l'expression du public sur l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques, à partir des résultats analysés disponibles dans les bassins ***Loire-Bretagne, Artois-Picardie, Rhin-Meuse, Seine-Normandie, Adour-Garonne, Rhône-Méditerranée et Corse, ainsi que dans les bassins ultra-marins : Réunion, Martinique, Guadeloupe, Guyane et Mayotte.***
- **Plus de 25 000** personnes ont exprimé leur opinion, montrant ainsi le vif intérêt du public pour le thème de l'eau.

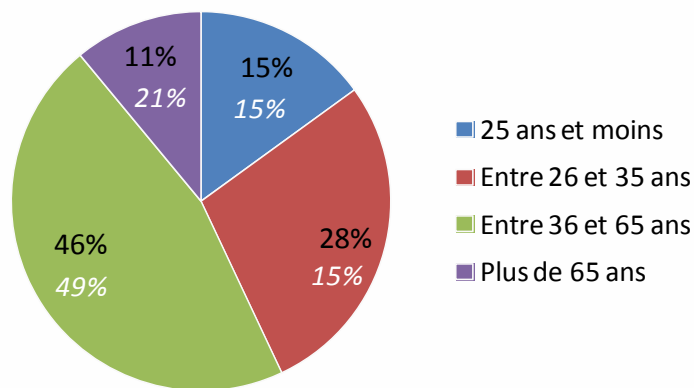
Profil des répondants

- Toutes les composantes de la population française se sont donc spontanément exprimées. On notera que dans quelques bassins d'outre-mer des jeunes ont également été **interrogés dans le cadre scolaire**.

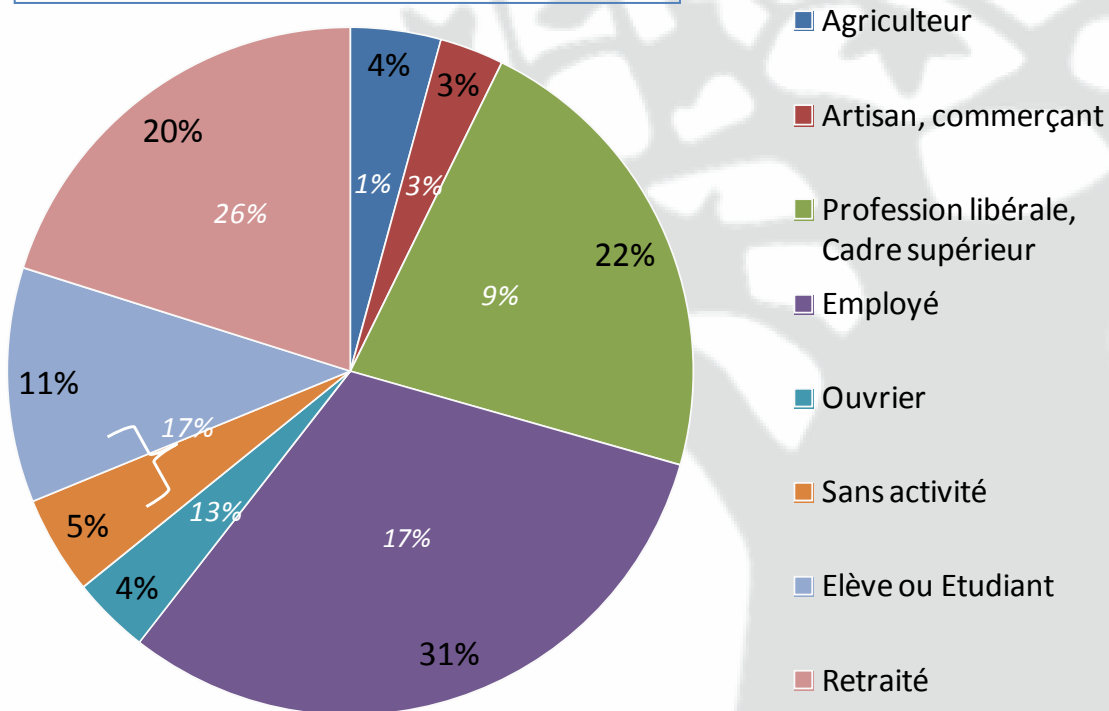
Genre



Age



Catégorie socio professionnelle



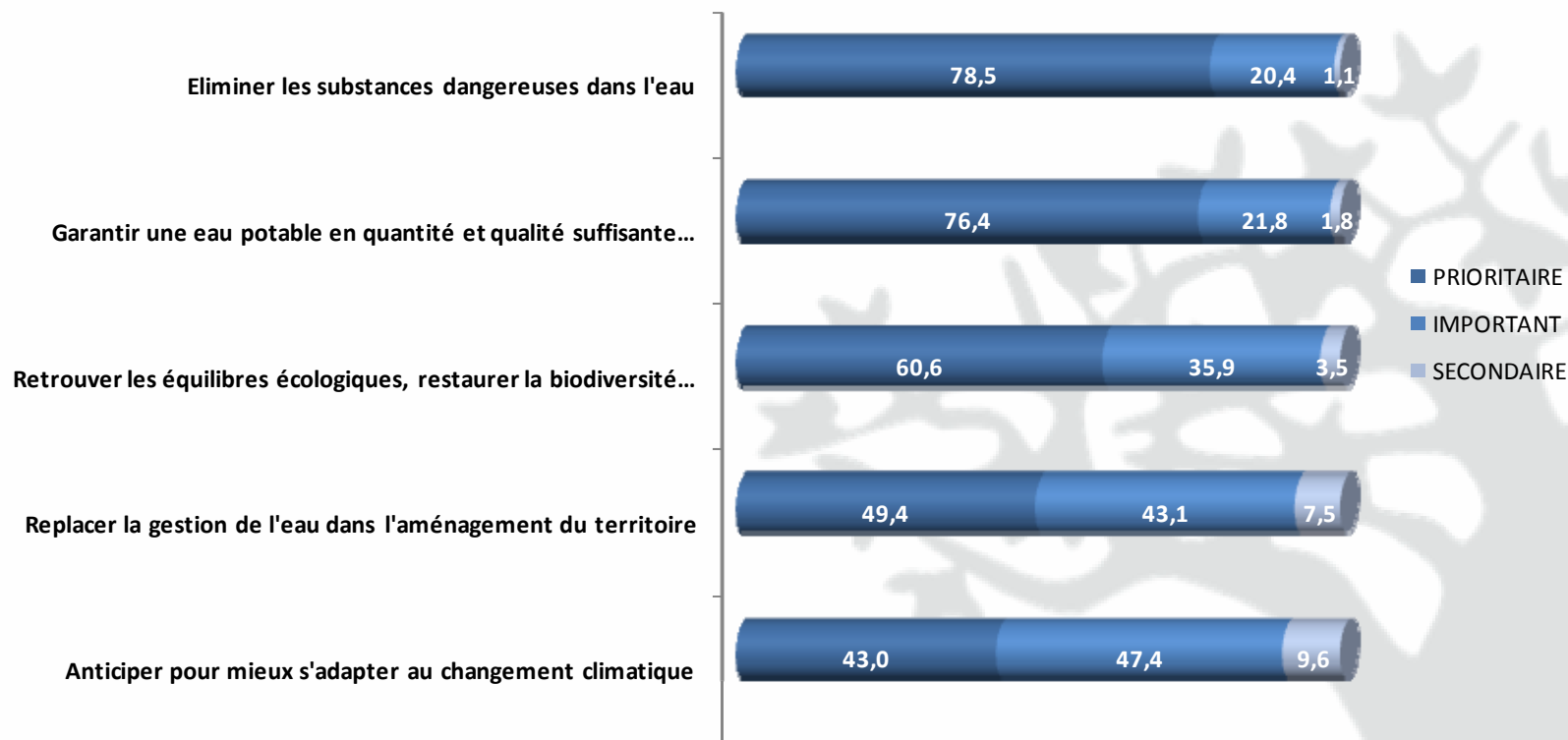
En blanc dans chaque graphique, les données nationales INSEE ont été reportées.

La mention profession intermédiaire (14%) n'ayant pas été proposée, il est possible que les répondants aient répondu dans la catégorie des cadres supérieurs ce qui limiterait largement la surreprésentation de cette catégorie. Par ailleurs la nomenclature INSEE intègre « les élèves ou étudiants » dans les « sans activité ».

Les enjeux partagés au niveau national



La priorité aux enjeux liés à la santé



➤ Les Français donnent la priorité aux enjeux liés à la santé devant les enjeux liés à l'écologie ou à l'aménagement du territoire. « **Eliminer les substances dangereuses dans l'eau** » et « **Garantir une eau potable en quantité et qualité suffisante, en particulier vis-à-vis des pollutions diffuses agricoles** » sont les enjeux jugés les plus prioritaires à l'échelle nationale.

➤ Leur niveau de priorité est assez proche, plus de trois Français sur quatre les jugeant prioritaires.

La priorité aux enjeux liés à la santé

- Les deux enjeux les plus prioritaires se situent plus de 15 points devant « **Retrouver les équilibres écologiques, restaurer la biodiversité, véritable patrimoine naturel** », qui néanmoins est perçu comme prioritaire par 60% des Français.
- « **Anticiper pour mieux s'adapter au changement climatique** » est l'enjeu perçu comme le moins prioritaire au plan national. Il occupe la dernière place derrière « **Replacer la gestion de l'eau dans l'aménagement du territoire** ». Ces deux enjeux sont jugés prioritaires par moins d'un Français sur deux.

Peu d'écart entre les bassins

- Les classements observés au sein de chaque bassin présentent très peu d'écart avec le classement national.
- « **Éliminer les substances dangereuses dans l'eau** » et « **Garantir une eau potable en quantité et qualité suffisante, en particulier vis-à-vis des pollutions diffuses agricoles** » occupent les deux premières places dans tous les bassins. L'ordre de priorité est simplement inversé en **Seine Normandie**, « **Garantir une eau potable en quantité et qualité suffisante, en particulier vis-à-vis des pollutions diffuses agricoles** » y arrivant en première place.
- Pour le bassin **Rhône-Méditerranée**, la priorité est également donnée à un enjeu similaire « **Lutte contre les pollutions par les matières organiques, les fertilisants et les substances dangereuses** » devant « **Etat physique et fonctionnement biologique des cours d'eau, plans d'eau et du littoral** ».
- En outre-mer, « **Garantir une eau potable en quantité et qualité suffisante, en particulier vis-à-vis des pollutions diffuses agricoles** » arrive en tête en **Guyane**, « **Replacer la gestion de l'eau dans l'aménagement du territoire** » en **Guadeloupe**.

Les enjeux des territoires (bassins)



Note de lecture :

Une synthèse statistique était impossible du fait de la diversité du questionnement (enjeux ou piste d'action, formulation des questions et items de réponse proposés, modes de recueil).

Les enjeux des territoires

- Dans leur ensemble, les enjeux qui ont été soumis au public dans chacun des bassins ont recueilli le soutien des habitants, mais également celui des partenaires institutionnels consultés quand cela a été le cas. Il convient par ailleurs de souligner qu'il existe une très forte interconnexion entre les différents enjeux, leurs conséquences et les moyens à mettre en œuvre.
- Quel que soit le bassin, on retrouve, à travers les priorités accordées aux enjeux locaux, des tendances identiques à la hiérarchisation des enjeux nationaux.
- Globalement, la priorité est donnée aux enjeux ayant pour objet **la préservation de la ressource en eau en luttant contre les pollutions et le gaspillage**, avant **la préservation et la restauration du caractère naturel des rivières et des équilibres écologiques**. Sur ces thèmes, les Français sont unanimes pour ce qui est de leur conférer un haut niveau de priorité.
- Les autres enjeux, ayant trait à **l'information, le développement des connaissances** ou **l'organisation de la gestion de l'eau**, sont également importants aux yeux des habitants des bassins, mais ils sont perçus comme moins prioritaires.

Les enjeux des territoires

- Les enjeux ayant pour objet **la préservation de la ressource en eau, en luttant contre les pollutions et le gaspillage**, recueillent le soutien du public dans de très larges proportions. Quel qu'en soient le type et l'origine, toutes les pollutions doivent être combattues le plus énergiquement possible. Rappelons ici le fort attachement rencontré dans tous les bassins au principe « **pollueur – payeur** ».
- L'objectif prioritaire est donc la qualité de l'eau pour la santé humaine et la vie des milieux aquatiques, afin que l'on puisse la boire durablement.
- Ainsi, ont un haut degré de priorité :
 - ❖ La préservation de **l'état des rivières, des lacs et des nappes souterraines, mais également des mers**, en ***Seine-Normandie, Rhône-Méditerranée, Loire-Bretagne, Artois-Picardie***.
 - ❖ La lutte contre **les pesticides ou herbicides, les nitrates, les métaux lourds et les substances dangereuses**, (***Adour-Garonne, Seine-Normandie***) dans l'agriculture mais également auprès des communes et des particuliers.
 - ❖ Les actions visant à améliorer **l'assainissement de eaux usées**, des particuliers et des entreprises, y compris dans les zones rurales (***Artois-Picardie, Rhin-Meuse, Loire-Bretagne***).
 - ❖ Également, les actions visant à **une gestion plus économe en eau** ou encore **la réutilisation des eaux usées et de pluie**.
 - ❖ La lutte contre **les pollutions liées au ruissellement des eaux** (***Loire-Bretagne, Seine Normandie***).

Les enjeux des territoires

- **La préservation et la restauration du caractère naturel des rivières et des équilibres écologiques** est également un enjeu jugé prioritaire et très important.
- Il est clair que l'enjeu précédent, **la lutte contre les pollutions et le gaspillage, afin d'empêcher toute nouvelle dégradation des cours d'eau**, a également un impact sur cet enjeu. L'autre axe essentiel identifié comme prioritaire par le public est **la réhabilitation des zones humides** (*Artois-Picardie, Loire-Bretagne*), y compris le respect des **zones inondables et de leur caractère naturel**.
- Le développement de **la connaissance au service des milieux naturels aquatiques** et **la gouvernance territoriale** sont également des enjeux importants aux yeux du public. Ils sont toutefois moins importants et prioritaires que les deux enjeux précédents dans tous les bassins.
- La population met l'accent sur la nécessité **d'informer et de sensibiliser le public** (*Artois-Picardie, Rhin-Meuse*) afin de faire changer les comportements et aider à la prise de conscience collective.
- Enfin, concernant la gouvernance, le public rappelle fréquemment le besoin **d'agir ensemble**, en veillant à **impliquer les pouvoirs publics et les divers acteurs**, ceci, toutefois, dans le cadre de **structures simplifiées**. On observe, dans les bassins où cette question était posée, une forte sensibilité du public aux dépenses et au coût de l'eau potable.

Les enjeux des territoires

- En Outre-mer, on retrouve sensiblement les mêmes priorités : lutte contre les pollutions, y compris celles plus spécifiques à une région, telles que les **activités aurifères** (*Guyane*), et la préservation des milieux, en particulier **le milieu marin et la mangrove**.
- Il apparaît, toutefois, que la gestion de **l'accès à l'eau potable** est un point particulièrement sensible en Outre-mer (*Guadeloupe, Réunion, Mayotte*). C'est également le cas en *Martinique*, où l'on réclame l'utilisation de **nouvelles ressources (eaux souterraines)**.

Les enjeux spontanés et autres commentaires



Les enjeux spontanés

Note de lecture :

- *Au-delà des enjeux nationaux et locaux, le questionnaire utilisé pour la consultation offrait également la possibilité au public de donner ses commentaires et ses suggestions dans des zones d'expression libre (nouveaux enjeux ou commentaires sur le programme de travail et le calendrier).*
- *Sur les 25 000 participants, relativement peu de personnes ont exprimé un avis libre (environ une personne sur quatre). Les bassins **Loire-Bretagne** et **Adour-Garonne** ont été ceux pour lesquels les participants ont davantage utilisé la possibilité qui leur était offerte (une personne sur trois ayant exprimé un avis). A noter la situation particulière en **Rhône-Méditerranée** qui a proposé une approche exclusivement qualitative pour la consultation publique.*
- *Compte-tenu de la diversité de ces contributions, nous n'avons pu les hiérarchiser quantitativement avec précision. Nous avons regroupé ces propositions au sein des thèmes ci-dessous, et nous les présentons des « plus fréquemment évoqués » aux « moins évoqués » :*
 - ❖ *Pollution due aux substances rejetées dans l'environnement*
 - ❖ *La qualité de l'eau*
 - ❖ *La préservation des milieux et des ressources en eau*
 - ❖ *La communication vers le public*
 - ❖ *La gouvernance de l'eau*

Les enjeux spontanés

- Dans les citations, les Français ont exprimé très souvent, et sur de nombreux bassins, des remarques sur **la pollution due aux substances rejetées dans l'environnement**.
 - ❖ Ils veulent pour la plupart **taxer les pollueurs**, et **mettre en place des mesures visant à taxer interdire ou contrôler**
 - ❖ Limiter les pollutions dues à **l'agriculture** et favoriser une **agriculture davantage biologique**
 - ❖ Réduire les pollutions dues aux **nitrites**, mais également à d'autres substances **chimiques ou médicamenteuses**
- Un autre thème largement cité par les répondants concerne la préservation de la ressource en visant, d'une part, **l'entretien et la préservation des milieux naturels** (aspect qualitatif) et, d'autre part, le **stockage de l'eau et la lutte contre le gaspillage** (aspect quantitatif).
 - ❖ Pour l'entretien et la préservation des milieux naturels, on note principalement des avis sur la **restauration** des espaces naturels et la restauration et **préservation des milieux aquatiques** (comme, par exemple, **les zones humides, les cours d'eau et berges**). Il faut également préserver les écosystèmes des **dangers liés à l'urbanisation**. Des **aides** allant dans ce sens sont également suggérées pour récompenser les efforts réalisés.
 - ❖ Sur l'aspect quantitatif, il est suggéré d'**agir contre le gaspillage**, agricole en particulier, en recourant aux cultures moins gourmandes en eau et à une irrigation plus efficace (goutte à goutte, arrosage nocturne), mais également domestique (fuites dans les réseaux et installations) et de récupérer et stocker l'eau. On propose, pour répondre à ces questions, le développement de la récupération et de la **réutilisation des eaux de pluie**, mais également la création de **retenues d'eau** pour l'agriculture même si ce sujet fait plus débat dans certains bassins. A noter également la suggestion d'**utiliser l'eau de mer et d'organiser son recyclage**.

Les enjeux spontanés

- **La communication vers le public** est également un thème partagé dans tous les bassins, mais évoqué moins fréquemment.
- Cette communication a tantôt une **vocation informative** et tantôt une **vocation pédagogique** (venant ainsi contrebalancer le côté répressif et coercitif déjà énoncé).
 - ❖ Les répondants souhaitent connaître davantage les **décisions prises par l'Etat et les collectivités locales** au sujet de l'eau. Ils demandent en particulier une information sous forme de **bulletins de santé**, de **lettres d'information** ou d'un affichage public.
 - ❖ Ils demandent également que l'on **sensibilise la population sur la nécessité de préserver et économiser l'eau**, mais également **que l'on explique et sensibilise la population aux phénomènes de sécheresse**. A noter que des publics particuliers, tels que **les agriculteurs**, peuvent également être la cible de telles actions.
- **La distribution de l'eau** est un autre thème abordé spontanément par les Français, qui souhaitent insister sur la gestion de l'approvisionnement en eau.
 - ❖ Ils expriment clairement la volonté de voir la **distribution d'eau rester dans le domaine public**.
 - ❖ Le thème du prix de l'eau est également abordé. Ils estiment que le prix **ne doit pas augmenter** (plutôt **faire payer les pollueurs**), avec parfois la volonté d'un **prix de l'eau plus homogène dans un même bassin** ou par exemple la proposition d'un **prix de l'eau à 2 vitesses** (tarif bas pour la consommation de base, plus élevé au-delà).
 - ❖ Enfin, des répondants citent également l'importance de la **qualité de l'eau**, pour laquelle ils réclament **plus de transparence** (communication) et **un meilleur goût** (qualité organoleptique).

Les enjeux spontanés

- Le dernier thème est plus transverse : il s'agit de **la gouvernance de l'eau**.
 - ❖ La population a souhaité, outre les mesures à prendre déjà évoquées au cours des thèmes précédents, rappeler **l'urgence qu'il y avait à traiter la question de l'eau** dans son ensemble.
 - ❖ Cela passe par la **mise en place de « vraies politiques »** claires, conduites à leur terme et cohérentes entre elles, mais également **l'amélioration des systèmes de financement des projets liés à la gestion et à la préservation de l'eau**. Ce dernier point pouvant apparaître comme un frein du point de vue des partenaires institutionnels.
 - ❖ L'eau est **un bien public**, c'est-à-dire qu'il doit y avoir une **gestion publique de l'eau**. Toutefois les avis émis sont très partagés, allant de la **reconnaissance du travail des techniciens** à la **critique des élus**, et inversement, en passant par **la réduction du nombre d'intervenants**. A noter que, pour certains, le besoin d'une approche davantage territoriale avec un **regroupement des compétences et l'implication des divers acteurs et consommateurs** est une nécessité.

- D'autres enjeux ont été également exprimés. Ces enjeux peuvent être liés aux thèmes précédents.
 - ❖ Les catastrophes naturelles, et en particulier les phénomènes d'**inondations**, ont été évoqués, parfois en lien avec la question des zones humides ou des aménagements urbains et autres constructions.

 - ❖ **L'interdiction de l'exploitation des gaz de schiste** a été suggérée.

Conclusions



Conclusions

- **Avec 25 000 participants au total**, la consultation publique montre l'intérêt que porte l'ensemble des Français à la question de **la gestion de l'eau et des milieux aquatiques**. Les partenaires institutionnels qui se sont exprimés ont également largement soutenu les propositions d'enjeux.
- Dans l'ensemble, les résultats montrent que les grands enjeux de l'eau partagés (questions importantes) qui ont été soumis à l'opinion des Français recoupent bien leurs préoccupations, tous ayant été déclarés **soit prioritaires, soit importants, par plus de 90 % de la population**.
- **L'élimination des substances dangereuses dans l'eau et la garantie d'un approvisionnement en eau potable, en quantité et qualité suffisante**, sont prioritaires pour la quasi-totalité des Français devant **la restauration des équilibres écologiques**.
- Sur les problématiques locales, deux thèmes recueillent également l'intérêt des Français : **état des eaux dans le milieu naturel et qualité de l'eau potable au robinet**.
- Nos concitoyens sont plus sensibles aux **questions actuelles** telles que les pollutions, l'eau du robinet qui peuvent avoir sur eux des **conséquences directes**, plutôt qu'à **l'anticipation des problèmes (changement climatique)**.
- A noter parmi les suggestions, la **politique de prévention liée aux inondations**, sujet ayant fait, il est vrai, l'actualité pendant la consultation.



**Direction régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
GUYANE**

BP 6003
97306 Cayenne CEDEX
Tél : 594(0) 594 29 66 50
Fax : 594 (0) 594 29 07 34

